

Evolution du positionnement international du Maroc



Tableau de bord stratégique

Onzième édition
Novembre 2023



TABLE DES MATIERES

LIMINAIRE.....	13	Nombre de policiers pour 100 000 habitants	35
TABLEAU DE SYNTHESE.....	17	Nombre de personnes détenues pour 100 000 habitants.....	36
GOUVERNANCE.....	25	Nombre d'homicides volontaires pour 100 000 habitants (Classement).....	37
ORGANISER LA TRIPLE GOUVERNANCE DES RISQUES EXISTENTIELS, DES DROITS HUMAINS ET DES BIENS COMMUNS	26	Nombre d'agressions pour 100 000 habitants.....	38
Contribution à la gouvernance mondiale.....	26	Défense.....	39
Good Country Index.....	26	Indice de "puissance militaire"	39
Soft Power.....	27	Indice de puissance militaire maritime.....	40
Global Soft Power Index.....	27	Les dépenses militaires en % du PIB.....	41
Sécurité globale.....	28	Importations d'armes en millions de dollars.....	42
Indice "Paix et sécurité internationales".....	28	Démocratie et Etat de droit.....	43
Indice global de paix.....	29	Indice de démocratie.....	43
Indice "World's safest countries"	30	Indice "Expression et Responsabilisation".....	44
Indice "Fragile State".....	31	Libertés publiques.....	45
Indice de stabilité politique et d'absence de violence et de terrorisme.....	32	Liberté de l'information.....	46
Indice global de terrorisme.....	33	Indice de liberté de la presse ("Freedom Press Index").....	47
Sécurité intérieure.....	34	Liberté économique.....	48
Sécurité publique intérieure.....	34	Indice global des libertés économiques.....	48

Ouverture des données (Open data).....	49	ASSURER UN DEVELOPPEMENT HARMONIEUX ET HUMAIN DES ORGANISATIONS (DONT PAYS).....	59
Indice de l'ouverture des données (Open Data Inventory ODIN).....	49	Efficacité et transparence des politiques publiques.....	59
Gouvernance des ressources naturelles.....	50	Transparence de la politique économique.....	59
Indice "gouvernance des ressources naturelles".....	50	Capacités de réformes sectorielles.....	60
METTRE EN PLACE LA BOUSSOLE DE LA GOUVERNANCE X.0.....	51	Soutien aux secteurs dynamiques émergents.....	61
Croissance inclusive.....	51	Efficacité de la gouvernance urbaine.....	62
Indice de la croissance inclusive.....	51	HUMAN-CENTRIC.....	63
Efficacité des institutions publiques.....	52	PREPARER L'AVENIR.....	64
Fonctionnement des institutions politiques.....	52	Fécondité.....	64
Indice de l'efficacité du gouvernement.....	53	Indice synthétique de fécondité.....	64
Gouvernance publique.....	54	Jeunesse.....	65
Indice de la qualité de la réglementation.....	54	Part des jeunes dans la population (en %).....	65
E-participation index.....	55	Perspectives d'avenir de la jeunesse.....	66
Liberté du système financier.....	56	Perspectives d'avenir de la jeunesse.....	66
Indice de liberté du système financier (score de l'indice).....	56	Alphabétisation.....	67
Corruption.....	57	Taux d'alphabétisation des adultes en % de la population âgée de 15 ans et plus.....	67
Indice de perception de la corruption.....	57	Taux d'alphabétisation des jeunes en % de la population âgée de 15 à 24 ans.....	68
Blanchiment d'argent.....	58	Dépenses en éducation.....	69
Indice de lutte contre le blanchiment d'argent (Basel AML Index).....	58	Dépenses publiques en éducation nationale en % du PIB.....	69

Dépenses publiques en éducation nationale par élève en % du PIB/habitant.....	70	Nombre de diplômés pour 10 000 habitants en ingénierie et en industries de transformation et production.....	81
Scolarisation.....	71	Recherche & Développement.....	82
Taux net de scolarisation au niveau de l'enseignement primaire.....	71	Recherche & Développement.....	82
Taux net de scolarisation au niveau de l'enseignement secondaire collégial.....	72	Force de liens entre entreprises et universités / centres de recherche.....	83
Taux net de scolarisation au niveau de l'enseignement secondaire qualifiant.....	73	Economie du savoir & Innovation.....	84
Encadrement des élèves au primaire.....	74	Indice mondial de l'Innovation (GII).....	84
Taux d'encadrement dans l'enseignement primaire.....	74	Indice mondial de la propriété intellectuelle.....	85
Abandon scolaire.....	75	Production scientifique et technique.....	86
Taux cumulé d'abandon scolaire dans l'enseignement primaire (%).....	75	Articles de journaux scientifiques et techniques publiés (pour 1 million d'habitants).....	86
Taux cumulé d'abandon scolaire dans l'enseignement secondaire collégial (%).....	76	PLANETARISER LES DROITS HUMAINS.....	87
Formation professionnelle.....	77	Développement humain.....	87
Pourcentage des effectifs inscrits dans l'enseignement secondaire professionnel (%).....	77	Indice de développement humain.....	87
Qualité du système d'éducation.....	78	Indice de capital humain.....	88
Classement international du Maroc au titre des tests internationaux.....	78	We World Index.....	89
Compétences.....	79	Indice des droits de l'enfant.....	90
Indice global des compétences.....	79	Emancipation de la femme.....	91
Enseignement supérieur.....	80	Indice d'inégalité de genre.....	91
Taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur (en % de la tranche d'âge 19-23 ans).....	80	Indice mondial des disparités de genre.....	92

Proportion des sièges occupés par les femmes au Parlement (%).....	93	Indice de progrès social.....	103
Taux de participation des femmes dans le marché du travail.....	94	Espérance de vie	104
Sécurité sanitaire	95	Espérance de vie à la naissance.....	104
Indice de sécurité sanitaire mondiale.....	95	Accès au système de santé	105
AMELIORER LA QUALITE DE VIE	96	Dépenses totales de santé (% du PIB).....	105
Prosperité et bien-être	96	Dépenses à la charge des ménages en % des dépenses globales de santé.....	106
Indice de prospérité et de bien-être.....	96	Santé de base : vaccination	107
Bien-être de la mère	97	Vaccination : taux de couverture de DTP1.....	107
Indice de bien-être de la mère.....	97	Encadrement médical	108
Bien-être des jeunes	98	Densité médicale et paramédicale pour 10 000 habitants.....	108
Indice de bien-être des jeunes.....	98	Densité litière (Nombre de lits hospitaliers pour 10 000 habitants).....	109
Bien être des personnes âgées	99	Nombre de psychiatres pour 100 000 habitants.....	110
Global AgeWatch Index : Indice de bien être des personnes âgées de 60 ans et plus.....	99	Mortalité maternelle et infantile	111
Satisfaction de la vie	100	Mortalité maternelle (Nombre pour 100 000 naissances vivantes).....	111
Degré de satisfaction dans la vie.....	100	Mortalité infantile (Nombre pour 1000 naissances vivantes).....	112
Bonheur	101	Qualité de la mort	113
Indice mondial du bonheur.....	101	Quality of Death Index.....	113
Progrès social	102	Suicide	114
Indice mondial de la mobilité sociale.....	102	Taux de suicide pour 100 000 habitants.....	114

Lutte contre la faim	115	Importance de la famille dans la vie personnelle	126
Indice de la faim dans le monde.....	115	Degré de confiance accordée à la famille.....	126
Pauvreté	116	Degré d'importance de la famille dans la vie personnelle.....	127
Taux de pauvreté relative.....	116	Importance de la religion dans la vie personnelle	128
Taux de pauvreté multidimensionnelle.....	117	Degré d'importance de la religion dans la vie personnelle.....	128
Conditions de vie : accès à l'eau et à l'électricité	118	Lien politique	129
Taux d'accès aux sources améliorées d'eau potable (% de la population).....	118	Degré d'importance de la politique dans la vie personnelle.....	129
Taux d'accès aux réseaux publics d'électricité (% de la population).....	119	Confiance interpersonnelle	130
Conditions de vie : assainissement et désenclavement	120	Confiance interpersonnelle.....	130
Taux de raccordement aux réseaux publics d'assainissement liquide en milieu urbain (%).....	120	Confiance institutionnelle : institutions régaliennes	131
Taux d'accessibilité de la population rurale aux routes.....	121	Degré de confiance accordée aux institutions régaliennes.....	131
Mobilité : densité routière et ferroviaire	122	Confiance institutionnelle : institutions représentatives	132
Densité routière revêtue en nombre de km/100km ²	122	Degré de confiance accordée aux institutions représentatives.....	132
Densité ferroviaire en nombre de km/100km ²	123	Engagement civique	133
Sécurité routière	124	Engagement civique.....	133
Nombre estimé de tués dans les accidents de la route (pour 100 000 habitants).....	124	Solidarité institutionnelle	134
RENFORCER LE LIEN SOCIAL ET RESTAURER LA CONFIANCE	125	Solidarité institutionnelle.....	134
Attachement à la Nation	125	Solidarité traditionnelle	135
Degré d'attachement à la Nation.....	125	Solidarité traditionnelle.....	135

NATURE-CENTRIC.....	137	Taux de dépendance des importations de sucre (%).....	148
PROMOUVOIR UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES.....	138	Taux de dépendance des importations d'huiles végétales (%).....	149
Etat de la biodiversité.....	138	Indice de durabilité alimentaire.....	150
Indice des bénéfices pour la biodiversité.....	138	Capital naturel : les sols.....	151
Endémisme.....	139	Les terres arables en hectare par habitant.....	151
Taux d'endémisme.....	139	Dépendance énergétique.....	152
Disponibilité des ressources en eau.....	140	Taux de dépendance énergétique (%).....	152
Les ressources en eaux renouvelables en m3/habitant/an.....	140	Performance environnementale.....	153
Moyenne des précipitations en mm/an.....	141	Indice de la performance environnementale.....	153
Catastrophes naturelles.....	142	LIMITER L'ARTIFICIALISATION.....	154
Exposition aux risques liés au changement climatique.....	142	Urbanisme et métropolisation.....	154
Indice global des risques climatiques.....	143	Taux d'urbanisation (%).....	154
Risque de submersion marine (Population vivant sur des terres dont l'altitude est <5m en % de la population totale).....	144	Population de la ville la plus peuplée en % de la population urbaine globale.....	155
PLANETARISATION.....	145	Population urbaine vivant dans les bidonvilles en % de la population urbaine globale.....	156
REDUIRE L'EMPREINTE ECOLOGIQUE.....	146	PASSER DE LA MONDIALISATION A LA MONDIALITE.....	157
Empreinte écologique.....	146	Mobilité circulaire.....	157
Empreinte écologique en hectare par habitant.....	146	Migrants internationaux en % de la population.....	157
Ressources alimentaires.....	147	Indice "Best countries for immigrants".....	158
Taux de dépendance des importations de céréales (%).....	147	Transfert des Marocains Résidant à l'Etranger en % du PIB.....	159

Liberté de voyage.....	160	Propriété intellectuelle.....	172
The Henley Passport Index.....	160	Nombre de brevets pour 1 million d'habitants.....	172
EXPONENTIALITE.....	161	Cyber-sécurité.....	173
MAITRISER LES TECHNOLOGIES.....	162	Indice de cybersécurité dans le monde.....	173
Degré de préparation aux technologies disruptives.....	162	HUMANISER L'ECONOMIE.....	174
Indice de préparation aux NTIC (Network Readiness Index).....	162	Inégalités.....	174
Global connectivity index.....	163	Indice de Gini.....	174
Inclusive Internet index.....	164	Emploi et Chômage.....	175
Indice de connectivité mobile.....	165	Taux de chômage national (%).....	175
Intelligence artificielle.....	166	Taux de chômage des personnes ayant un niveau d'instruction supérieur.....	176
Global IA Index (Indice mondial de l'intelligence artificielle).....	166	Importance du travail informel.....	177
Densité robotique.....	167	Financement de l'économie.....	178
Densité robotique (nombre de robots industriels pour 10 000 employés).....	167	Epargne nationale brute en % du PIB.....	178
Qualité de la vie digitale.....	168	REDUIRE L'IMPACT DE L'ANTHROPOCENE.....	179
E-Gouvernement development index.....	168	Transition énergétique.....	179
Indice de la qualité de vie digitale (Digital Quality of Life Index).....	169	Green Future Index.....	179
Global Remote Work index.....	170	Indice de la transition énergétique.....	180
Villes intelligentes.....	171	Part des énergies renouvelables dans la puissance électrique installée (%).....	181
Indice mondial des villes intelligentes.....	171		

Performance en matière de lutte contre le changement climatique.....	182	Investissement.....	193
Indice de la performance en matière de lutte contre le changement climatique.....	182	Taux d'investissement (FBCF/PIB) (.....)	193
Coût de la dégradation de l'environnement.....	183	Bancarisation.....	194
Coût de la dégradation de l'environnement en % du PIB.....	183	Taux de détention de comptes bancaires par les particuliers résidents.....	194
Gestion des ressources en eau.....	184	RENFORCER LA COMPETITIVITE GLOBALE ET AMELIORER L'ATTRACTIVITE.....	195
Retraits annuels d'eau douce pour l'agriculture en % des retraits totaux.....	184	Richesse globale et capital immatériel.....	195
GARANTIR ET PRESERVER LA STABILITE DU CADRE MACRO-ECONOMIQUE.....	185	Richesse globale par habitant.....	195
Croissance économique.....	185	Capital immatériel par habitant.....	196
Taux de croissance économique (%).....	185	Capital immatériel en % de la richesse globale.....	197
Inflation.....	186	PIB par habitant en dollar PPA constant de 2011.....	198
Taux d'inflation (en %).....	186	PIB par habitant en PPA dollars constants de 2011.....	199
Finances Publiques.....	187	Compétitivité globale du pays.....	200
Solde budgétaire en % du PIB.....	187	Indice Global de Compétitivité.....	200
Taux d'endettement public : Taux d'endettement direct du Trésor.....	188	Indice mondial de la compétitivité des talents (Global Talent Competitiveness Index).....	201
Comptes extérieurs.....	189	Indice "Doing Business".....	202
Solde du compte courant en % du PIB.....	189	Change Readiness Index.....	203
Solde commercial de biens et services en % du PIB.....	190	Agility Emerging Markets Logistics Index.....	204
Taux de couverture des importations par les exportations (en %).....	191	Indice de facilité du commerce international.....	205
Réserves de change en mois d'importations.....	192	Indice international de l'environnement du commerce illicite.....	206

Indice mondial de l'entrepreneuriat.....	207	Baseline Profitability Index.....	221
Trafic de conteneurs dans les ports (en équivalent 20 pieds).....	208	Indice "Best Countries for Business".....	222
Régulation de la concurrence.....	209	Indice mondial d'attractivité industrielle "Global Manufacturing Risk Index".....	223
Part du marché mondial (%).....	210	Renewable Energy Country Attractiveness Index.....	224
Taux d'ouverture de l'économie (biens et services) (en %).....	211	Indice Mondial d'outsourcing.....	225
Cars Production Index.....	212	Les investissements directs étrangers en % du PIB.....	226
Connectivité maritime et aérienne.....	213	Indicateur "Qualité de l'accueil réservé aux touristes étrangers".....	227
Indice de connectivité maritime.....	213	Meilleure destination attractive par le coût.....	228
Indice de connectivité aérienne.....	214	Meilleure destination touristique pour 2024.....	229
Transformation économique.....	215	Part des recettes touristiques dans le PIB.....	230
AFRICAN Index for economic transformation.....	215	Marque-Pays.....	231
Complexité économique.....	216	Brand Finance Nation Brands.....	231
Indice de complexité économique.....	216	Country Reputation Index.....	232
Système financier.....	217	Bloom Consulting Country Brand Ranking.....	233
Global Financial Centres Index.....	217	Digital Country Index.....	234
Africa Financial Markets Index.....	218	ANNEXE : GLOSSAIRE DES INDICATEURS.....	235
Capitalisation boursière en % du PIB.....	219		
Attractivité globale du pays.....	220		
Global Opportunity Index.....	220		



LIMINAIRE

Dans le cadre de sa mission de veille prospective – qui consiste à suivre de près les mutations qui s'opèrent au niveau national, régional et international, en vue de préparer le Maroc au monde de demain –, l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) a achevé, fin octobre 2023, la réalisation de la 11ème édition de sa série "Tableau de Bord Stratégique".

Le Tableau de Bord Stratégique constitue une des productions récurrentes du Pôle "Veille Prospective" de l'IRES. Il représente un outil permettant de fournir un aperçu et un suivi de l'évolution du positionnement du Maroc sur le plan international dans les domaines politique, économique, social, culturel et environnemental.

Mine d'informations quantitatives et de connaissances utiles à la prise de décision, le Tableau de Bord Stratégique comprend 204 indicateurs stratégiques.

L'édition 2023 se démarque par rapport aux éditions précédentes par l'adoption d'une nouvelle structuration de ces indicateurs selon la grille de lecture de l'IRES, retenue en 2021. Celle-ci repose sur cinq piliers, à savoir :

- **Gouvernance** : l'ensemble des processus de gestion de l'action collective, à partir de l'orientation des conduites des acteurs (bottom-up), de la mobilisation et de la motivation des "agents" (actions concertées, soft power).
- **Human-centric** : l'ensemble des évolutions et aspirations qui participent à remodeler l'Humanité, dans son unicité comme dans sa sociabilité, dans ses rapports à la machine, au travail, à son cadre de vie, ...

- **Nature-centric** : la recherche d'un autre rapport au monde vivant, d'une économie plus respectueuse de l'environnement et d'un mode de vie moins orienté vers la consommation ; la prise de conscience qu'il faut désormais prendre soin de la nature et de l'ensemble du vivant.
- **Planétarisation** : un nouveau stade de progrès, disruptif, au cours duquel coexistent un état de mondialité (post-mondialisation) et une nouvelle prise de conscience de la qualité "vivante" de la planète, en tant que biosphère dont les humains ne sont qu'une des composantes.
- **Exponentialité** : l'ensemble des phénomènes structurels qui connaissent une accélération exponentielle, tels que les technologies de la communication, la digitalisation, la démographie, la compétition économique, la financiarisation, les inégalités sociales, ...

Cette nouvelle édition a été enrichie par l'intégration de nouveaux indicateurs stratégiques liés, notamment, à la puissance militaire maritime, à l'inclusion des femmes et des enfants, à la liberté de voyager, à la transformation économique, à la complexité économique, à la production automobile, à l'attractivité touristique, à la réputation digitale, à l'intelligence artificielle, à l'outsourcing et au travail à distance.

Le nombre d'indicateurs identifiés par pilier/sous-pilier ne préjuge pas de l'importance de ce dernier. Il est souvent fonction de la disponibilité des données statistiques relatives au domaine concerné.

Certains de ces indicateurs ont des limites qui ont été révélées par plusieurs études. Ils ne reflètent pas, selon l'IRES, les avancées enregistrées par le Maroc. Leur intégration dans le présent Tableau de Bord Stratégique est motivée par le seul fait que ces indicateurs sont pris en considération par les organismes internationaux pour apprécier la situation du Royaume.

Les informations relatives aux différents indicateurs ont été recueillies à partir de sources variées, à savoir : les organismes nationaux tels que le Haut-Commissariat au Plan (HCP), les départements ministériels, l'Office des Changes, ... ou les institutions internationales telles que la Banque Mondiale, le FMI, l'OCDE, le PNUD, l'OMS, la FAO et le CEPII.

Pour chaque indicateur, les seuils d'alerte sont déterminés par l'IRES. En partant du constat qu'il n'existe pas de méthode universelle, le calcul des seuils d'alerte relatifs à chaque indicateur a été opéré en utilisant différentes méthodes. Les plus utilisées sont au nombre de deux.

La première consiste, en cas d'abondance de l'information, à distinguer au niveau de la communauté internationale trois groupes ayant le même nombre de pays. Les seuils correspondent ainsi aux moyennes des tiers moyen et élevé de cette communauté.

En cas de moindre abondance des données, la deuxième méthode utilisée, consiste à retenir comme seuils :

- les moyennes établies par les organisations internationales, à savoir :
 - le PNUD pour les pays à développement humain moyen et ceux à développement humain élevé,
 - la Banque Mondiale pour les pays à revenu intermédiaire et les pays à revenu élevé.
- les normes fixées par les organisations internationales à l'instar de l'OMS et du FMI.

Des cadrans illustratifs du positionnement du Maroc par rapport à ces seuils d'alerte ont été générés, à travers la compilation des données statistiques du Tableau de Bord Stratégique sous la nouvelle plateforme de Business Intelligence "Power BI", implémentée par l'IRES en juin 2023.

L'analyse de ce positionnement et de son évolution au fil du temps constitue l'objet du présent rapport. Le nombre de places gagnées ou perdues au niveau du classement international du Maroc est évalué à périmètre constant.

L'analyse des résultats de la onzième édition du Tableau de Bord Stratégique a révélé que le Maroc jouit, dans l'ensemble, d'un positionnement :

- **favorable** au titre des indicateurs relatifs à l'attachement aux constantes de la Nation et aux valeurs identitaires, à la solidarité traditionnelle, à la contribution à la gouvernance mondiale, à la sécurité globale, à la gestion migratoire, à la cybersécurité, à l'ouverture des données, à l'endémisme, à la lutte contre le changement climatique, aux conditions de vie de base, au poids important du capital immatériel dans la richesse globale, à l'investissement et à la transformation économique.
- **intermédiaire** s'agissant des indicateurs inhérents à la puissance attractive (Soft Power), aux capacités de défense, à l'Etat de droit, à la gouvernance, à la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, à la compétitivité et à l'attractivité globale du pays, à la marque-pays, à la complexité économique, à la création d'emplois, au développement humain et au bien-être social, à la transition énergétique, à l'émancipation de la femme, à la confiance accordée aux institutions représentatives, à la solidarité institutionnelle, à la préparation aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et à l'inclusion numérique.
- **non approprié** lorsqu'il est question de souveraineté alimentaire, hydrique et énergétique, de la disponibilité des ressources en eau, de l'état de la biodiversité, de richesse globale par habitant, de bien-être de la mère et des personnes âgées, de la qualité du système éducatif, du modèle de financement de la santé, de l'encadrement médical, du développement de villes intelligentes, de l'intelligence artificielle, du lien politique, de la mobilité sociale et des perspectives d'avenir de la jeunesse.

Sur le plan de l'évolution du positionnement international du Maroc (Cf. Tableau de synthèse suivant), **les principales avancées** sont relatives, entre autres, à la sécurité globale et la puissance militaire, à la généralisation de la scolarisation et l'alphabétisation, à l'innovation, à la lutte contre la faim, au développement humain et à l'émancipation de la femme, à l'accès au système de santé, à la souveraineté vaccinale, à la sécurité routière, au soutien aux secteurs dynamiques émergents (automobile, aéronautique, énergies renouvelables,...), à la complexité économique, à la transition énergétique, à la confiance interpersonnelle et à la confiance accordée aux institutions régaliennes.

En revanche, **le repli du positionnement international du Maroc** concerne, particulièrement, la gouvernance des ressources naturelles, l'état de la biodiversité et la performance environnementale, la disponibilité des ressources en eau, la qualité du système éducatif, la formation professionnelle, la situation des finances publiques, les comptes extérieurs, la croissance économique, les inégalités de revenu, le bonheur chez les citoyens et les perspectives de la jeunesse.

Le classement international du Royaume est resté stable au titre des indicateurs se rapportant, notamment, à l'attachement aux constantes de la Nation, à la gouvernance, au Soft Power, à la prospérité et au bien-être, à l'encadrement médical et paramédical, à la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, à la recherche & développement et à la transformation numérique.

Mohammed Tawfik MOULINE
Directeur Général de l'institut Royal
des Etudes Stratégiques



TABLEAU DE SYNTHÈSE

Pilier	Sous-pilier	Positionnement international du Maroc	Période	Evolution du positionnement
GOUVERNANCE	ORGANISER LA TRIPLE GOUVERNANCE DES RISQUES EXISTENTIELS, DES DROITS HUMAINS ET DES BIENS COMMUNS	Contribution à la gouvernance mondiale	2014-2020	↗
		Soft Power	2021-2023	→
		Sécurité globale	1998-2023	↗
		Sécurité intérieure	2003-2021	→
		Défense	1980-2023	↗
		Démocratie et Etat de droit	1998-2023	→
		Liberté économique	1995-2023	↘
		Ouverture des données (Open data)	2015-2022	↗
		Gouvernance des ressources naturelles	2009-2016	↘
	METTRE EN PLACE LA BOUSSOLE DE LA GOUVERNANCE X.0	Croissance inclusive	2017	
		Efficacité des institutions publiques	2009-2021	→
		Gouvernance publique	1998-2022	↘
		Liberté du système financier	1999-2023	↗
		Corruption	1998-2022	→
		Blanchiment d'argent	2012-2022	↗
ASSURER UN DEVELOPPEMENT HARMONIEUX ET HUMAIN DES ORGANISATIONS (DONT PAYS)	Efficacité et transparence des politiques publiques	2009-2016	↘	

Légende :

↗	Progrès	■ Favorable
→	Stagnation	■ Intermédiaire
↘	Recul	■ Non favorable
■	Données historiques manquantes	

Pilier	Sous-pilier	Positionnement international du Maroc	Période	Evolution du positionnement
HUMAN-CENTRIC	PREPARER L'AVENIR	Fécondité	1962-2020	↗
		Jeunesse	1999-2023	↘
		Perspectives d'avenir de la jeunesse	2009-2016	↘
		Alphabétisation	1994-2022	↗
		Dépenses en éducation	1987-2022	↘
		Scolarisation	1998-2022	↗
		Encadrement des élèves au primaire	2007-2021	→
		Abandon scolaire	1999-2022	↗
		Formation professionnelle	2000-2022	↘
		Qualité du système d'éducation	20001-2019	↘
		Compétences	2022-2023	↗
		Enseignement supérieur	2001-2022	↗
		Recherche & Développement	2009-2018	→
		Economie du savoir & Innovation	2000-2023	↗
		Production scientifique et technique	1994-2020	↗
	PLANETARISER LES DROITS HUMAINS	Développement humain	1960-2022	↗
		Emancipation de la femme	2000-2022	↗
		Sécurité sanitaire	2021	■

Légende :

↗	Progrès	■ Favorable
→	Stagnation	■ Intermédiaire
↘	Recul	■ Non favorable
■	Données historiques manquantes	

Pilier	Sous-pilier	Positionnement international du Maroc	Période	Evolution du positionnement
HUMAN-CENTRIC	AMELIORER LA QUALITE DE VIE	Prosperité et bien-être	2009-2023	→
		Bien-être de la mère	2003-2015	→
		Bien-être des jeunes	2013-2017	↗
		Bien être des personnes âgées	2013-2015	→
		Satisfaction de la vie	2007-2022	→
		Bonheur	2010-2022	↘
		Progrès social	2013-2022	↗
		Espérance de vie	1962-2020	↗
		Accès au système de santé	1995-2021	↗
		Santé de base : vaccination	1980-2021	↗
		Encadrement médical	1960-2022	→
		Mortalité maternelle et infantile	1980-2021	↗
		Qualité de la mort	2015	
		Suicide	2000-2019	↘
		Lutte contre la faim	2000-2022	↗
		Pauvreté	1999-2020	↗

Légende :

↗	Progrès	■ Favorable
→	Stagnation	■ Intermédiaire
↘	Recul	■ Non favorable
■	Données historiques manquantes	

Pilier	Sous-pilier	Positionnement international du Maroc	Période	Evolution du positionnement
HUMAN-CENTRIC	AMELIORER LA QUALITE DE VIE	Conditions de vie : accès à l'eau et à l'électricité	1995-2022	↗
		Conditions de vie : assainissement et désenclavement	1994-2022	↗
		Mobilité : densité routière et ferroviaire	1965-2021	↗
		Sécurité routière	2000-2022	↗
	RENFORCER LE LIEN SOCIAL ET RESTAURER LA CONFIANCE	Attachement à la Nation	2009-2022	→
		Importance de la famille dans la vie personnelle	2007-2022	→
		Importance de la religion dans la vie personnelle	2007-2022	→
		Lien politique	2007-2022	↗
		Confiance interpersonnelle	2011-2022	↗
		Confiance institutionnelle : institutions régaliennes	2011-2022	↗
		Confiance institutionnelle : institutions représentatives	2011-2022	↗
		Engagement civique	2007-2012	↗
		Solidarité institutionnelle	2001-2016	↗
Solidarité traditionnelle	2001-2022	→		

Légende :

↗	Progrès	■ Favorable
→	Stagnation	■ Intermédiaire
↘	Recul	■ Non favorable
■	Données historiques manquantes	

Pilier	Sous-pilier	Positionnement international du Maroc	Période	Evolution du positionnement
NATURE-CENTRIC	PROMOUVOIR UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	Etat de la biodiversité	2005-2016	↘
		Endémisme	2022	■
		Disponibilité des ressources en eau	1967-2022	↘
		Catastrophes naturelles	2000-2021	↘
PLANETARISATION	REDUIRE L'EMPREINTE ECOLOGIQUE	Empreinte écologique	1961-2022	↘
		Ressources alimentaires	1963-2021	↘
		Capital naturel : les sols	1961-2021	↘
		Dépendance énergétique	1999-2022	↘
		Performance environnementale	2000-2022	↘
	LIMITER L'ARTIFICIALISATION	Urbanisme et métropolisation	1988-2022	↗
	PASSER DE LA MONDIALISATION A LA MONDIALITE	Mobilité circulaire	1960-2022	↗
		Liberté de voyage	2023	■

Légende :

↗	Progrès	■	Favorable
↘	Stagnation	■	Intermédiaire
↖	Recul	■	Non favorable
■	Données historiques manquantes		

Pilier	Sous-pilier	Positionnement international du Maroc	Période	Evolution du positionnement
EXponentialité	MAITRISER LES TECHNOLOGIES	Degré de préparation aux technologies disruptives	2003-2022	↗
		Intelligence artificielle	2023	■
		Densité robotique	2017	■
		Qualité de la vie digitale	2003-2023	↗
		Villes intelligentes	2019-2023	→
		Propriété intellectuelle	1998-2021	↗
		Cyber-sécurité	2014-2020	↘
	HUMANISER L'ECONOMIE	Inégalités	1998-2021	↘
		Emploi et Chômage	1999-2022	↗
		Financement de l'économie	1980-2022	↗
	REDUIRE L'IMPACT DE L'ANTHROPOCENE	Transition énergétique	1999-2023	↗
		Performance en matière de lutte contre le changement climatique	2005-2023	↗
		Coût de la dégradation de l'environnement	2000-2014	→
		Gestion des ressources en eau	1998-2022	→

Légende :

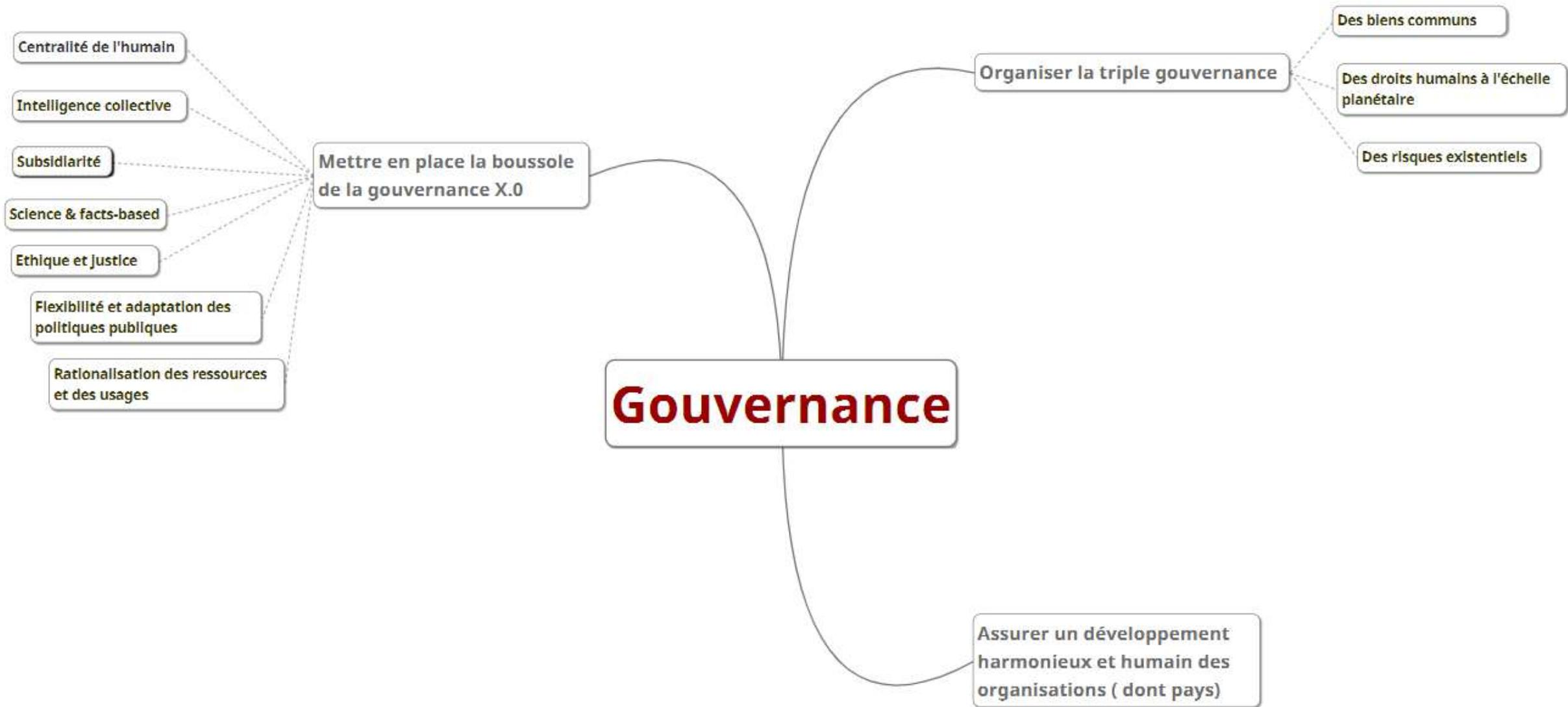
↗	Progrès	■	Favorable
→	Stagnation	■	Intermédiaire
↘	Recul	■	Non favorable
■	Données historiques manquantes		

Pilier	Sous-pilier	Positionnement international du Maroc	Période	Evolution du positionnement
EXPOSITIONALITE	GARANTIR ET PRESERVER LA STABILITE DU CADRE MACRO-ECONOMIQUE	Croissance économique	1999-2022	↘
		Inflation	1999-2022	↘
		Finances Publiques	1998-2022	↘
		Comptes extérieurs	1999-2022	↘
		Investissement	1980-2022	↗
		Bancarisation	1999-2022	↗
	RENFORCER LA COMPETITIVITE GLOBALE ET AMELIORER L'ATTRACTIVITE	Richesse globale et capital immatériel	1995-2022	→
		Compétitivité globale du pays	1995-2022	↗
		Connectivité maritime et aérienne	2004-2021	↗
		Transformation économique	2023	■
		Complexité économique	1998-2020	↗
		Système financier	1999-2022	↗
		Attractivité globale du pays	1995-2023	↗
		Marque-Pays	2011-2023	↗

Légende :

↗	Progrès	■ Favorable
→	Stagnation	■ Intermédiaire
↘	Recul	■ Non favorable
■	Données historiques manquantes	





Gouvernance

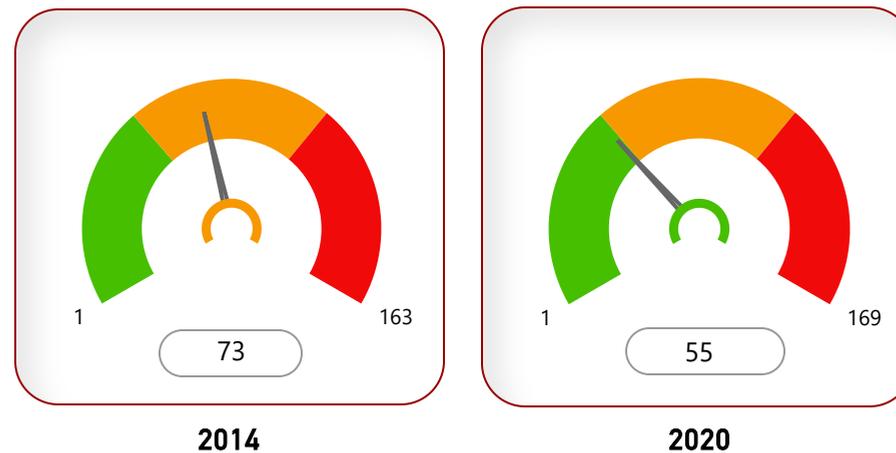
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Contribution à la gouvernance mondiale

Good Country Index

(Source : Calculs IRES _ The good country)

Une amélioration sensible du positionnement international du Maroc en matière de participation à la gouvernance mondiale. Cela confirme le statut de partenaire crédible dont jouit le Royaume sur la scène internationale et son engagement en faveur de la paix et la sécurité ainsi que son implication dans la promotion du développement durable dans sa région et bien au-delà. Il convient de souligner, à ce titre, que le Maroc est le 11^{ème} plus grand contributeur mondial aux opérations onusiennes de maintien de la paix.



Gouvernance

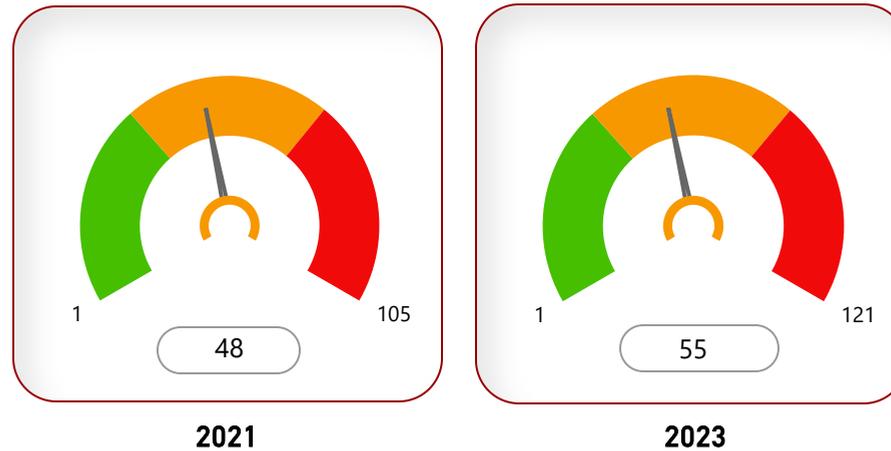
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Soft Power

Global Soft Power Index

(Source : Calculs IRES_ BrandFinance)

Un classement du Maroc, selon cet indice, reflétant les progrès accomplis par le Royaume quant à l'édification graduelle de son statut de puissance attractive. Au niveau régional, le Maroc s'est classé, en 2023, 1^{er} au Maghreb et 10^{ème} dans la région MENA.



Gouvernance

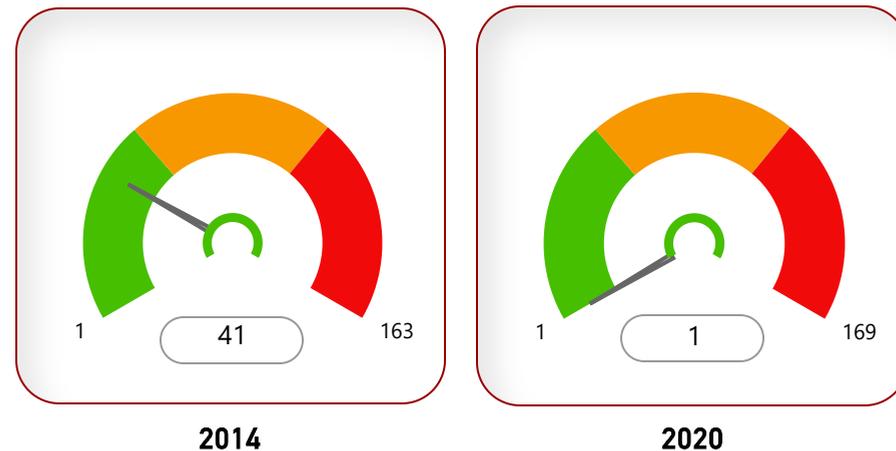
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Sécurité globale

Indice "Paix et sécurité internationales"

(Source : Calculs IRES _ The good country)

D'après l'analyse du Think Tank "The Good Country", le Maroc occupe la position de leader mondial en ce qui concerne la promotion de la paix et de la sécurité internationales. Cette prééminence se manifeste principalement par le nombre substantiel de troupes de maintien de la paix déployées par le Royaume au sein des missions des Nations Unies ainsi que par ses performances en matière de cybersécurité, selon le Think Tank "The Good Country".



Gouvernance

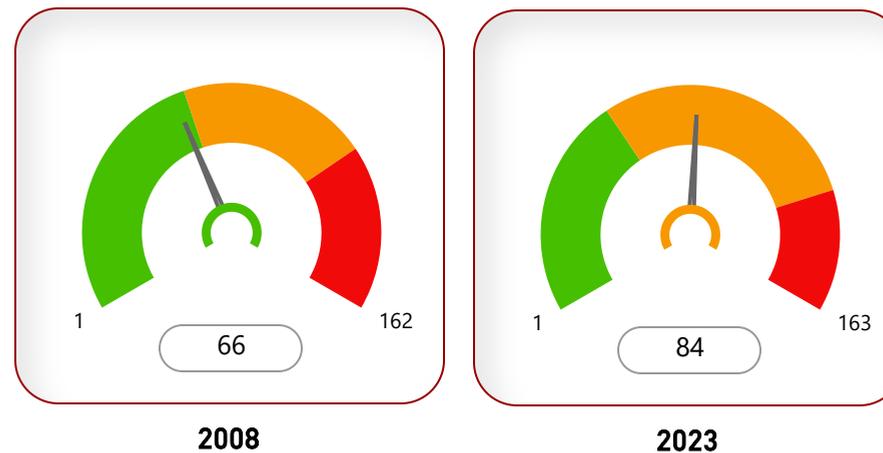
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Sécurité globale

Indice global de paix

(Source : Calculs IRES _ Institute for Economics and Peace)

Un positionnement du Maroc au titre de cet indice affecté, entre autres, par l'instabilité de l'environnement régional et par l'accentuation des risques terroristes et criminels au Sahel. Il convient, toutefois, de mentionner qu'en 2023, le Royaume figure dans le top 7 des pays les plus paisibles dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient.



Gouvernance

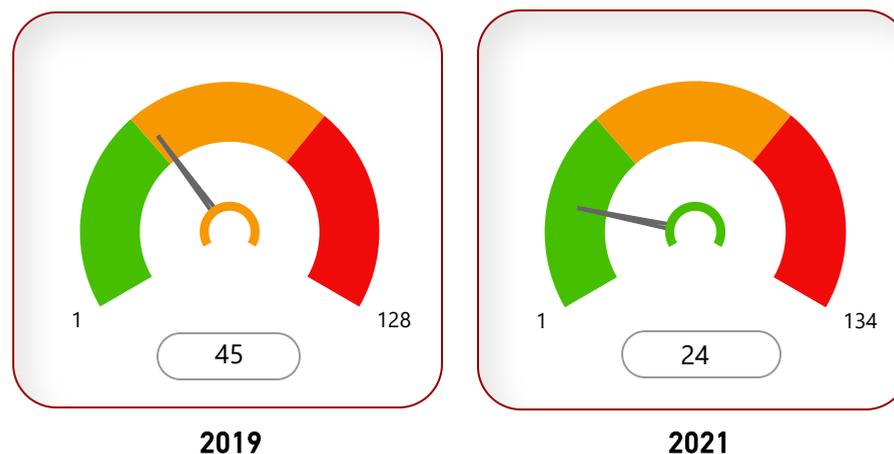
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Sécurité globale

Indice "World's safest countries"

(Source : Calculs IRES _ Global Finance)

En 2021, le Maroc s'est hissé parmi les 30 pays les plus sûrs à l'échelle mondiale. Il occupe, au titre de cet indice, la 1^{ère} place en Afrique. Cette montée du Royaume dans le classement, entre 2019 et 2021, a été expliquée, par "Global Finance", principalement, par la gestion efficace de la crise sanitaire, une dimension ayant eu un poids important dans la construction de l'indice au titre de l'édition 2021.



Gouvernance

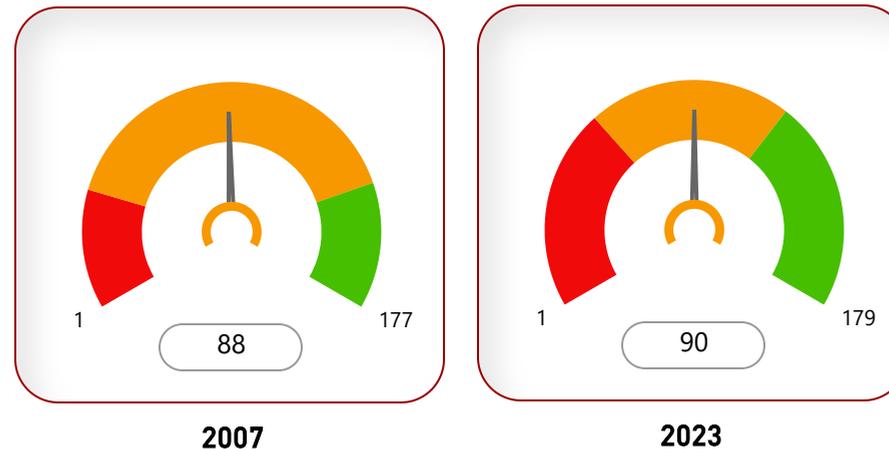
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Sécurité globale

Indice "Fragile State"

(Source : Calculs IRES _ Fund for peace)

Un positionnement intermédiaire du Maroc au titre de cet indice, qui demeure contrarié par quelques facteurs dont, notamment, les griefs communautaires, la migration et la fuite des cerveaux ainsi que les inégalités de développement économique, selon le Think Tank "Fund for peace".



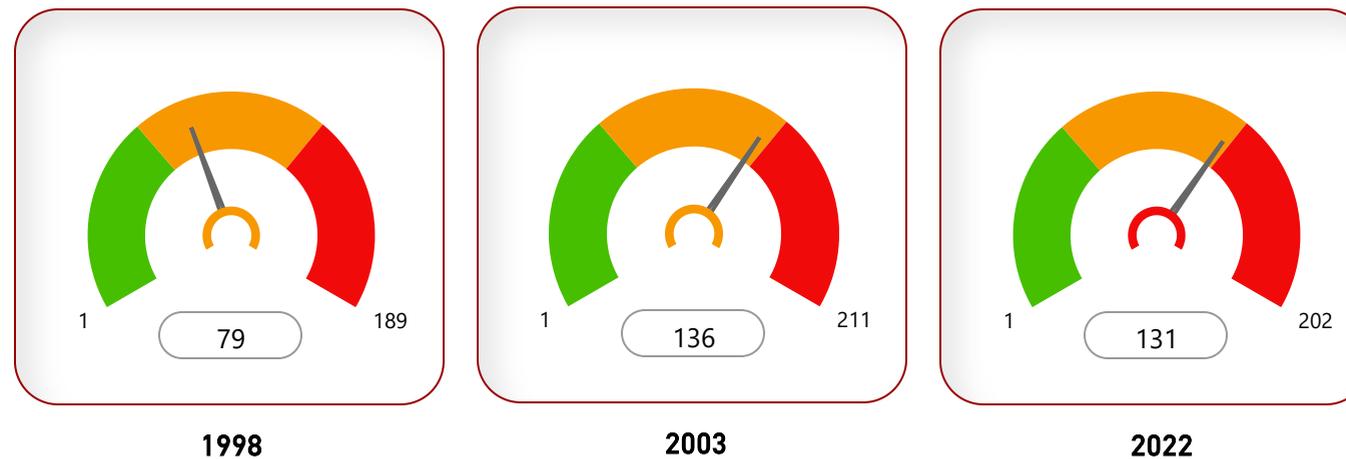
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Sécurité globale

Indice de stabilité politique et d'absence de violence et de terrorisme

(Source : Calculs IRES_ Banque Mondiale)

Un recul, entre 1998 et 2003, de la position internationale du Maroc au titre de cet indice dû, notamment, à l'accentuation des menaces transnationales au Sahel, particulièrement, le terrorisme et le crime organisé. Le classement international du Royaume est resté quasi stable entre 2003 et 2022.



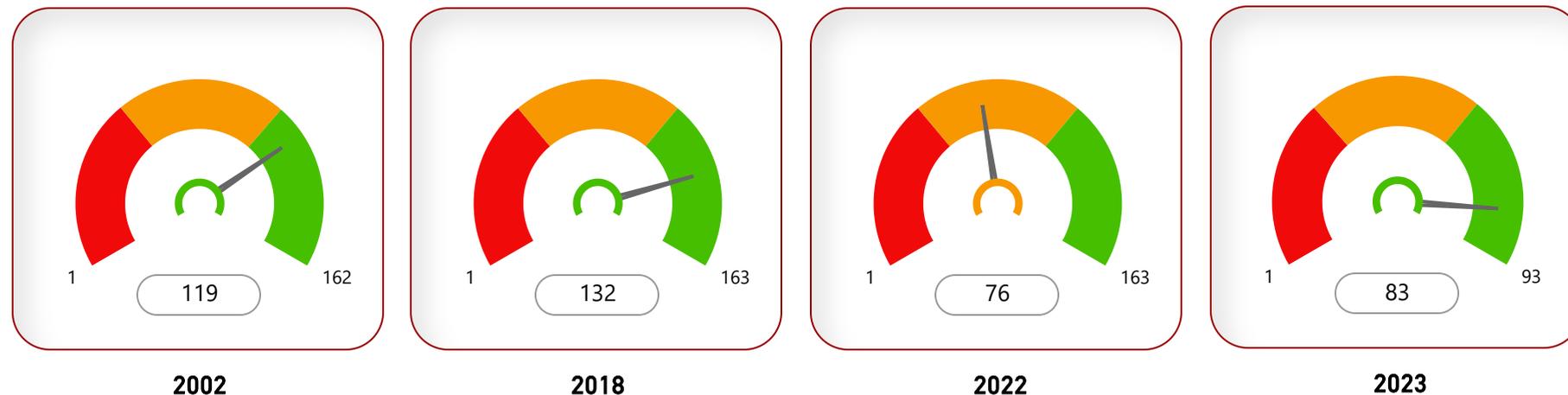
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Sécurité globale

Indice global de terrorisme

(Source : Calculs IRES_ Institute for Economics and Peace)

Une amélioration notable du classement international du Maroc au titre de cet indice, reflétant l'engagement actif du Royaume dans la lutte contre le terrorisme et les efforts menés par les autorités sécuritaires en la matière, notamment, les actions continues pour le démantèlement des cellules terroristes. Par ailleurs, le choix du Maroc en tant que partenaire pour l'ouverture du Bureau Programme des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et la formation en Afrique -premier du genre au niveau du continent africain- témoigne de la confiance et de l'estime dont jouit la Stratégie Nationale de Lutte contre le Terrorisme et l'Extrémisme violent, menée sous la conduite éclairée de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI.



Gouvernance

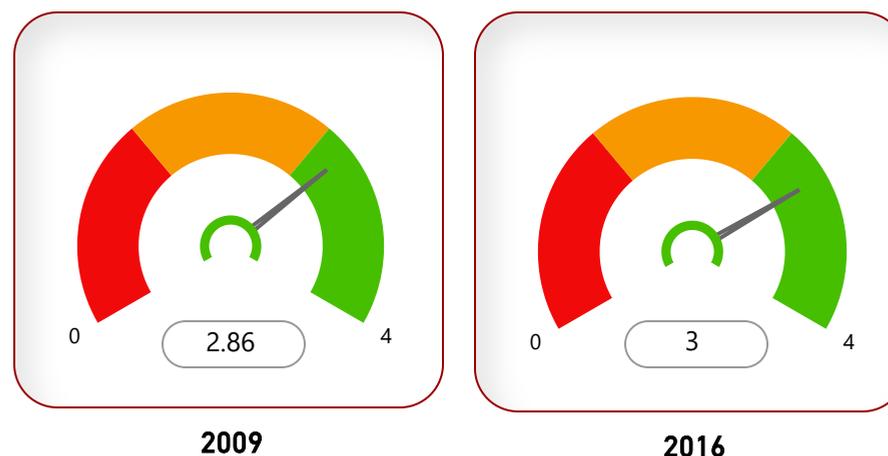
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Sécurité intérieure

Sécurité publique intérieure

(0 = très faible sécurité ; 4 = forte sécurité) (Source : Calculs IRES _ CEPII)

Le Maroc maintient un haut niveau de sécurité publique nationale grâce à diverses initiatives, dont l'établissement de nouvelles entités sécuritaires, le renforcement de leurs capacités opérationnelles et la formation des forces de l'ordre pour faire face aux nouvelles formes de criminalité. De plus, l'approche sécuritaire qui favorise le développement de forces de l'ordre locales et qui sensibilise les citoyens à leur rôle en tant que partenaires de ces forces contribue à consolider davantage la sécurité intérieure du pays.



Gouvernance

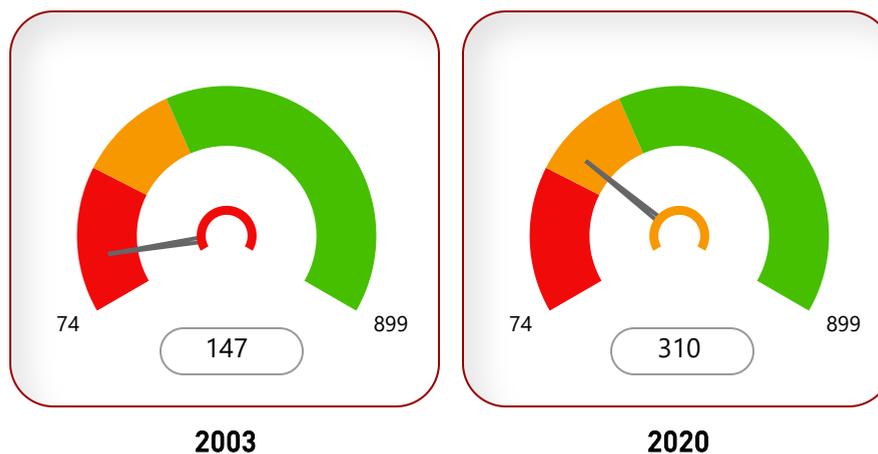
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Sécurité intérieure

Nombre de policiers pour 100 000 habitants

(Source : Calculs IRES_ Données de l'ONU DC et de la DGSN)

Une augmentation des effectifs de police, hautement qualifiés pour faire face aux nouveaux défis en matière de sécurité, engagés dans la protection de la Nation et des citoyens et bénéficiant d'une expertise reconnue à l'échelle internationale. L'accent devrait être maintenu sur le renforcement des ressources humaines dans le domaine de la sécurité pour répondre à l'évolution des formes de criminalité et pour se prémunir contre les menaces terroristes, en particulier, dans un contexte marqué par une forte instabilité régionale.



Gouvernance

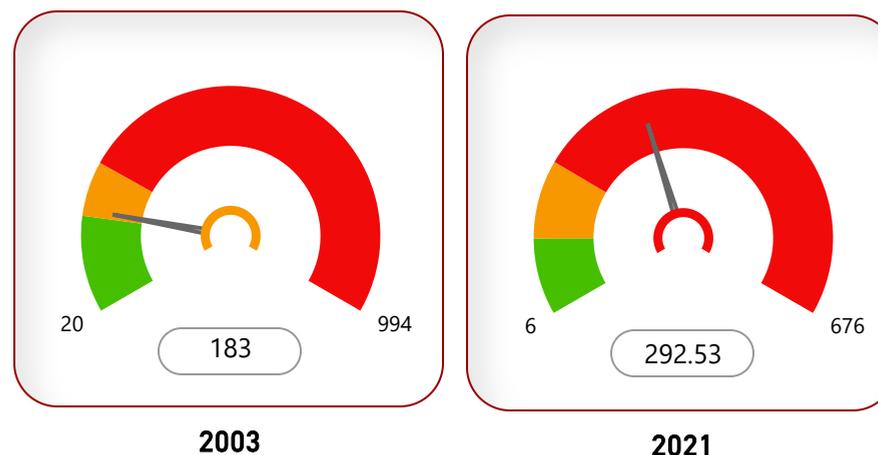
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Sécurité intérieure

Nombre de personnes détenues pour 100 000 habitants

(Source : Calculs IRES _ Données de l'ONUDC et de la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion)

Un accroissement de la population carcérale en raison de l'augmentation de la détention préventive. Le projet de loi relatif aux peines alternatives, voté en octobre 2023, devrait permettre le désengorgement des prisons.



Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Sécurité intérieure

Taux d'homicides volontaires pour 100 000 habitants (classement)

(Source : Calculs IRES_ Données de l'ONUDDC)

Un recul du classement du Maroc au titre de cet indice, en raison, notamment, de la hausse de la consommation de psychotropes, de la dégradation de la santé mentale et de l'augmentation des homicides familiaux, selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.



Gouvernance

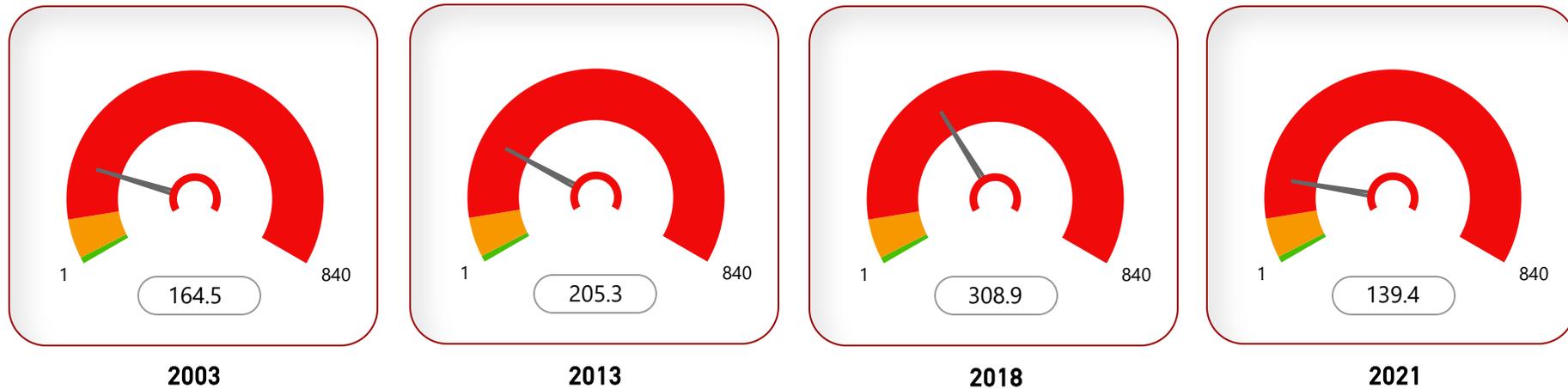
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Sécurité intérieure

Nombre d'agression pour 100 000 habitants

(Source : Calculs IRES_ Données de l'ONUDDC)

Un taux d'agression ayant enregistré une augmentation de 87% entre 2003 et 2018, due, entre autres, à la hausse de la consommation de psychotropes, à l'urbanisation relativement non maîtrisée et au creusement des inégalités. Toutefois, la baisse constatée en 2021 est le fruit des mesures entreprises par la Direction Générale de la Sûreté Nationale pour la lutte contre ce fléau, notamment, la mise en place et la réinvention de la police de proximité par la biais de la création de nouveaux cercles et districts de police sur tout le territoire national.



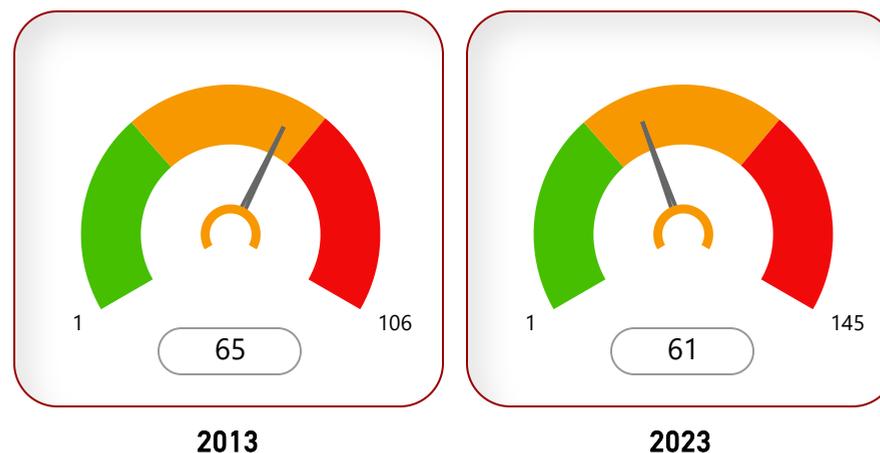
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Défense

Indice de "puissance militaire"

(Source : Calculs IRES_ Global Firepower)

Une amélioration significative du classement international du Maroc en termes de puissance militaire grâce à l'implémentation d'une stratégie militaire visant la modernisation et le développement de systèmes de défense avancés. Selon l'Institut "Global Firepower", le Maroc se positionne en 2023, au titre des capacités de son armée, à la 61^{ème} place au niveau mondial sur 145 pays et à la 7^{ème} place au niveau africain.



Gouvernance

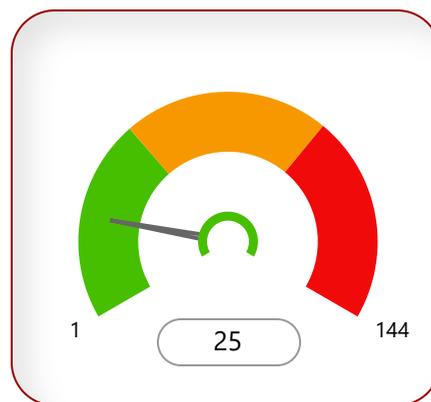
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Défense

Indice de puissance militaire maritime

(Source : Calculs IRES_Wisevoter)

Un classement favorable pour le Maroc au titre de l'indice des plus grandes puissances navales grâce au renforcement des capacités navales du Royaume, qui dispose d'un effectif de 121 navires militaires. Le Royaume occupe la 25^{ème} position mondiale et la 4^{ème} au niveau africain.



2023

Gouvernance

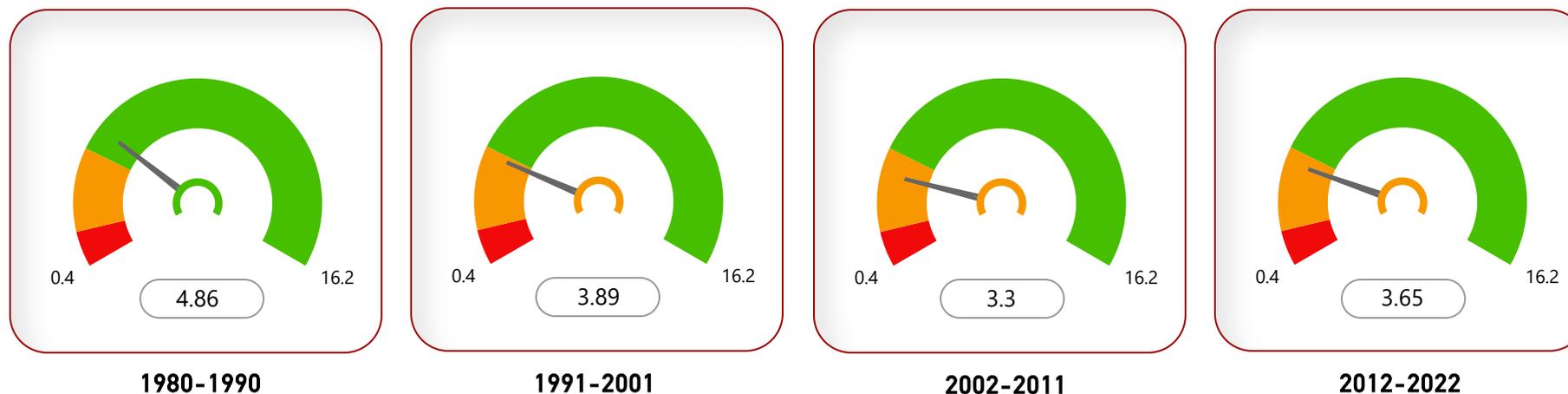
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Défense

Les dépenses militaires en % du PIB

(Source : Calculs IRES_ SIPRI)

Des dépenses militaires motivées par la nécessité de poursuivre la modernisation et le renforcement des capacités du Maroc et de défendre son intégrité territoriale, dans un contexte régional instable. Il convient de souligner que le Royaume a lancé, récemment, le développement d'une industrie militaire et de défense.



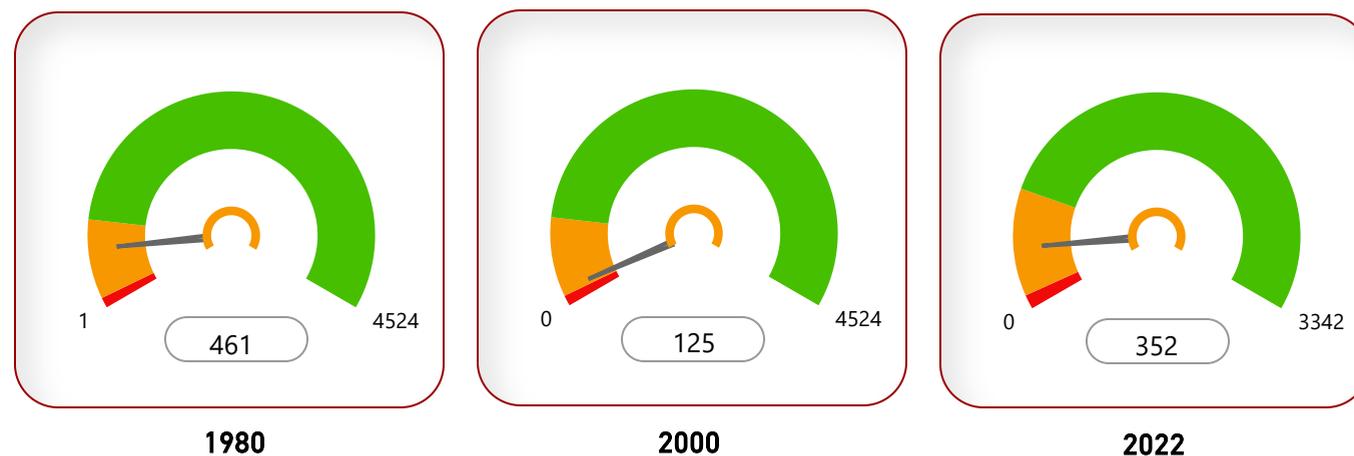
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Défense

Importations d'armes en millions de dollars

(Source : Calculs IRES _ SIPRI)

Une progression, dans un passé récent, du montant des importations d'armes par le Maroc, en lien avec le contexte géopolitique régional instable et avec l'accentuation des menaces transnationales, notamment, le terrorisme et le crime organisé.



Gouvernance

Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Démocratie et Etat de droit

Indice de démocratie

(Source : Calculs IRES _ Economist Intelligence Unit; Our World In Data)

Une nette amélioration du positionnement du Maroc selon l'indice de démocratie, grâce aux progrès accomplis en termes de développement du capital institutionnel, matérialisé par l'adoption de la Constitution de 2011. Au titre de l'année 2022, le Maroc a été classé 3^{ème} dans la région "Afrique du Nord et Moyen-Orient".



Gouvernance

Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Démocratie et Etat de droit

Indice "Expression et Responsabilisation"

(Source : Calculs IRES_ Banque Mondiale)

Un positionnement international du Maroc, au niveau de cet indice, qui ne reflète pas les acquis de la Constitution de 2011 en matière de garantie des droits fondamentaux des citoyens et en termes d'élargissement des espaces de la liberté d'expression.



Gouvernance

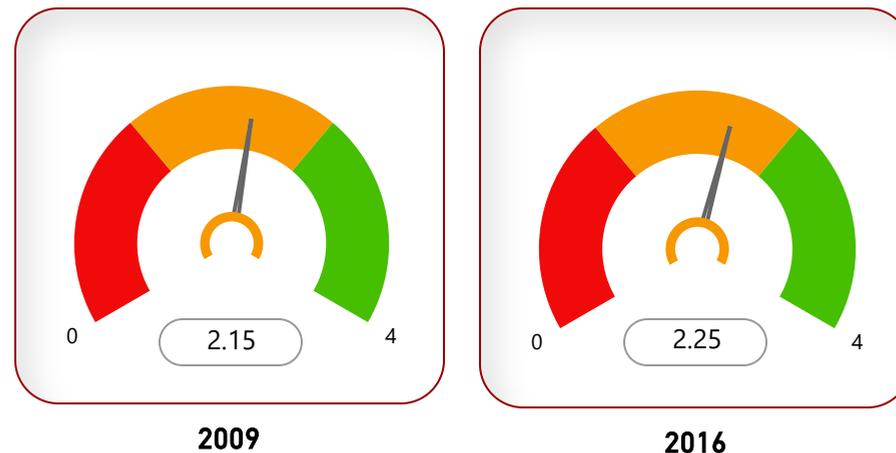
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Démocratie et Etat de droit

Libertés publiques

(0 = très peu de libertés ; 4 = fortes libertés) (Source : Calculs IRES_ CEPII)

Un positionnement intermédiaire du Maroc au titre de cet indice qui témoigne, selon le CEPII, des progrès réalisés en termes de respect des droits et des libertés des minorités et de l'égalité du traitement des citoyens dans leurs rapports avec les administrations.



Gouvernance

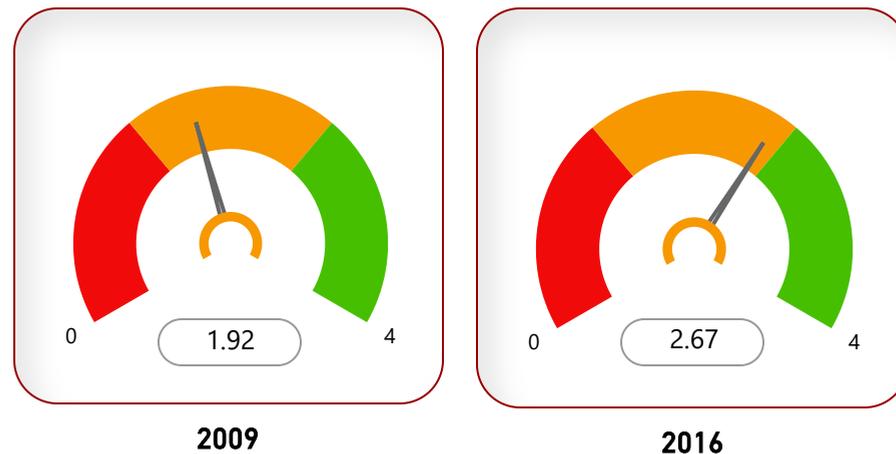
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Démocratie et Etat de droit

Liberté de l'information

(0 = absence de liberté de l'information ; 4 = forte liberté de l'information) (Source : Calculs IRES _ CEPII)

Des progrès sensibles sur le plan du positionnement international du Maroc au titre de cet indice grâce aux différentes réformes constitutionnelles ayant permis aux citoyens de jouir de leur liberté d'accès à l'information et du pluralisme des opinions.



Gouvernance

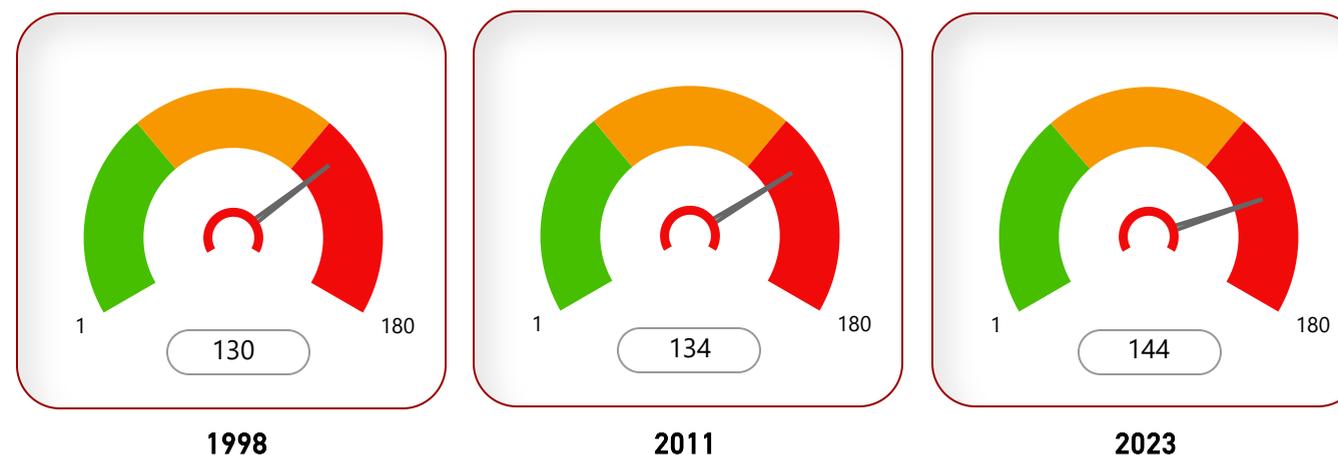
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Démocratie et Etat de droit

Indice de liberté de la presse ("Freedom Press Index")

(Source : Calculs IRES _ Freedom House)

Un classement international inapproprié au titre de cet indice, ignorant les progrès enregistrés par le Maroc en matière de simplification de l'accès à l'information médiatique à travers le développement de médias numériques ainsi qu'en termes de renforcement de la liberté de la presse.



Gouvernance

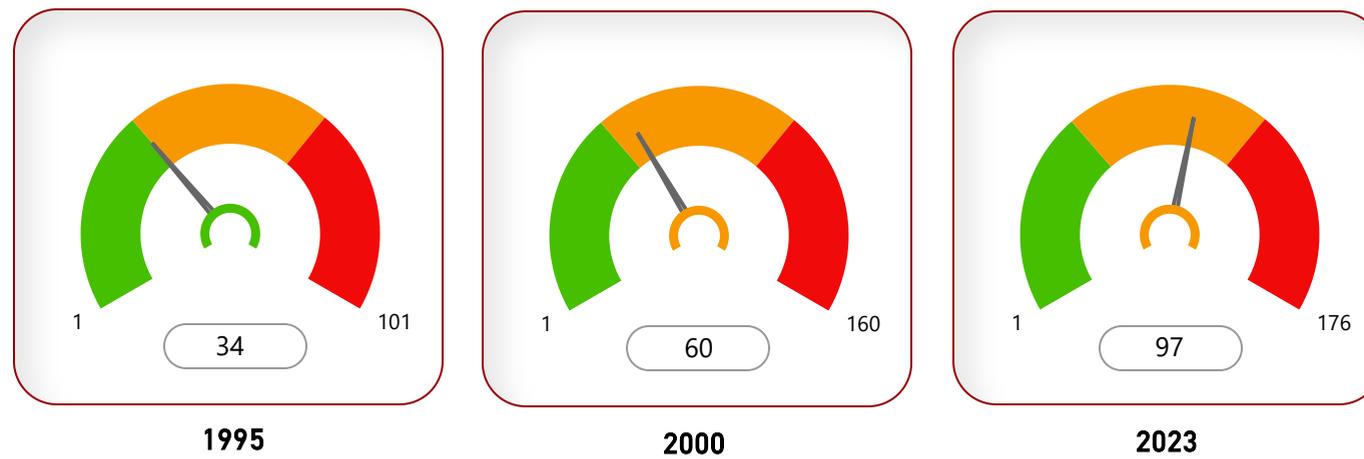
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Liberté économique

Indice global des libertés économiques

(Source : Calculs IRES_ The Heritage Foundation)

Un recul du positionnement international du Maroc, au titre de l'indice global de libertés économiques, sous l'effet, notamment, des retards enregistrés en matière de lutte contre la corruption, selon "The Heritage Foundation". Au niveau régional, le Maroc a été classé, en 2023, 1^{er} par rapport à ses voisins Maghrébins et 7^{ème} dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord.



Gouvernance

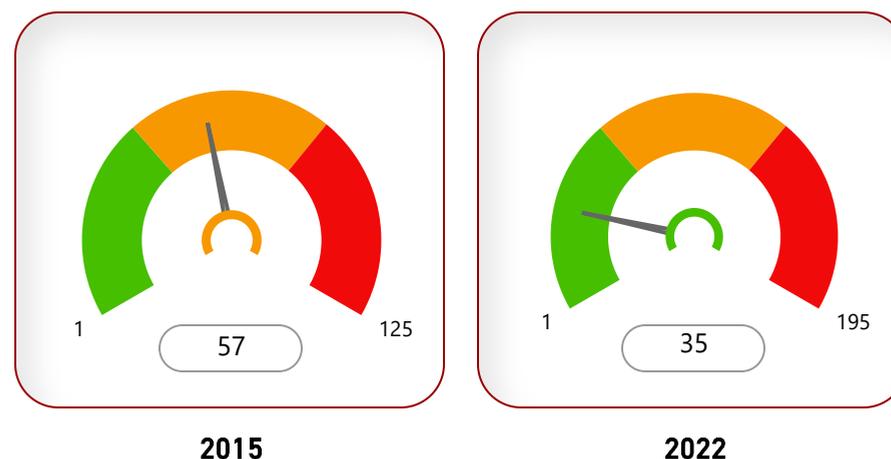
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Ouverture des données (Open data)

Indice de l'ouverture des données (Open Data Inventory ODIN)

(Source : Calculs IRES_ Open Data Watch)

Une nette amélioration du classement international du Maroc au titre de cet indice grâce à la mise en place d'une plateforme d'open data, première du genre en Afrique. Pour consolider cet acquis, le Royaume gagnerait à mettre en place une véritable stratégie dédiée à l'ouverture des données, qui soit cohérente avec le cadre légal, en particulier, la législation sur le droit d'accès à l'information et celle sur la protection des données personnelles.



Gouvernance

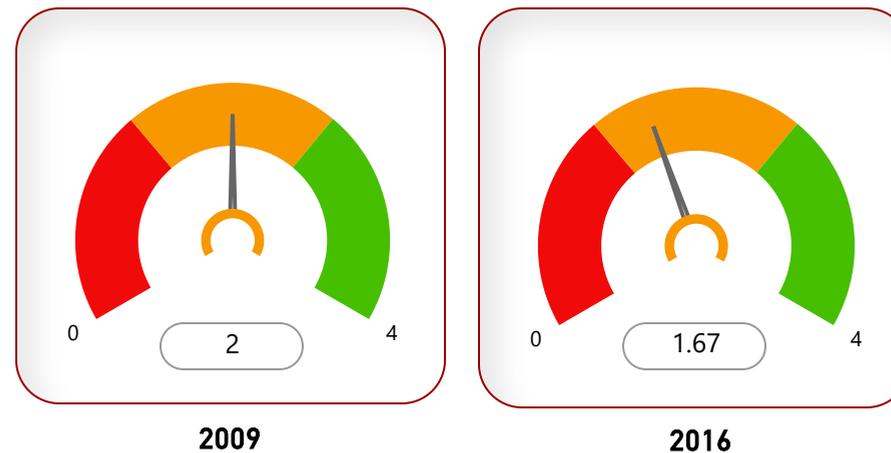
Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Gouvernance des ressources naturelles

Indice "gouvernance des ressources naturelles"

(0 = faible gouvernance ; 4 = bonne gouvernance) (Source : Calculs IRES _ CEPII)

Une stagnation du positionnement international du Maroc au titre de la gouvernance des ressources naturelles. Le score obtenu par le Royaume ne reflète pas son engagement en la matière, qui se traduit, notamment, par de multiples réformes qui visent à assurer la pérennité, à garantir une qualité optimale des ressources et à asseoir la compétitivité de ce secteur sur des bases solides.



Gouvernance

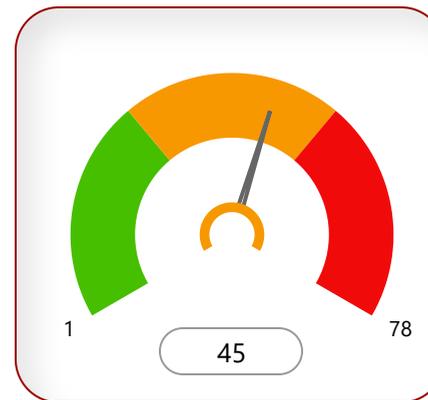
Mettre en place la boussole de la gouvernance X.0

Croissance inclusive

Indice de la croissance inclusive

(Source : Calculs IRES_ World Economic Forum)

Un positionnement intermédiaire du Maroc au titre de cet indice qui classe les pays en développement selon leur niveau de croissance inclusive. En particulier, le Royaume enregistre de bonnes performances en matière de responsabilité et d'équité intergénérationnelle. Son classement est entravé, toutefois, par le faible niveau de revenu de ses habitants et par la persistance de la pauvreté multidimensionnelle, selon le Forum économique mondial.



2017

Gouvernance

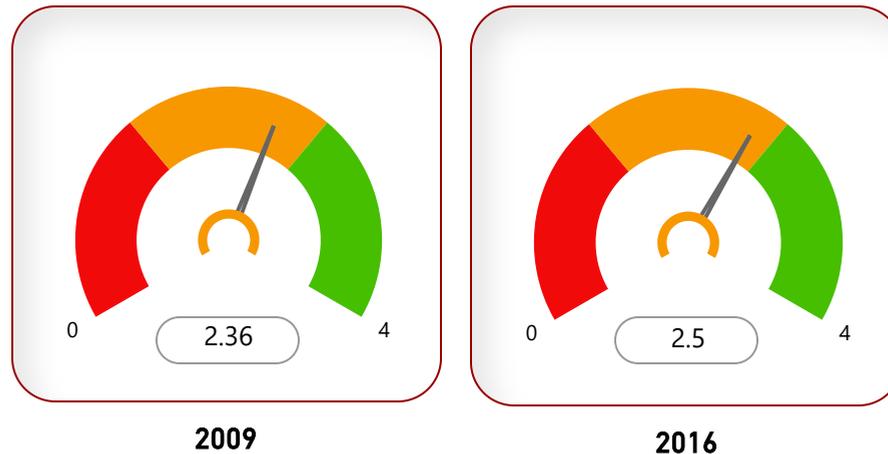
Mettre en place la boussole de la gouvernance X.0

Efficacité des institutions publiques

Fonctionnement des institutions politiques

(0= Très nombreuses irrégularités ; 4 = Parfaitement régulier) (Source : Calculs IRES_ CEPII)

Une légère amélioration du classement international du Maroc au titre de cet indice expliquée, entre autres, par le renforcement de la transparence du paysage politique.



Gouvernance

Mettre en place la boussole de la gouvernance X.0

Effacité des institutions publiques

Indice de l'efficacité du gouvernement

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale)

Un classement intermédiaire du Maroc au titre de l'indice de l'efficacité du gouvernement. Cette position s'explique, en grande partie, par les défis structurels auxquels le pays est confronté en matière d'opérationnalisation rapide des politiques publiques.



Gouvernance

Mettre en place la boussole de la gouvernance X.0

Gouvernance publique

Indice de la qualité de la réglementation

(Source : Calculs IRES_ Banque Mondiale)

Un classement international intermédiaire du Maroc au titre de cet indice, grâce aux mesures d'appui au secteur privé visant l'amélioration du cadre incitatif de l'investissement et la simplification des procédures administratives.



Gouvernance

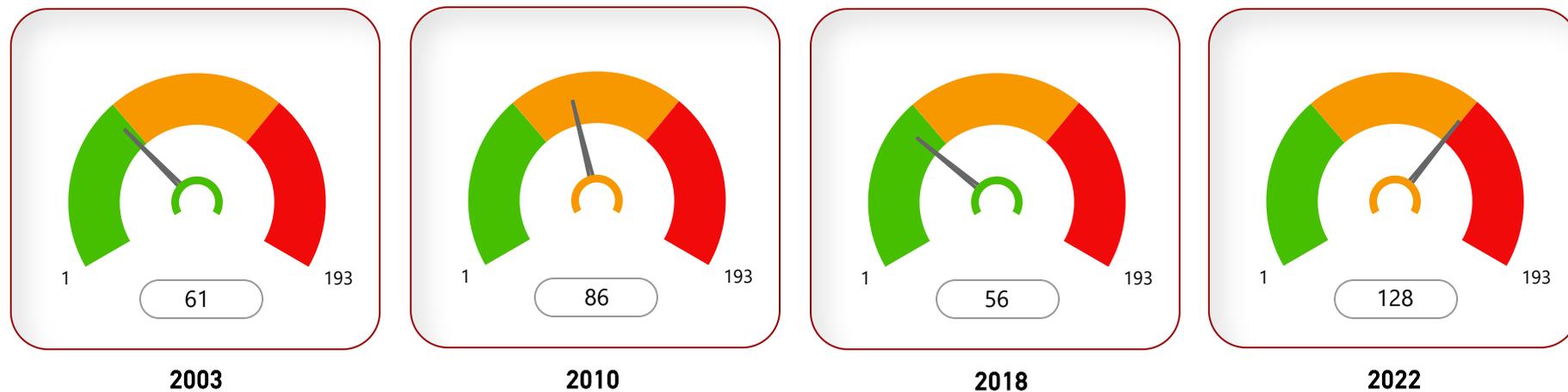
Mettre en place la boussole de la gouvernance X.0

Gouvernance publique

E-participation index

(Source : Calculs IRES _ Nations Unies – Département des affaires sociales et économiques)

Une variation dans la position du Maroc sur la scène internationale en ce qui concerne cet indice, entre 2003 et 2022, qui reflète un contraste entre les initiatives entreprises par les différents gouvernements pour impliquer les citoyens dans le processus de prise de décision politique, notamment, par le biais de la diffusion d'informations et la consultation.



Gouvernance

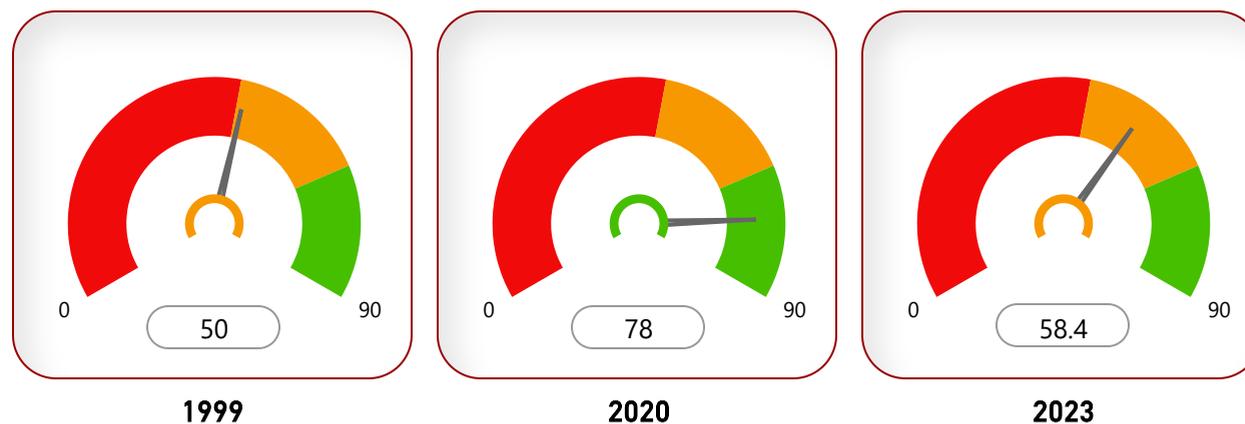
Mettre en place la boussole de la gouvernance X.0

Liberté du système financier

Indice de liberté du système financier (score de l'indice)

(Source : Calculs IRES _ The Heritage Foundation)

La gouvernance du système financier a connu des améliorations notables, particulièrement entre 1999 et 2020, grâce aux multiples réformes menées depuis le début des années 1990. Ces réformes ont favorisé l'internationalisation des banques marocaines, notamment, en Afrique. Cependant, le classement du Maroc a reculé en 2023 en raison des contre-performances enregistrées dans les composantes de cet indice inhérentes à "l'efficacité judiciaire" et à "l'intégrité du gouvernement", selon le Think Tank américain " The Heritage Foundation".



Gouvernance

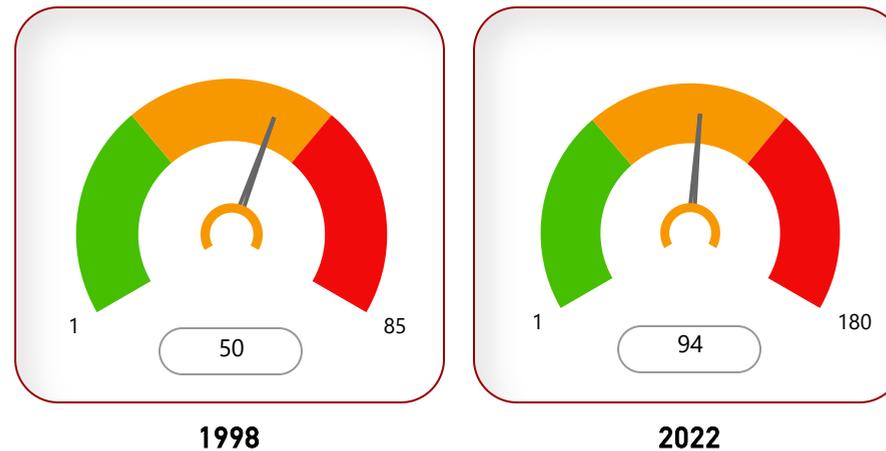
Mettre en place la boussole de la gouvernance X.0

Corruption

Indice de perception de la corruption

(Source : Calculs IRES _ Transparency international)

Le Maroc reste concerné par le phénomène de la corruption, qui affecte la confiance des citoyens ainsi que l'environnement des affaires. Selon les trois éditions de l'enquête nationale sur le lien social, réalisées par l'IRES en 2011, 2016 et 2022, la corruption est identifiée comme l'un des principaux obstacles à un vivre ensemble apaisé. Le classement international du Maroc dans ce domaine demeure intermédiaire en raison du retard accumulé dans la mise en œuvre des chantiers de la transformation numérique et de la modernisation de l'administration publique.



Gouvernance

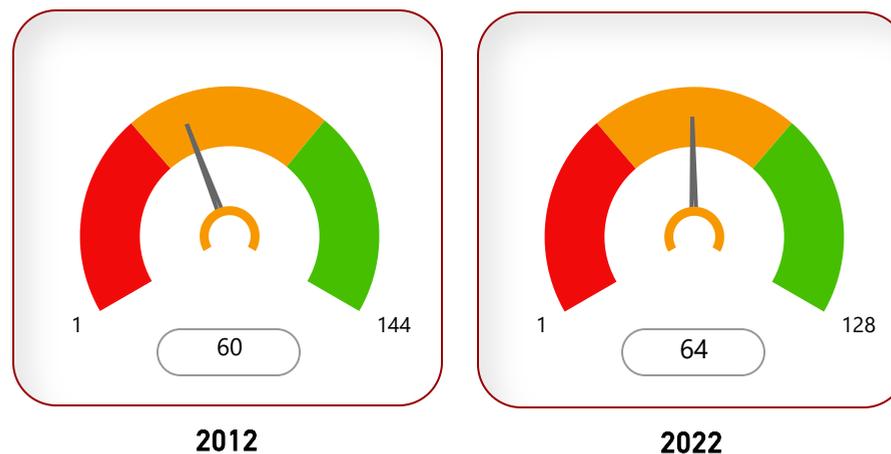
Mettre en place la boussole de la gouvernance X.0

Blanchiment d'argent

Indice de lutte contre le blanchiment d'argent (Basel AML Index)

(Source : Calculs IRES _ Basel Institute of Governance)

Une amélioration du classement international du Maroc au titre de cet indice grâce à la mise en œuvre, par l'Autorité Nationale du Renseignement Financier (ANRF), de plans d'action en conformité avec les normes du Groupe d'Action Financière (GAFI) en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il faudrait mentionner que le Royaume est sorti, en février 2023, de la liste grise du GAFI des pays soumis à surveillance renforcée.



Gouvernance

Assurer un développement harmonieux et humain des organisations (dont pays)

Efficacité et transparence des politiques publiques

Transparence de la politique économique

(0= très faible transparence ; 4 = forte transparence) (Source : Calculs IRES_ CEPII)

Un positionnement favorable du Maroc au titre de cet indice, imputable à la diffusion de la politique économique par les pouvoirs publics dans les réseaux de communication et à l'intégration de cette politique dans les débats publics.



2009



2016

Gouvernance

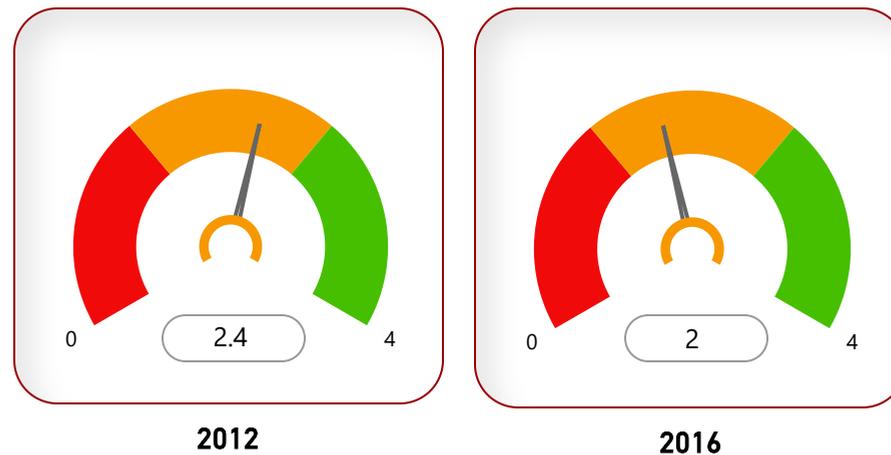
Assurer un développement harmonieux et humain des organisations (dont pays)

Efficacité et transparence des politiques publiques

Capacités de réformes sectorielles

(0 = faible capacité ; 4 = forte capacité) (Source : Calculs IRES_ CEPII)

Une position intermédiaire du Maroc en matière de capacité des autorités à décider et à mettre en oeuvre des réformes sectorielles. Des efforts additionnels restent à déployer par le Royaume, notamment, en termes de mise en oeuvre effective de ces réformes.



Gouvernance

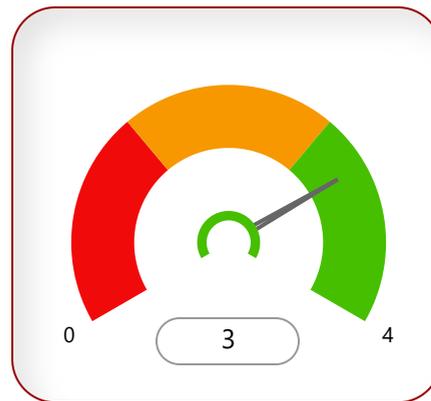
Assurer un développement harmonieux et humain des organisations (dont pays)

Efficacité et transparence des politiques publiques

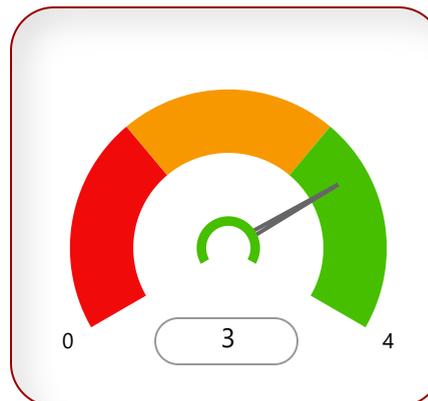
Soutien aux secteurs dynamiques émergents

(0= faible soutien ; 4 = soutien parfait) (Source : Calculs IRES_ CEPII)

Un classement international favorable du Maroc selon cet indice, conforté par le soutien continu par l'Etat des secteurs dynamiques, tels que l'automobile et l'aéronautique.



2012



2016

Gouvernance

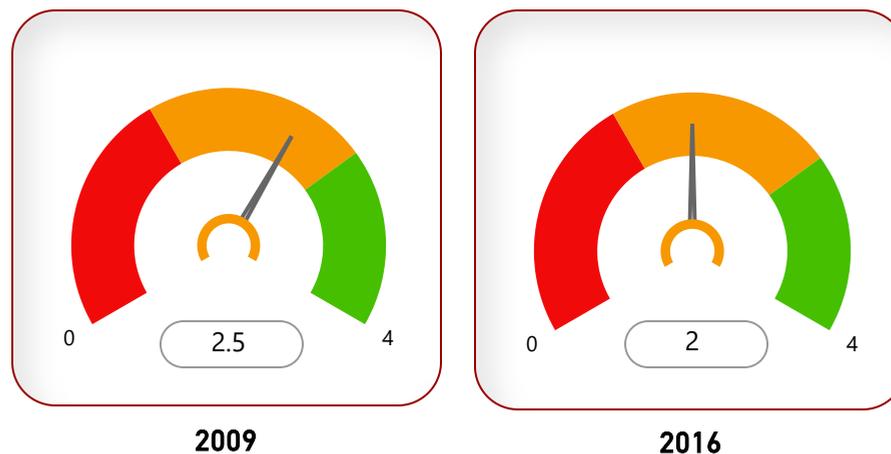
Assurer un développement harmonieux et humain des organisations (dont pays)

Efficacité et transparence des politiques publiques

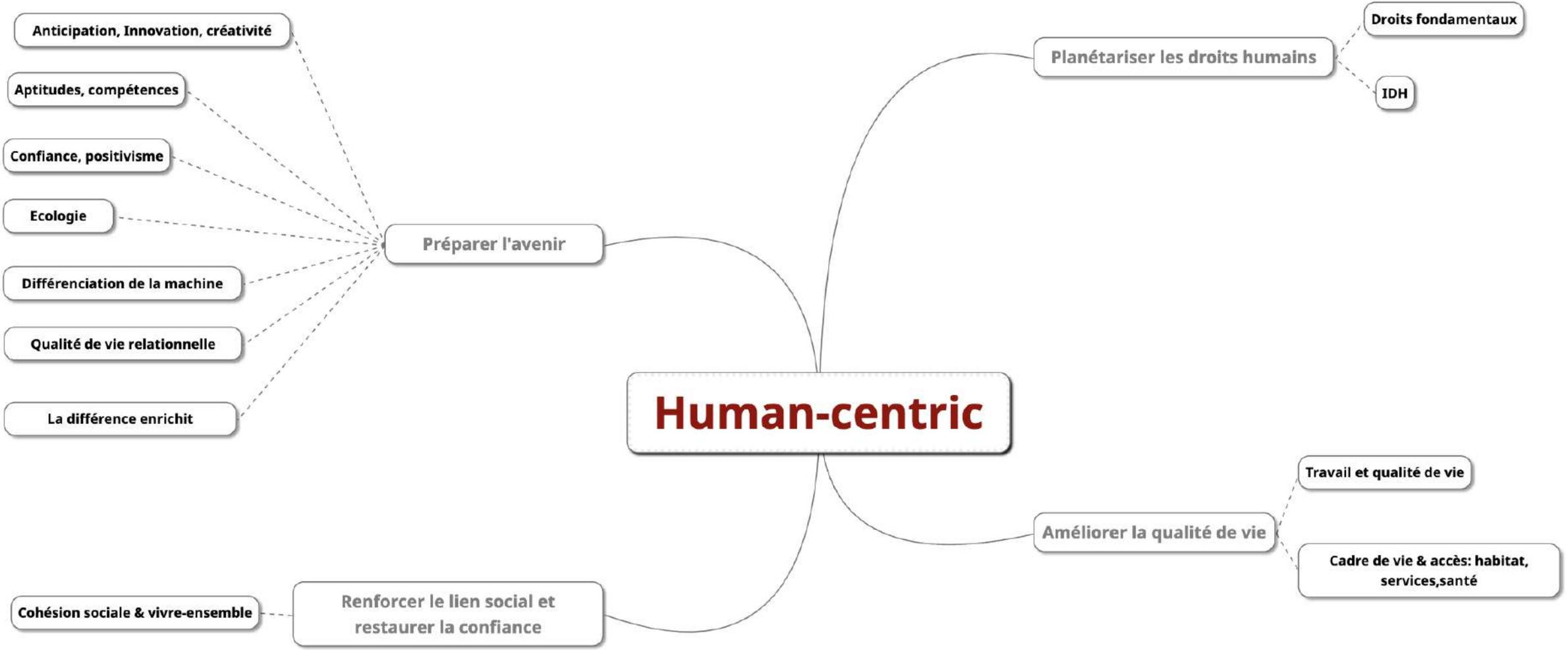
Efficacité de la gouvernance urbaine

(0 = aucun dispositif de planification ; 4 = dispositif de planification efficace) (Source : Calculs IRES_ CEPII)

Un recul, entre 2009 et 2016, du positionnement du Maroc en matière d'efficacité de la gouvernance urbaine. Ce classement s'explique, notamment, par le manque d'efficacité des plans de développement urbain mis en œuvre.



Human-centric



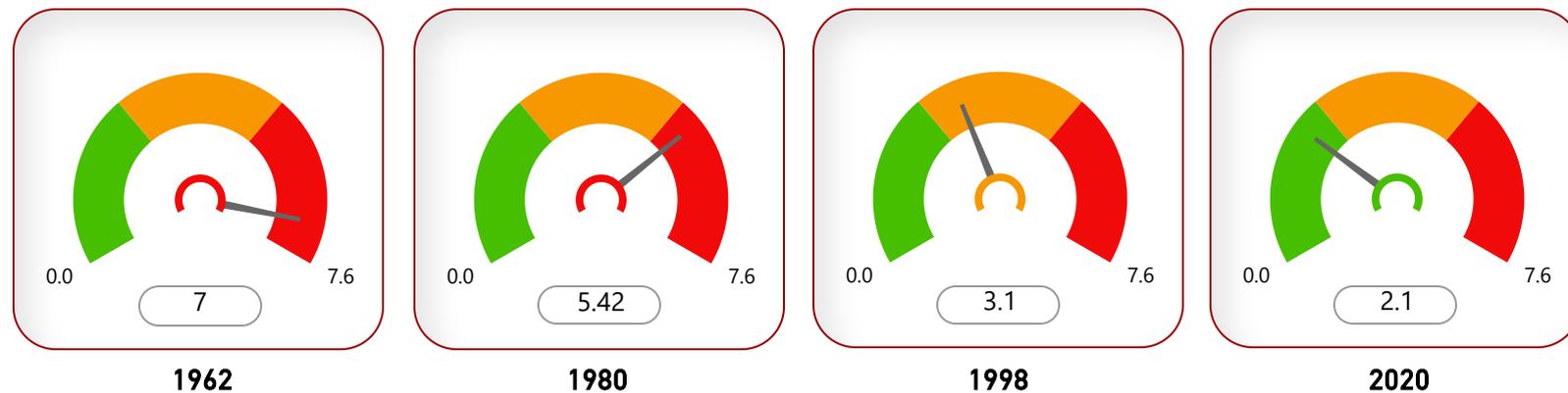
Préparer l'avenir

Fécondité

Indice synthétique de fécondité

(Source : Calculs IRES_ Ministère de la santé ; HCP ; OMS)

Une transition démographique qui s'achève avec la baisse importante de la fertilité de la population, mesurée par l'indice synthétique de fécondité, sous l'effet conjugué du recul de l'âge du premier mariage et du recours de plus en plus important à la contraception. Le niveau actuel de la fécondité correspond au seuil de remplacement des générations (entre 2,05 et 2,1 enfants par femme selon l'Organisation Mondiale de la Santé).



Human-centric

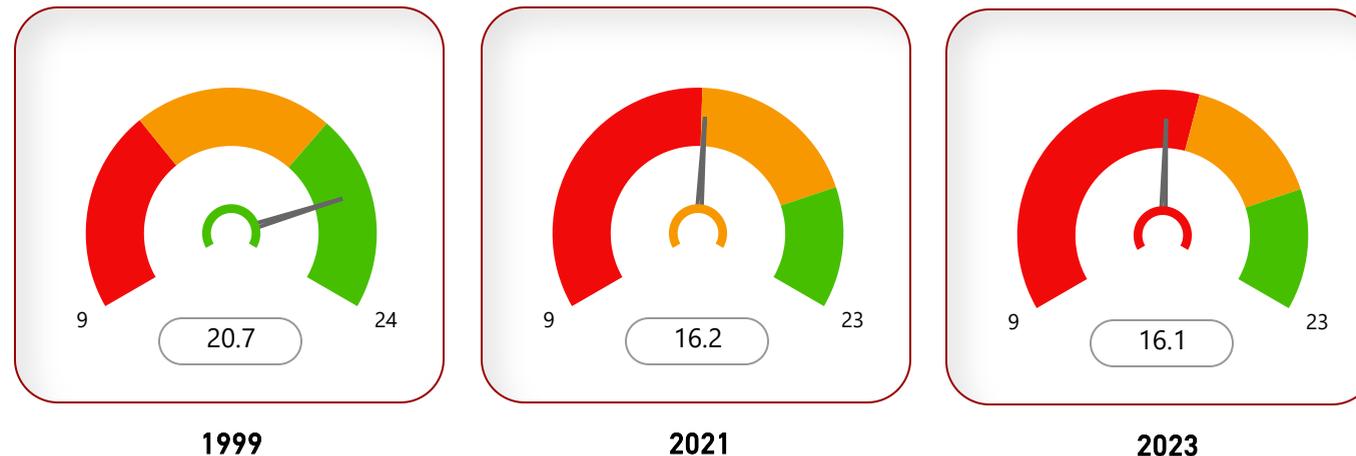
Préparer l'avenir

Jeunesse

Part des jeunes dans la population (en %)

(Source : Calculs IRES _ Division de la population-ONU)

La baisse du niveau de la fécondité ainsi que l'évolution de l'âge du premier mariage des femmes ont provoqué un rétrécissement de la base de la pyramide des âges, entraînant une diminution progressive de la proportion de jeunes.



Human-centric

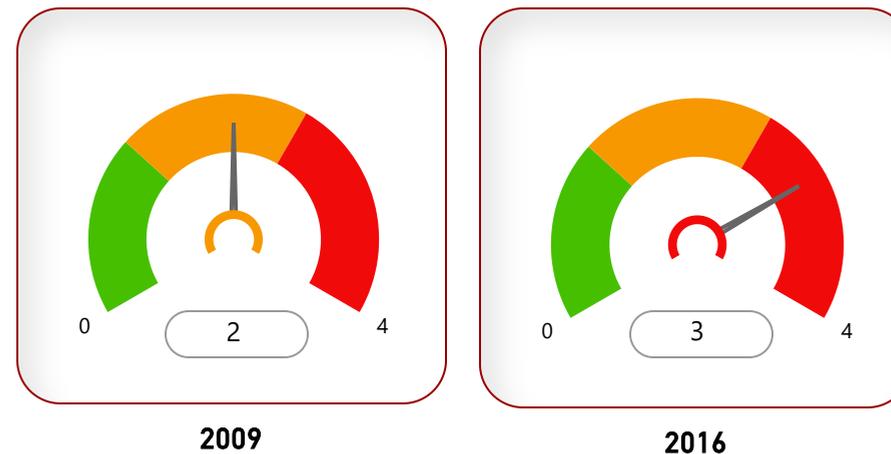
Préparer l'avenir

Perspectives d'avenir de la jeunesse

Perspectives d'avenir de la jeunesse

(0 : très tournées vers l'intérieur du pays ; 4 : très tournées vers l'extérieur du pays) (Source : Calculs IRES _ CEPII)

Des jeunes marocains qui se sentent exclus des bénéfices potentiels du changement et ne voient pas un avenir meilleur se profiler à l'horizon, d'où leur désenchantement qui alimente leur souhait de vouloir quitter le Maroc à la conquête d'un bien être hypothétique ailleurs.



Human-centric

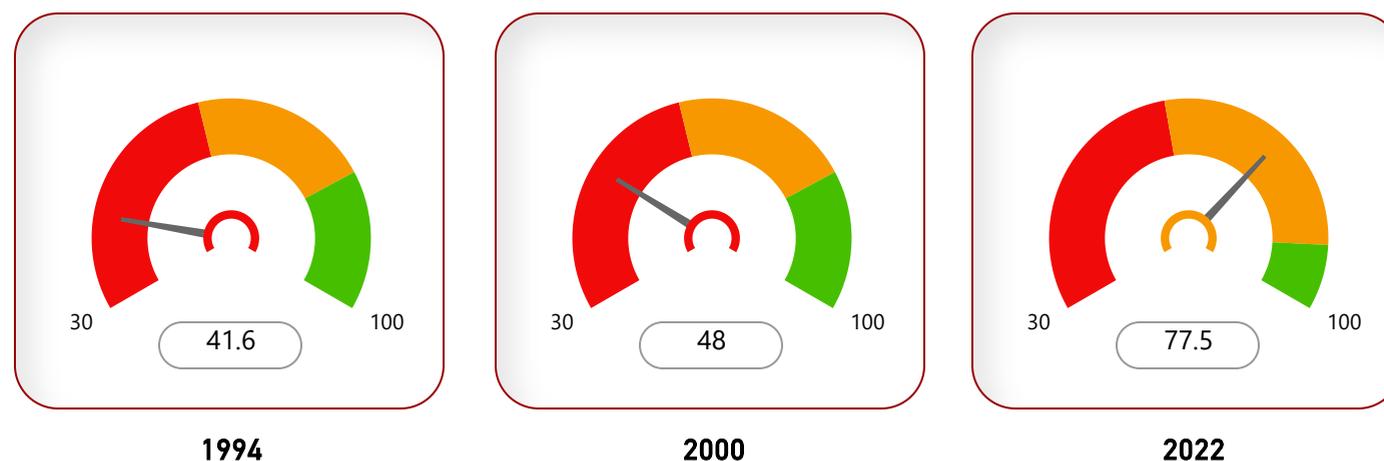
Préparer l'avenir

Alphabétisation

Taux d'alphabétisation des adultes en % de la population âgée de 15 ans et plus

(Source : Calculs IRES _ Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle ; UNESCO)

Une alphabétisation des adultes qui a progressé sensiblement entre 2000 et 2022. Les efforts déployés par les pouvoirs publics et les acteurs de la société civile, notamment après le lancement en 2005 de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain n'ont, toutefois, pas encore permis d'enrayer l'analphabétisme, lequel affecte toujours la compétitivité du Maroc et reste un handicap pour son positionnement international au titre des indicateurs de développement humain.



Human-centric

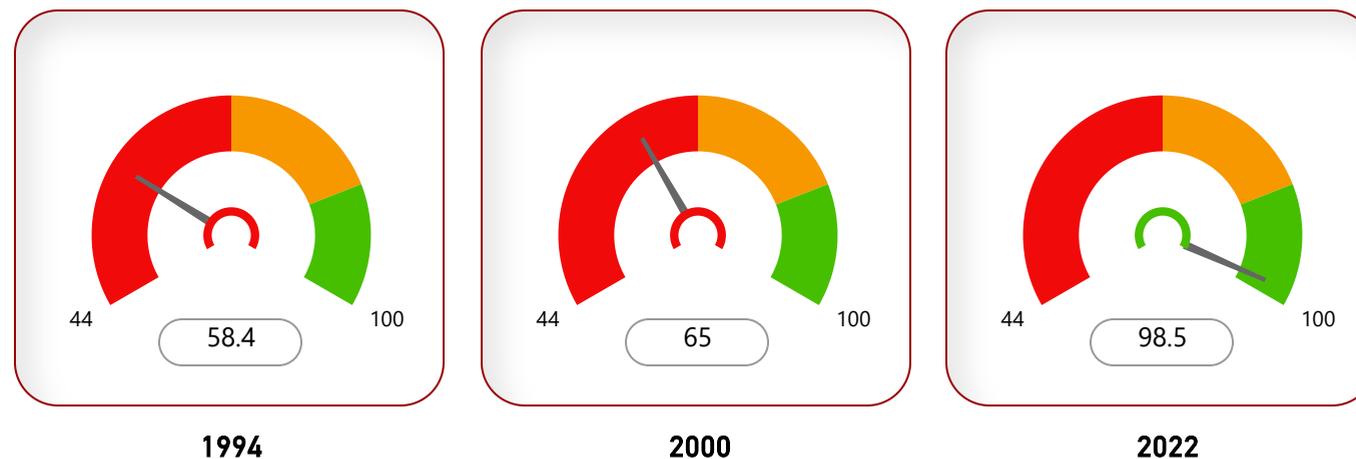
Préparer l'avenir

Alphabétisation

Taux d'alphabétisation des jeunes en % de la population âgée de 15 à 24 ans

(Source : Calculs IRES _ Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle ; UNESCO)

Un taux d'alphabétisation des jeunes de 15 à 24 ans, qui a gagné plus de 30 points entre 2000 et 2022, en relation avec la généralisation de l'enseignement dans le premier cycle de l'enseignement fondamental.



Human-centric

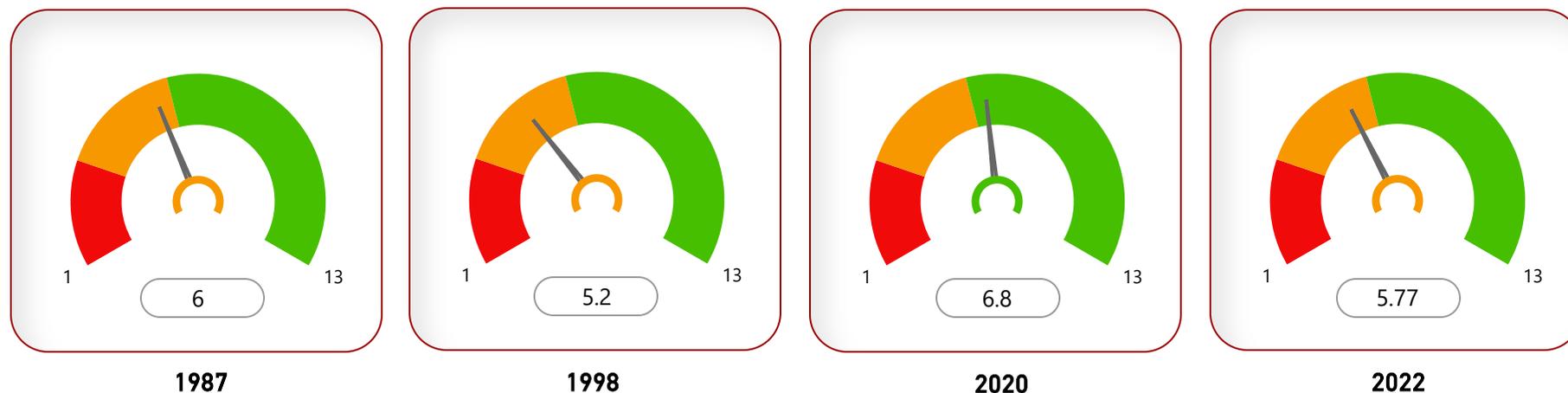
Préparer l'avenir

Dépenses en éducation

Dépenses publiques en éducation nationale en % du PIB

(Source : Calculs IRES_MENFP ; UNESCO)

Des dépenses d'éducation importantes en pourcentage du PIB. Toutefois, le rendement de ces dépenses reste insuffisant au regard des taux élevés de redoublement, de la dégradation de la qualité du système éducatif, du niveau élevé des inégalités éducatives, notamment, entre les milieux urbain et rural ainsi qu'entre l'enseignement public et privé. Selon l'étude de l'IRES sur l'avenir des métiers mondiaux du Maroc, le Royaume gagnerait à saisir les opportunités offertes par "l'éducation 4.0", fondée sur l'apprentissage personnalisé et collaboratif basé sur la découverte, ce qui permettrait de préparer une nouvelle génération de capital humain, formée à la citoyenneté et dotée de capacités d'innovation et de créativité ainsi que de compétences technologiques.



Human-centric

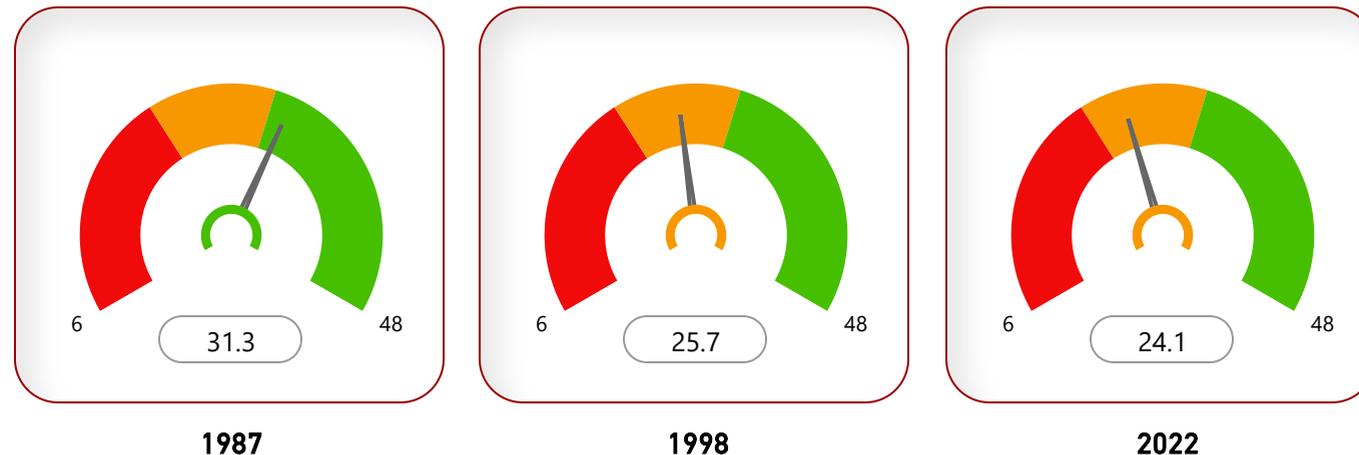
Préparer l'avenir

Dépenses en éducation

Dépenses publiques en éducation nationale par élève en % du PIB/habitant

(Source : Calculs IRES _ UNESCO)

Des dépenses publiques d'éducation par élève, rapportées au PIB par habitant, qui demeurent insuffisantes. Ceci s'explique, notamment, par le fait que l'enveloppe dédiée à l'éducation nationale n'est pas en mesure de couvrir le rythme croissant des effectifs d'élèves scolarisés.



Human-centric

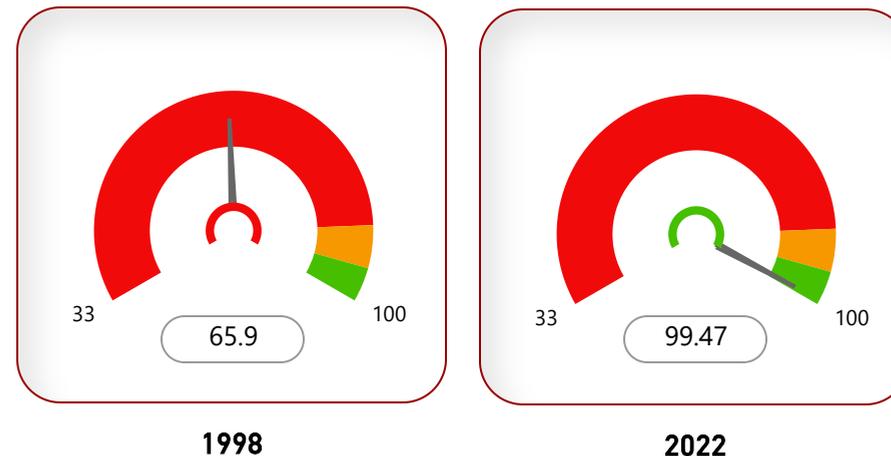
Préparer l'avenir

Scolarisation

Taux net de scolarisation au niveau de l'enseignement primaire (en % de la tranche d'âge 6-11 ans)

(Source : Calculs IRES _ Données de l'UNESCO et du Ministère de l'éducation nationale)

Une couverture de la scolarisation, au niveau de l'enseignement primaire, presque complète grâce aux efforts déployés par le Royaume en termes d'investissement dans l'éducation, d'amélioration de l'accès à l'école et de l'extension de l'enseignement primaire dans les zones rurales reculées.



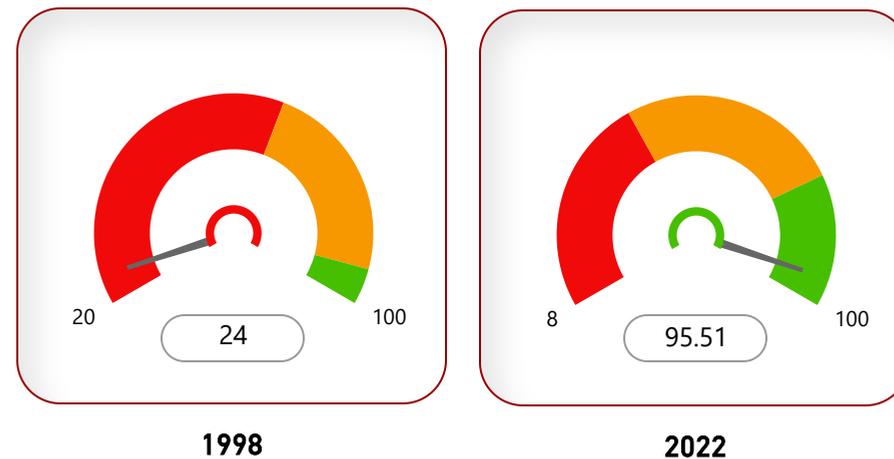
Préparer l'avenir

Scolarisation

Taux net de scolarisation au niveau de l'enseignement secondaire collégial (en % de la tranche d'âge 12-14 ans)

(Source : Calculs IRES _ Données de l'UNESCO et du Ministère de l'éducation nationale)

Une amélioration notable du taux de scolarisation au niveau de l'enseignement secondaire collégial, qui couvre presque la totalité des élèves de la tranche d'âge concernée. Cette avancée est le fruit des réformes éducatives initiées par le Maroc pour encourager la rétention des élèves dans le système éducatif, notamment, en offrant des possibilités de bifurcation vers des lycées professionnels attrayants pour ceux qui souhaitent acquérir des compétences spécifiques.



Human-centric

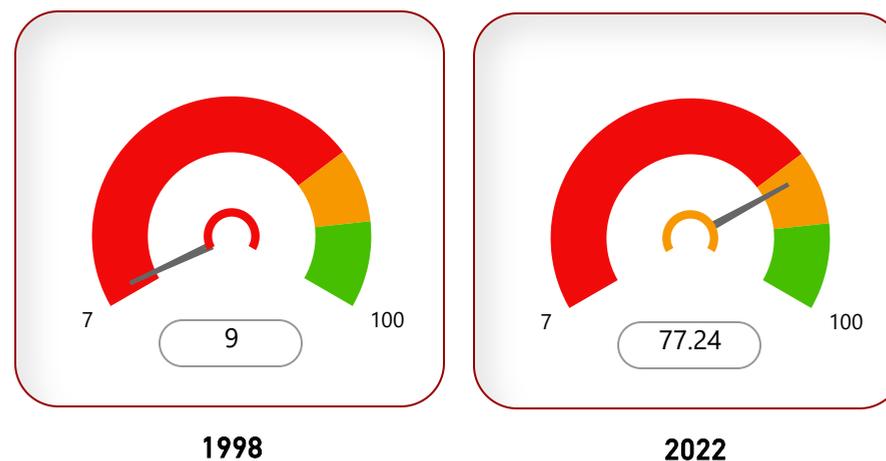
Préparer l'avenir

Scolarisation

Taux net de scolarisation au niveau de l'enseignement secondaire qualifiant (en % de la tranche d'âge 15-17 ans)

(Source : Calculs IRES _ Données de l'UNESCO et du Ministère de l'éducation nationale)

Une progression considérable du taux net de scolarisation au niveau de l'enseignement qualifiant attribuable, notamment, à l'expansion des capacités d'accueil à travers la construction de nouveaux établissements ainsi qu'aux efforts déployés par le Maroc, durant les dernières années, en matière de lutte contre la déperdition scolaire.



Human-centric

Préparer l'avenir

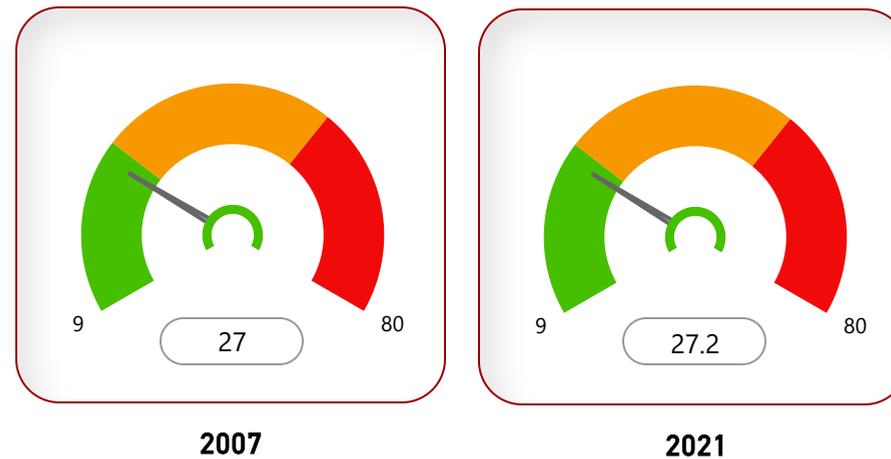
Encadrement des élèves au primaire

Taux d'encadrement dans l'enseignement primaire

(Source : Calculs IRES_ Données de l'UNESCO)

Le Maroc figure parmi les pays ayant un taux d'encadrement acceptable dans l'enseignement primaire. Toutefois, des disparités importantes sont observées entre le milieu urbain et le milieu rural ainsi qu'entre les systèmes d'enseignement public et privé.

Nombre d'élèves par enseignant



Human-centric

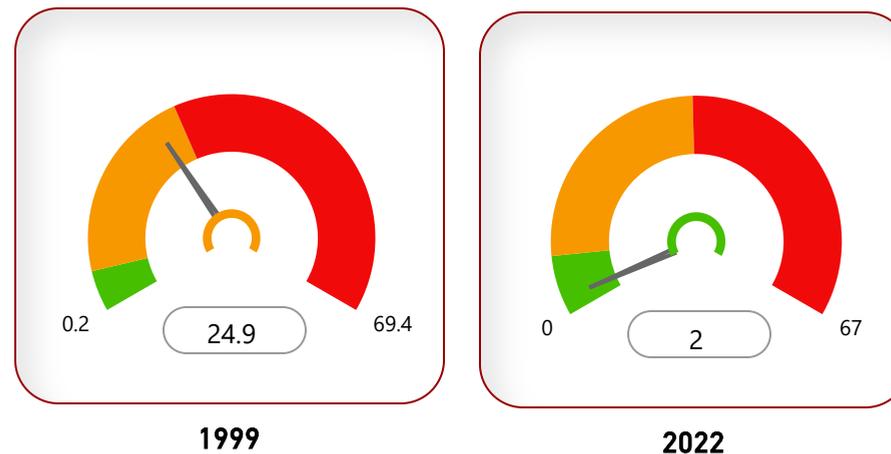
Préparer l'avenir

Abandon scolaire

Taux cumulé d'abandon scolaire dans l'enseignement primaire (%)

(Source : Calculs IRES _ Ministère de l'éducation nationale ; UNESCO)

Une baisse notable du taux cumulé d'abandon scolaire dans l'enseignement primaire, entre 1999 et 2022, grâce aux multiples programmes mis en place par les pouvoirs publics pour faire face à ce fléau, notamment, le programme "TAYSSIR" d'appui social des ménages nécessiteux et à la promotion du transport scolaire et de la cantine, particulièrement, dans les zones reculées.



Human-centric

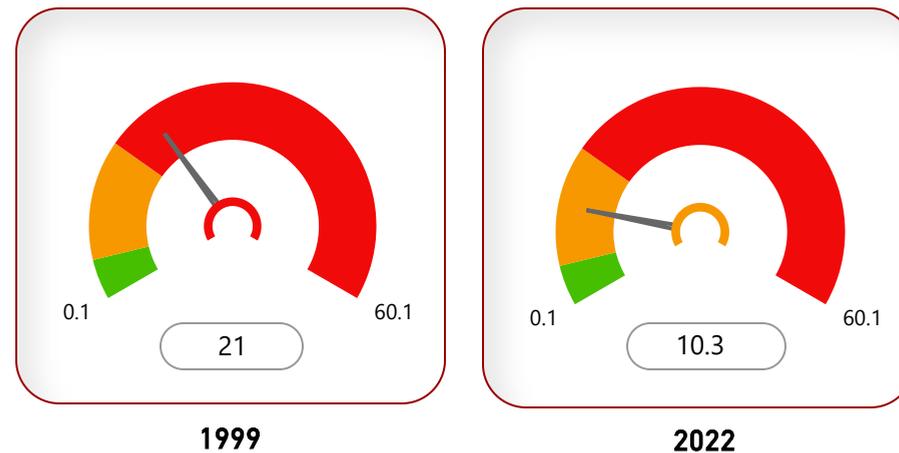
Préparer l'avenir

Abandon scolaire

Taux cumulé d'abandon scolaire dans l'enseignement secondaire collégial (%)

(Source : Calculs IRES_ Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle ; UNESCO)

Une réduction de près de 51%, entre 1999 et 2022, du taux cumulé d'abandon scolaire dans l'enseignement secondaire collégial grâce, notamment, à la mise en place du programme « TAYSSIR » - initié en 2008 - visant à fournir un appui financier aux familles pauvres. Toutefois, le taux atteint en 2022 demeure relativement élevé.



Human-centric

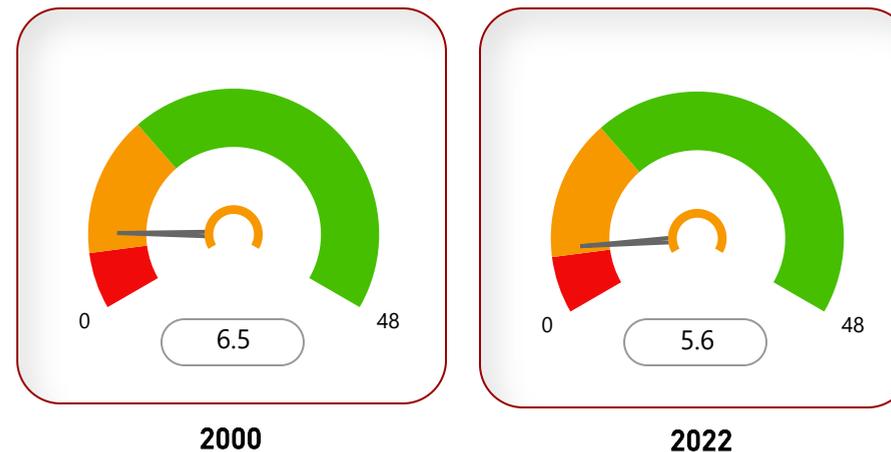
Préparer l'avenir

Formation professionnelle

Pourcentage des effectifs inscrits dans l'enseignement secondaire professionnel (%)

(Source : Calculs IRES_ Données de l'UNESCO)

Une diminution de la part des effectifs inscrits dans l'enseignement secondaire professionnel en 2022 par rapport à 2000. Cette réduction est due, outre la capacité d'accueil insuffisante, à une tendance des collégiens à poursuivre leurs études dans l'enseignement secondaire qualifiant, comme le confirme la nette augmentation, entre temps, du taux de scolarisation au niveau de ce cycle.



Préparer l'avenir

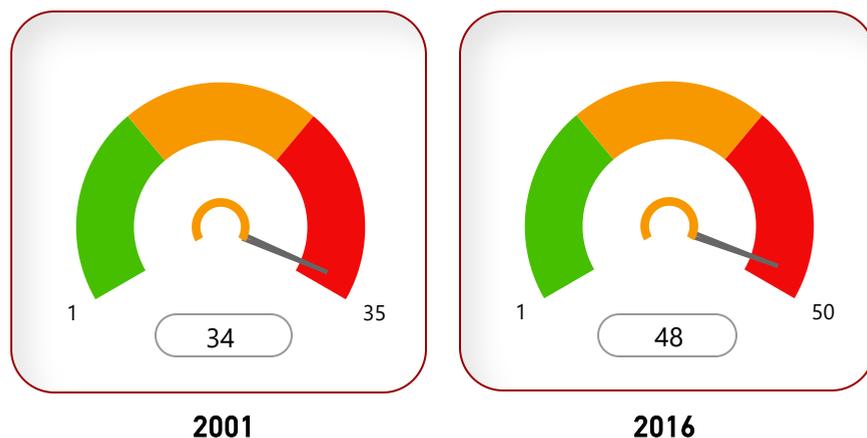
Qualité du système d'éducation

Classement international du Maroc au titre des tests internationaux "PIRLS et TIMSS"

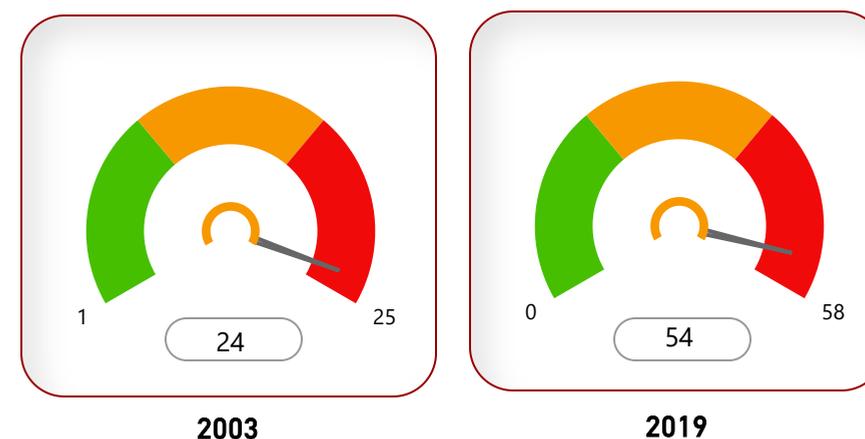
(Source : Calculs IRES _ International Association for the Evaluation of Educational Achievement)

Un positionnement international défavorable du Maroc au titre des tests internationaux : selon les résultats des évaluations dans le cadre des programmes PIRLS et TIMSS, le Maroc a obtenu un score moyen, respectivement, de 358 points en 2016 et de 383 points en 2019, largement en dessous de la moyenne mondiale établie à 450 points pour PIRLS et à 500 points pour TIMSS.

Classement international du Maroc au titre des tests internationaux "PIRLS" (Pour les élèves scolarisés en 4ème année de l'enseignement fondamental)



Classement international du Maroc au titre des tests internationaux "TIMSS" (Pour les élèves scolarisés en 4ème année de l'enseignement fondamental)



Human-centric

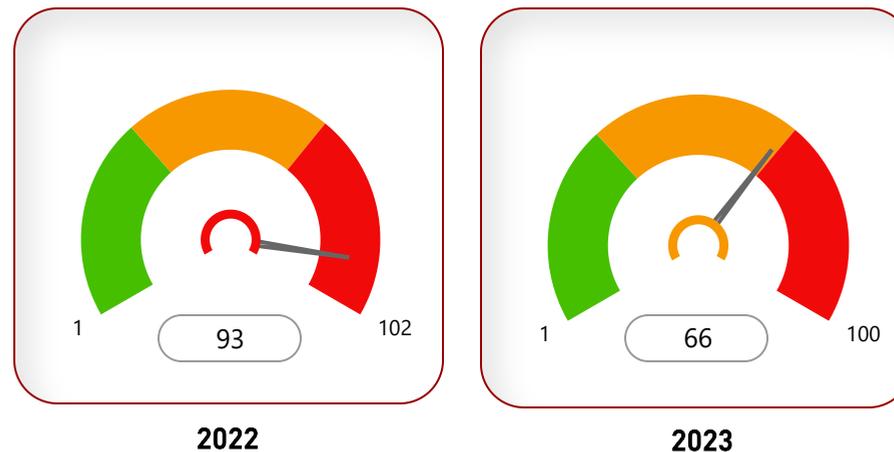
Préparer l'avenir

Compétences

Indice global des compétences

(Source : Calculs IRES_ Coursera)

Une nette amélioration du classement du Maroc au titre de cet indice. En effet, le Maroc a progressé en termes de remise à niveau des compétences, face à l'évolution des exigences du marché du travail, notamment, dans les domaines des affaires, des technologies et des sciences de données.



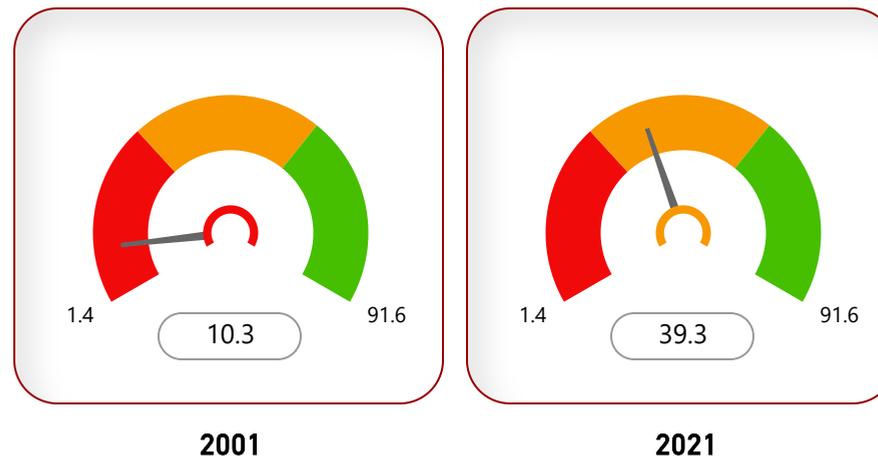
Préparer l'avenir

Enseignement supérieur

Taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur (en % de la tranche d'âge 19-23 ans)

(Source : Calculs IRES_ UNESCO et Ministère de l'enseignement supérieur)

Le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur au Maroc s'est nettement amélioré, mais il reste bien inférieur à celui observé dans les pays émergents en raison, notamment, des défis structurels liés à la qualité de formation et aux infrastructures nécessaires pour répondre à la demande croissante en matière d'enseignement supérieur.



Human-centric

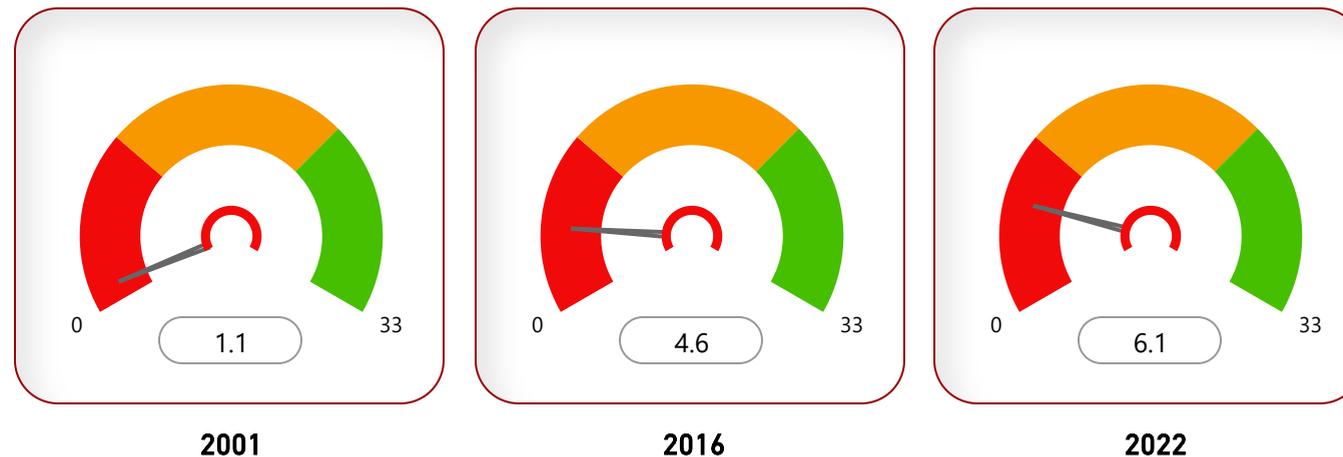
Préparer l'avenir

Enseignement supérieur

Nombre de diplômés pour 10 000 habitants en ingénierie et en industries de transformation et production

(Source : Calculs IRES _ UNESCO)

Un retard important, quoiqu'en amélioration sur le plan quantitatif, en matière de formation dans les métiers de l'ingénierie, susceptible d'affecter la réalisation des chantiers structurels de développement du Maroc. Il faut préciser, toutefois, que le système des grandes écoles, adopté par le Royaume, permet la formation d'ingénieurs de bon niveau.



Human-centric

Préparer l'avenir

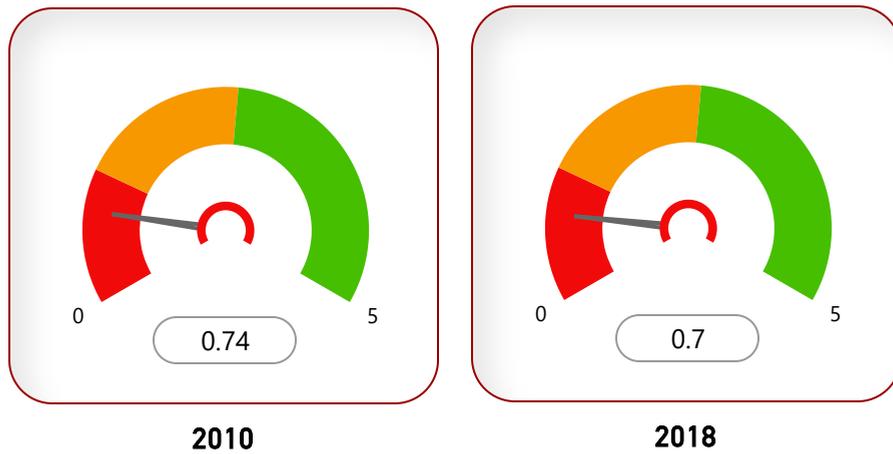
Recherche & Développement

Recherche & Développement

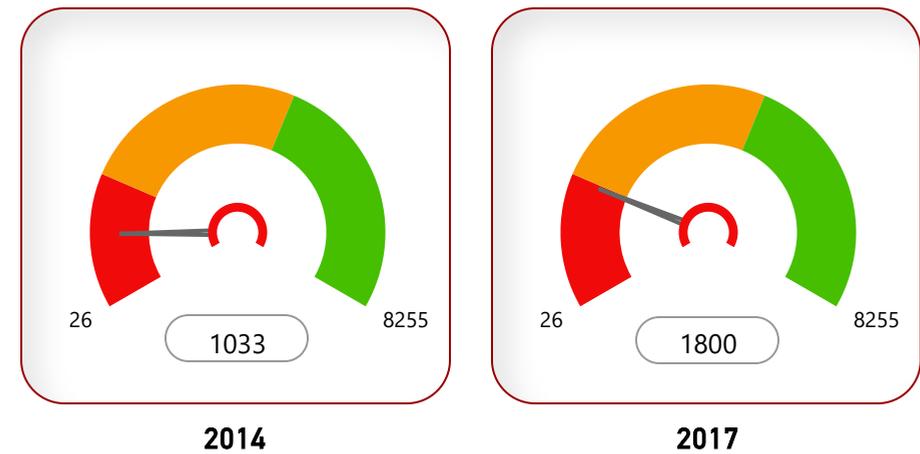
(Source : Calculs IRES _ UNESCO)

Les ressources humaines et financières, allouées à la Recherche & Développement (R&D), qui sont de l'essor du secteur public, demeurent insuffisantes comparativement à des pays à niveau de développement similaire. Cela freine, par conséquent, la constitution d'un vivier de compétences nécessaires au développement de l'innovation.

Dépenses en R&D (% du PIB)



Nombre de chercheurs en R&D (pour 1 million d'habitants)



Human-centric

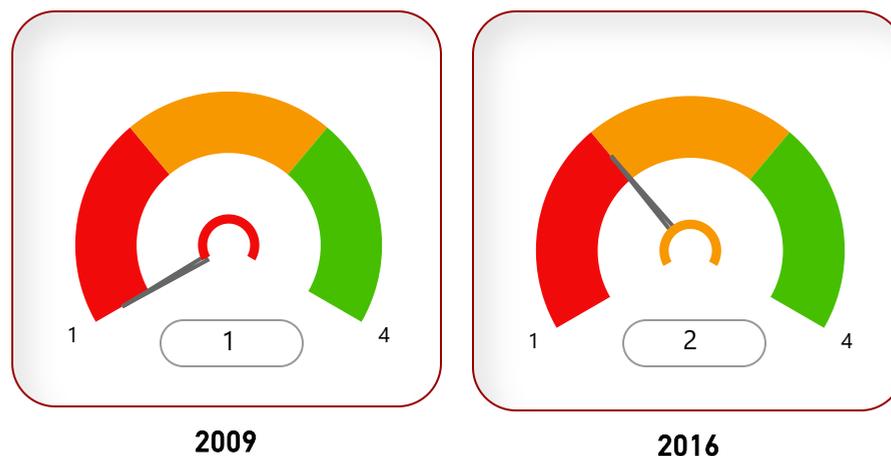
Préparer l'avenir

Recherche & Développement

Force de liens entre entreprises et universités / centres de recherche

(1 : liens faibles ; 4 : liens forts) (Source : Calculs IRES_ CEPII)

Des liens, qui progressent mais pas suffisamment entre les entreprises, les universités et les centres de recherche, ce qui affecte les capacités du Maroc en matière de développement de l'innovation.



Human-centric

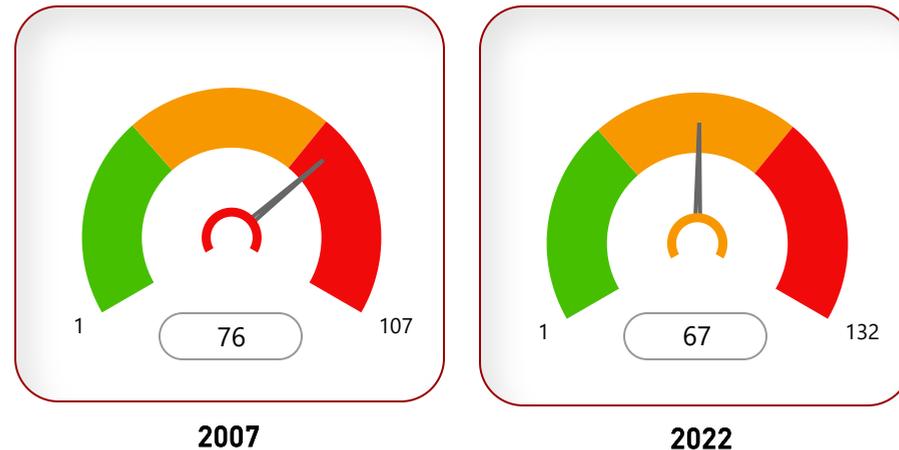
Préparer l'avenir

Economie du savoir & Innovation

Indice mondial de l'Innovation (GII)

(Source : Calculs IRES_ WIPO/INSEAD)

Une amélioration du positionnement international du Royaume au titre de l'indice mondial de l'innovation due, entre autres, au lancement, en 2009, de l'initiative "Maroc Innovation" et à la mise en place, en 2020, par l'Agence de Développement du Digital, du programme innovant "Start-up d'Etat", visant la promotion de l'innovation au coeur de l'administration publique.



Human-centric

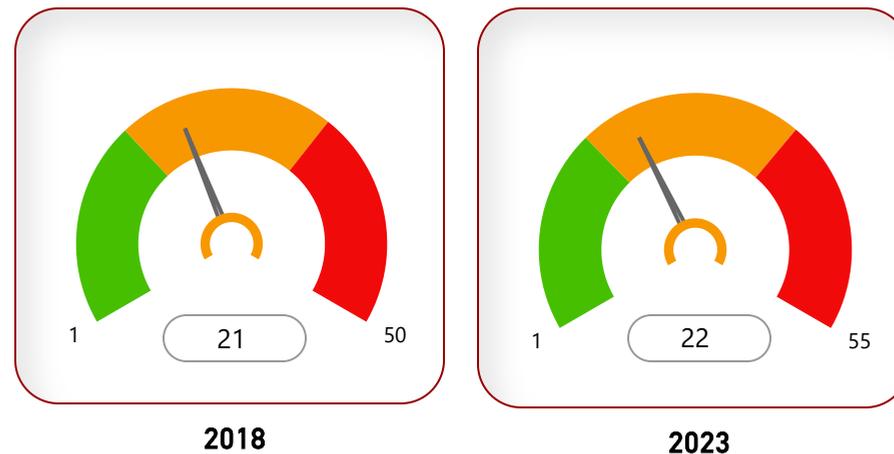
Préparer l'avenir

Economie du savoir & Innovation

Indice mondial de la propriété intellectuelle

(Source : Calculs IRES _ INSEAD ; U.S. chamber of commerce)

Une forte protection des brevets et des droits connexes, qui fait du Maroc le pays le plus performant des économies à revenu intermédiaire dans le domaine de la propriété intellectuelle. Cependant, les taux de piratage de logiciels et de contrefaçon physique restent élevés.



Human-centric

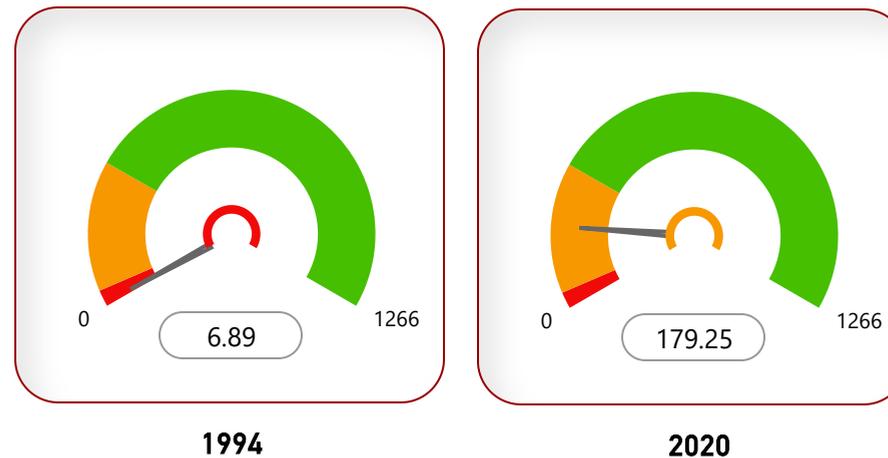
Préparer l'avenir

Production scientifique et technique

Articles de journaux scientifiques et techniques publiés (pour 1 million d'habitants)

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale)

Malgré la progression de la production scientifique marocaine, son niveau reste faible en raison, notamment, de l'insuffisance du financement attribué à la recherche scientifique et de la maîtrise limitée de la langue anglaise, empêchant certains chercheurs à publier leurs travaux dans des revues internationales.



Human-centric

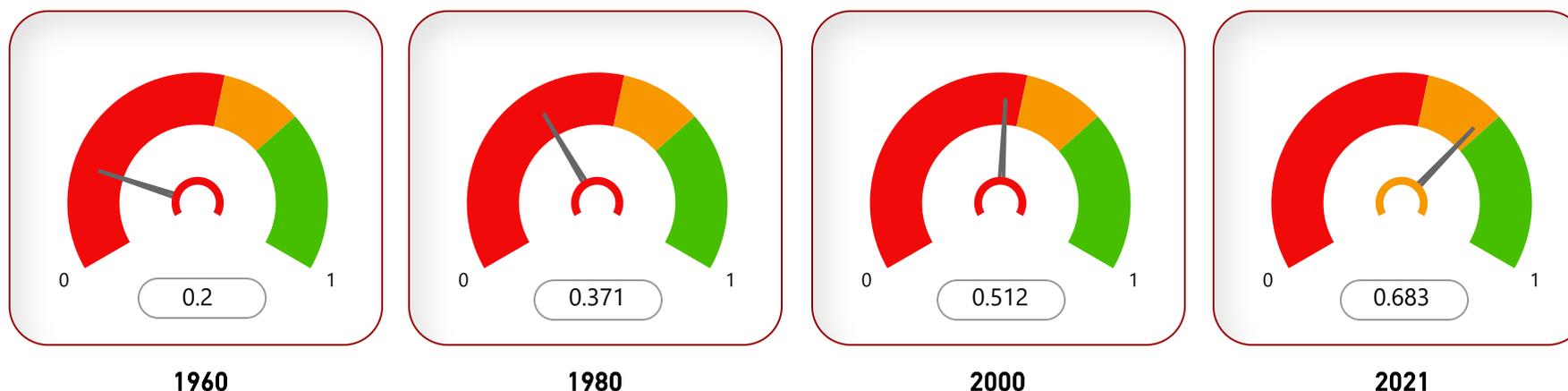
Planétariser les droits humains

Développement humain

Indice de développement humain

(Source : Calculs IRES _ PNUD ; Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique)

Depuis l'indépendance du Maroc, l'indice de développement humain a plus que triplé, passant de 0,2 en 1960 à 0,68 en 2021. Cependant, le Royaume se classe, actuellement, à la 123ème place parmi 191 pays en raison du revenu faible par habitant et de la durée de scolarisation relativement basse en 2021, avec une moyenne de 5,9 années contre 6,9 années pour les pays à développement humain moyen et 12,3 années pour les pays à développement humain très élevé. Il est important de noter que l'Indice de Développement Humain se base sur trois dimensions : la santé, l'éducation et le niveau de vie, avec une pondération égale. Par conséquent, certains pays rentiers ayant un PIB par habitant plus élevé que le Maroc, mais confrontés à des problèmes d'instabilité politique, de conflits ou de guerres, peuvent obtenir un meilleur classement, ce qui révèle les limites de cet indice international.



Human-centric

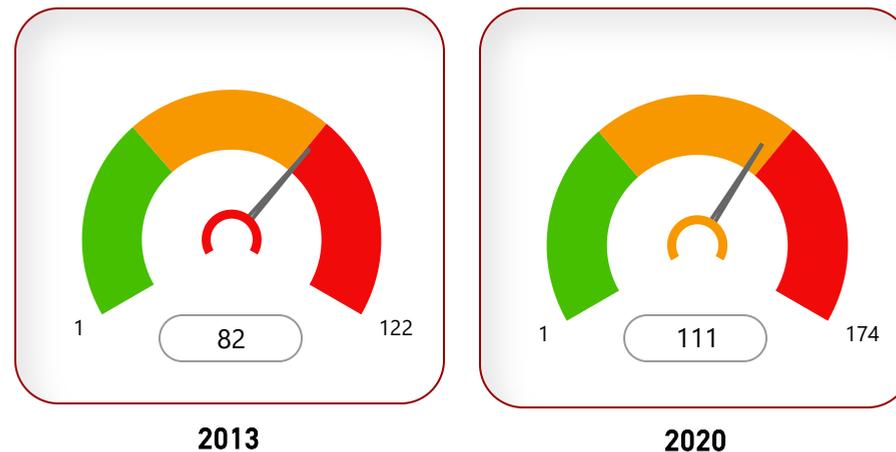
Planétariser les droits humains

Développement humain

Indice de capital humain

(Source : Calculs IRES_ World Economic Forum)

Quoiqu'en progression, le classement international du Maroc au titre de cet indice demeure affecté par les contre-performances du système d'éducation et les insuffisances des politiques publiques en faveur de l'emploi des jeunes et du bien-être des personnes âgées, comme le montrent les scores obtenus par le Royaume au niveau de ces sous composantes de l'indice de capital humain. Néanmoins, les réformes envisagées par les pouvoirs publics en la matière devraient permettre de rattraper progressivement le retard accumulé dans ces domaines.



Human-centric

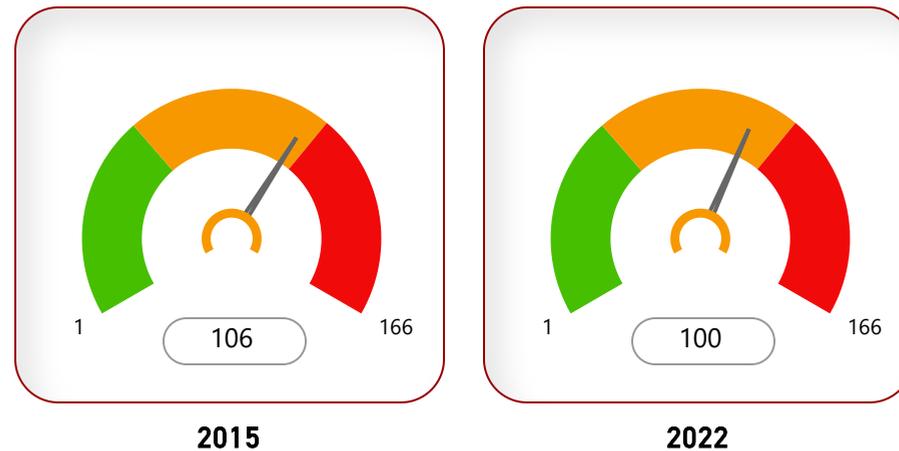
Planétariser les droits humains

Développement humain

We World Index

(Source : WeWorld Organisation)

Le Maroc a gagné 6 places, entre 2015 et 2022, dans le positionnement international des pays en fonction du degré d'inclusion des enfants et des femmes. Il est classé parmi les pays à inclusion "modérée" de ces catégories de la population et ce, malgré les efforts déployés en matière d'amélioration de la condition des enfants et des femmes.



Human-centric

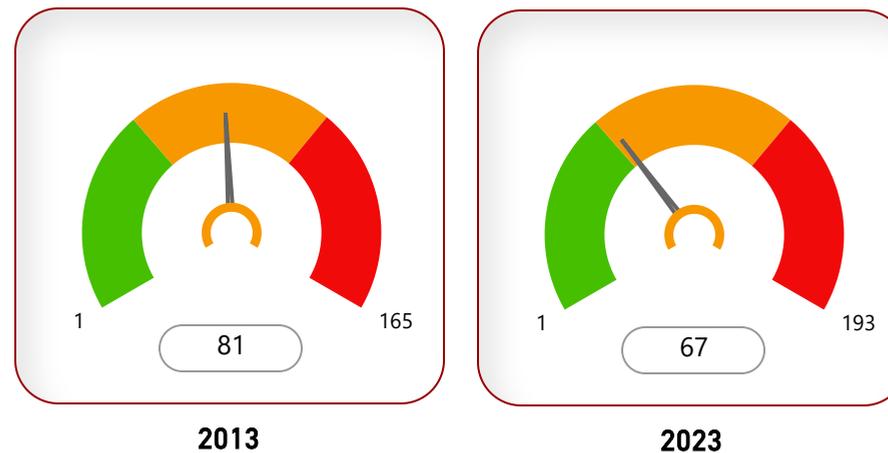
Planétariser les droits humains

Développement humain

Indice des droits de l'enfant

(Source : Calculs IRES _ KidsRights ; Erasmus School of Economics)

Une avancée en termes de positionnement international du Maroc au titre de cet indice en raison, notamment, des mesures entreprises par les pouvoirs publics en matière de respect et de protection des droits de l'enfant. Toutefois, cette catégorie de la population demeure confrontée à divers problèmes, en particulier, la pauvreté et la vulnérabilité ainsi que le travail forcé de certains enfants.



Human-centric

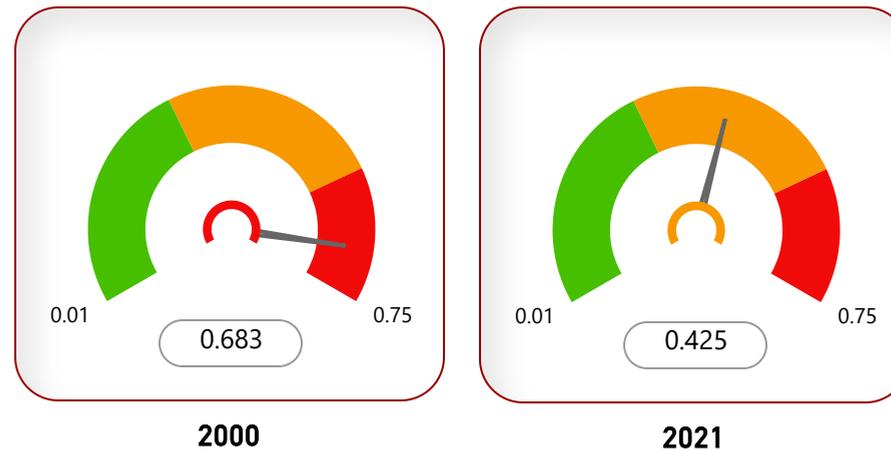
Planétariser les droits humains

Emancipation de la femme

Indice d'inégalité de genre

(Source : Calculs IRES _ PNUD)

Une amélioration significative du score du Maroc au titre de cet indice. Pour autant, les discriminations de genre demeurent persistantes, malgré les réformes entreprises par le Royaume, au cours des deux dernières décennies, visant l'ancrage des principes de l'égalité entre les sexes au plan juridique, politique, économique et sociétal.



Human-centric

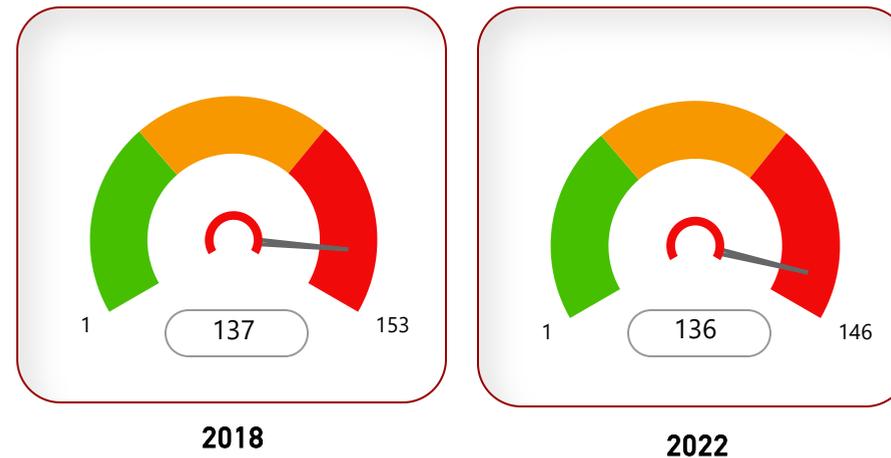
Planétariser les droits humains

Emancipation de la femme

Indice mondial des disparités de genre

(Source : Calculs IRES _ World Economic Forum)

Malgré la tendance baissière des inégalités de genre, le Maroc demeure toujours classé parmi les pays les plus affectés par ce phénomène. Les inégalités concernent, particulièrement, la participation des femmes au marché du travail, notamment, les emplois à haute responsabilité ainsi que leur émancipation politique totale.



Human-centric

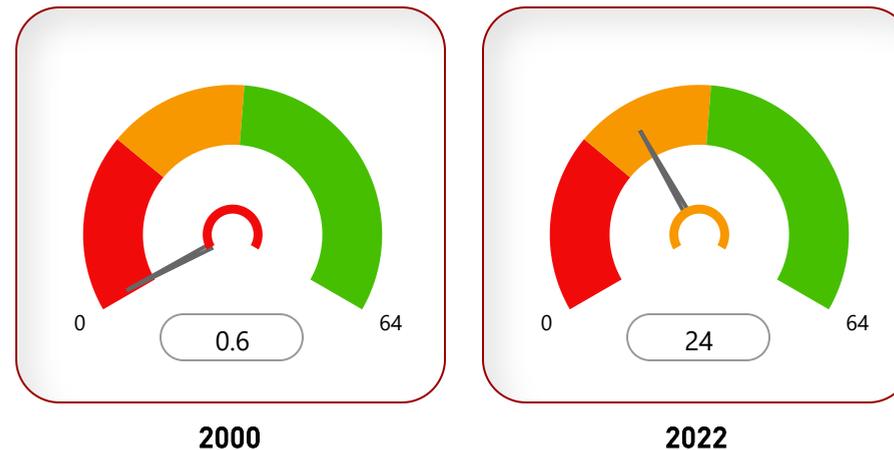
Planétariser les droits humains

Emancipation de la femme

Proportion des sièges occupés par les femmes au Parlement (%)

(Source : Calculs IRES_ PNUD ; Banque mondiale)

Une amélioration notable de l'accès des femmes aux fonctions électorales. Les femmes participent davantage dans la vie politique grâce à l'adoption du système des quotas législatifs visant à renforcer la présence féminine dans le Parlement en leur attribuant un pourcentage défini de sièges. Toutefois, le niveau de représentation atteint, actuellement, mérite d'être amélioré en agissant sur certains facteurs culturels en rapport avec les traditions et les stéréotypes de genre et sur l'attractivité par les structures partisanes de la gente féminine.



Human-centric

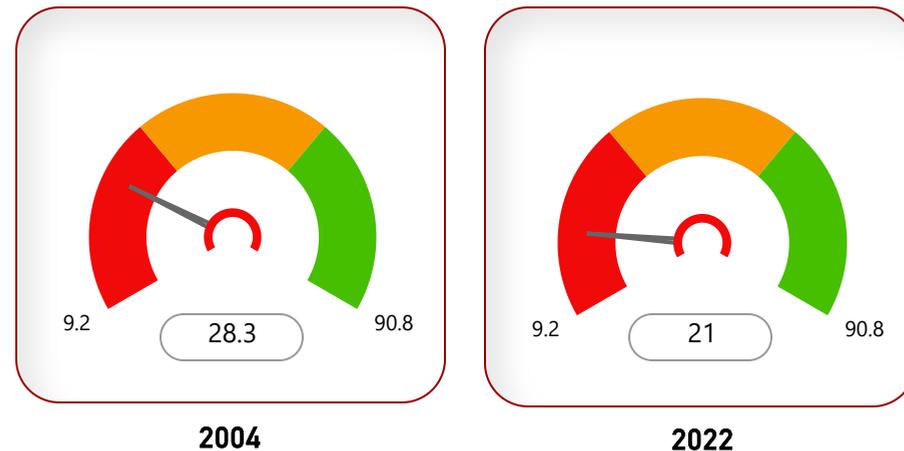
Planétariser les droits humains

Emancipation de la femme

Taux de participation des femmes dans le marché du travail (en % des femmes âgées de plus de 15 ans)

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale)

Une participation de la femme marocaine au marché du travail en baisse au cours des 18 dernières années. Le Maroc se caractérise, actuellement, à l'instar de plusieurs pays arabes, par le niveau relativement bas de la participation économique de la femme dû, entre autres, aux discriminations persistantes sur le lieu de travail.



Human-centric

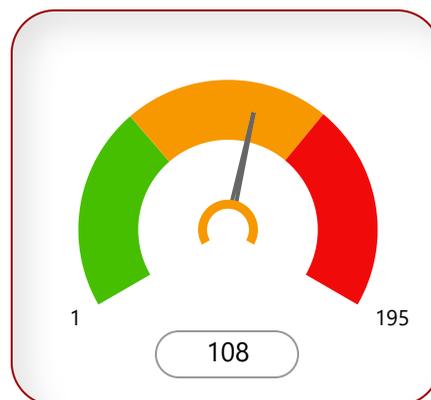
Planétariser les droits humains

Sécurité sanitaire

Indice de sécurité sanitaire mondiale

(Source : Calculs IRES _ Nuclear Threat Initiative ; Johns Hopkins Center for Health Security)

Un positionnement international intermédiaire du Maroc au titre de cet indicateur, eu égard, notamment, aux déficits enregistrés en matière de capital humain et d'équipements médicaux. Par ailleurs, le Maroc est classé parmi les rares pays africains qui sont préparés, d'un point de vue clinique, pour faire face aux menaces pandémiques.



2021

Human-centric

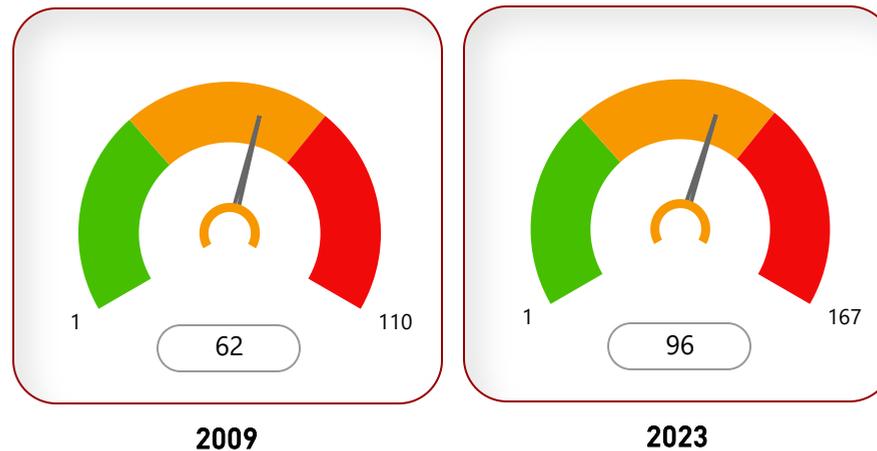
Améliorer la qualité de vie

Prosperité et bien-être

Indice de prospérité et de bien-être

(Source : Calculs IRES _ Legatum Institute)

Un positionnement intermédiaire du Maroc en termes de prospérité et de bien-être, en raison essentiellement des performances insuffisantes affichées actuellement en termes de capital social, d'éducation et d'environnement naturel, selon "Legatum Institute". Néanmoins, le Maroc demeure toujours bien classé au titre des composantes de l'indice, inhérentes à la sécurité, aux conditions de vie, aux infrastructures ainsi qu'aux conditions de création et de compétitivité des entreprises ; ces deux dernières composantes étant celles qui ont enregistré la meilleure évolution sur la décennie écoulée.



Human-centric

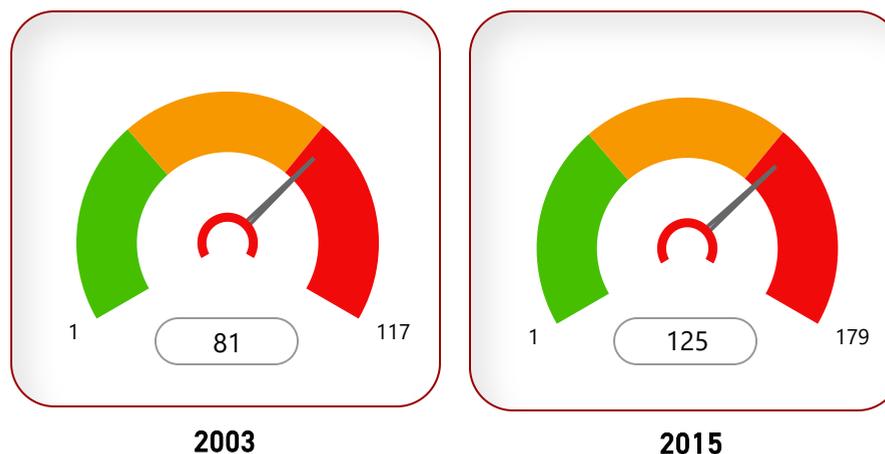
Améliorer la qualité de vie

Bien-être de la mère

Indice de bien-être de la mère

(Source : Calculs IRES_ Save the children)

Un classement du Maroc parmi les pays qui ne présentent pas les meilleures conditions pour les mères afin qu'elles prennent bien soin de leurs enfants. Ce positionnement est imputable à la persistance des inégalités d'accès des mères aux soins, quoiqu'en atténuation par rapport au passé.



Human-centric

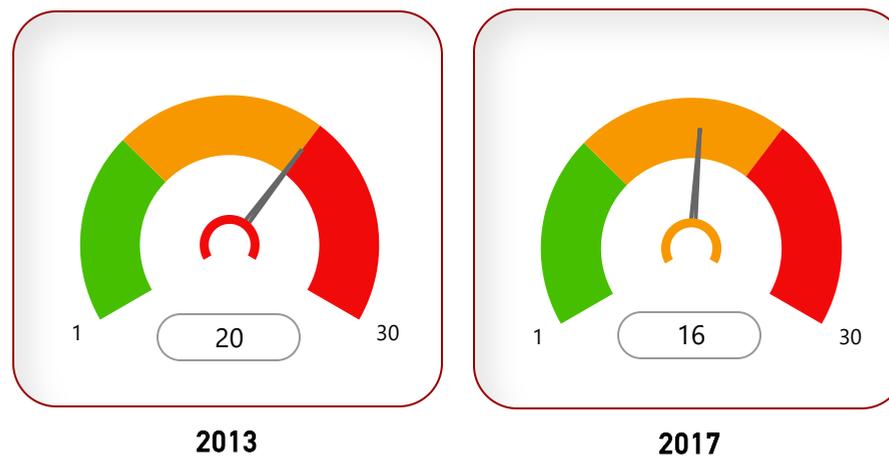
Améliorer la qualité de vie

Bien-être des jeunes

Indice de bien-être des jeunes

(Source : Calculs IRES_ CSIS, IYF, Hilton worldwide)

Une amélioration, entre 2013 et 2017, du positionnement du Maroc au titre de cet indice. Toutefois, le bien-être des jeunes de moins de 25 ans est loin d'être acquis.



Human-centric

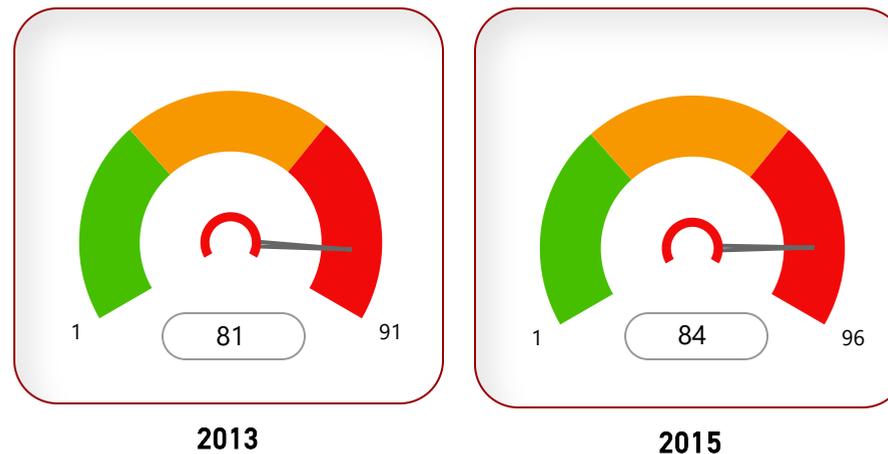
Améliorer la qualité de vie

Bien être des personnes âgées

Global AgeWatch Index : Indice de bien être des personnes âgées de 60 ans et plus

(Source : Calculs IRES _ HelpAge International)

Un positionnement non satisfaisant du Maroc au titre de l'indice de bien-être des personnes âgées de 60 ans et plus : 84^{ème} rang sur 96 pays. Il convient toutefois de préciser qu'au Royaume, les solidarités intergénérationnelles sont plus développées que la solidarité institutionnelle.



Human-centric

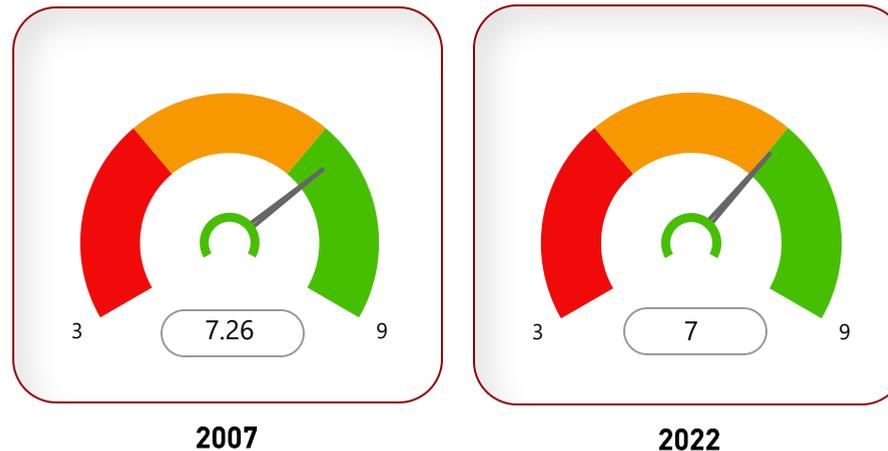
Améliorer la qualité de vie

Satisfaction de la vie

Degré de satisfaction dans la vie

(0 : faible ; 10 : fort) *Source : Calculs IRES _ World Value Survey ; IRES*

Un degré important de satisfaction dans la vie, sur la période 2007-2022, traduisant pour les Marocains la force du lien familial et l'amélioration graduelle des conditions de vie de base.



Human-centric

Améliorer la qualité de vie

Bonheur

Indice mondial du bonheur

(Source : Calculs IRES _ ONU _ Sustainable Development Solutions Network)

Un positionnement international pas favorable du Maroc au titre de cet indice en raison, notamment, du retard constaté dans la mise en œuvre des politiques publiques dédiées à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.



2010



2022

Human-centric

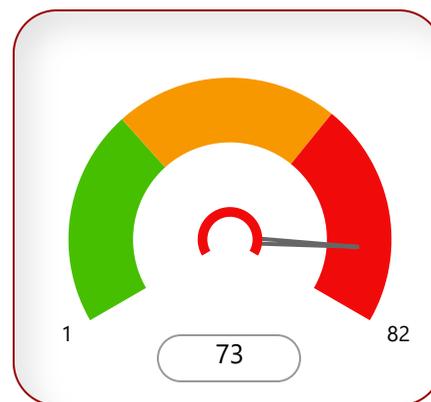
Améliorer la qualité de vie

Progrès social

Indice mondial de la mobilité sociale

(Source : Calculs IRES _ World Economic Forum)

Un ascenseur social au Maroc toujours en panne : le Maroc fait partie des derniers pays du classement au titre de cet indice. Ce résultat corrobore l'effort à déployer, notamment, dans le renforcement du capital humain, la lutte contre les inégalités et la promotion de l'emploi pour les jeunes.



2020

Human-centric

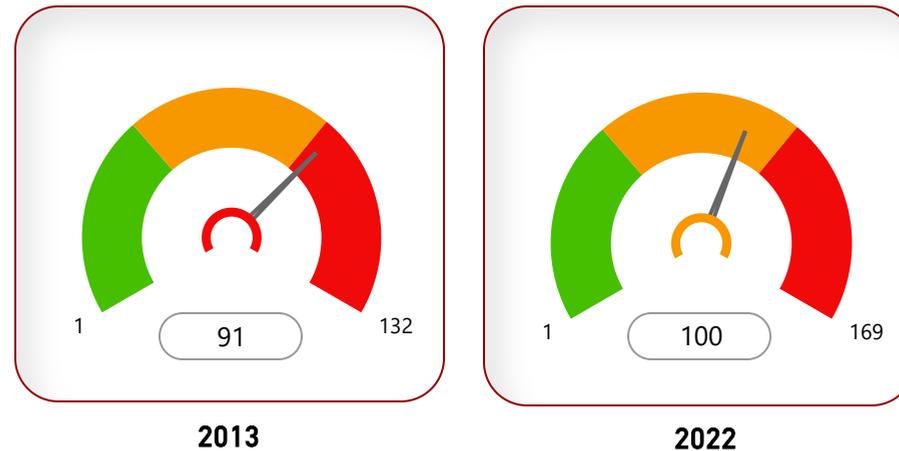
Améliorer la qualité de vie

Progrès social

Indice de progrès social

(Source : Calculs IRES_ Social Progress Imperative)

Une amélioration du positionnement international du Royaume, entre 2013 et 2022, au titre de cet indice qui classe les pays selon six catégories en fonction de leur progrès social : le Maroc appartient à la 4^{ème} catégorie, qui regroupe les pays caractérisés par leurs contre-performances dans les domaines de l'éducation avancée et de l'inclusion sociale.



Human-centric

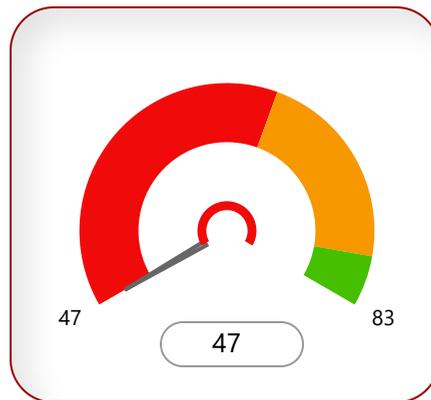
Améliorer la qualité de vie

Espérance de vie

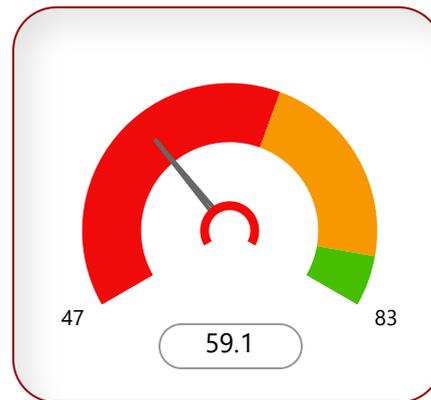
Espérance de vie à la naissance

(Source : Calculs IRES _ Ministère de la santé : OMS)

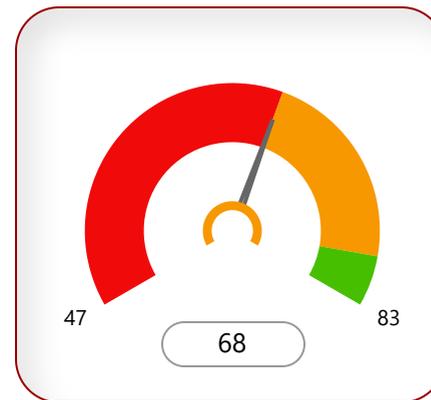
L'espérance de vie à la naissance s'est allongée de 30 ans depuis le début des années 60 grâce aux avancées enregistrées par le Maroc dans le domaine de la santé préventive et à l'extension progressive de la couverture médicale.



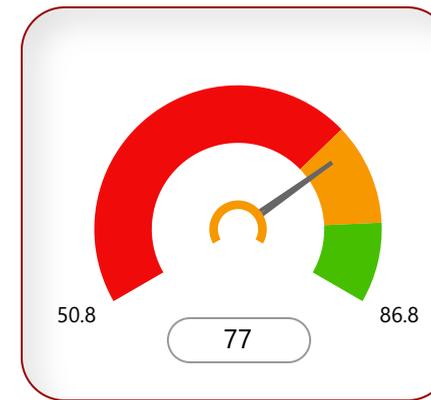
1962



1980



1998



2020

Human-centric

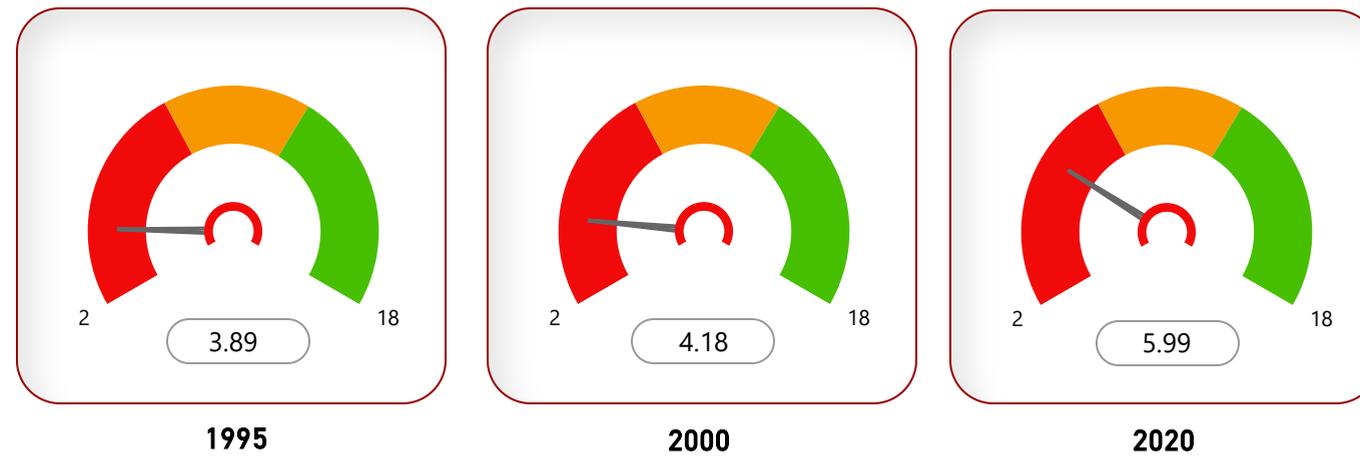
Améliorer la qualité de vie

Accès au système de santé

Dépenses totales de santé (% du PIB)

(Source : Calculs IRES_ OMS ; Banque Mondiale)

Des dépenses globales de santé en % du PIB en progression continue sur les deux dernières décennies. Néanmoins, ces dépenses demeurent insuffisantes pour faire face aux maladies traditionnelles et encore moins aux pathologies lourdes et aux pandémies émergentes.



Human-centric

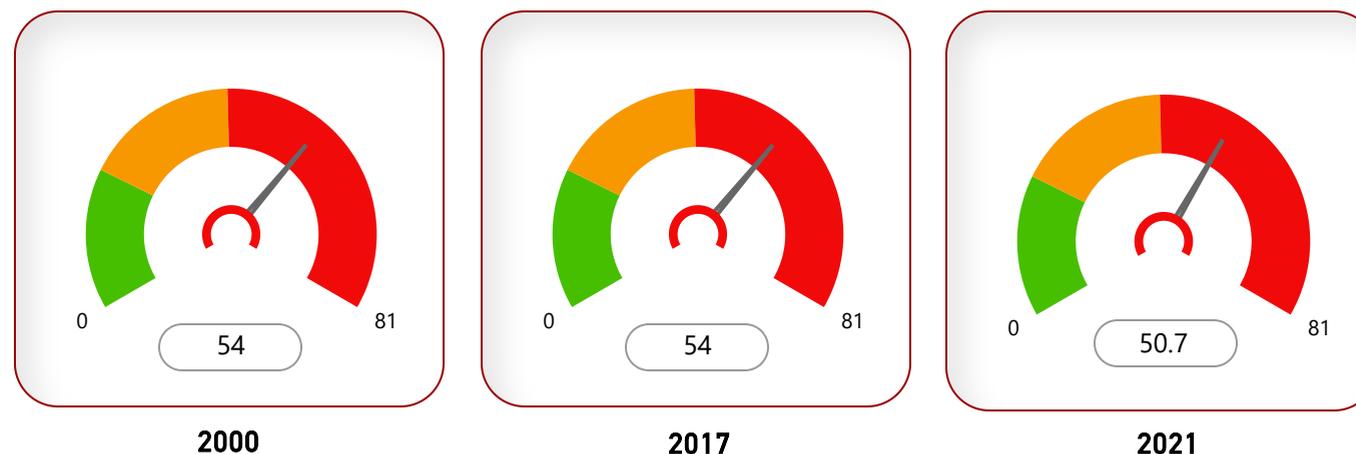
Améliorer la qualité de vie

Accès au système de santé

Dépenses à la charge des ménages en % des dépenses globales de santé

(Source : Calculs IRES _ Base de données de l'OMS)

Un accès aux services de santé loin d'être généralisé et qui reste conditionné par le niveau de revenu des ménages, lesquels supportent encore plus de la moitié des dépenses totales de santé. Le modèle actuel de financement de la santé a atteint ses limites car il risque d'appauvrir davantage les ménages et de freiner considérablement l'accès aux soins des populations vulnérables. Dans le cadre de la réforme en cours du système de santé national, il serait opportun de fonder la nouvelle architecture financière de ce système sur la responsabilisation des acteurs et sur leur contribution systématique aux dépenses de santé, avec comme objectif de généraliser l'accès aux soins selon un panier prédéfini.



Human-centric

Améliorer la qualité de vie

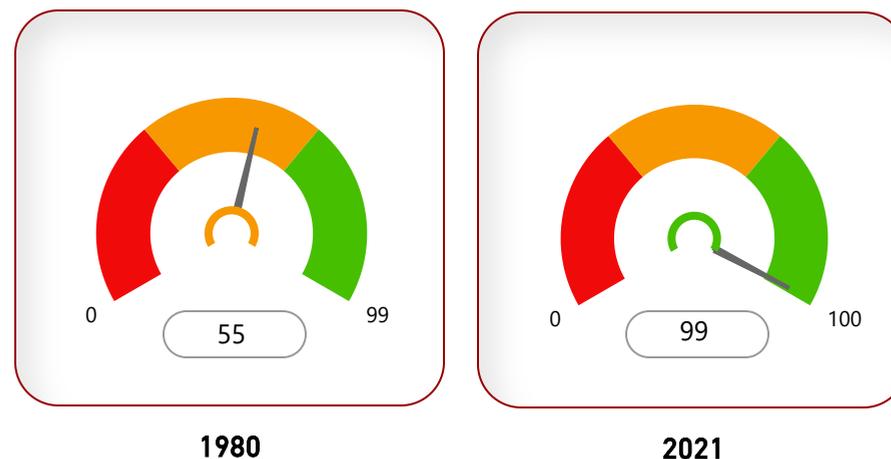
Santé de base : vaccination

Vaccination : taux de couverture de DTP1

(Source : Calculs IRES _ UNICEF)

Le programme national d'immunisation lancé en 1987 a permis d'atteindre un taux de couverture vaccinale nationale de 95% pour les maladies cibles. En particulier, le vaccin contre la Diphtérie, le Tétanos et la Poliomyélite, souvent pris comme indicateur du niveau de couverture vaccinale dans le monde, a été administré au Maroc à 99% des nourrissons en 2021. Il convient, aujourd'hui, de préserver les acquis en matière de vaccination des nourrissons et des enfants et d'enrichir, à l'avenir, le programme de vaccination en y introduisant d'autres vaccins qui ont fait leur preuve dans d'autres pays.

Taux de couverture de la 1ère dose de DTP1 (en %) (Vaccin Diphtérie-Tétanos-Polio)



Human-centric

Améliorer la qualité de vie

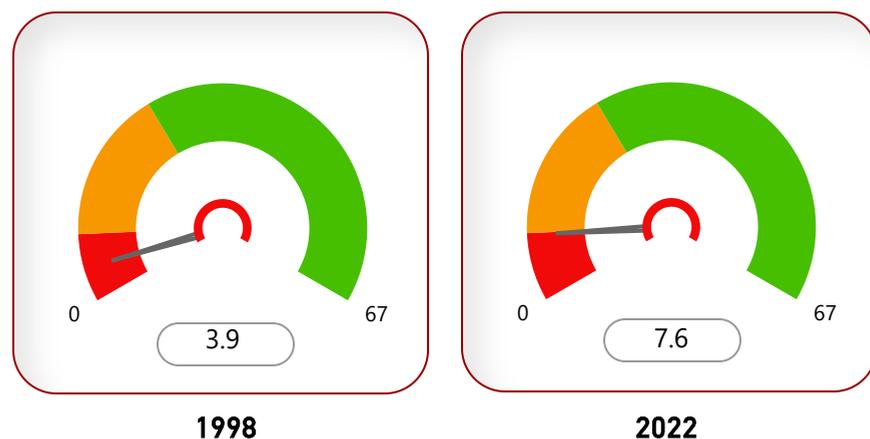
Encadrement médical

Densité médicale et paramédicale pour 10 000 habitants

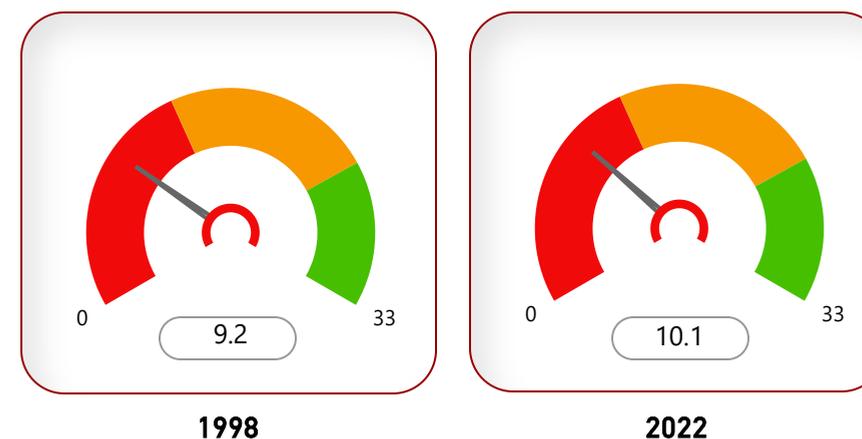
(Source : Calculs IRES _ Ministère de la santé ; OMS)

Un encadrement médical et paramédical au Maroc (17 pour 10 000 habitants dont 7 médecins et 10 infirmiers) qui reste en dessous du seuil critique fixé par l'Organisation Mondiale de la Santé (25 pour 10 000 habitants). La crise sanitaire de 2020 a conforté la nécessité d'entreprendre une réforme en profondeur du système de santé national, tout en faisant de la valorisation du capital humain un enjeu de souveraineté nationale dans un contexte marqué par la généralisation de la couverture médicale.

Densité médicale



Densité paramédicale



Human-centric

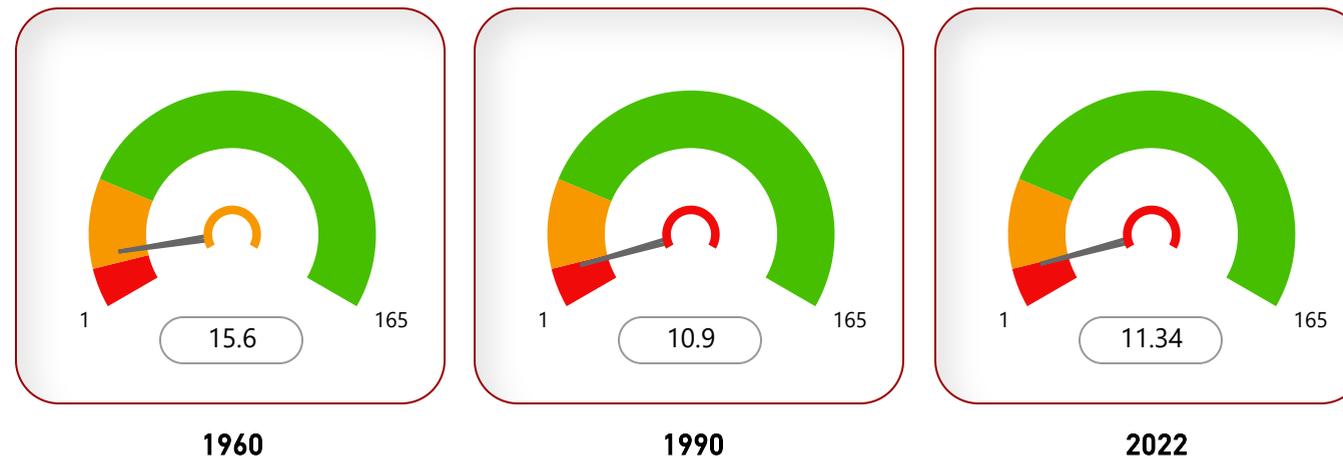
Améliorer la qualité de vie

Encadrement médical

Densité litière (Nombre de lits hospitaliers pour 10 000 habitants)

(Source : Calculs IRES _ Ministère de la santé ; OMS)

Une insuffisance du nombre de lits hospitaliers pour 10 000 habitants. L'offre actuelle demeure en deçà de la demande importante engendrée par l'accroissement démographique et par la chantier de la généralisation de la couverture sociale.



Human-centric

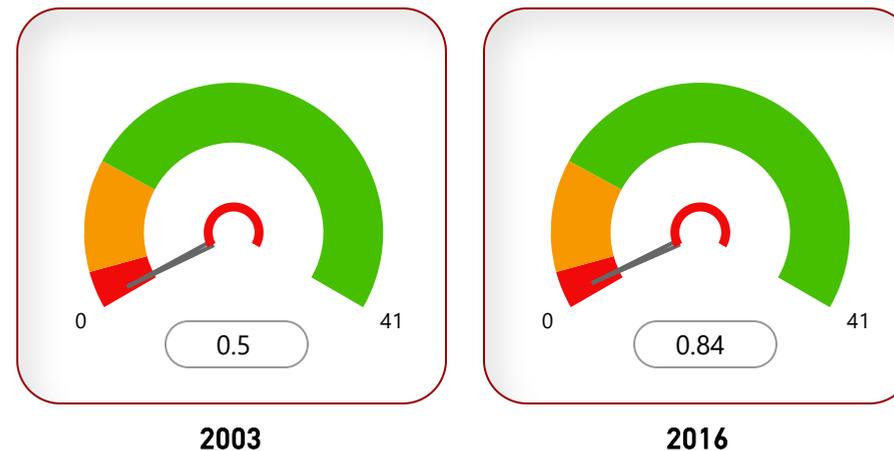
Améliorer la qualité de vie

Encadrement médical

Nombre de psychiatres pour 100 000 habitants

(Source : Calculs IRES_ Ministère de la santé : OMS)

Une santé mentale encore rudimentaire au Maroc : le nombre de psychiatres pour 100 000 habitants est en deçà du seuil minimal fixé par l'Organisation Mondiale de la Santé (1,7 médecin pour 100 000 habitants), à cause, notamment, du manque des infrastructures dédiées, du renoncement aux soins des maladies mentales et de l'insuffisance des étudiants en médecine spécialisés en psychiatrie.



Human-centric

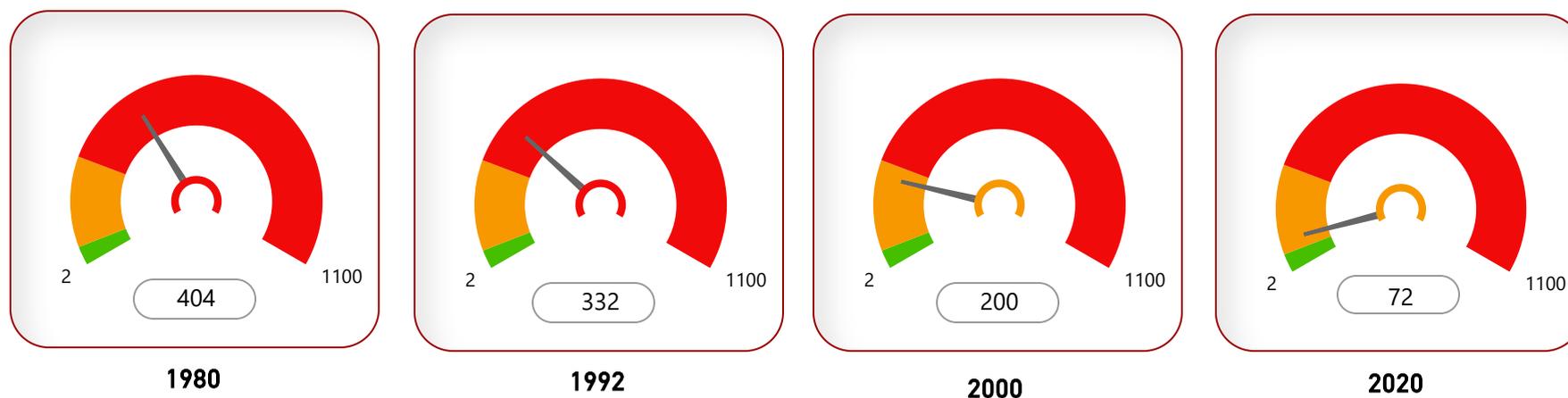
Améliorer la qualité de vie

Mortalité maternelle et infantile

Mortalité maternelle (Nombre pour 100 000 naissances vivantes)

(Source : Calculs IRES _ Ministère de la santé ; OMS)

Une baisse importante de la mortalité maternelle, expliquée par un meilleur suivi durant la grossesse, une surveillance renforcée de l'accouchement et une amélioration de la qualité de prise en charge. Toutefois, des efforts additionnels sont nécessaires pour se rapprocher des performances des pays avancés.



Human-centric

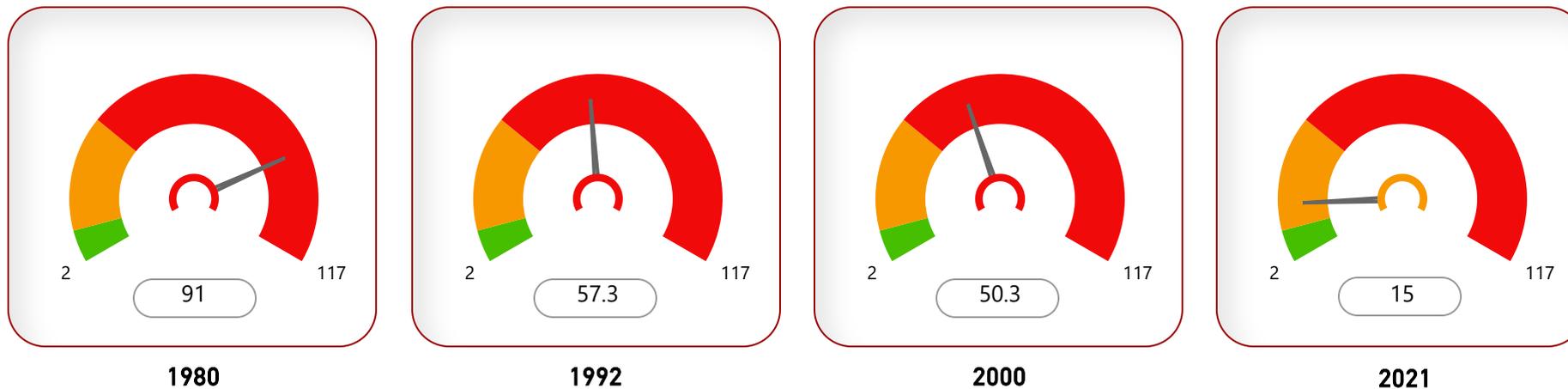
Améliorer la qualité de vie

Mortalité maternelle et infantile

Mortalité infantile (Nombre pour 1 000 naissances vivantes)

(Source : Calculs IRES _ Ministère de la santé ; OMS)

Le Maroc réalise un progrès significatif au titre de cet indicateur grâce à un meilleur suivi des femmes enceintes et à l'amélioration des soins à la naissance. Toutefois, des efforts supplémentaires s'avèrent nécessaires pour remédier aux inégalités entre les milieux rural et urbain.



Human-centric

Améliorer la qualité de vie

Qualité de la mort

Quality of Death Index

(Source : Calculs IRES _ Economist Intelligence Unit)

Une position du Maroc au titre de cet indice, affectée, notamment, par le retard cumulé par le Royaume en matière de soins palliatifs, l'absence d'une politique publique dédiée à cet effet, le manque de ressources humaines et l'inégalité d'accès aux soins.



2015

Human-centric

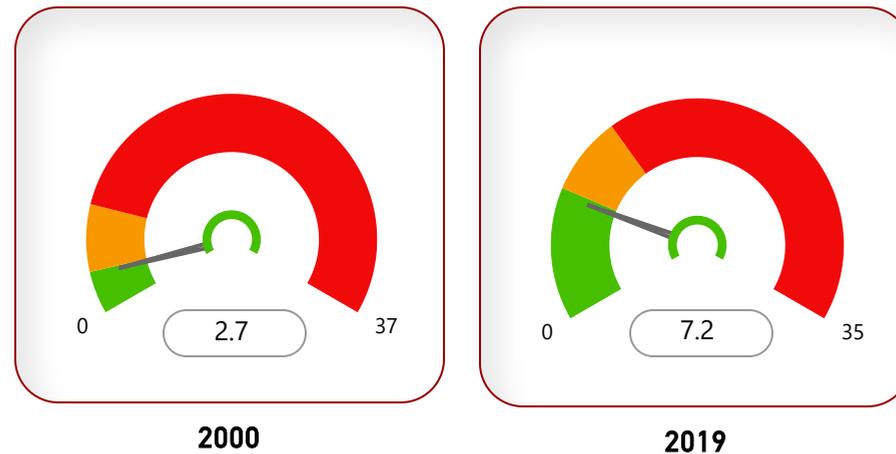
Améliorer la qualité de vie

Suicide

Taux de suicide pour 100 000 habitants

(Source : Calculs IRES_ OMS)

Un taux de suicide au Maroc inférieur à la moyenne mondiale, mais dont la progression mérite d'être prise au sérieux. La mise en place d'un guide de prévention visant à contrer ce fléau ainsi que la création de cellules d'écoute pour accompagner les personnes vulnérables à ce phénomène, tout en sensibilisant la population à l'importance cruciale du rôle de la famille, pourraient contribuer à freiner la progression du nombre de suicides.



Human-centric

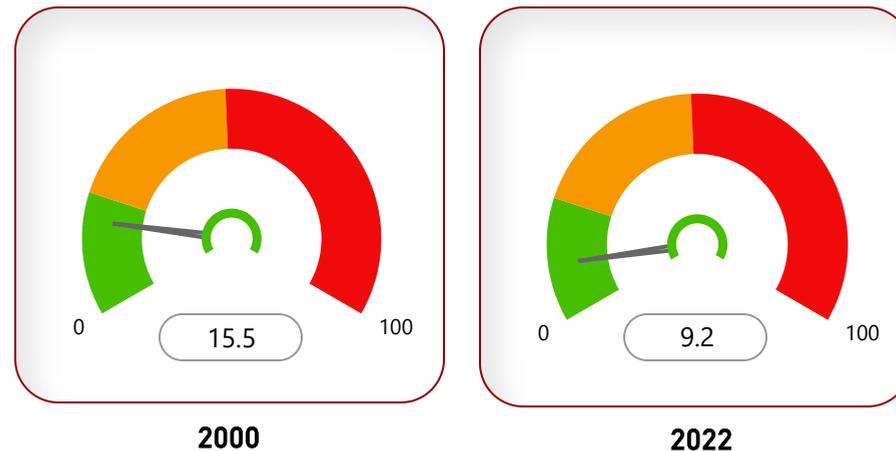
Améliorer la qualité de vie

Lutte contre la faim

Indice de la faim dans le monde

(Source : Calculs IRES_ Concern Worldwide / Welthungerhilfe)

Une amélioration notable du positionnement international du Maroc au titre de cet indice, reflétant l'engagement perpétuel du Royaume pour la concrétisation des objectifs de développement durable, en particulier, l'objectif n°2 concernant la lutte contre la faim.



Human-centric

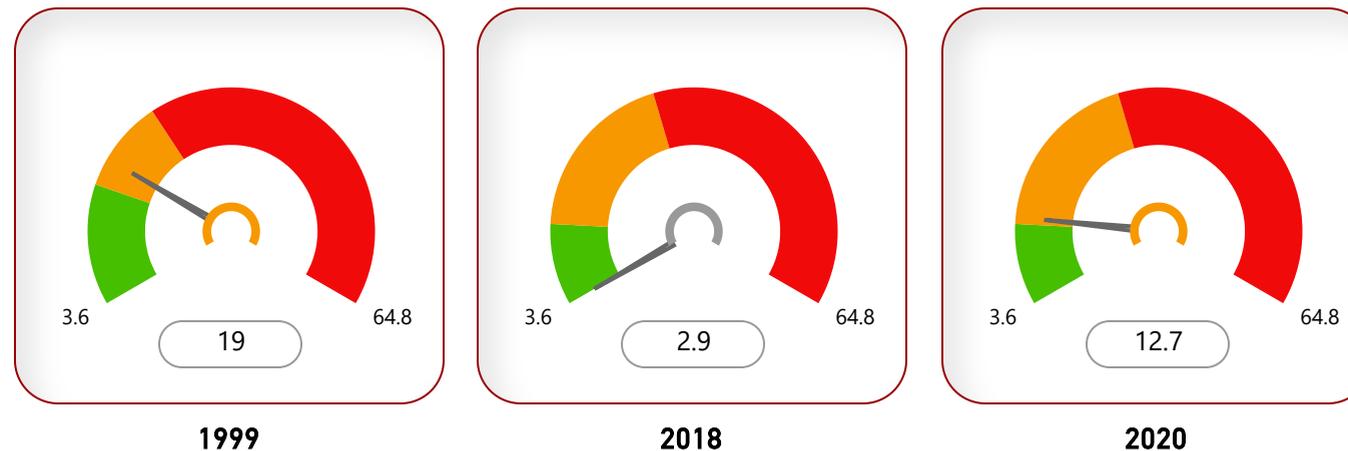
Améliorer la qualité de vie

Pauvreté

Taux de pauvreté relative

(Source : Calculs IRES _ HCP ; Banque Mondiale)

Le taux de pauvreté au Maroc a significativement baissé de 1999 à 2018 grâce à l'amélioration du niveau de vie et au développement d'activités génératrices de revenu, surtout en milieu rural, dans le cadre de l'Initiative nationale pour le développement humain. Cependant, la crise sanitaire de 2020, avec le confinement et la perte d'emplois, a entraîné une augmentation de ce taux, le multipliant par 4 en deux ans. Heureusement, les mesures socio-économiques, telles que les aides financières directes aux populations vulnérables, ont contribué à limiter cette hausse, évitant ainsi une augmentation 7 fois plus importante selon le Haut-Commissariat au Plan.



Human-centric

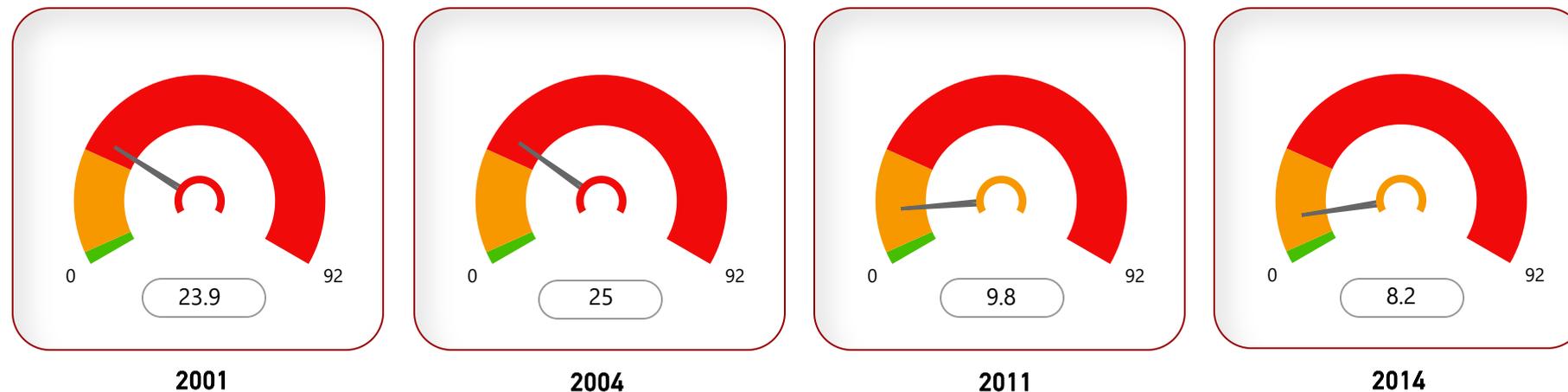
Améliorer la qualité de vie

Pauvreté

Taux de pauvreté multidimensionnelle

(Source : Calculs IRES_HCP ; PNUD)

Un taux de pauvreté multidimensionnelle en net recul, entre 2001 et 2014, ce qui traduit une réduction des privations en matière d'éducation, de santé et de condition de vie des ménages, grâce aux politiques publiques menées depuis 2000 et aux actions entreprises dans le cadre de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (2005), qui cible en particulier les zones les plus vulnérables.



Human-centric

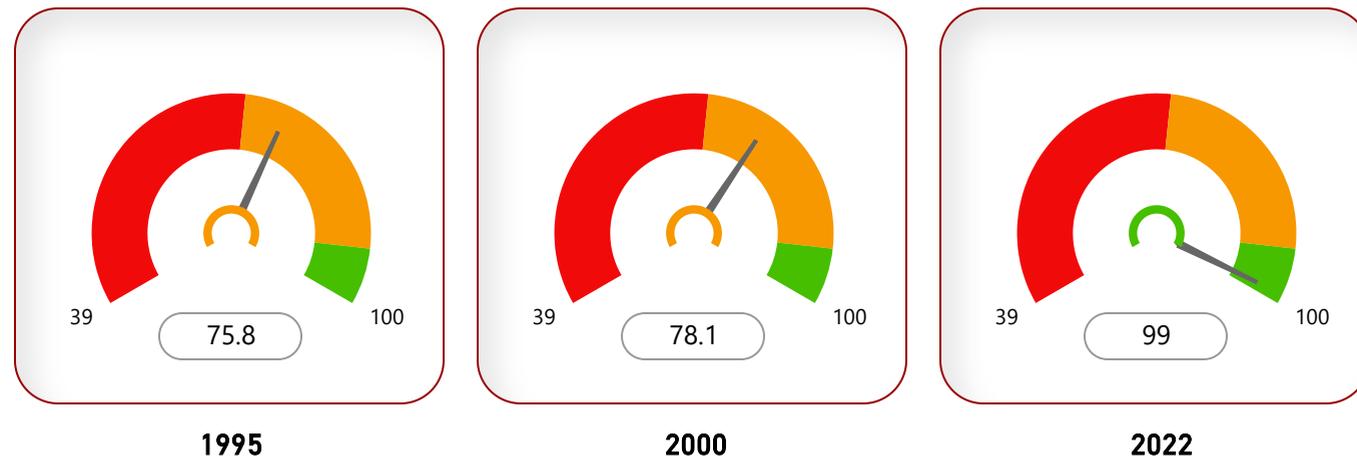
Améliorer la qualité de vie

Conditions de vie : accès à l'eau et à l'électricité

Taux d'accès aux sources améliorées d'eau potable (% de la population)

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale)

Une véritable avancée en matière d'accès des populations aux sources améliorées d'eau potable grâce au Programme d'Approvisionnement Groupé en Eau potable (PAGER), lancé en 1995 et au Programme National pour l'Approvisionnement en Eau potable et l'Irrigation (PNAEPI), lancé en 2020.



Human-centric

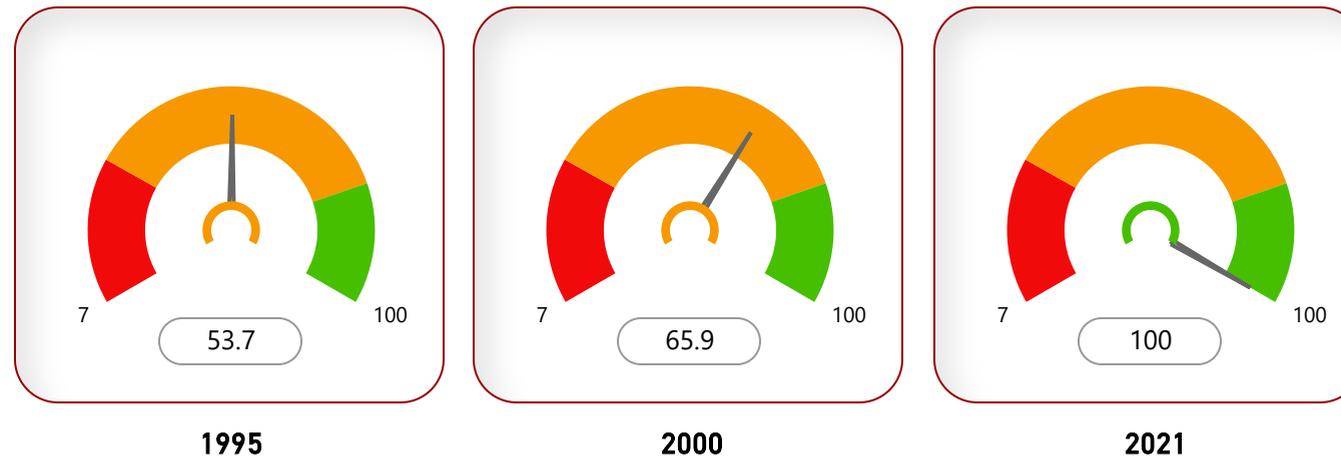
Améliorer la qualité de vie

Conditions de vie : accès à l'eau et à l'électricité

Taux d'accès aux réseaux publics d'électricité (% de la population)

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale)

Une forte amélioration du classement du Maroc selon cet indicateur, due à une politique d'électrification rurale qui a permis de généraliser l'accès de la population au réseau électrique. Le lancement du Programme d'Electrification Rurale Global (PERG) en 1996 a eu pour effet de plus que quadrupler le taux d'électrification rurale sur la période 1996-2021.



Human-centric

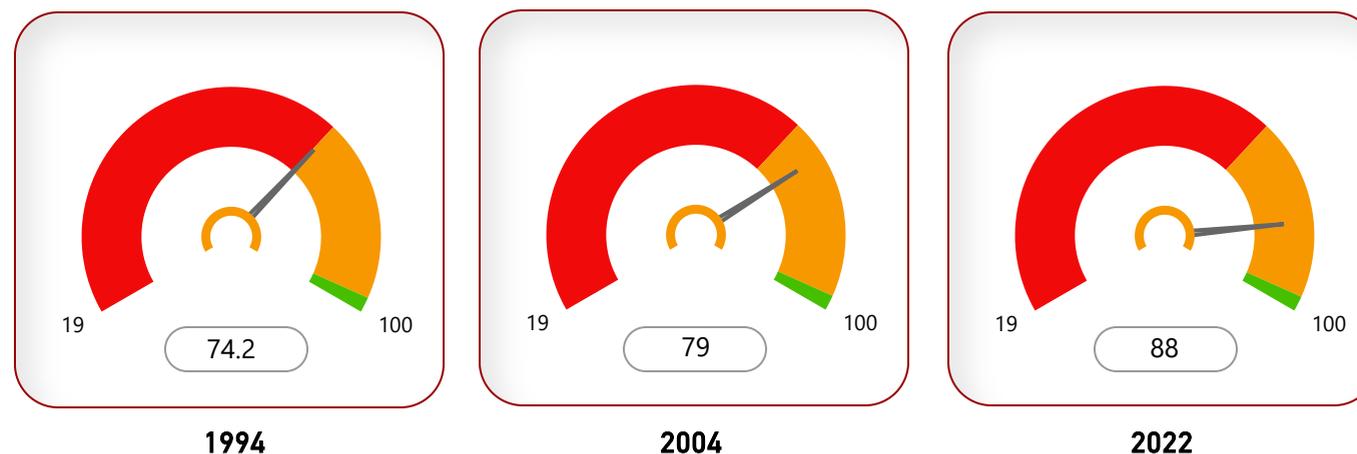
Améliorer la qualité de vie

Conditions de vie : assainissement et désenclavement

Taux de raccordement aux réseaux publics d'assainissement liquide en milieu urbain (%)

(Source : Calculs IRES _ HCP ; ONDH ; Banque Mondiale)

D'importants progrès ont été réalisés pour la réduction du retard en matière d'assainissement liquide au Maroc, principalement, grâce au Programme National d'Assainissement Liquide et d'Épuration des Eaux Usées (PNA), lancé en 2005, qui a permis de réhabiliter et d'étendre les réseaux d'assainissement liquide ainsi que de renforcer les capacités du réseau pluvial.



Human-centric

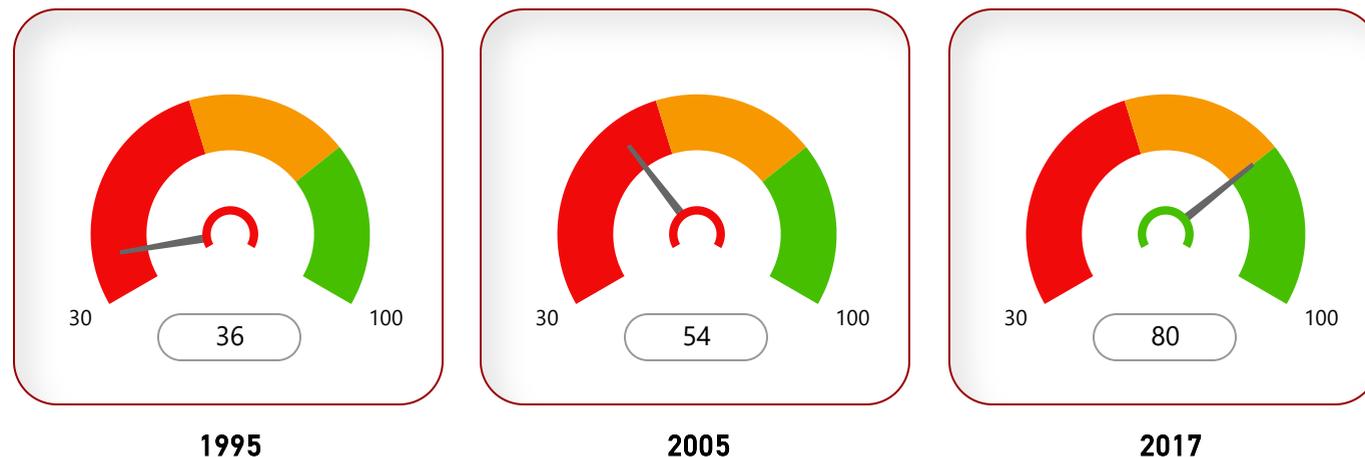
Améliorer la qualité de vie

Conditions de vie : assainissement et désenclavement

Taux d'accessibilité de la population rurale aux routes

(Source : Calculs IRES _ Ministère de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau)

Une mise en oeuvre du programme national des routes rurales (PNRR) ayant favorisé le désenclavement des zones rurales, notamment, celles à proximité des grands centres urbains. Certaines zones rurales demeurent, toutefois, en marge de cette dynamique.



Human-centric

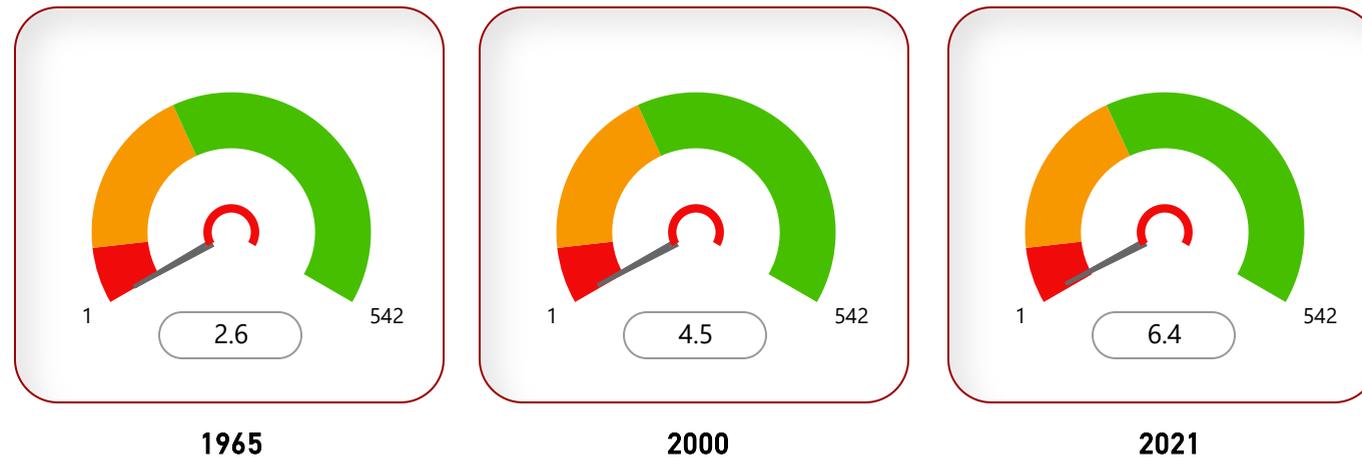
Améliorer la qualité de vie

Mobilité : densité routière et ferroviaire

Densité routière revêtue en nombre de km/100km²

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale)

Une densité routière qui demeure insuffisante, en comparaison avec la moyenne mondiale, en dépit des actions menées par le Maroc pour le développement du réseau routier et surtout autoroutier. Cette insuffisance se manifeste davantage dans les zones rurales.



Human-centric

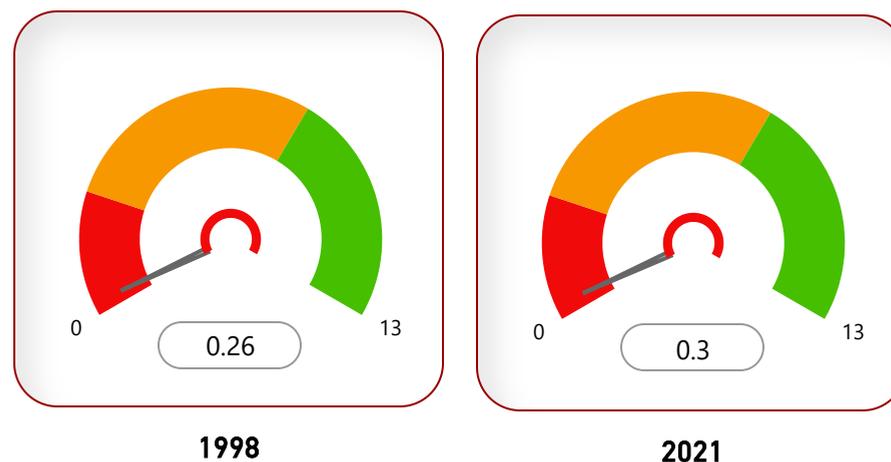
Améliorer la qualité de vie

Mobilité : densité routière et ferroviaire

Densité ferroviaire en nombre de km/100km²

(Source : Calculs IRES_ Ministère de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau ; Banque Mondiale)

Une densité ferroviaire très limitée, ne couvrant pas la totalité des régions du Maroc. Conscient de cette réalité, le Maroc a lancé, durant les dernières années, la modernisation de son réseau ferroviaire et a démarré en novembre 2018 l'exploitation d'une ligne à grande vitesse entre Casablanca et Tanger.



Human-centric

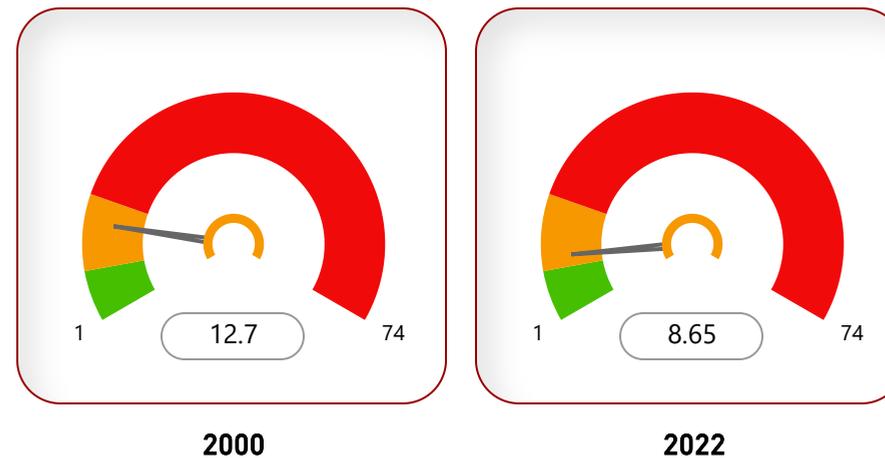
Améliorer la qualité de vie

Sécurité routière

Nombre estimé de tués dans les accidents de la route (pour 100 000 habitants)

(Source : Calculs IRES_ OMS et NARSA)

Une nette régression du nombre de personnes tuées dans les accidents de la route, rapporté à la population totale, grâce aux mesures récentes prises, dans le cadre de la stratégie nationale de sécurité routière "2017-2026", ayant pour objectif de renforcer la sécurité routière. Toutefois, le taux atteint en 2022 demeure préoccupant eu égard au non-respect du code de la route, à la croissance rapide du parc automobile national, à l'état des véhicules et des routes ainsi qu'au manque de civisme de la part de certains usagers de la route.



Human-centric

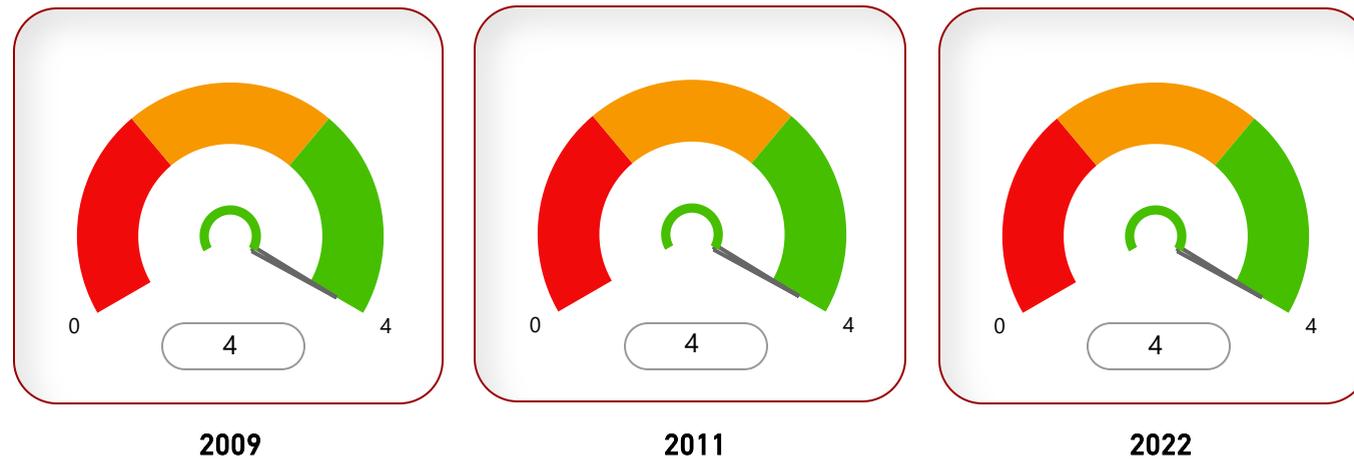
Renforcer le lien social et restaurer la confiance

Attachement à la Nation

Degré d'attachement à la Nation

(0 : faible ; 4 : fort) (Source : Calculs IRES _ IRES ; CEPII)

Un attachement indéfectible du peuple marocain à la Nation constituant avec l'attachement à la Monarchie, un des principaux fondements du vivre-ensemble au Maroc, comme le confirme les trois éditions de l'enquête nationale sur le lien social, réalisées par l'IRES en 2011, 2016 et 2022.



Human-centric

Renforcer le lien social et restaurer la confiance

Importance de la famille dans la vie personnelle

Degré de confiance accordée à la famille

(0 : faible ; 10 : fort) (Source : Calculs IRES_ IRES ; World Value Survey)

La famille marocaine est créditée d'un très haut degré de confiance, contrairement aux autres institutions sociales.



Human-centric

Renforcer le lien social et restaurer la confiance

Importance de la famille dans la vie personnelle

Degré d'importance de la famille dans la vie personnelle

(0 : faible ; 10: fort) (Source : Calculs IRES_ IRES ; World Value Survey)

Un lien familial très fort qui domine les autres liens sociaux au Maroc.



Human-centric

Renforcer le lien social et restaurer la confiance

Importance de la religion dans la vie personnelle

Degré d'importance de la religion dans la vie personnelle

(0 : faible : 10 : fort) (Source : Calculs IRES_ IRES : World Value Survey)

Une place très importante de la religion musulmane dans la vie des Marocains.



Human-centric

Renforcer le lien social et restaurer la confiance

Lien politique

Degré d'importance de la politique dans la vie personnelle

(0 : faible ; 10 : fort) (Source : Calculs IRES _ IRES : World Value Survey)

Un lien politique faible : 49% des Marocains estimaient, en 2022, « faible » le lien politique et 7 Marocains sur 10 considéraient le vote « inutile » d'après l'enquête nationale sur le lien social, réalisée par l'IRES.



Human-centric

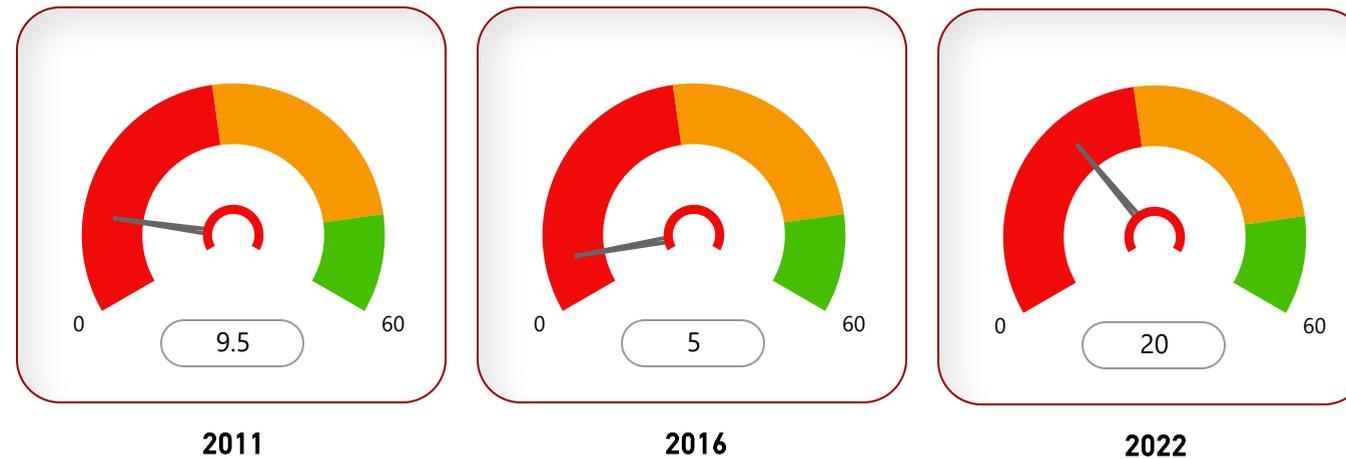
Renforcer le lien social et restaurer la confiance

Confiance interpersonnelle

Confiance interpersonnelle (% des personnes faisant confiance à la plupart des gens)

(Source : Calculs IRES_ IRES ; PNUD)

Quoiqu'en légère amélioration en 2022, la confiance interpersonnelle demeure faible au Maroc comparativement à ce qui se passe à l'international.



Human-centric

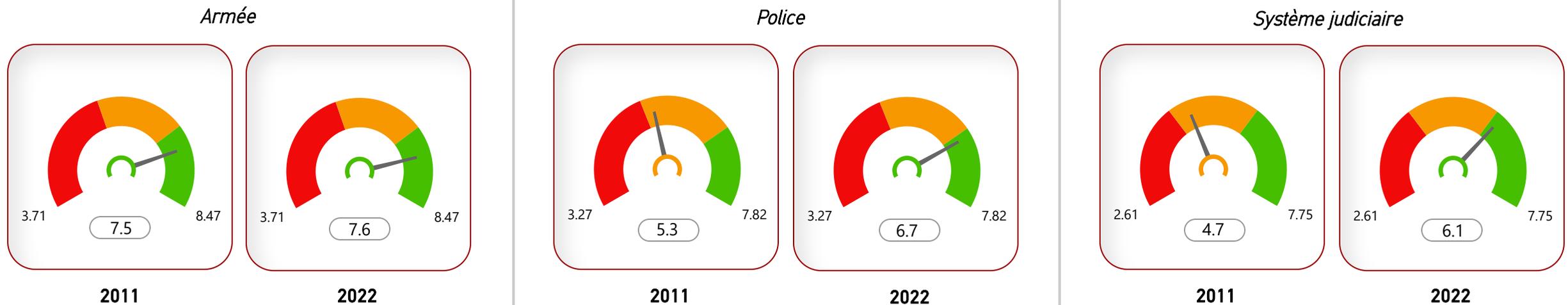
Renforcer le lien social et restaurer la confiance

Confiance institutionnelle : institutions régaliennes

Degré de confiance accordée aux institutions régaliennes

(0 : faible ; 10 : fort) (Source : Calculs IRES_ IRES : World Value Survey)

En légère amélioration depuis 2011, le degré de confiance à l'égard des institutions régaliennes, particulièrement l'armée et la police, est assez fort grâce à l'augmentation du sentiment de sécurité. Par ailleurs, la réforme entreprise par le Maroc en 2011 visant la modernisation du système judiciaire et l'amélioration des services publics y afférents a contribué à renforcer la confiance du public envers le système judiciaire.



Human-centric

Renforcer le lien social et restaurer la confiance

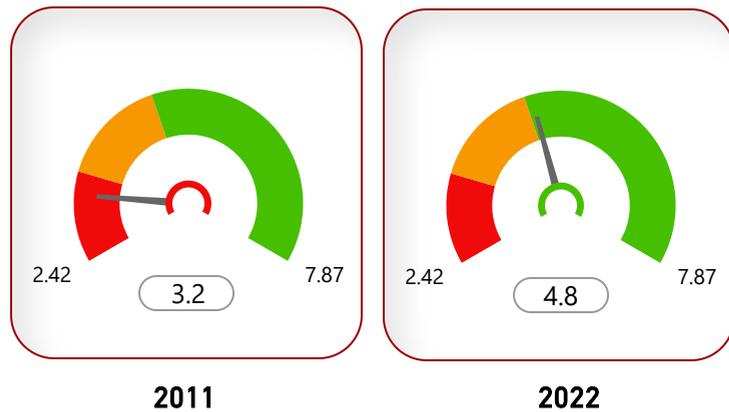
Confiance institutionnelle : institutions représentatives

Degré de confiance accordée aux institutions représentatives

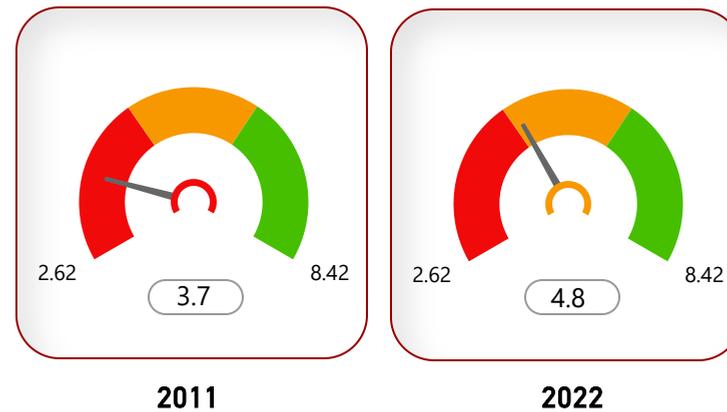
(0 : faible ; 10 : fort) (Source : Calculs IRES _ IRES ; World Value Survey)

Quoiqu'en amélioration depuis 2011, la confiance accordée aux institutions représentatives demeure insuffisante.

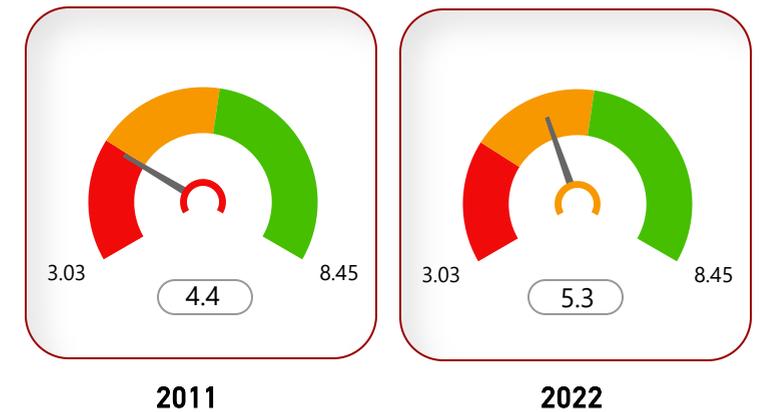
Partis politiques



Parlement



Gouvernement



Human-centric

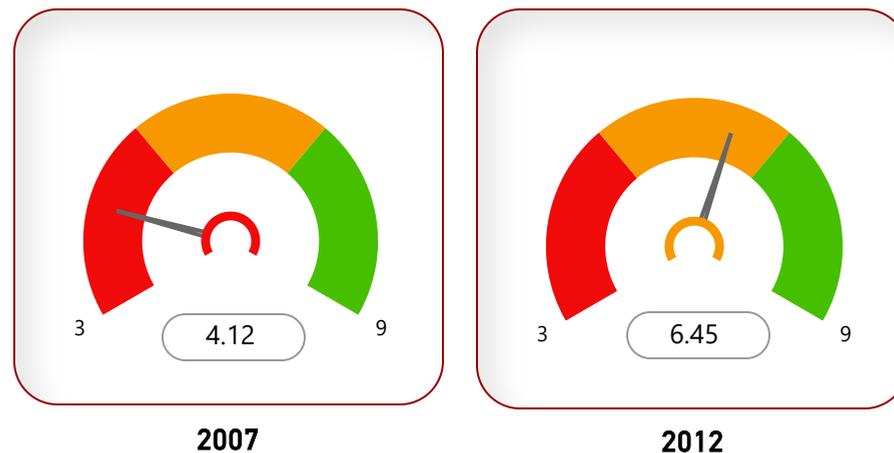
Renforcer le lien social et restaurer la confiance

Engagement civique

Engagement civique

(0 : faible ; 10 : fort) (Source : *Calculs IRES_ World Value Survey ; IRES*)

Une amélioration sensible du positionnement du Maroc au titre de cet indice, qui évalue le niveau de participation de la société civile au développement.



Human-centric

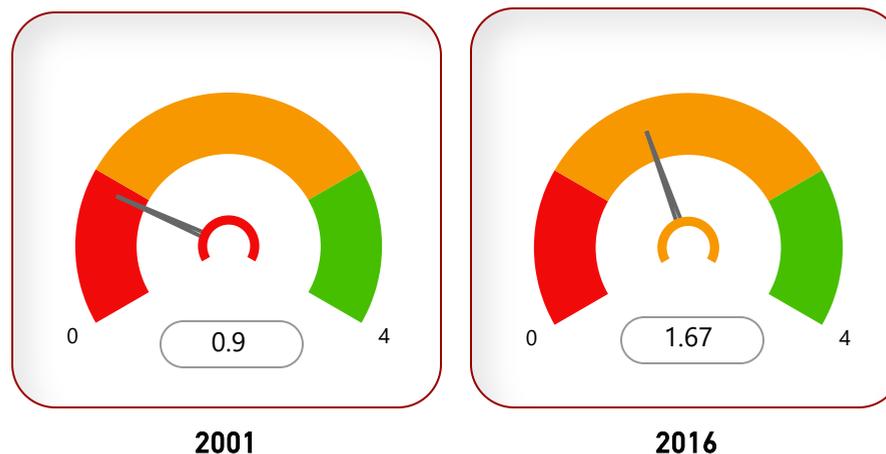
Renforcer le lien social et restaurer la confiance

Solidarité institutionnelle

Solidarité institutionnelle

(Source : *Calculs IRES_ CEPII*) (0 : Pas de prise en charge par les institutions publiques ou privées de la maladie, du chômage, de la retraite ; 1=faible part de la population couverte ; 4=très forte part de la population couverte)

Un système de solidarité institutionnelle en amélioration graduelle. La mise en oeuvre du chantier de généralisation de la couverture sociale au profit de tous les Marocains devrait renforcer la solidarité institutionnelle et contribuer, par ricochet, à la consolidation de la paix sociale.



Human-centric

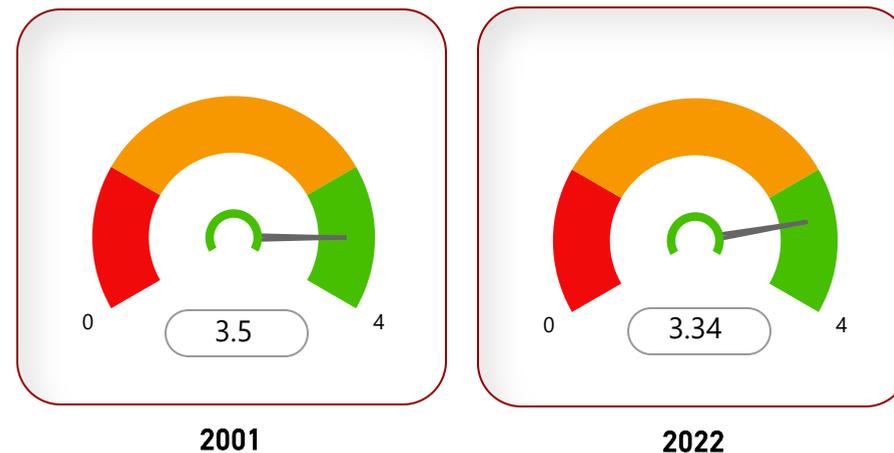
Renforcer le lien social et restaurer la confiance

Solidarité traditionnelle

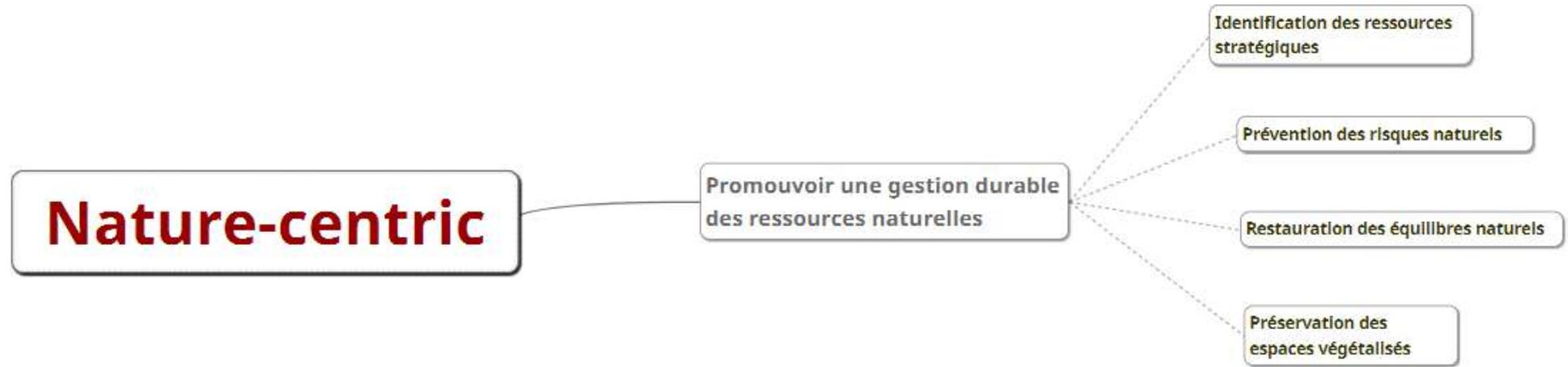
Solidarité traditionnelle

(0 : faible ; 4 : très forte) (Source : Calculs IRES_ CEPII ; IRES)

Des solidarités traditionnelles, assurées, notamment, par la famille, qui demeurent encore importantes au Maroc. De plus, la solidarité entre Marocains atteint des niveaux exceptionnels en temps de crise.







Nature-centric

Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles

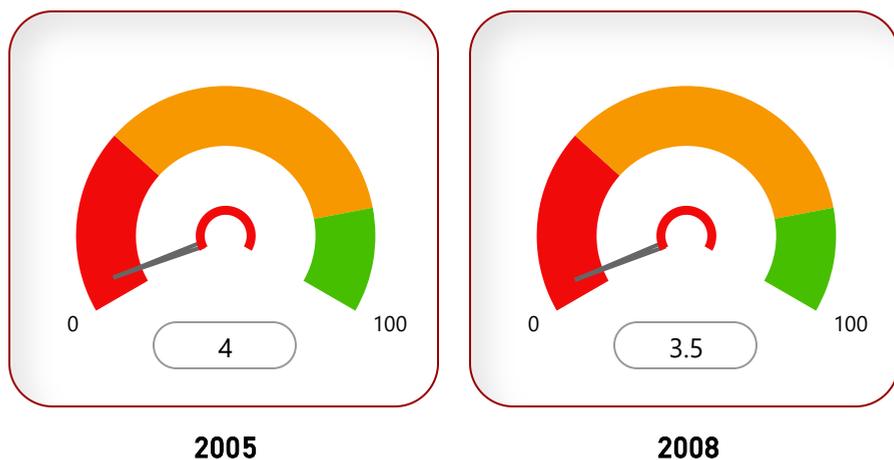
Etat de la biodiversité

Indice des bénéfices pour la biodiversité

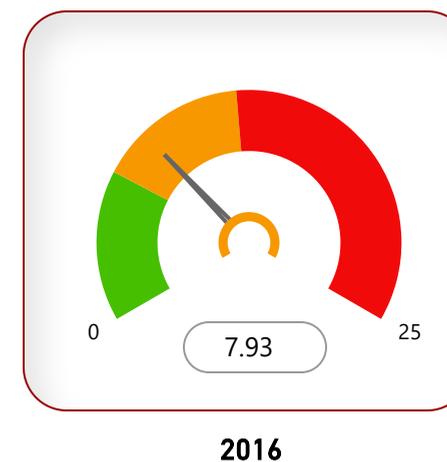
(Source : Calculs IRES_ Fond mondial pour l'environnement, Union internationale pour la conservation de la nature)

Une biodiversité au Maroc soumise à de fortes tensions, avec une part importante des espèces existantes vulnérables ou en danger critique d'extinction. Le score obtenu par le Royaume au titre de l'indice des bénéfices pour la biodiversité confirme cette réalité.

Indice des bénéfices pour la biodiversité



Espèces menacées (% du total)



Nature-centric

Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles

Endémisme

Taux d'endémisme

(Source : Calculs IRES _ Agence Nationale des Eaux et Forêts)

Une situation géographique du Maroc, carrefour entre l'Afrique et l'Europe et entre la Méditerranée et l'Atlantique, lui conférant le titre de "haut lieu" de biodiversité avec un nombre très important d'espèces endémiques.

Endémisme de la faune



2022

Endémisme des plantes vasculaires



2022

Nature-centric

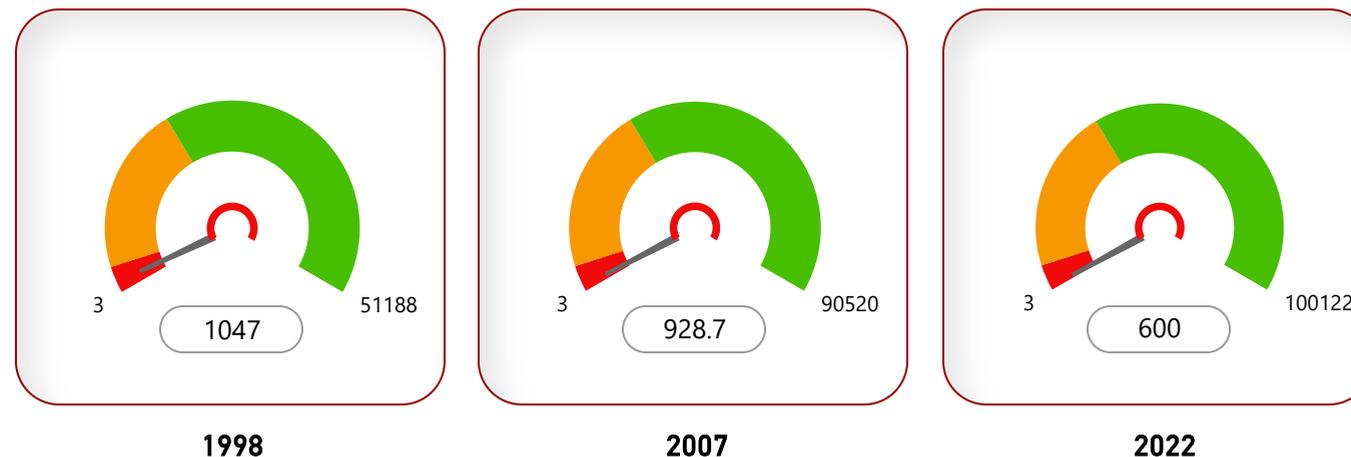
Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles

Disponibilité des ressources en eau

Les ressources en eaux renouvelables en m³/habitant/an

(Source : Calculs IRES_ FAO_ Aquastat)

Une situation de l'eau au Maroc devenue hautement préoccupante, autant au plan de la disponibilité de la ressource que de sa gestion. En effet, le "capital eau" potentiel moyen par habitant et par an s'approche actuellement du seuil de pénurie (500 m³/habitant/an). Le Maroc devrait gérer la ressource hydrique en tant que "bien commun", en encourageant la sobriété hydrique, en adoptant l'approche NEXUS (eau, énergie, agriculture, écosystèmes), en vue de la mise en œuvre d'une politique environnementale intégrée, capable de préserver et d'assurer la durabilité du "capital hydrique".



Nature-centric

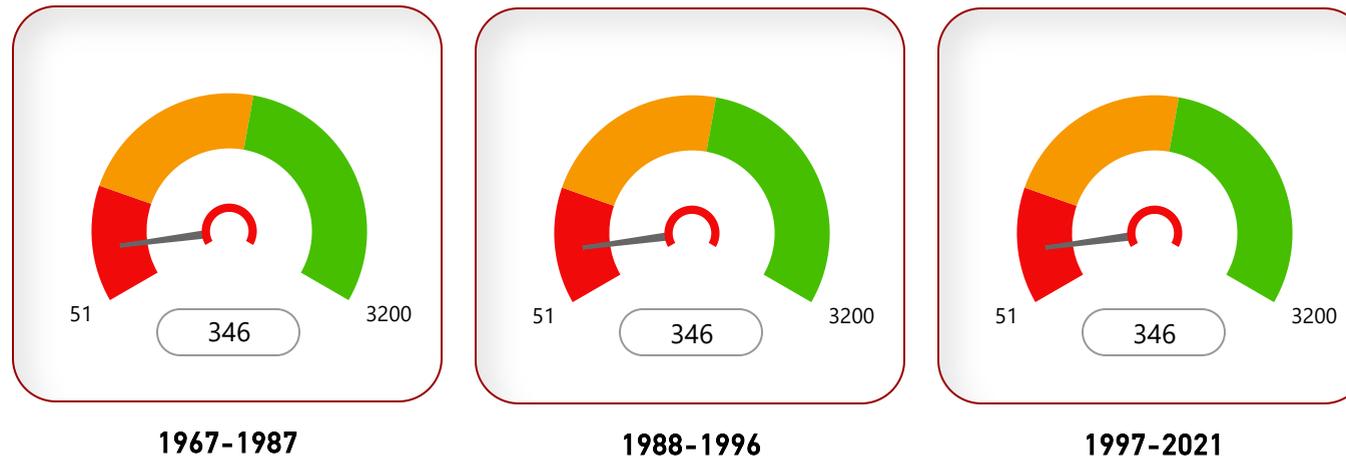
Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles

Disponibilité des ressources en eau

Moyenne des précipitations en mm/an

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale)

La stagnation des quantités de pluie recueillies sur une période décennale est conjuguée à l'augmentation relative de la fréquence des pluies intenses.



Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles

Catastrophes naturelles

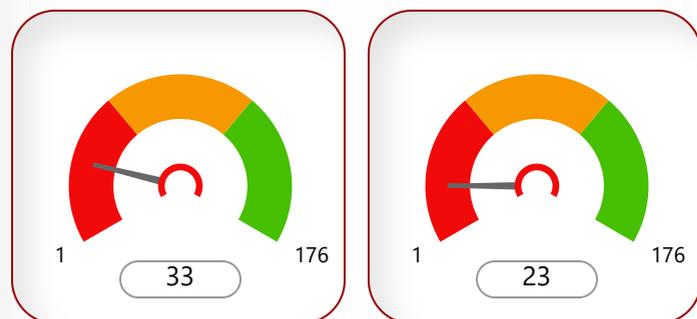
Exposition aux risques liés au changement climatique

(Source : "World Resources Institute")

Les quatre indicateurs suivants, élaborés par l'organisation internationale "World Resources Institute", publiés en 2013 et dont certains ont été actualisés en 2021, portent sur l'exposition moyenne des pays aux risques liés à l'eau, ressource la plus stratégique au monde.

Stress hydrique

Le Maroc est considéré parmi les pays fortement menacés par le stress hydrique, en raison d'une demande en eau croissante, couplée à une baisse des apports hydriques sous l'effet, notamment, du changement climatique.



2013

2021

Variabilité interannuelle de l'eau

Le Maroc est classé parmi les pays enregistrant une forte variabilité interannuelle des disponibilités en eau. Il occupe la 16^{ème} place sur 170 pays.



2013

Variabilité saisonnière de l'eau

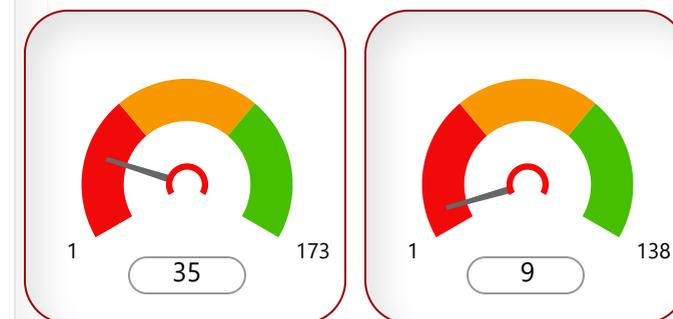
Le Maroc figure parmi les pays à variabilité saisonnière de l'eau moyenne à élevée. Il se positionne au 89^{ème} rang sur 170 pays.



2013

Gravité de sécheresse

Le Maroc se distingue par une exposition à la sécheresse moyenne à élevée.



2013

2019

Nature-centric

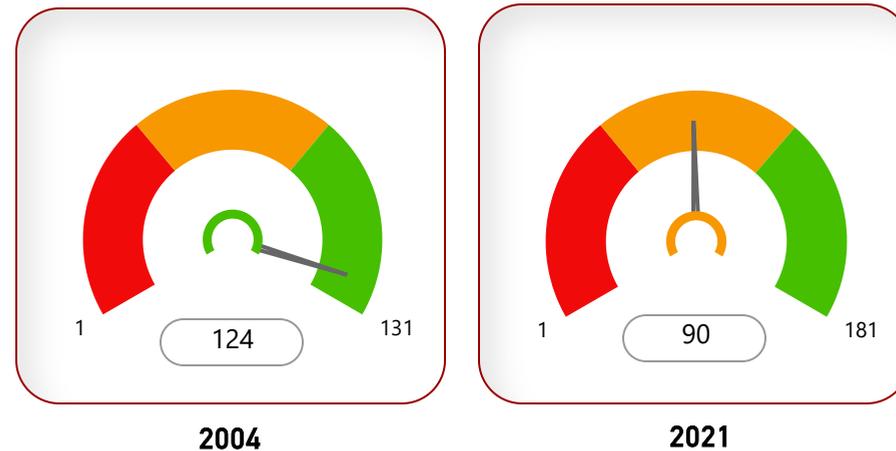
Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles

Catastrophes naturelles

Indice global des risques climatiques

(Source : Calculs IRES_ Germanwatch)

Un Maroc de plus en plus confronté à de multiples risques climatiques, en particulier, la sécheresse et les inondations dont les coûts économiques et humains sont relativement élevés. Le changement climatique, un défi planétaire, devrait être intégré dans toutes les politiques publiques du pays.



Nature-centric

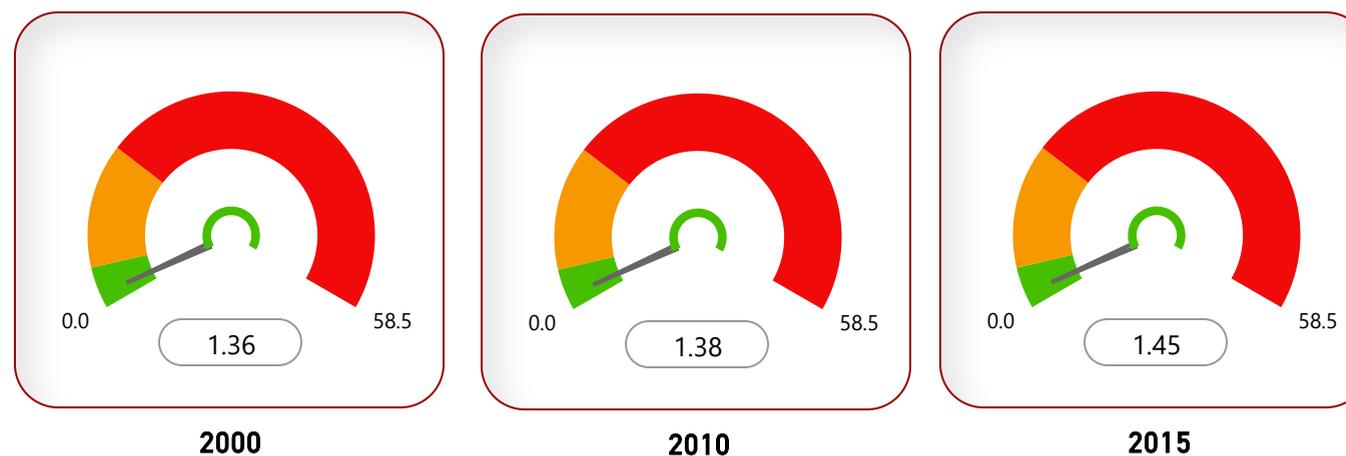
Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles

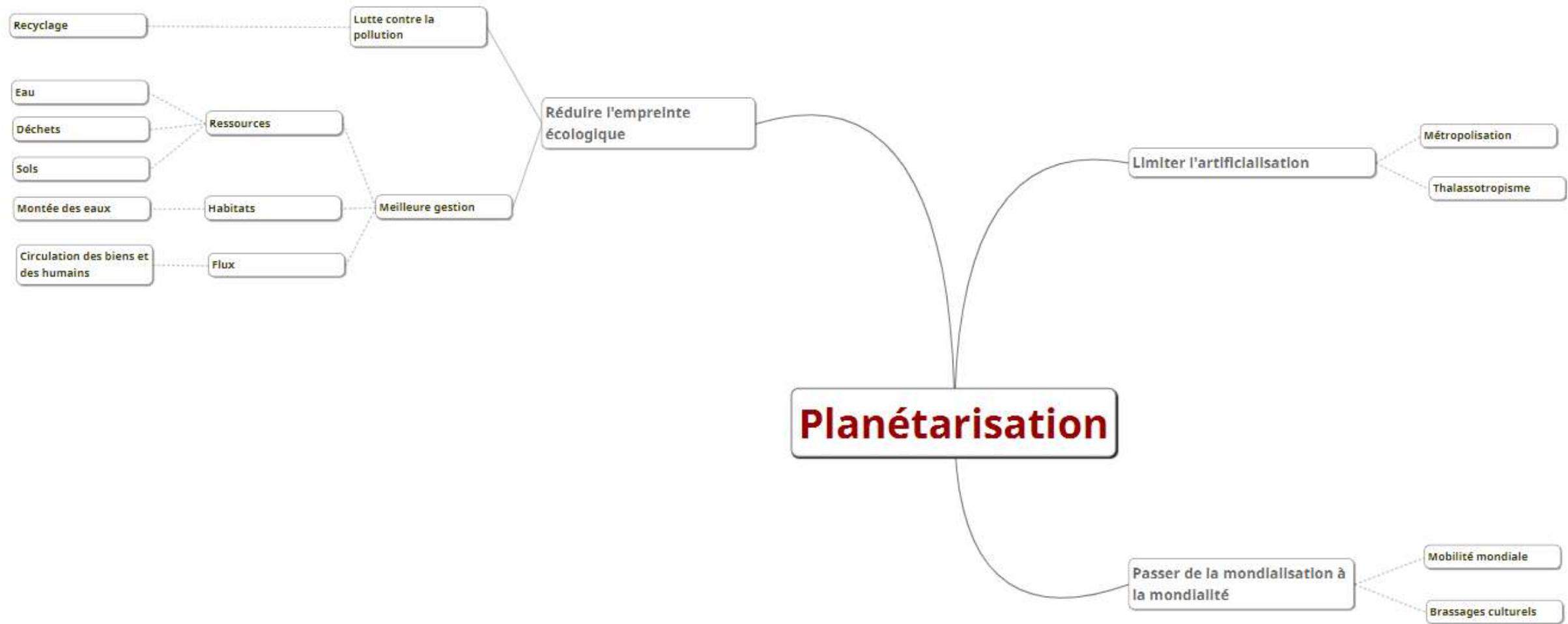
Catastrophes naturelles

Risque de submersion marine (Population vivant sur des terres dont l'altitude est < 5m en % de la population totale)

(Source : Calculs IRES_ Banque Mondiale)

Des terres vulnérables à la submersion marine habitées au Maroc par 1 personne sur 69. L'élévation du niveau de la mer pourrait s'accélérer à l'avenir et poser d'importants risques en termes d'érosion côtière, de submersion des plaines littorales et de salinisation des nappes phréatiques.





Planétarisation

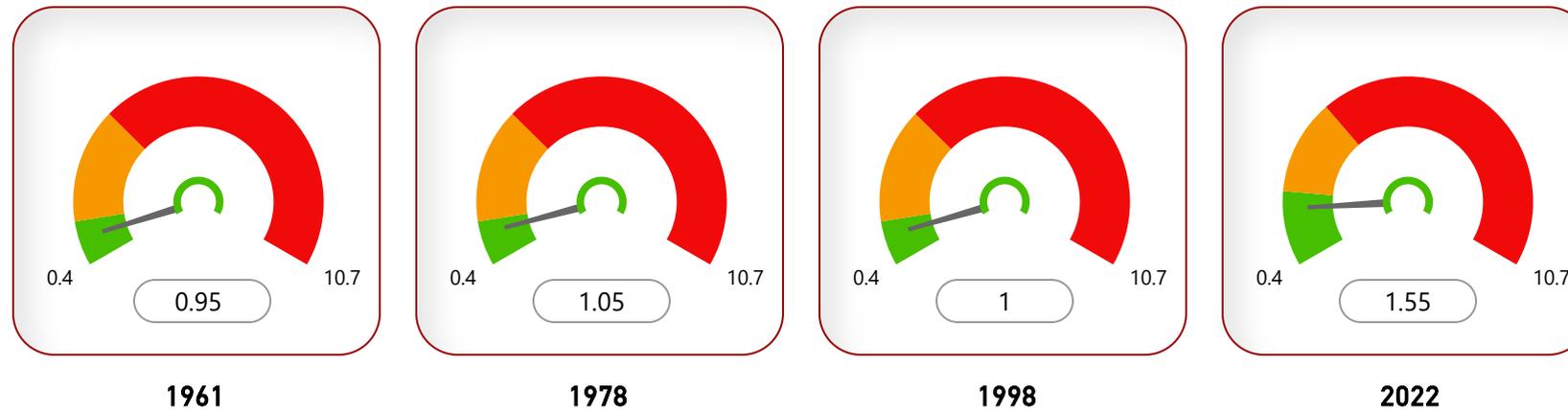
Réduire l'empreinte écologique

Empreinte écologique

Empreinte écologique en hectare par habitant

(Source : Calculs IRES _ Global Footprint Network)

Une augmentation des besoins du Maroc en terres agricoles ainsi qu'en espaces maritimes destinés à la production des ressources et à l'absorption des déchets générés, expliquée par l'accroissement démographique et l'évolution des modes de consommation.



Planétarisation

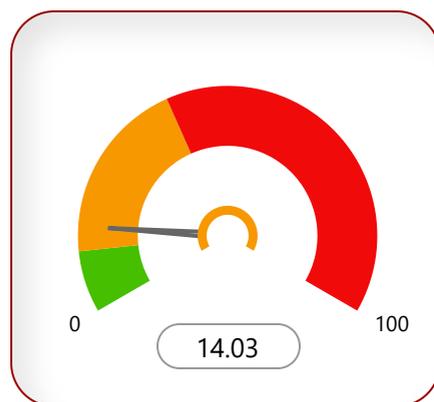
Réduire l'empreinte écologique

Ressources alimentaires

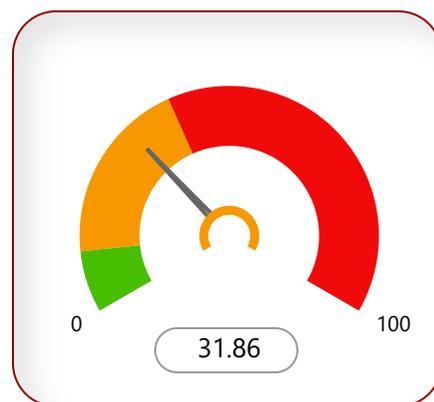
Taux de dépendance des importations de céréales (%)

(Source : Calculs IRES_Données de la FAO)

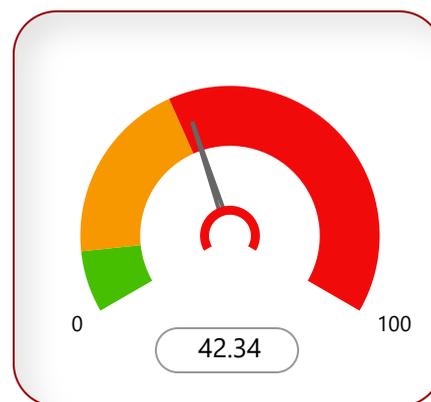
Une accentuation, sur le long terme, quoique constante sur les 30 dernières années, de la dépendance extérieure en céréales en raison de l'accroissement démographique, de la fréquence élevée des sécheresses, de la dégradation des bases productives et de l'aggravation des impacts du changement climatique. Par ailleurs, le contexte mondial marqué par des multiples crises, qui ont eu des répercussions sur les chaînes d'approvisionnement en cette denrée vitale, conforte la nécessité de renforcer davantage la souveraineté alimentaire du Maroc.



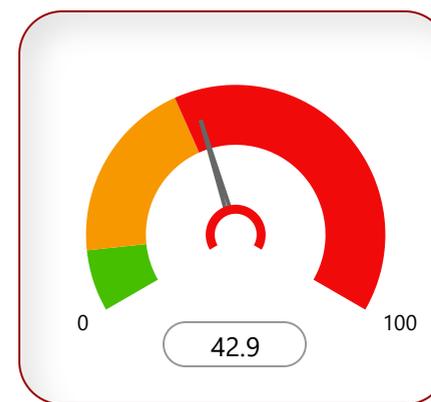
1963-1972



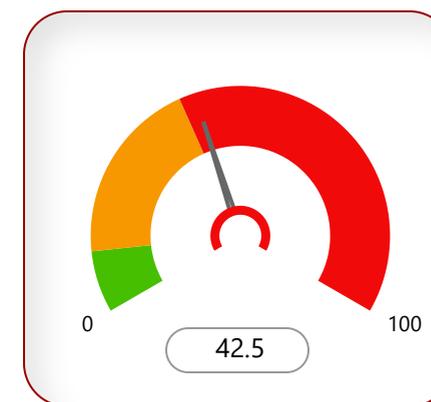
1983-1992



1993-2002



2003-2008



2009-2021

Planétarisation

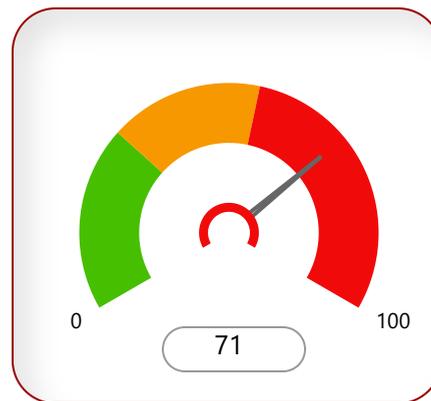
Réduire l'empreinte écologique

Ressources alimentaires

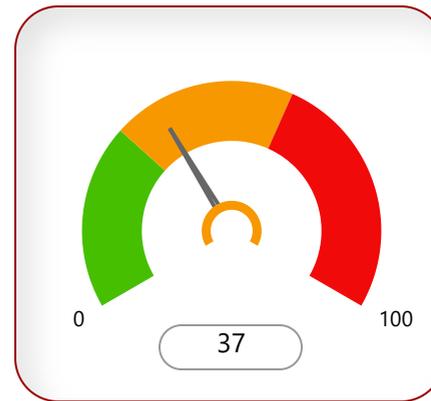
Taux de dépendance des importations de sucre (%)

(Source : Calculs IRES_Données de la FAO)

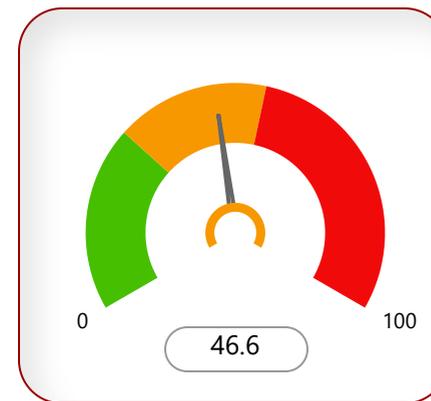
Une production nationale, qui satisfait moins que la moitié de la demande en sucre en raison, entre autres, de la stagnation de la surface cultivée en betteraves sucrières, couplée à une forte consommation par les ménages et par les professionnels de l'industrie agroalimentaire.



1963-1972



1983-1992



1993-2002



2009-2021

Planétarisation

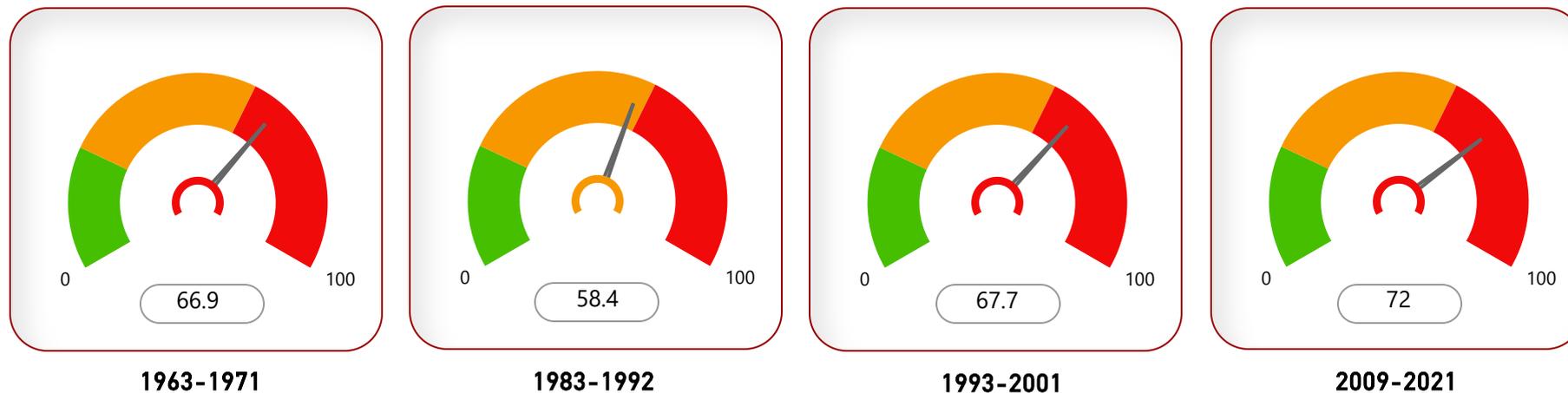
Réduire l'empreinte écologique

Ressources alimentaires

Taux de dépendance des importations d'huiles végétales (%)

(Source : Calculs IRES_Données de la FAO)

Une importation par le Maroc d'une part croissante de ses besoins en huiles végétales, malgré le développement de la production des graines oléagineuses dans le cadre du plan Maroc Vert. Le nouveau programme "Génération Green 2020-2030", qui vise le renforcement de la souveraineté alimentaire et la consolidation des filières agricoles, devrait en principe atténuer la dépendance du Maroc au titre de ce produit alimentaire.



Planétarisation

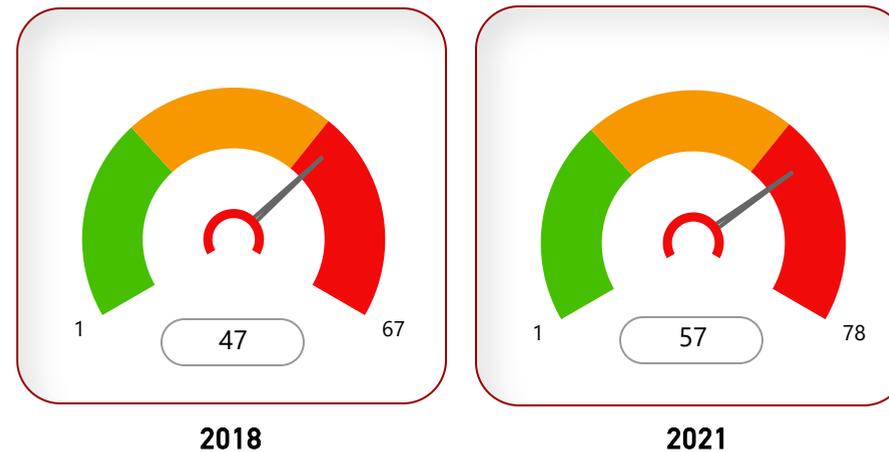
Réduire l'empreinte écologique

Ressources alimentaires

Indice de durabilité alimentaire

(Source : Calculs IRES_ Economist Intelligence Unit (EIU) ; Barilla Center for Food & Nutrition (BCFN))

Le retard du Maroc en durabilité alimentaire est principalement attribuable, selon l'institution "Barilla Center For Food & Nutrition", au mode de consommation des citoyens, au gaspillage alimentaire et, dans une moindre mesure, aux insuffisances en termes d'infrastructures de stockage et de réfrigération mais aussi de développement de l'agriculture durable.



Planétarisation

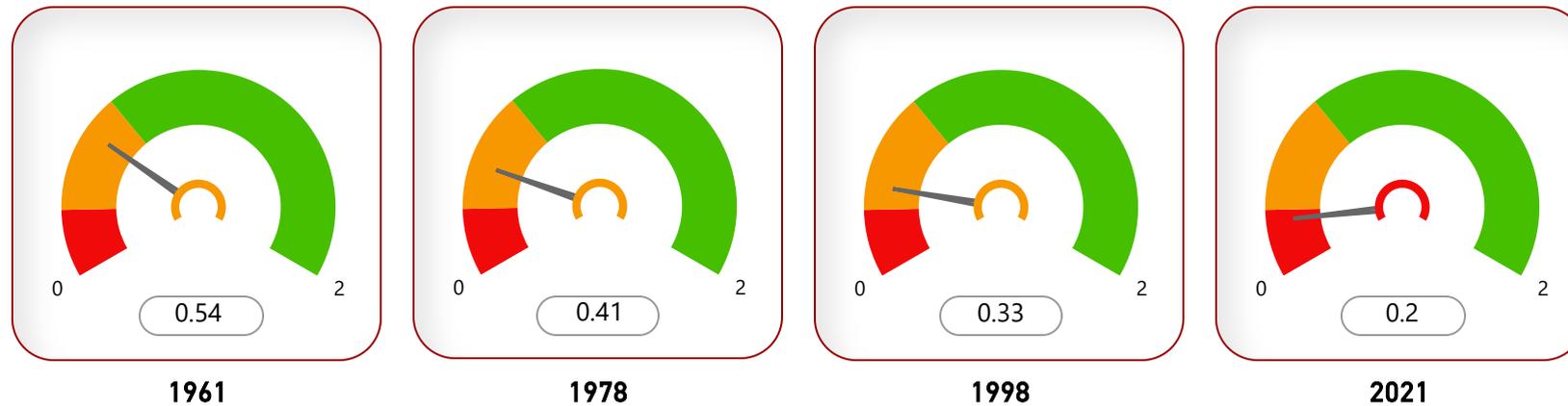
Réduire l'empreinte écologique

Capital naturel : les sols

Les terres arables en hectare par habitant

(Source : Calculs IRES_HCP : FAO)

Un recul significatif en termes de surface agricole utile. Les terres agricoles au Maroc subissent des dégradations majeures, d'une part, liées à l'expansion urbaine d'origine anthropique qui réduit la surface arable et, d'autre part, résultant de phénomènes naturels tels que la désertification, la salinisation et l'érosion des sols qui affectent la qualité et la fertilité des terrains agricoles.



Planétarisation

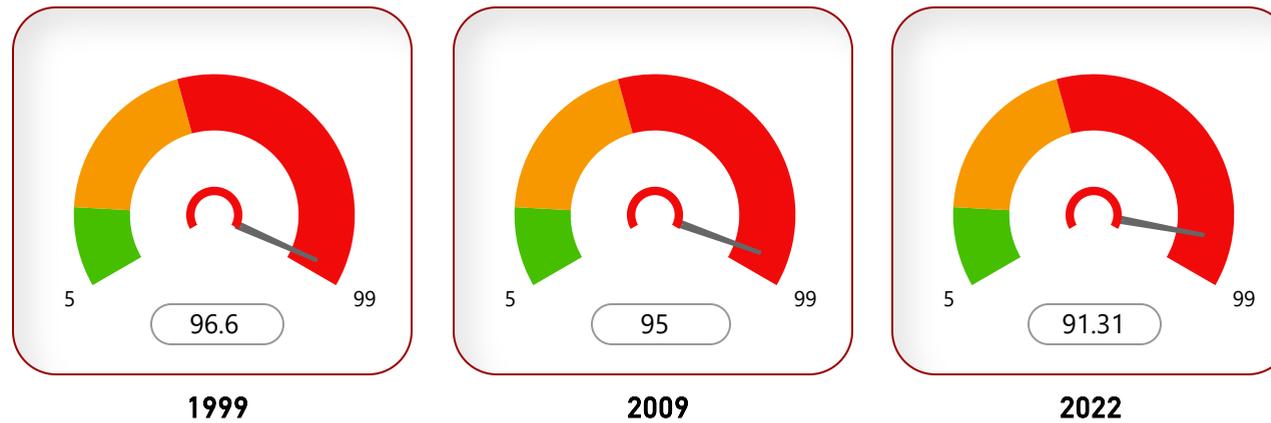
Réduire l'empreinte écologique

Dépendance énergétique

Taux de dépendance énergétique (%)

(Source : Calculs IRES _ Ministère de l'énergie, des mines et de l'environnement ; Banque Mondiale)

Au terme de 23 ans, le Maroc a enregistré une légère diminution de sa dépendance énergétique et ce, malgré les efforts déployés en matière de transition et d'efficacité énergétiques dans le cadre de la stratégie de 2009. Celle-ci traduit un choix politique éclairé et répond à des impératifs de sécurité énergétique, de réduction de la facture énergétique et de lutte contre le changement climatique. Seule la décarbonation de l'économie grâce, entre autres, à l'utilisation de l'hydrogène vert est en mesure de réduire considérablement la dépendance énergétique du Maroc vis-à-vis de l'extérieur.



Planétarisation

Réduire l'empreinte écologique

Performance environnementale

Indice de la performance environnementale

(Source : Calculs IRES_ Yale University)

En amélioration depuis 2000, le positionnement international du Maroc a affiché une nette baisse, entre 2020 et 2022, qui s'explique principalement, selon "Yale University", par la forte exposition de l'écosystème naturel aux métaux lourds ainsi que par la dégradation de la biodiversité.



Planétarisation

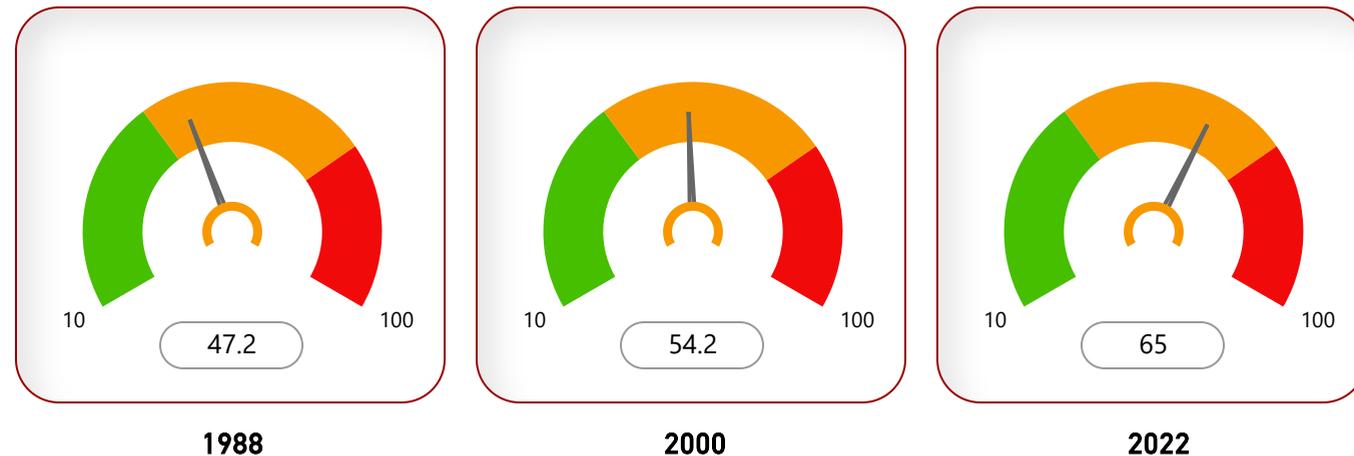
Limiter l'artificialisation

Urbanisme et métropolisation

Taux d'urbanisation (%)

(Source : Calculs IRES_HCP ; PNUD)

Une population urbaine qui a dépassé la population rurale depuis le début des années 1990. L'urbanisation connaîtra certainement une accélération avec la diversification de l'économie nationale et avec les impacts du changement climatique. Il est prévu que ce taux avoisine les 75% à l'horizon 2050, selon les projections du Haut-Commissariat au Plan.



Planétarisation

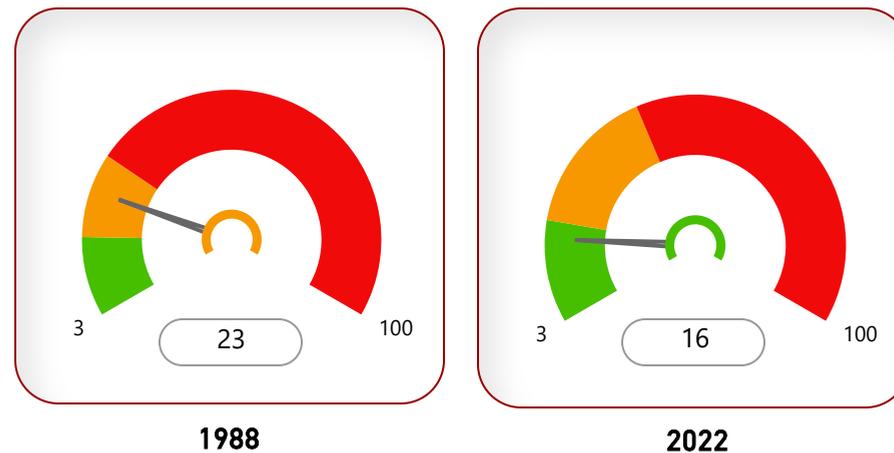
Limiter l'artificialisation

Urbanisme et métropolisation

Population de la ville la plus peuplée en % de la population urbaine globale

(Source : Calculs IRES_ Données du HCP ; Banque Mondiale)

La ville de Casablanca concentre 16% de la population urbaine en raison, notamment, de son attractivité économique. La métropole abrite plusieurs entreprises, industries, et institutions financières, qui attirent les personnes en quête d'emploi et de meilleures conditions de vie.



Planétarisation

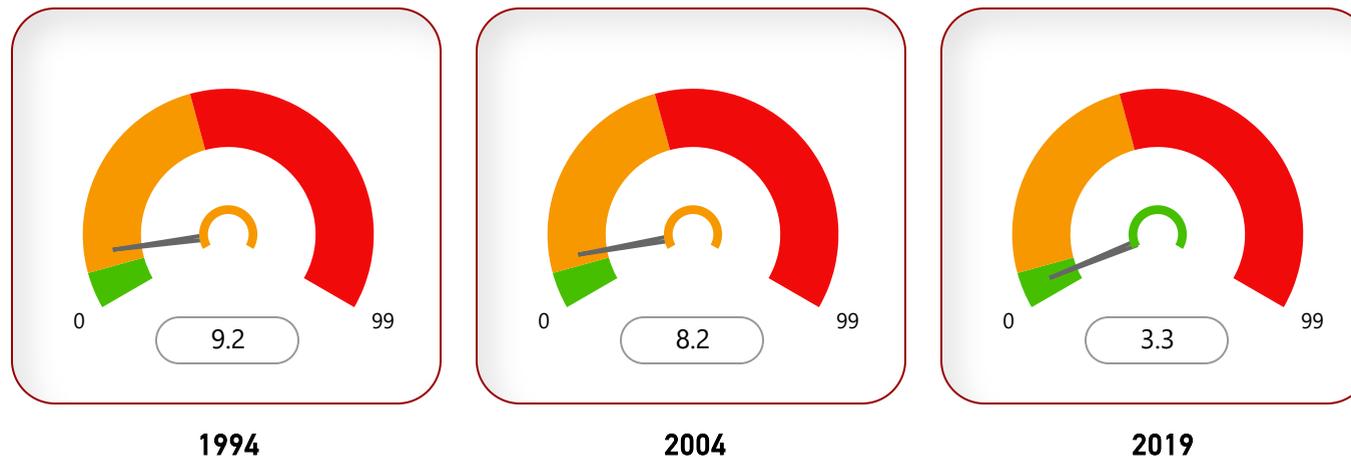
Limiter l'artificialisation

Urbanisme et métropolisation

Population urbaine vivant dans les bidonvilles en % de la population urbaine globale

(Source : Calculs IRES _ Ministère de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville ; ONU-Habitat)

Une amélioration du positionnement international du Maroc selon cet indice, grâce à la mise en œuvre du programme « Villes sans bidonvilles », lancé en 2004, ayant permis la réduction d'un grand nombre d'habitations insalubres, le relogement et la réhabilitation des ménages vivant dans les bidonvilles, la réduction de la précarité et l'amélioration des infrastructures des zones concernées.



Planétarisation

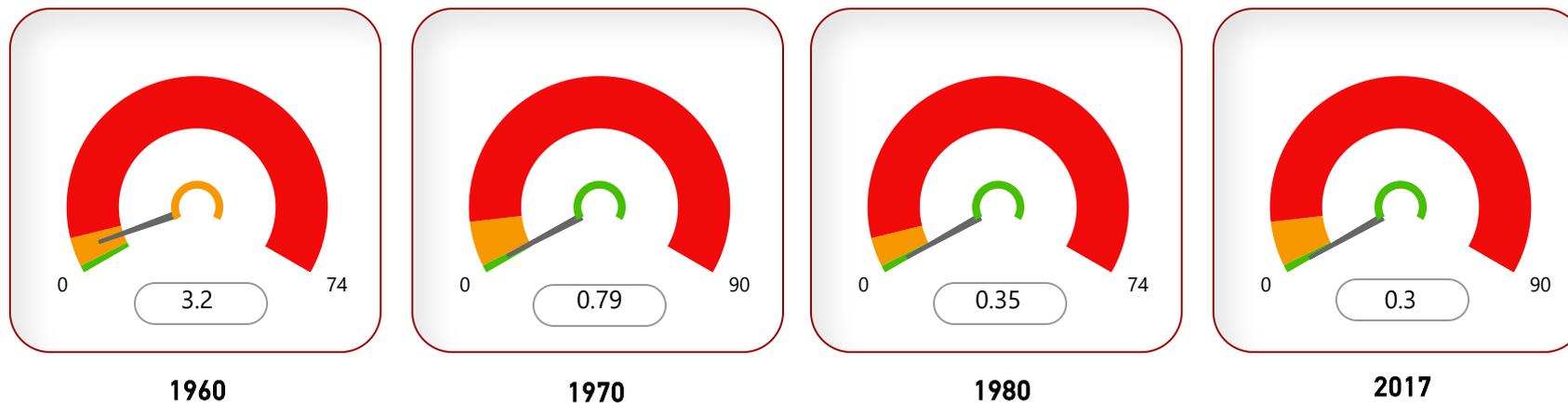
Passer de la mondialisation à la mondialité

Mobilité circulaire

Migrants internationaux en % de la population

(Source : Calculs IRES_HCP ; Banque Mondiale)

Une forte baisse entre 1960 et 1970 du nombre de migrants internationaux en pourcentage de la population marocaine, qui s'explique par le départ des ressortissants français et espagnols après l'Indépendance du Maroc. Ce ratio s'est stabilisé entre 1980 et aujourd'hui. Le passage du Royaume d'une situation de pays de transit à celle de pays de résidence contribuera à l'avenir, toutefois, à l'augmentation du nombre de migrants internationaux.



Planétarisation

Passer de la mondialisation à la mondialité

Mobilité circulaire

Indice "Best countries for immigrants"

(Source : Calculs IRES_ US News and World Report)

Une place intermédiaire du Maroc au titre du classement des meilleurs pays pour les immigrants. En particulier, le Royaume est perçu comme étant le premier pays de l'Afrique du Nord et le deuxième de tout le continent africain où les étrangers sont bien accueillis, grâce à l'adoption en 2013 d'une politique d'immigration destinée à améliorer les conditions de vie des migrants et des demandeurs d'asile et au lancement entre 2014 et 2016 de deux campagnes de régularisation de la situation des immigrés irréguliers, principalement ceux originaires de l'Afrique subsaharienne.



2017

Planétarisation

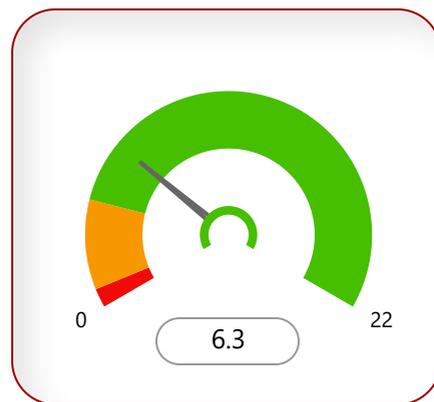
Passer de la mondialisation à la mondialité

Mobilité circulaire

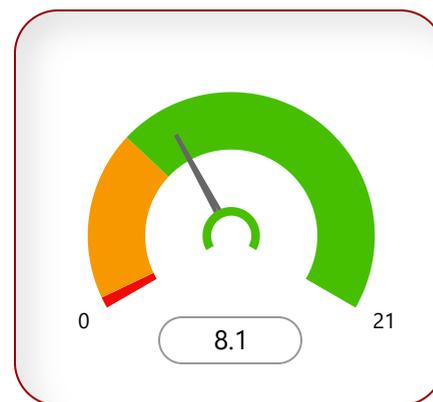
Transfert des Marocains Résidant à l'Etranger en % du PIB

(Source : Calculs IRES_ Données de l'Office des changes : Banque Mondiale)

Une progression régulière des transferts des Marocains résidant à l'étranger, ayant résisté aux chocs mondiaux de différentes natures. En effet, malgré la crise de la Covid-19 et ses répercussions économiques, les transferts de la diaspora marocaine ont enregistré une hausse de 54% entre 2019 et 2022. S'établissant à près de 8% du PIB au cours de la période 2009-2022, ces transferts constituent une source importante de financement de l'économie marocaine.



1990-1999



2009-2022

Planétarisation

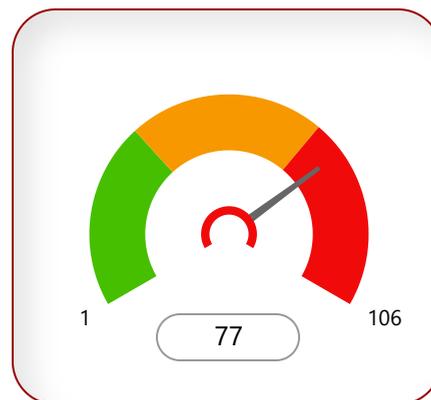
Passer de la mondialisation à la mondialité

Liberté de voyage

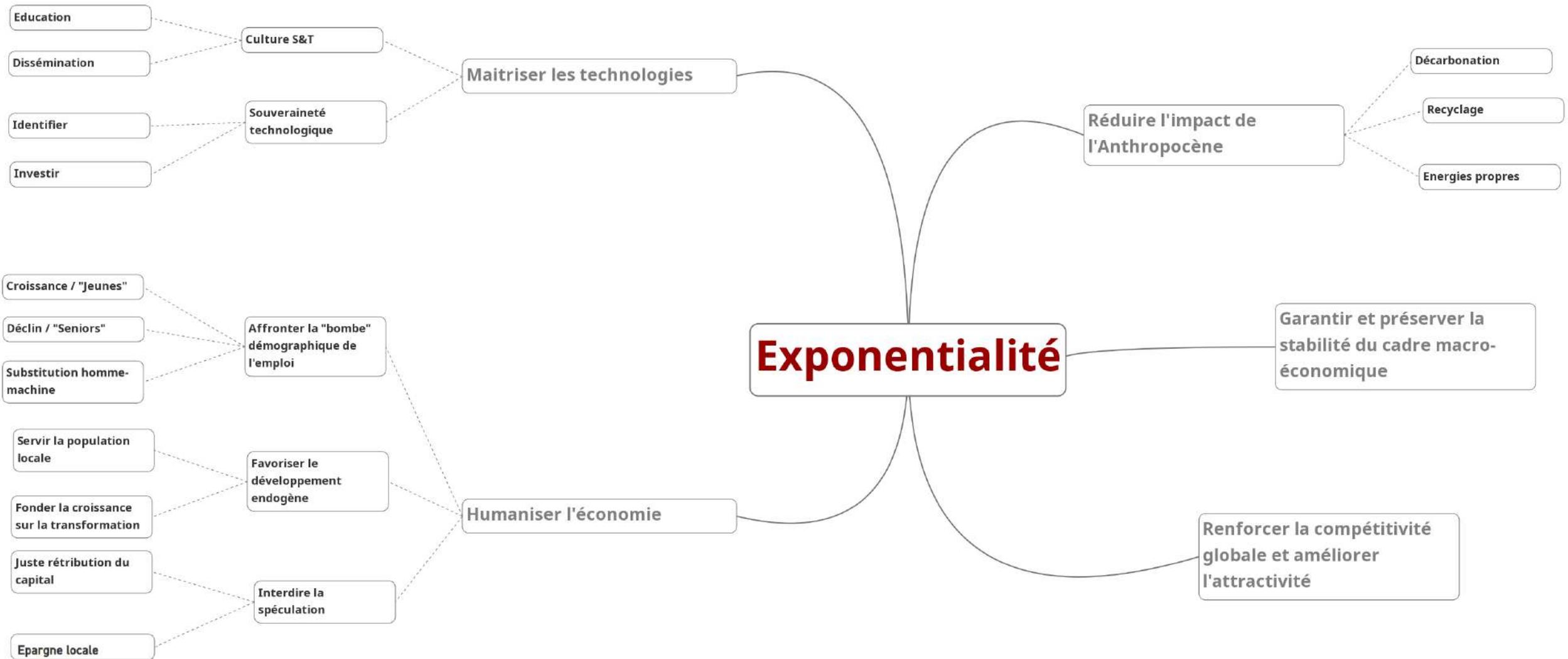
The Henley Passport Index

(Source : Calculs IRES_Cabinet de conseil Henley & Partners)

Un classement peu favorable du Maroc au titre de cet indice. Le passeport marocain permet une liberté de voyager, avec exemption de visa, envers 68 pays dans le monde.



2023



Exponentialité

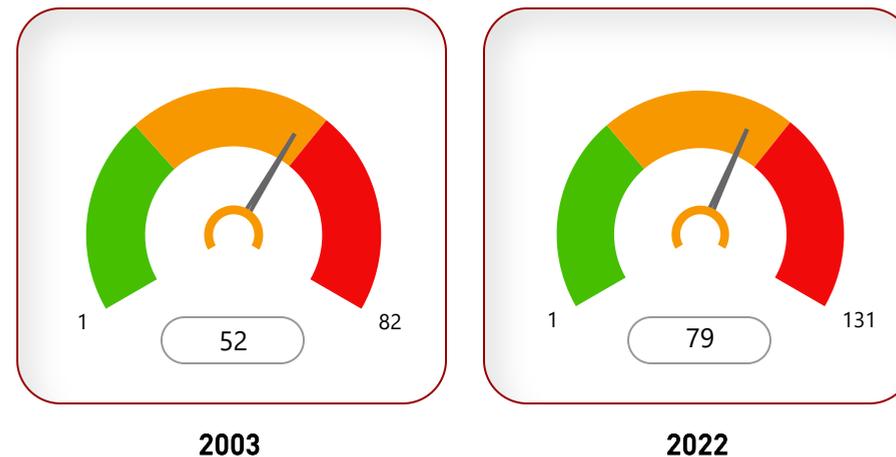
Maitriser les technologies

Degré de préparation aux technologies disruptives

Indice de préparation aux NTIC (Network Readiness Index)

(Source : Calculs IRES _ World Economic Forum ; L'institut Portulans)

Un positionnement international intermédiaire du Maroc selon cet indice, dû à l'absence d'une vision de long terme, globale et transversale dans le domaine du numérique. Le Royaume devrait investir massivement dans le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication et en faire un levier de sa compétitivité globale.



Exponentialité

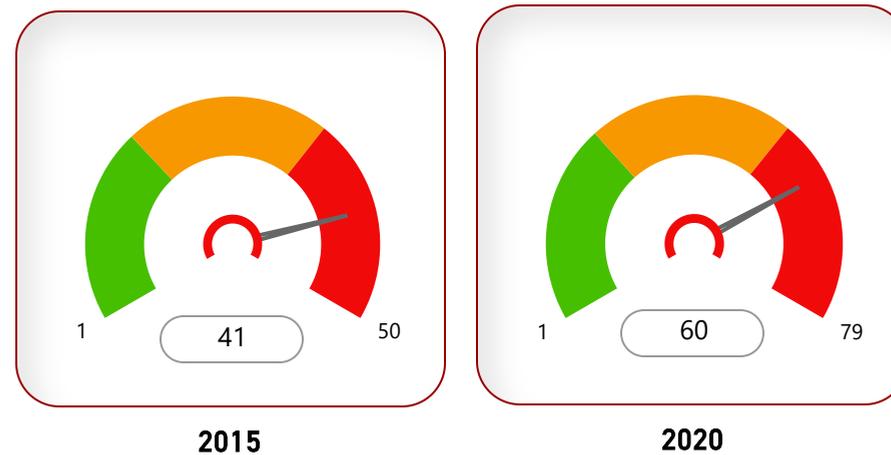
Maitriser les technologies

Degré de préparation aux technologies disruptives

Global connectivity index

(Source : Calculs IRES _ Huawei)

Un positionnement international inapproprié du Maroc au titre de cet indice en raison de la lenteur enregistrée dans le développement des infrastructures de connectivité "haut débit".



Exponentialité

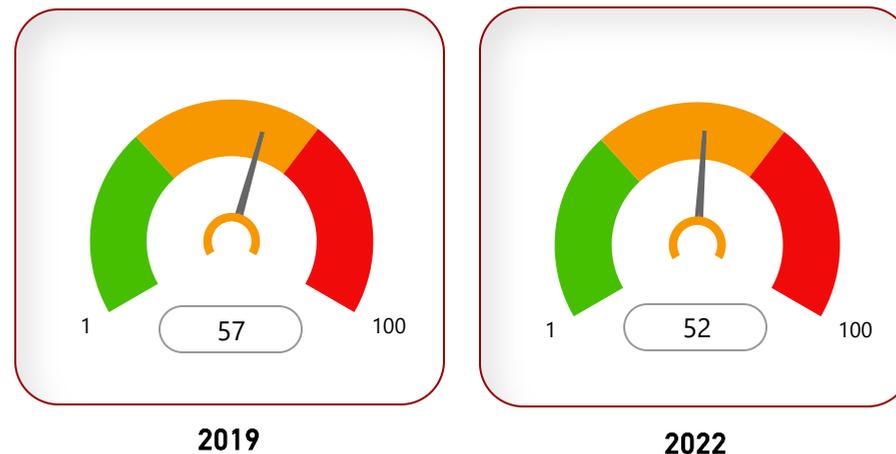
Maitriser les technologies

Degré de préparation aux technologies disruptives

Inclusive Internet index

(Source : Calculs IRES _ Economist Intelligence Unit)

Un positionnement intermédiaire du Maroc au titre de cet indice, imputable à la persistance des inégalités dans l'accès à internet à haut débit et dans l'usage des technologies. Par ailleurs, le Royaume occupe la 5^{ème} place mondiale, en termes d'existence et d'étendue d'un contenu virtuel pertinent en langue locale.



Exponentialité

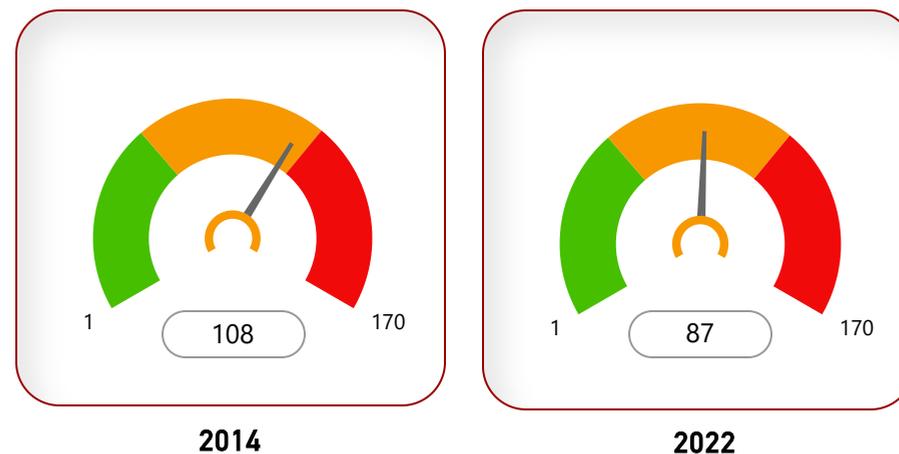
Maitriser les technologies

Degré de préparation aux technologies disruptives

Indice de connectivité mobile

(Source : Calculs IRES _ Association mondiale des opérateurs de téléphonie mobile (GSMA))

Une amélioration du classement du Maroc au titre de cet indice, grâce au développement et à la flexibilisation des télécommunications mobiles ainsi qu'à l'introduction, en 2015, du réseau 4G.



Exponentialité

Maitriser les technologies

Intelligence artificielle

Global IA Index (Indice mondial de l'intelligence artificielle)

(Source : Calculs IRES_Tortoise Media)

Un classement international défavorable du Maroc selon cet indice dû, en partie, à l'absence d'une vision stratégique dans le domaine de l'intelligence artificielle. Toutefois, grâce aux initiatives nationales menées avec l'UNESCO, à la mise en place de programmes éducatifs pour favoriser la recherche, la formation et l'implication des jeunes talents dans le domaine de l'intelligence artificielle, le Royaume occupe actuellement la 2^{ème} place au niveau africain.



2023

Exponentialité

Maitriser les technologies

Densité robotique

Densité robotique (nombre de robots industriels pour 10 000 employés)

(Source : Calculs IRES _ Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement)

Un classement international défavorable du Maroc en termes de densité robotique industrielle, traduisant l'absence d'une véritable prise en compte de la dimension digitale dans le plan d'accélération de l'industrie marocaine.



2017

Exponentialité

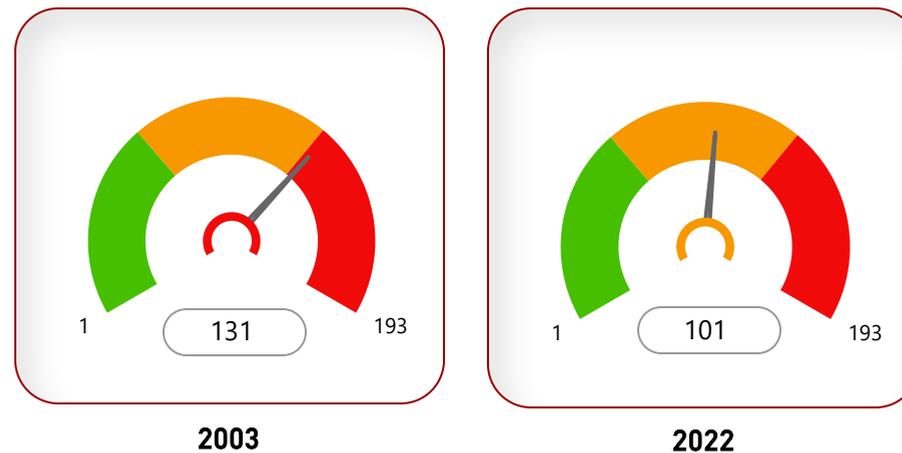
Maitriser les technologies

Qualité de la vie digitale

E-Government development index

(Source : Calculs IRES_ UNDESA _UN E-Government Development Database)

Un gain de 30 places, entre 2003 et 2022, au niveau du positionnement du Maroc au titre de l'indice de développement du gouvernement électronique, qui provient des bons résultats sur les services en ligne -dont le développement a été accéléré en période de crise sanitaire. Ces avancés sont le fruit des efforts déployés dans le cadre du programme E-Gouvernement, axe prioritaire de la stratégie Maroc-Numeric.



Exponentialité

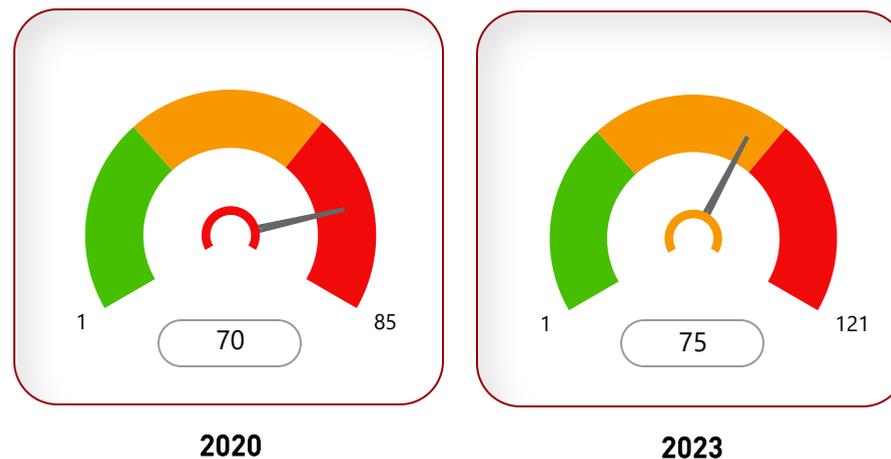
Maitriser les technologies

Qualité de la vie digitale

Indice de la qualité de vie digitale (Digital Quality of Life Index)

(Source : Calculs IRES_ SurfShark)

Une avancée notable du positionnement international du Maroc grâce aux performances enregistrées en matière de e-gouvernement. Le Maroc est 2^{ème} en Afrique et 1^{er} en Afrique du Nord en termes de qualité de vie digitale.



Exponentialité

Maitriser les technologies

Qualité de la vie digitale

Global Remote Work index

(Source : Calculs IRES _ NordLayer)

Un classement international intermédiaire du Maroc au titre de cet indice. Le pays représente une destination attrayante pour les travailleurs à distance en raison de ses capacités en matière de cybersécurité, de son attrait touristique et de son coût de la vie avantageux. Il est important de souligner que le Royaume est le 1^{er} pays en Afrique en termes de conditions propices au télétravail, selon l'institution "NordLayer".



2023

Exponentialité

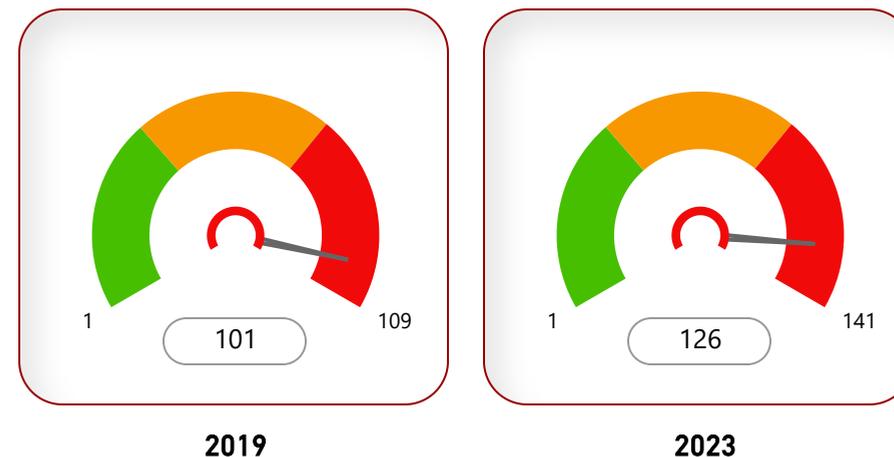
Maitriser les technologies

Villes intelligentes

Indice mondial des villes intelligentes

(Source : Calculs IRES _ Institut international pour le développement de la gestion)

Un classement international non favorable du Maroc au titre de cet indice dû, entre autres, à une insuffisance des investissements dans les infrastructures technologiques dans les villes. Néanmoins, il convient de mentionner que la ville de Berkane s'est distinguée dans deux concours internationaux de villes intelligentes, l'IEEE Smart Cities Contest et le Seoul Smart City Prize, pour son projet E-MOULOUYA, reflétant une avancée significative à l'échelle mondiale dans les domaines de l'intelligence artificielle et de l'Internet des Objets, appliqués à la surveillance de la vie faunique.



Exponentialité

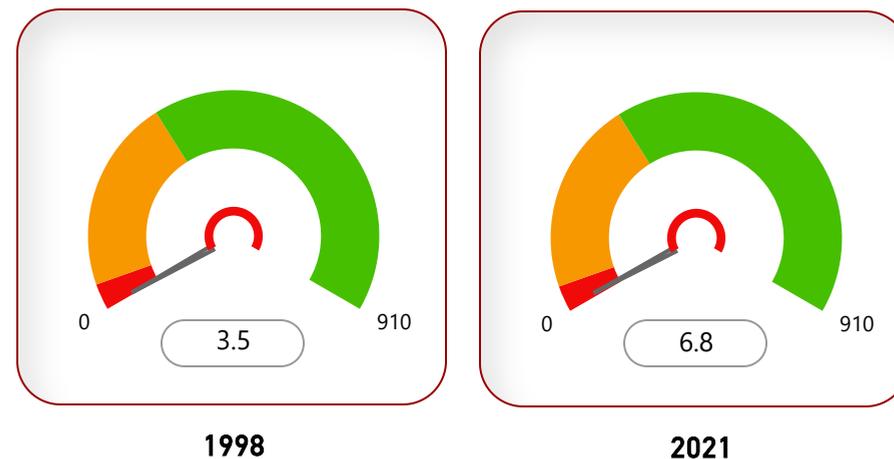
Maitriser les technologies

Propriété intellectuelle

Nombre de brevets pour 1 million d'habitants

(Source : Calculs IRES_ Données de l'OMPIC : OMPI)

Malgré sa légère progression, la production inventive au Maroc reste faible en raison, entre autres, de l'insuffisance des stratégies sectorielles initiées pour promouvoir le dépôt de brevet, plus particulièrement, dans les savoir-faire où le Royaume est compétitif.



Exponentialité

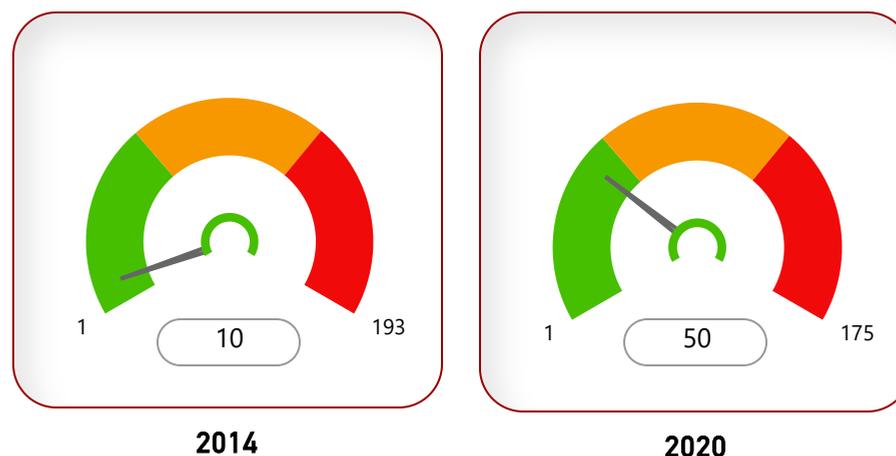
Maitriser les technologies

Cyber-sécurité

Indice de cybersécurité dans le monde

(Source : Calculs IRES _ Union internationale des télécommunications, ABI Research _ Global CyberSecurity Index)

Malgré l'engagement fort du Royaume en matière de cybersécurité, le classement international du Maroc au titre de cet indice a accusé un recul entre 2014 et 2020 en raison des performances insuffisantes en matière de régulation digitale, de veille technologique et de coopération entre les organismes nationaux concernés. Il convient, toutefois, de rappeler que le Maroc, conscient de la montée en puissance des cybermenaces, s'est engagé depuis les dix dernières années dans le renforcement de ses capacités nationales de sécurité des systèmes d'information et a adopté, en 2012, une stratégie nationale de cybersécurité. La prochaine étape serait de doter le Maroc d'une diplomatie du cyberspace.



Exponentialité

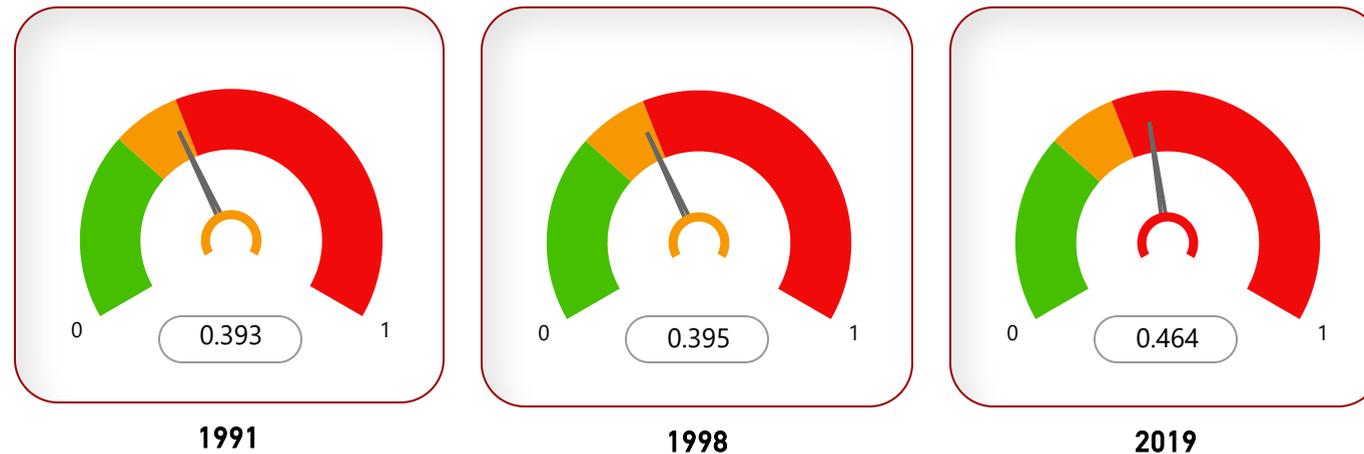
Humaniser l'économie

Inégalités

Indice de Gini

(Source : Calculs IRES_HCP ; ONDH ; PNUD) (0 : égalité parfaite ; 1 : inégalité extrême)

Un modèle de croissance de l'économie marocaine, qui génère encore des inégalités. Malgré les politiques menées en matière de développement humain, l'indice de GINI a connu une légère hausse entre 1998 et 2021, d'où la nécessité d'opter pour des politiques publiques inclusives et de leur donner un véritable contenu social.



Exponentialité

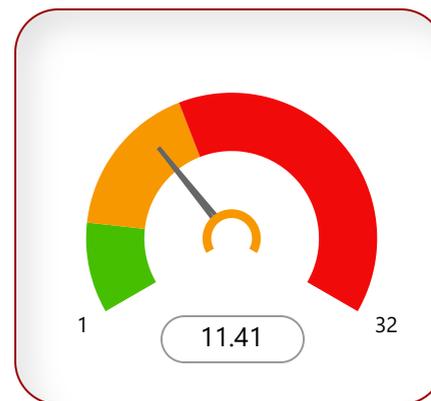
Humaniser l'économie

Emploi et Chômage

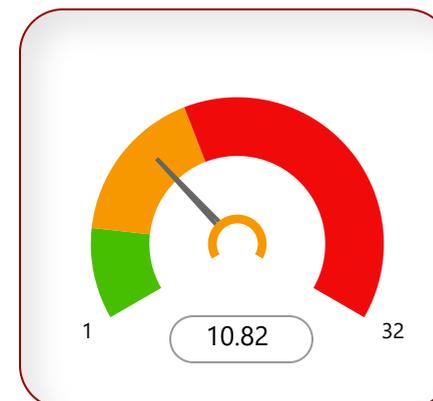
Taux de chômage national (%)

(Source : Calculs IRES _ HCP : OIT)

Un taux de chômage, en moyenne élevé, malgré une légère baisse durant la dernière décennie. Cela s'explique par l'inadéquation persistante entre l'offre et la demande sur le marché du travail et par la suppression des emplois dans l'agriculture et la pêche suite aux répercussions du réchauffement climatique. Selon le Haut Commissariat au Plan, les jeunes (âgés de 15 à 24 ans), les diplômés et les femmes sont les catégories les plus touchées par le chômage.



1999-2008



2009-2022

Exponentialité

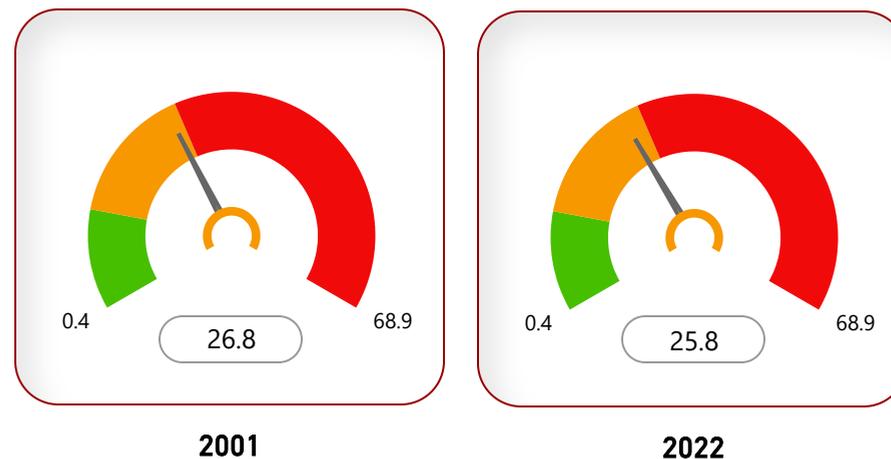
Humaniser l'économie

Emploi et Chômage

Taux de chômage des personnes ayant un niveau d'instruction supérieur

(Source : Calculs IRES_ HCP ; OIT)

Un taux encore très élevé du chômage des personnes disposant d'un niveau d'instruction supérieur, traduisant l'adéquation insuffisante entre la formation et les exigences du marché du travail.



Exponentialité

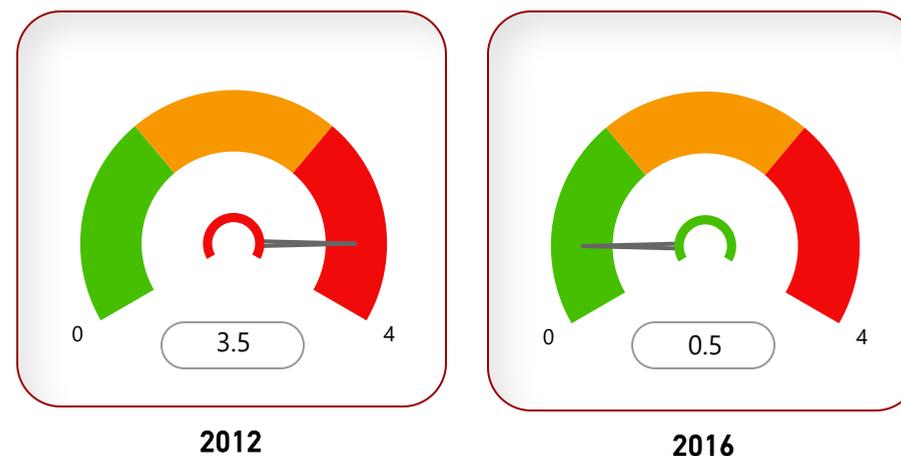
Humaniser l'économie

Emploi et Chômage

Importance du travail informel

(0 = pas du tout important ; 4 = très important) (Source : Calculs IRES_ CEPII)

Une amélioration appréciable du positionnement du Maroc au titre de cet indicateur, en contraste avec le fait que le secteur informel, qui constitue une source de revenus pour près de 4,5 millions de ménages marocains, occupe toujours une place importante dans l'économie. La crise sanitaire de 2020 a confirmé encore une fois la nécessité de mettre en œuvre, rapidement, une stratégie globale permettant d'intégrer ce secteur dans l'économie formelle, en tirant profit de la généralisation en cours de la couverture sociale.



Exponentialité

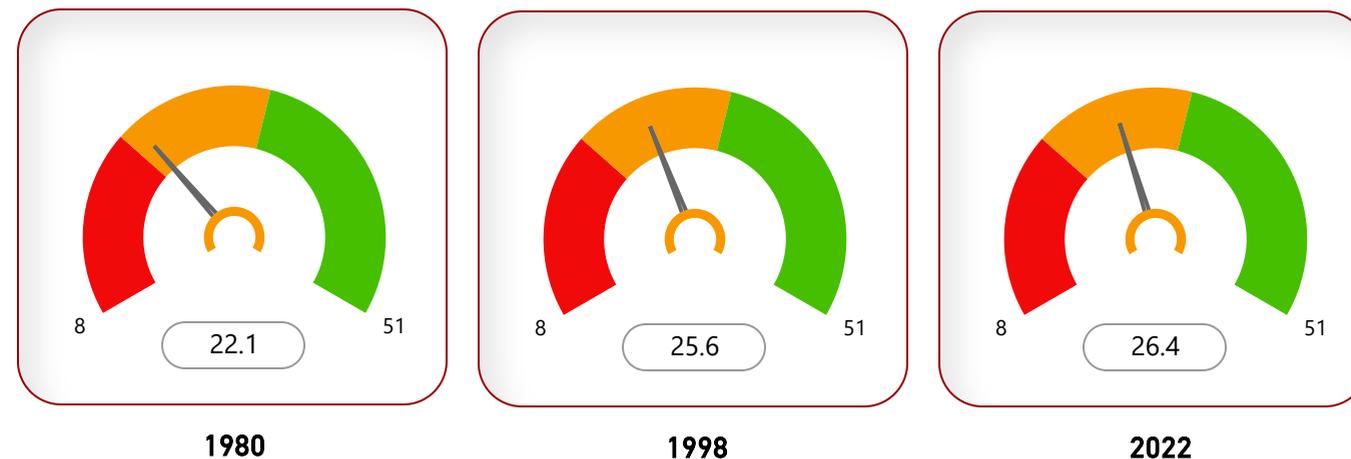
Humaniser l'économie

Financement de l'économie

Épargne nationale brute en % du PIB

(Source : Calculs IRES _ HCP ; Banque Mondiale)

Une augmentation importante de l'épargne nationale à partir des années 80, période caractérisée par la mise en place du programme d'ajustement structurel et par le lancement des réformes du secteur financier. Le niveau de l'épargne nationale, enregistré durant les dernières années et qui est soutenu par les transferts des Marocains résidant à l'étranger, reste cependant en deçà des besoins de financement de l'économie d'autant que la dimension court terme de cette épargne l'emporte sur la composante à moyen et long termes.



Exponentialité

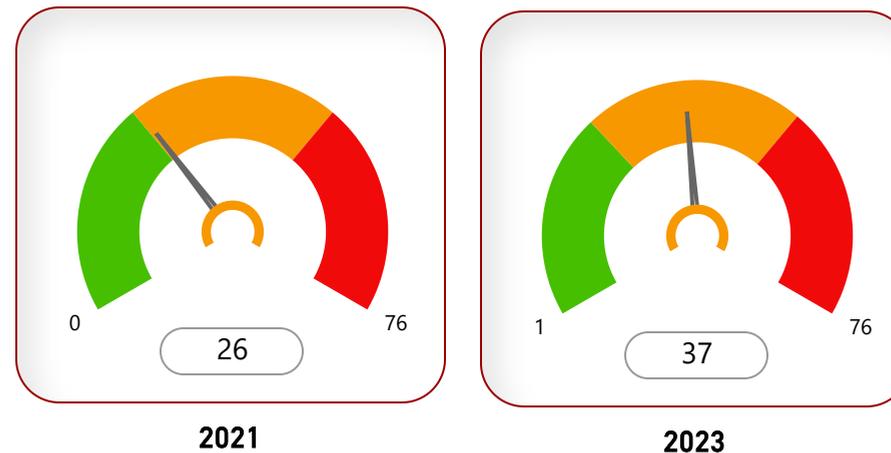
Réduire l'impact de l'Anthropocène

Transition énergétique

Green Future Index

(Source : Calculs IRES_ MIT Technology Review)

Un recul de 11 places du positionnement international du Maroc, entre 2021 et 2023, selon cet indice qui est dû, principalement, aux performances insuffisantes enregistrées par le pays dans le domaine de "l'innovation propre".



Exponentialité

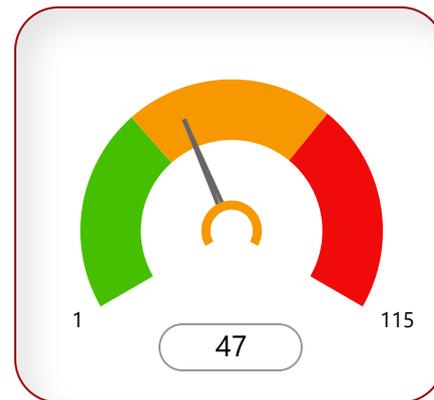
Réduire l'impact de l'Anthropocène

Transition énergétique

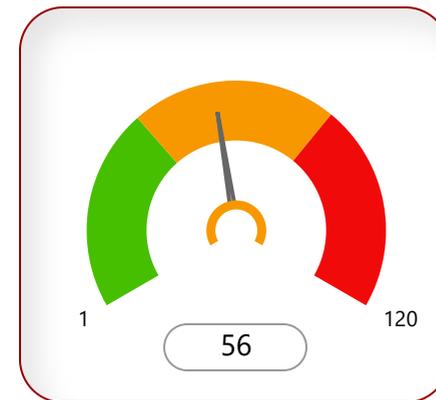
Indice de la transition énergétique

(Source : Calculs IRES_ World Economic Forum)

Un positionnement international intermédiaire du Maroc au titre de cet indice, qui pourrait être amélioré dans le futur si le Royaume parvenait à accélérer le développement du secteur des énergies renouvelables conformément aux Hautes Orientations Royales et à promouvoir davantage l'efficacité énergétique.



2019



2023

Exponentialité

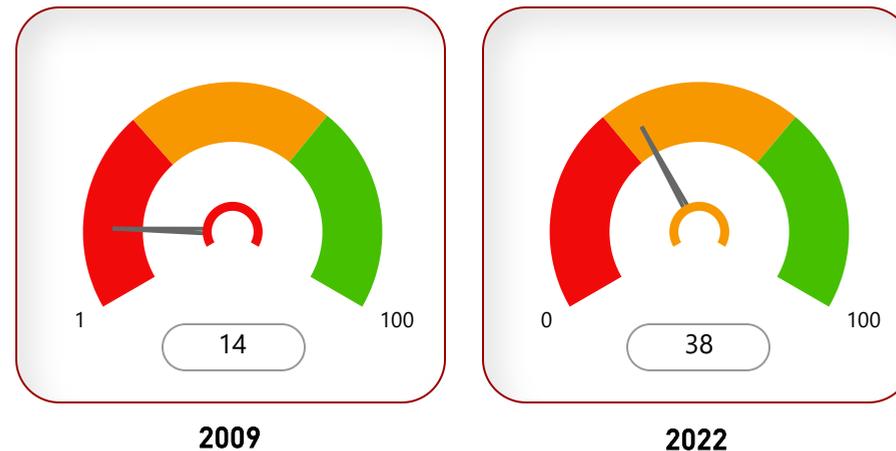
Réduire l'impact de l'Anthropocène

Transition énergétique

Part des énergies renouvelables dans la puissance électrique installée (%)

(Source : Calculs IRES _ Ministère de l'énergie, des mines et de l'environnement ; Ministère de la transition énergétique et du développement durable)

Une part de 38% en 2022 des énergies renouvelables dans la puissance électrique installée (y compris l'hydroélectricité) contre près de 14% en 2009. Cette augmentation est le résultat des efforts déployés par le Maroc dans le cadre de la stratégie énergétique de 2009.



Exponentialité

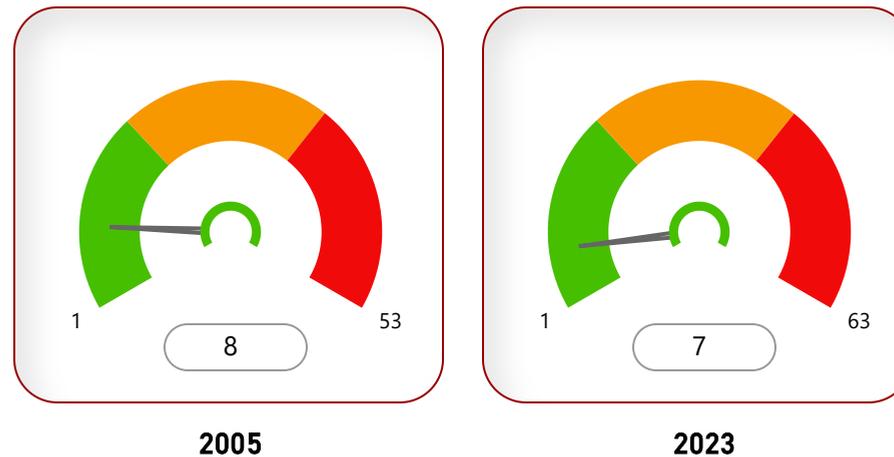
Réduire l'impact de l'Anthropocène

Performance en matière de lutte contre le changement climatique

Indice de la performance en matière de lutte contre le changement climatique

(Source : Calculs IRES_ Germanwatch)

Un positionnement très favorable du Maroc selon cet indice, eu égard à sa faible contribution aux émissions de gaz à effet de serre et à son engagement perpétuel pour promouvoir l'utilisation des énergies propres.



Exponentialité

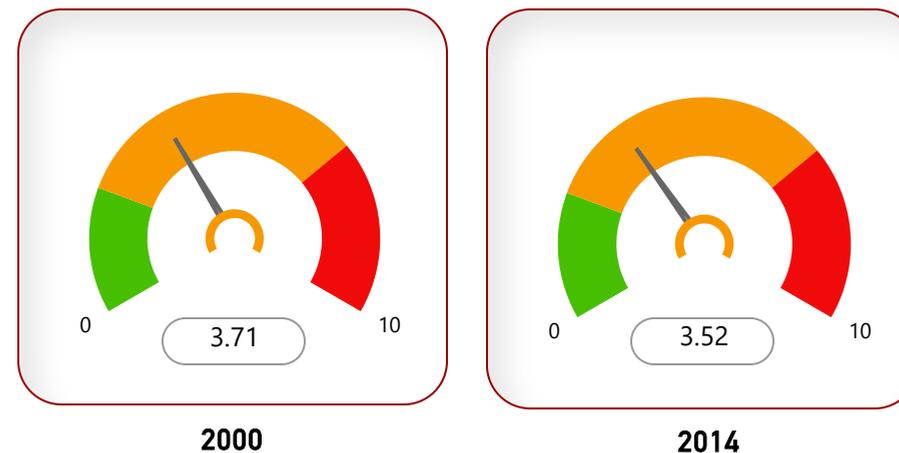
Réduire l'impact de l'Anthropocène

Coût de la dégradation de l'environnement

Coût de la dégradation de l'environnement en % du PIB

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale)

Une dégradation de l'environnement dont le coût moyen, selon les estimations de la Banque Mondiale, s'élevait à près de 4% du PIB en 2014. Cette situation est préoccupante dans la mesure où le Maroc consacre, annuellement, moins de 1% de son PIB à la préservation de l'environnement.



Exponentialité

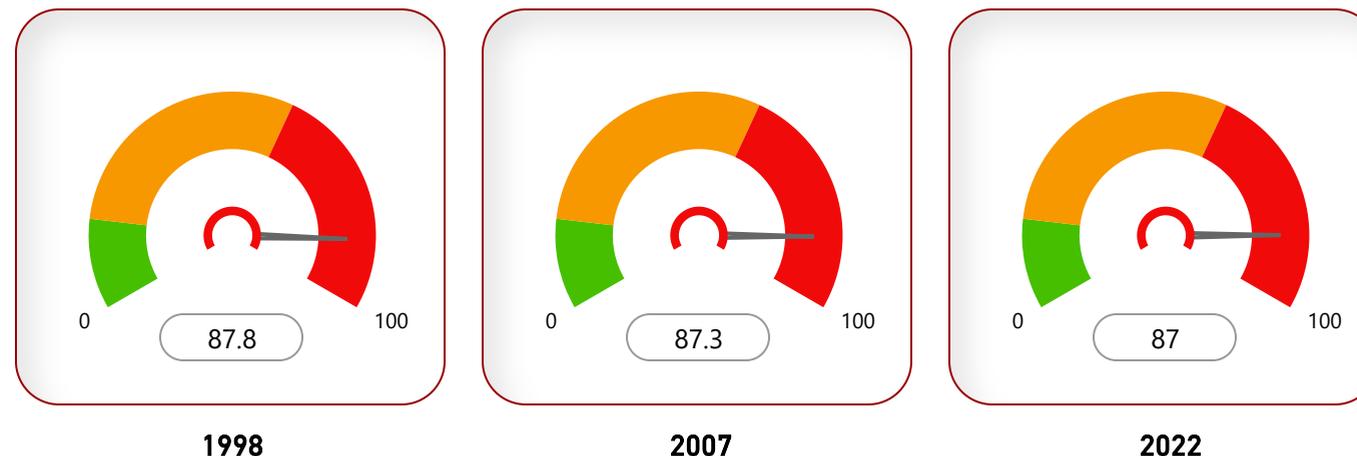
Réduire l'impact de l'Anthropocène

Gestion des ressources en eau

Retraits annuels d'eau douce pour l'agriculture en % des retraits totaux

(Source : Calculs IRES _ FAO _ Aquastat)

Un secteur agricole, y compris l'élevage, qui consomme une part très importante des ressources hydriques mobilisées et qui se caractérise par un usage peu efficace de ces ressources, d'où la nécessité de revoir intégralement l'utilisation de l'eau au niveau de ce secteur en affectant prioritairement l'eau aux opérateurs agricoles qui concourent à la souveraineté alimentaire, en établissant un meilleur équilibre, au niveau de la politique agricole, entre les systèmes de cultures pluviales et les systèmes irrigués et en conduisant des études d'impacts préalables à l'autorisation de projets agricoles fortement consommateurs de l'eau et non valorisants de cette ressource stratégique.



Exponentialité

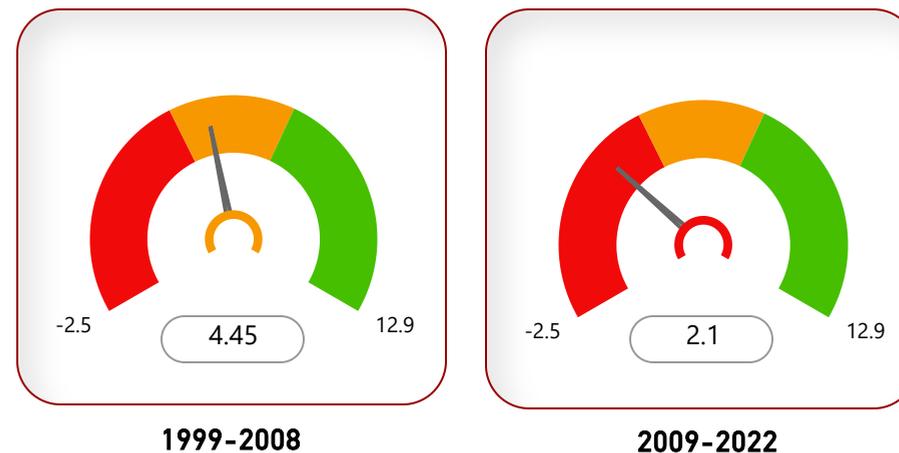
Garantir et préserver la stabilité du cadre macro-économique

Croissance économique

Taux de croissance économique (%)

(Source : Calculs IRES _ Données du HCP ; Banque Mondiale)

Une croissance économique qui s'est ralentie, pour passer d'un palier de 4,4%, en moyenne par an, sur la période 1999-2008, à 2.1% en moyenne par an, sur la période 2009-2022. Tirée principalement par la consommation des ménages et s'appuyant toujours sur un effort important en termes d'investissement public dont la rentabilité n'est pas réellement avérée, cette croissance économique n'est pas soutenue par des gains en termes de productivité et génère encore des inégalités sociales.



Exponentialité

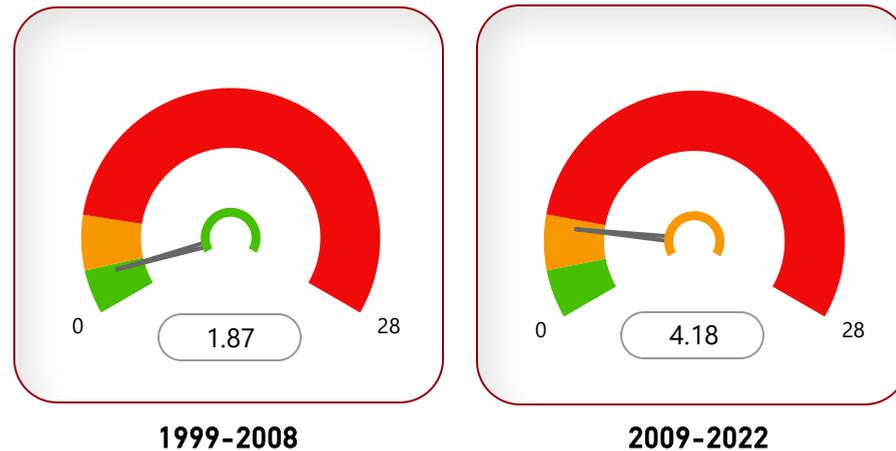
Garantir et préserver la stabilité du cadre macro-économique

Inflation

Taux d'inflation (en %)

(Source : Calculs IRES_ Données du HCP ; Banque Mondiale)

Un taux d'inflation moyen sur la période "2009-2022" considérablement impacté par le renchérissement des prix en 2022. Ces tensions inflationnistes ont été principalement dues à la montée des coûts de l'énergie et des prix des produits importés, en relation avec la guerre en Ukraine ainsi qu'à l'insuffisance de l'offre sur le marché intérieur, selon le Haut Commissariat au Plan.



Exponentialité

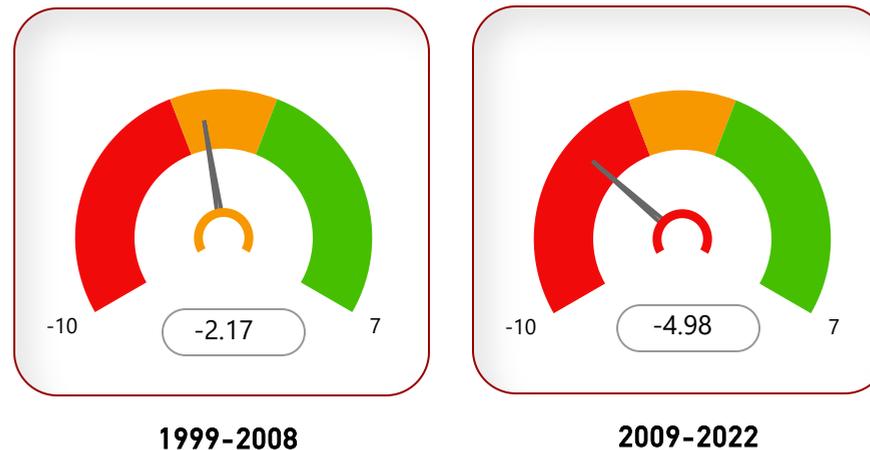
Garantir et préserver la stabilité du cadre macro-économique

Finances Publiques

Solde budgétaire en % du PIB

(Source : Calculs IRES _ Données du Ministère de l'économie et des finances : FMI)

Une dégradation du solde budgétaire du Maroc entre les périodes 1999-2008 et 2009-2022, dans un contexte économique international en pleine mutation, subissant les répercussions de la crise sanitaire. Le Maroc devrait opter pour la rationalisation des dépenses publiques, pour l'amélioration de la rentabilité des investissements publics et pour l'optimisation du financement du déficit public, à travers la recherche d'un meilleur équilibre entre le financement interne et le financement externe.



Exponentialité

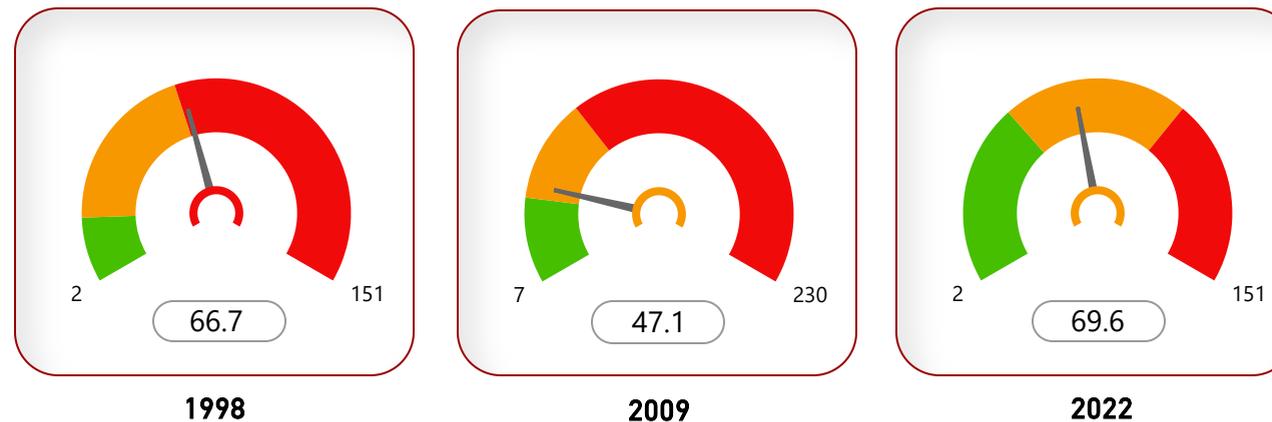
Garantir et préserver la stabilité du cadre macro-économique

Finances Publiques

Taux d'endettement public : Taux d'endettement direct du Trésor

(Source : Calculs IRES _ Ministère de l'économie et des finances ; FMI)

En raison du contexte mondial marqué par le ralentissement de l'activité économique, par la persistance des tensions géopolitiques et par la hausse des pressions inflationnistes, l'endettement public a connu une forte augmentation. À la fin de l'année 2022, le taux d'endettement direct du Trésor public a atteint environ 70% du PIB contre 64,8% du PIB en 2019. Le Maroc devrait, à cet effet, poursuivre le redressement de la situation de ses finances publiques, de manière à maîtriser son niveau d'endettement.



Exponentialité

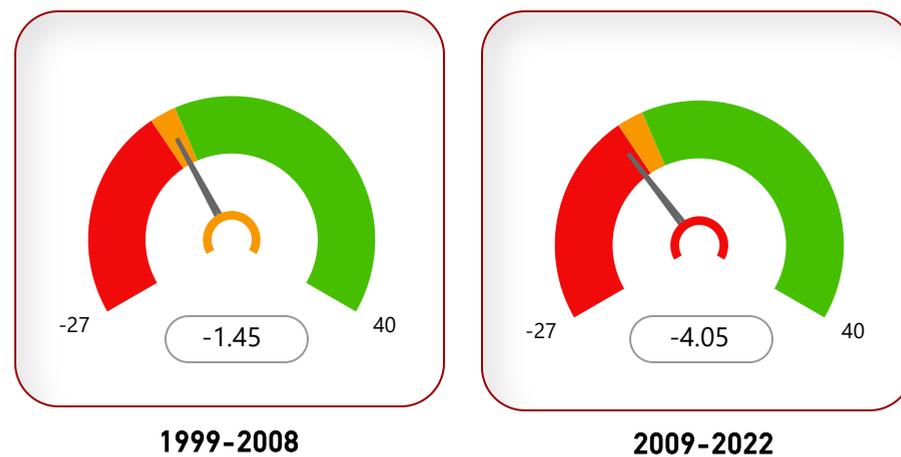
Garantir et préserver la stabilité du cadre macro-économique

Comptes extérieurs

Solde du compte courant en % du PIB

(Source : Calculs IRES_ Données de l'Office des changes : FMI)

Une aggravation du déficit du compte courant entre les périodes 1999-2008 et 2009-2022 imputable, notamment, aux effets des dernières crises structurelles majeures, en l'occurrence la crise sanitaire et la guerre en Ukraine et au rythme d'évolution accéléré des importations comparativement à celui des exportations.



Exponentialité

Garantir et préserver la stabilité du cadre macro-économique

Comptes extérieurs

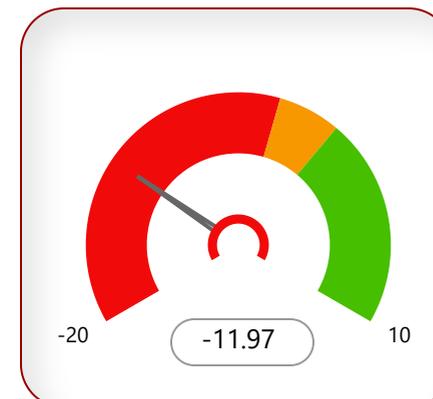
Solde commercial de biens et services en % du PIB

(Source : Calculs IRES _ Données de l'Office des changes ; Banque Mondiale)

Un creusement du déficit commercial justifié par la couverture limitée des importations par les exportations. Une restructuration de l'offre exportable est indispensable, ce qui requiert une amélioration de la compétitivité de l'économie nationale.



1999-2008



2009-2022

Exponentialité

Garantir et préserver la stabilité du cadre macro-économique

Comptes extérieurs

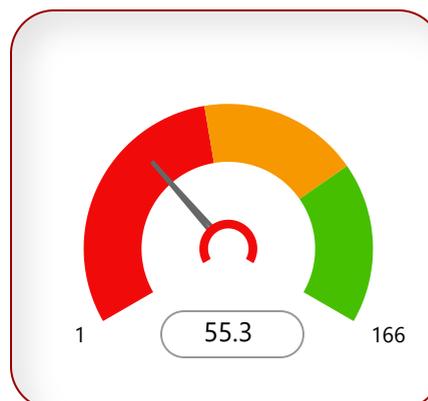
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)

(Source : Calculs IRES_ Données de l'Office des changes : Banque Mondiale)

Une baisse de près de 3 points, entre les périodes 1999-2008 et 2009-2022, du taux de couverture des importations par les exportations de marchandises et ce, en dépit des efforts déployés pour la diversification des exportations dans le cadre des Métiers Mondiaux du Maroc.



1999-2008



2009-2022

Exponentialité

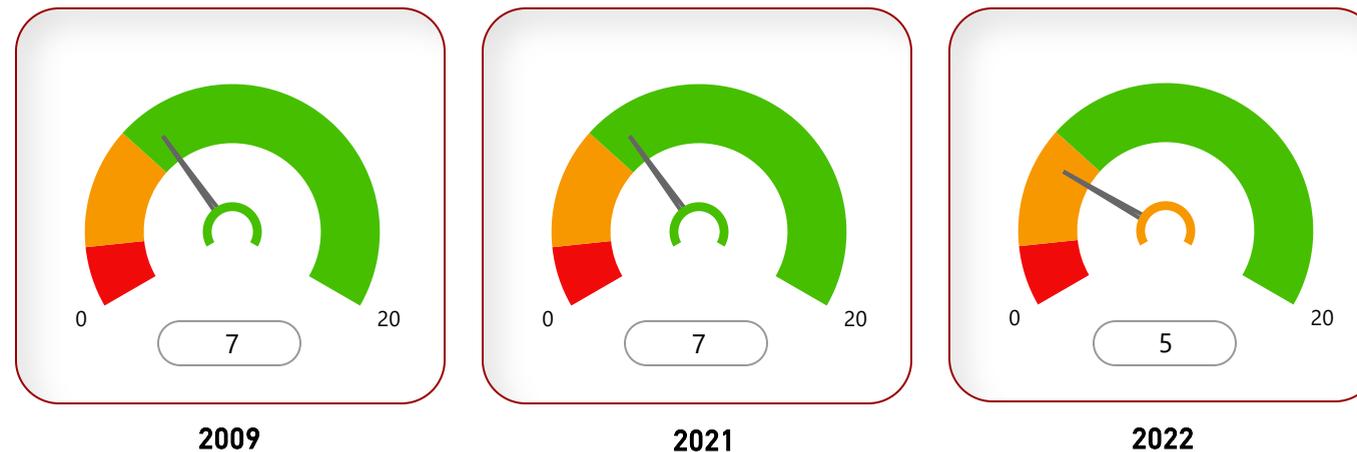
Garantir et préserver la stabilité du cadre macro-économique

Comptes extérieurs

Réserves de change en mois d'importations

(Source : Calculs IRES _ Office des changes : FMI)

Un recul en 2022 des réserves en devise en raison de l'accroissement du poids des importations et de la dette extérieure. Il convient, toutefois, de mentionner que les réserves en devises du Royaume représentent 7 mois d'importations depuis une dizaine d'années.



Exponentialité

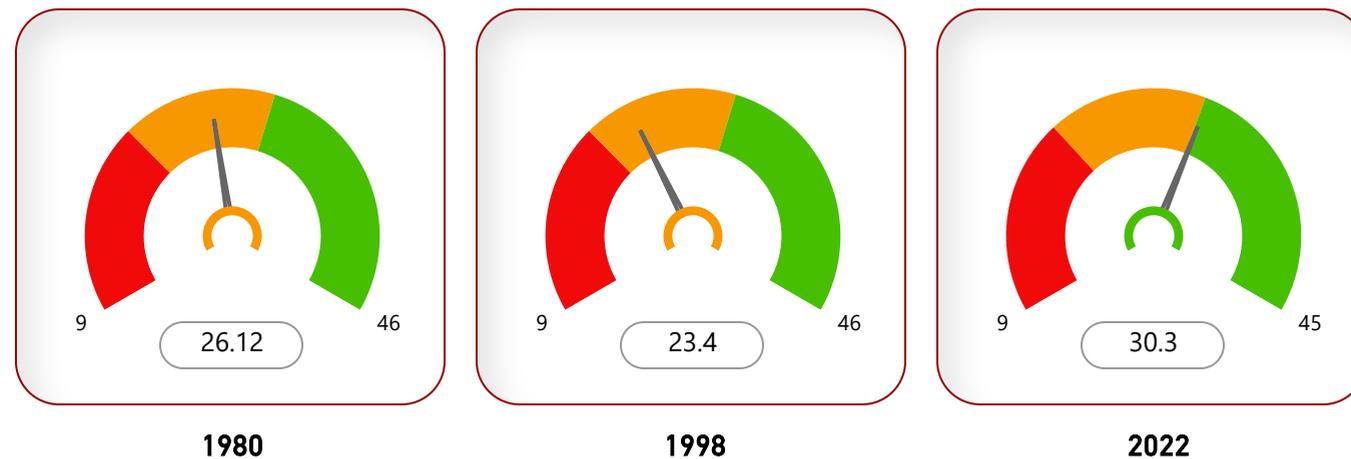
Garantir et préserver la stabilité du cadre macro-économique

Investissement

Taux d'investissement (FBCF/PIB) (en %)

(Source : Calculs IRES_ Données du HCP ; Banque Mondiale)

Un taux d'investissement au Maroc élevé, similaire à celui des pays émergents d'Asie. Toutefois, cet investissement, qui est soutenu par la contribution forte de l'Etat et des grandes entreprises publiques, génère un rendement insuffisant. L'opérationnalisation du Fonds Mohammed VI pour l'investissement et la mise en œuvre de la nouvelle Charte de l'investissement devraient améliorer l'allocation de l'investissement vers les capacités productives, tout en favorisant une contribution plus forte du secteur privé.



Exponentialité

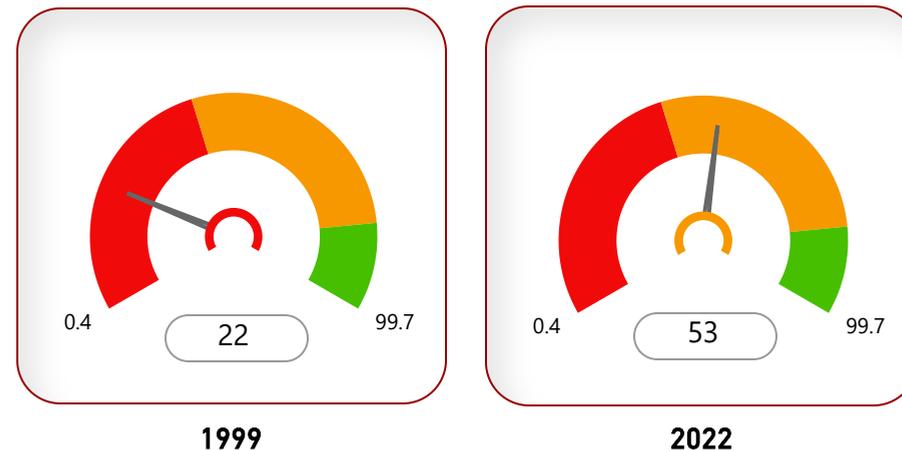
Garantir et préserver la stabilité du cadre macro-économique

Bancarisation

Taux de détention de comptes bancaires par les particuliers résidents

(Source : Calculs IRES_ Bank Al Maghreb ; Banque Mondiale)

Un taux de bancarisation ayant plus que doublé entre 1999 et 2022 grâce aux réformes qu'a connues le secteur bancaire et au développement du réseau bancaire, y compris celui de Barid Al Maghreb. Cette tendance se poursuit avec l'avènement de la finance participative et l'accélération de la digitalisation.



Exponentialité

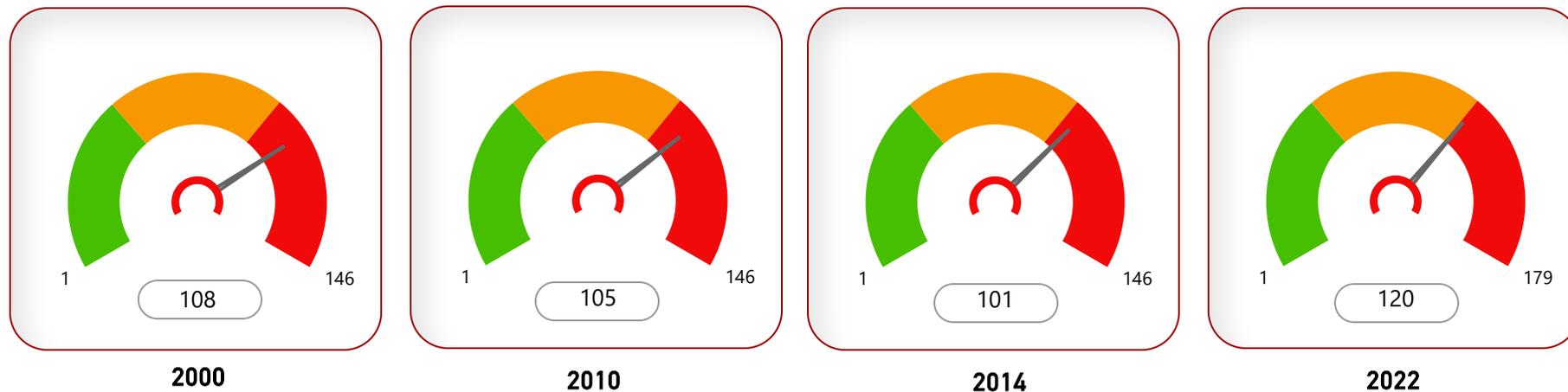
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Richesse globale et capital immatériel

Richesse globale par habitant

(Source : Calculs IRES_ Données de la Banque Mondiale)

Quoiqu'en progression depuis 2000, le classement international du Maroc en matière de richesse globale par habitant demeure inadéquat, d'où l'importance de prendre en considération la valorisation du capital immatériel dans l'élaboration des politiques publiques.



Exponentialité

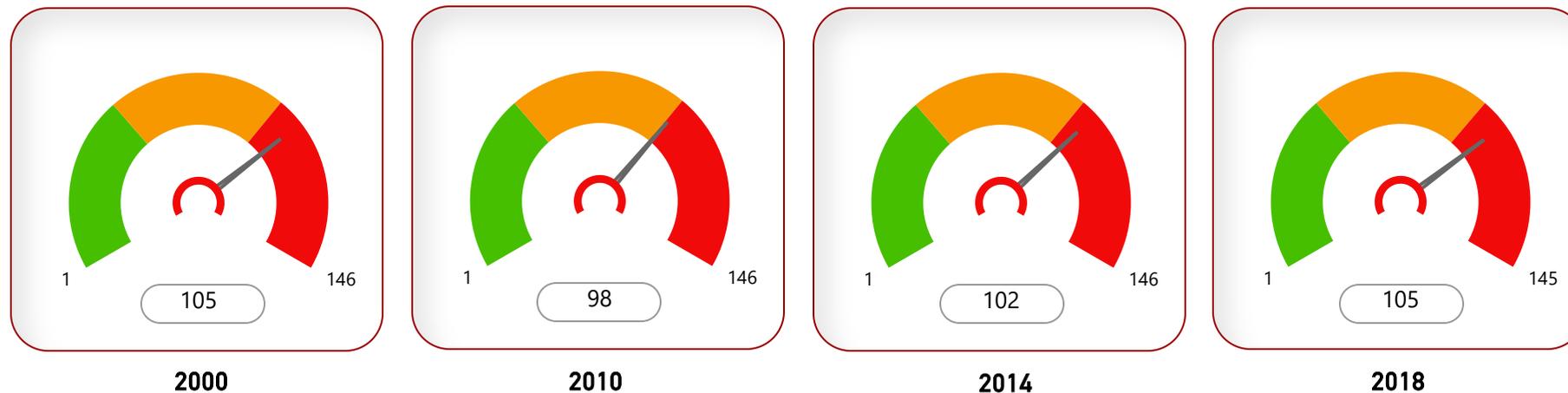
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Richesse globale et capital immatériel

Capital immatériel par habitant

(Source : Calculs IRES _ Données de la Banque Mondiale)

Un gain de 7 places entre 2000 et 2010 en terme du positionnement international du Royaume, au titre du capital immatériel par habitant. Entre 2010 et 2018, le classement international du pays a affiché, toutefois, une baisse significative, due, entre autres, à la qualité insuffisante du capital humain. Les multiples réformes menées par le Maroc pour développer son capital humain n'ont pas encore produit des résultats à la hauteur des exigences de développement du Royaume.



Exponentialité

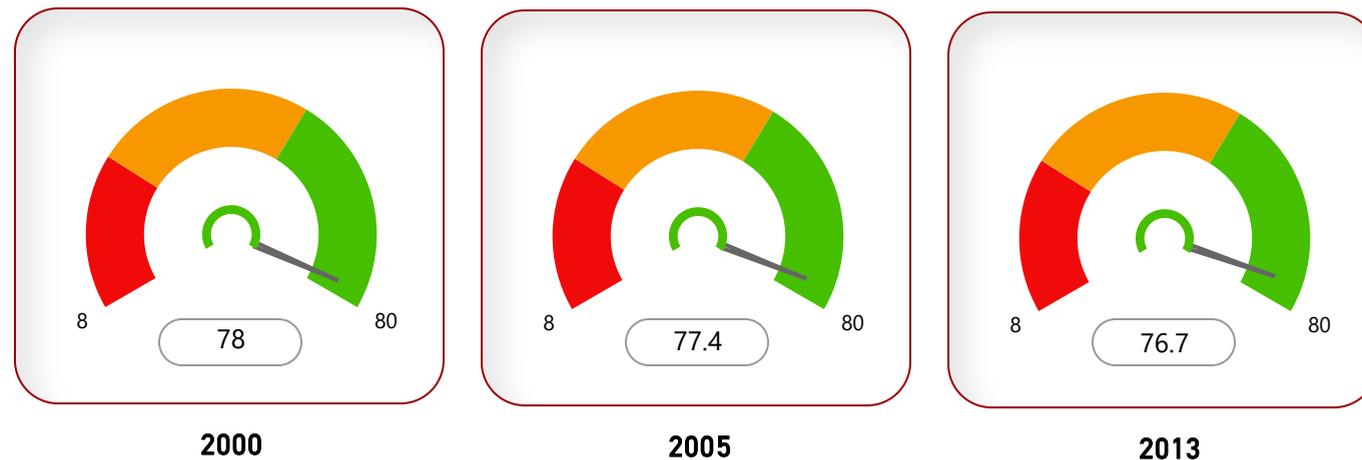
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Richesse globale et capital immatériel

Capital immatériel en % de la richesse globale

(Source : Calculs IRES_ Rapport de l'IRES sur l'évaluation financière et extra-financière de la richesse globale et du capital immatériel du Maroc entre 1998 et 2013)

Un poids du capital immatériel représentant, par contre, les trois quarts de la richesse globale du Maroc, soit un niveau proche de celui des pays de l'OCDE (80%). Ce capital immatériel mérite d'être fortement valorisé comme richesse à part entière.



Exponentialité

Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Richesse globale et capital immatériel

PIB par habitant en dollar PPA constant de 2011 (Classement)

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale)

Un classement international du Maroc, selon le PIB par habitant en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA), qui ne reflète pas les potentialités économiques du Maroc.



Exponentialité

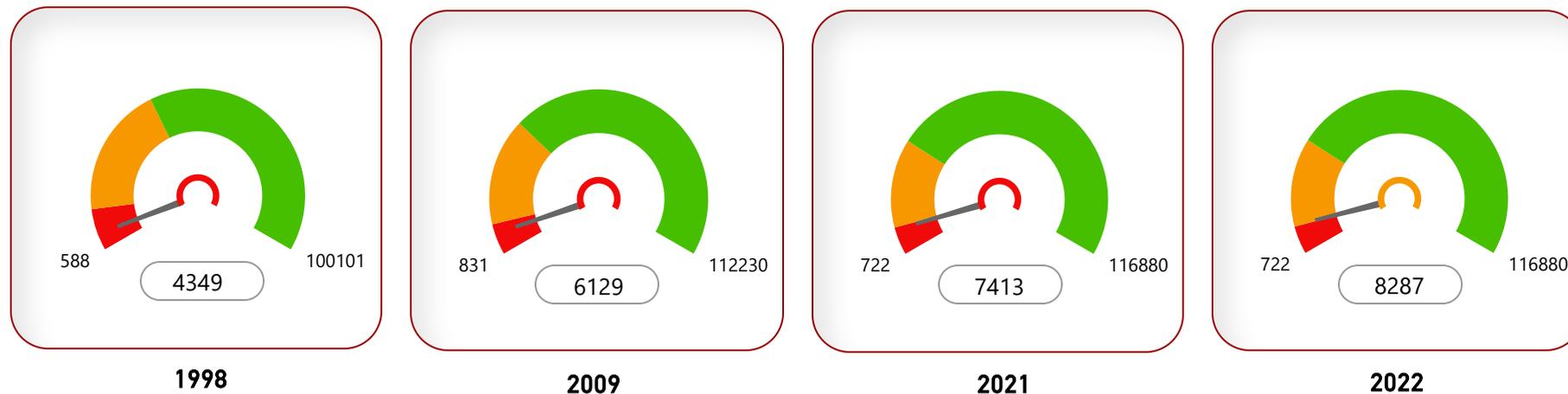
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Richesse globale et capital immatériel

PIB par habitant en PPA dollars constants de 2011

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale)

Un PIB par habitant, en termes réels, en amélioration depuis la fin des années 90. Son rythme de croissance a été, en moyenne, de 2,3% par an sur la période 1998-2022. Il reste, néanmoins, insuffisant comparativement à ceux réalisés par les pays émergents.



Exponentialité

Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

Indice Global de Compétitivité

(Source : Calculs IRES_ World Economic Forum)

Une légère amélioration du positionnement international du Maroc, au titre de cet indice, en lien avec les actions menées par les pouvoirs publics en matière de développement soutenu des infrastructures et de renforcement de la compétitivité logistique.



2003



2019

Exponentialité

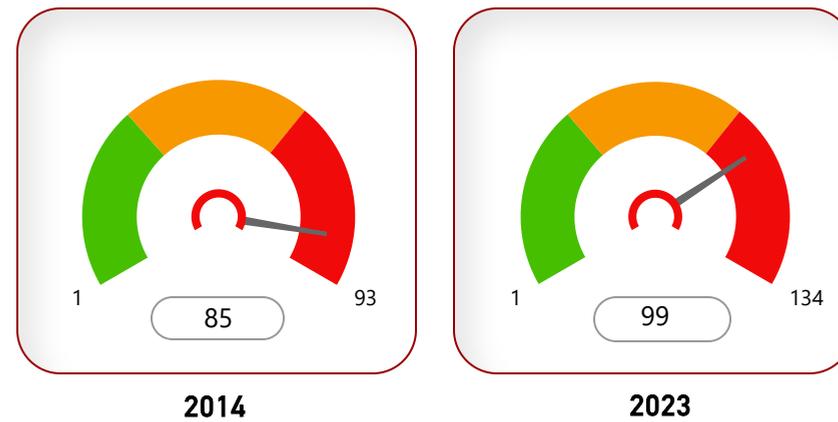
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

Indice mondial de la compétitivité des talents (Global Talent Competitiveness Index)

(Source : Calculs IRES _ INSEAD)

Un positionnement international du Maroc non favorable selon cet indice. Ce classement est imputable, entre autres, à un manque d'investissement dans une éducation de qualité, au développement insuffisant des compétences dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la digitalisation ainsi qu'à l'absence d'un cadre réglementaire et incitatif propice à la mobilisation de la diaspora scientifique marocaine et à l'attraction des talents étrangers.



Exponentialité

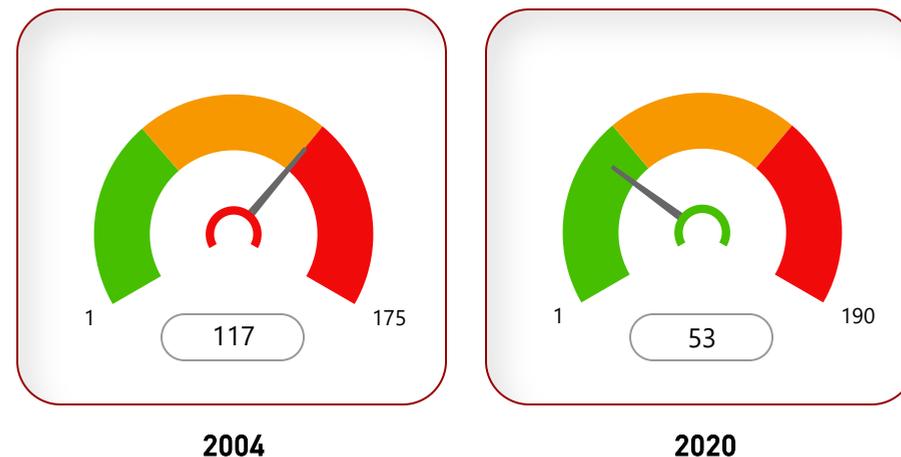
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

Indice "Doing Business"

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale)

Un gain au niveau du positionnement international du Maroc en matière de facilité des affaires de 75 places entre 2004 et 2020, grâce aux avancées réalisées dans le domaine de la création d'entreprises, du transfert de propriété, d'obtention de prêts, de la protection des investisseurs minoritaires et du commerce transfrontalier. Avec le lancement de sa nouvelle stratégie de l'environnement des affaires "2021-2025", le Maroc pourrait sans doute, dans un avenir proche, intégrer le top 30 des nations ayant un environnement des affaires attractif.



Exponentialité

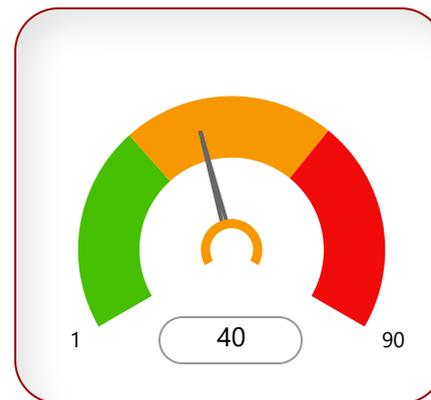
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

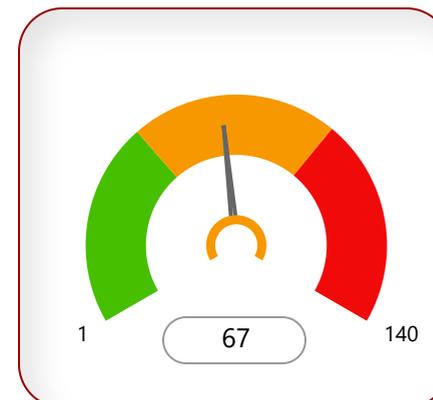
Change Readiness Index

(Source : Calculs IRES _ KPMG et Oxford Economics Group)

Une capacité appréciable du Maroc à gérer les changements socio-économiques et politiques et à tirer profit des opportunités qui en découlent, confortée par le classement du Royaume à la 67^{ème} position sur 140 pays dans l'édition 2019 du "Change Readiness Index".



2013



2019

Exponentialité

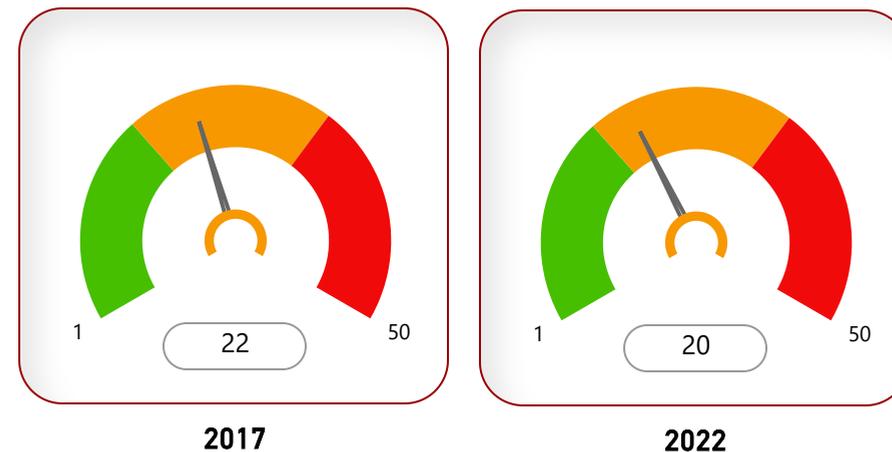
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

Agility Emerging Markets Logistics Index

(Source : Calculs IRES_Agility Group)

Un classement international intermédiaire du Maroc au titre de cet indice qui s'explique par le développement des infrastructures, l'amélioration des services logistiques et la libéralisation des modes de transport (routier, portuaire, maritime et aérien).



Exponentialité

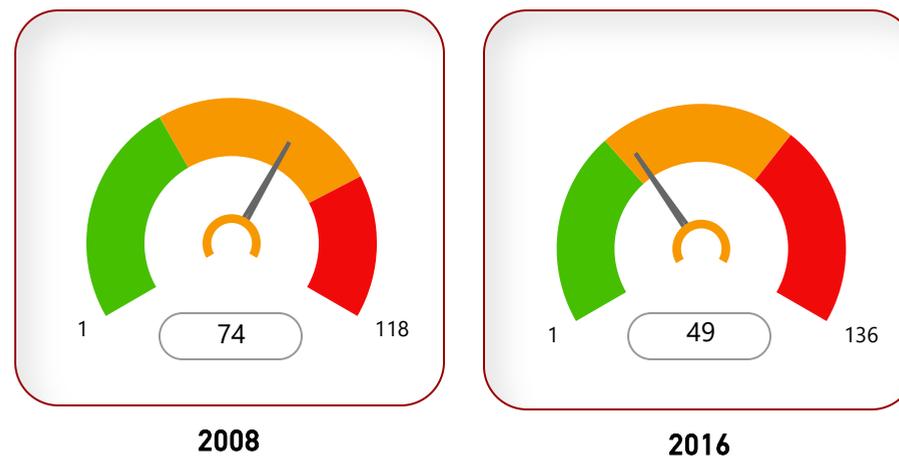
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

Indice de facilité du commerce international

(Source : Calculs IRES _ World Economic Forum)

Un gain de 31 places au niveau du positionnement du Maroc en matière de facilité du commerce international entre 2008 et 2016 grâce aux avancées réalisées, notamment, dans la disponibilité et la qualité des infrastructures de transport et de communication ainsi que dans l'accessibilité aux marchés étrangers.



Exponentialité

Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

Indice international de l'environnement du commerce illicite

(Source : Calculs IRES _ Economist Intelligence Unit)

Un positionnement international du Maroc non approprié au titre de cet indice, du moins jusqu'en 2018 et ce, malgré l'engagement du Royaume dans la lutte contre la contrebande et la contrefaçon de produits soumis à accise.



2018

Exponentialité

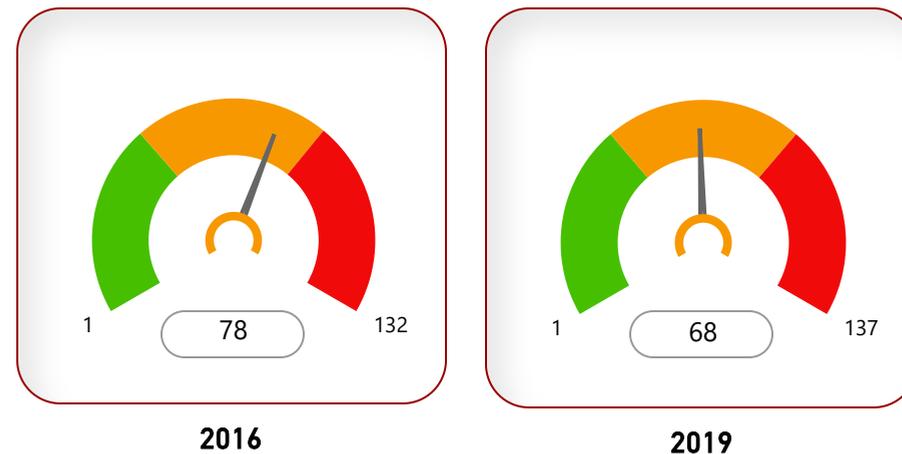
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

Indice mondial de l'entrepreneuriat

(Source : Calculs IRES _ The Global Entrepreneurship and Development Institute)

Une amélioration du positionnement du Maroc selon cet indice, lequel occupe la 5^{ème} place en Afrique. Ce classement est favorisé par la capacité du Royaume à encourager l'émergence de startups. Toutefois, le pays pâtit de certaines insuffisances, notamment, dans la formation d'un capital humain doté de compétences entrepreneuriales ainsi que dans le renforcement de la compétitivité et de la commercialisation des produits marocains à l'international.



Exponentialité

Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

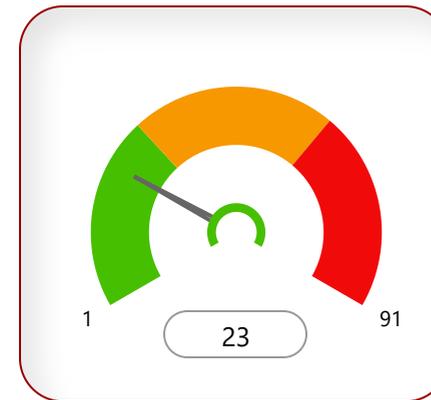
Trafic de conteneurs dans les ports (en équivalent 20 pieds)

(Source : Calculs IRES _ Containerisation International)

Un positionnement remarquable du Maroc au titre de cet indice, en raison de sa bonne connectivité maritime.



2004



2021

Exponentialité

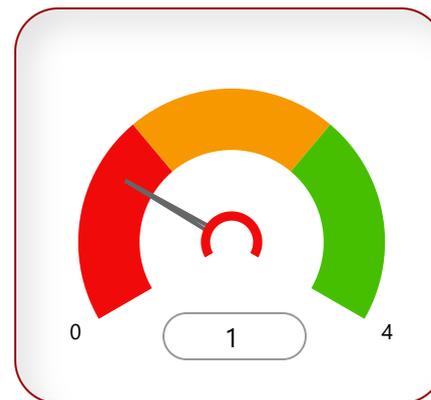
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

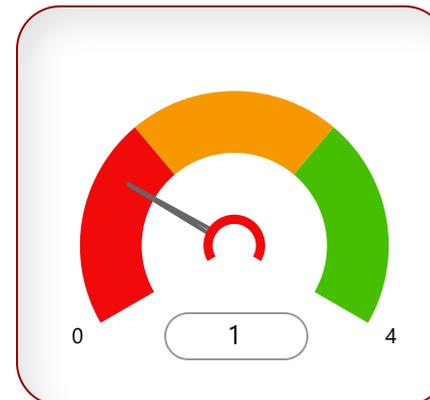
Régulation de la concurrence

(0= régulation très peu efficace ; 4 = régulation efficace) (Source : Calculs IRES _ CEPII)

Un positionnement non favorable du Maroc selon cet indice, qui témoigne de l'insuffisance des efforts déployés en matière de régulation de la concurrence au niveau du secteur marchand.



2012



2016

Exponentialité

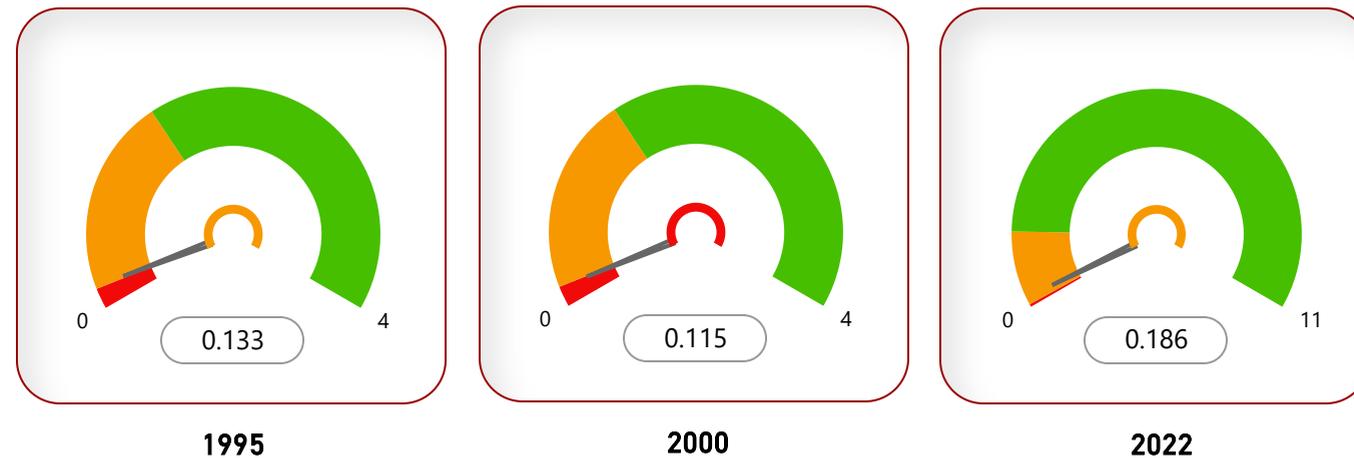
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

Part du marché mondial (%)

(Source : Calculs IRES_UNCTADSTAT)

Une part détenue par le Maroc sur le marché mondial qui n'excède guère 0,2%. Elle est sans commune mesure avec les potentialités et les ambitions du pays. Des signes d'amélioration ont, toutefois, été constatés durant les dernières années.



Exponentialité

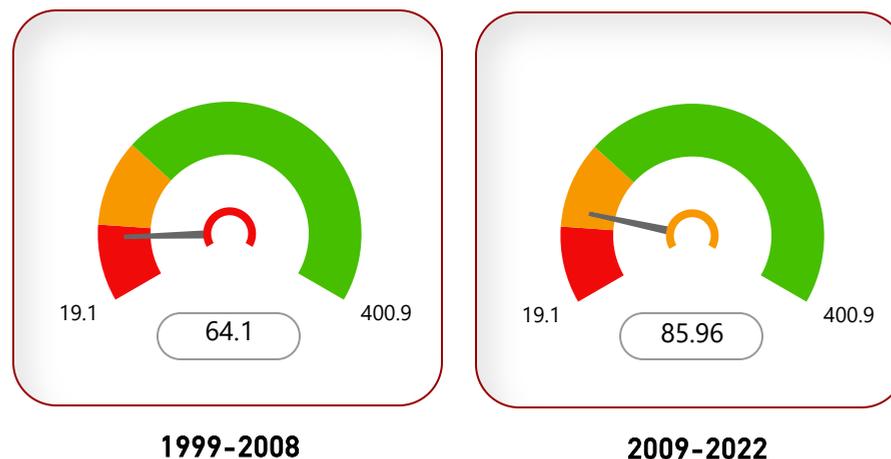
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

Taux d'ouverture de l'économie (biens et services) (en %)

(Source : Calculs IRES _ Données de l'Office des changes ; Banque Mondiale)

Une ouverture de l'économie marocaine sur l'extérieur qui s'est accrue en lien avec la multiplication des accords de libre-échange conclus par le Royaume et avec son engagement actif au sein du système commercial multilatéral. Cependant, cette ouverture s'est traduite par une détérioration du solde commercial due, notamment, aux problèmes de compétitivité de l'économie nationale et au fait que les entreprises marocaines ne tirent pas suffisamment profit des clauses préférentielles contenues dans les accords de libre-échange.



Exponentialité

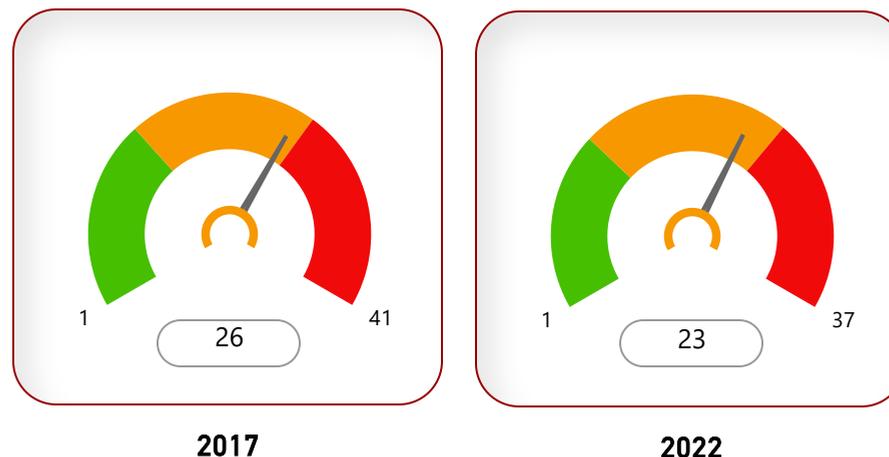
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Compétitivité globale du pays

Cars Production Index

(Source : Calculs IRES_International Organization of Motor Vehicle Manufacturers)

Un classement international prometteur du Maroc au titre de cet indice grâce à la mise en œuvre adéquate de la stratégie de développement du secteur de l'automobile dans le cadre d'un partenariat public-privé fructueux. Il convient de mentionner qu'en 2022, le Royaume conserve sa place de leader en matière d'industrie automobile au niveau régional et continental.



Exponentialité

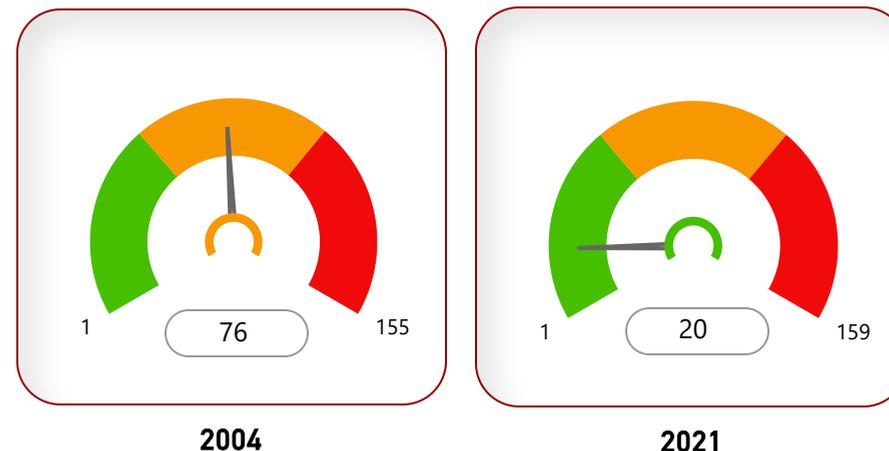
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Connectivité maritime et aérienne

Indice de connectivité maritime

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale ; CNUCED)

Une forte amélioration de la connectivité maritime du Maroc et de son positionnement en tant que plateforme logistique du bassin méditerranéen grâce à la réalisation du port de Tanger Med et au développement de la capacité des autres ports. Le Maroc, champion de la connectivité maritime en Afrique, a gagné plus de 50 places, entre 2004 et 2021, dans le classement international au titre de cet indice. La création, en cours, de méga-ports à l'instar de "Dakhla Atlantique" et de "Nador WestMed" devrait placer le Royaume, dans un avenir proche, dans le top 10 des nations ayant la meilleure connectivité maritime.



Exponentialité

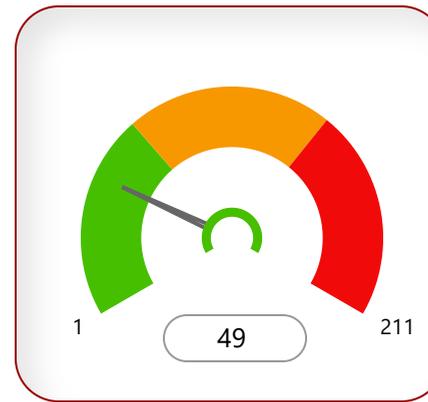
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Connectivité maritime et aérienne

Indice de connectivité aérienne

(Source : Calculs IRES _ Banque Mondiale)

Une bonne connectivité aérienne du Maroc à l'international, déjà en 2007, grâce à la politique du ciel ouvert "Open Sky" et au développement du trafic aérien low-cost. Cette connectivité s'est renforcée par la suite avec l'extension de l'infrastructure aéroportuaire du Royaume.



2007

Exponentialité

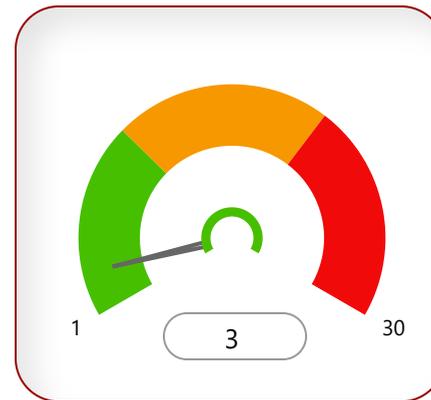
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Transformation économique

African Index for economic transformation

(Source : Calculs IRES_AFRICAN CENTER FOR ECONOMIC TRANSFORMATION)

Le Royaume se positionne, en 2023, dans le Top 3 des pays africains avancés en matière de transformation structurelle de l'économie. En effet, le Maroc a mis en œuvre plusieurs stratégies sectorielles qui ont contribué au développement de ses métiers mondiaux, dont certains sont à moyenne et haute intensité technologique tels que l'aéronautique et l'automobile. A l'échelle africaine, le Royaume occupe la première place au titre de la composante « progrès technique ».



2023

Exponentialité

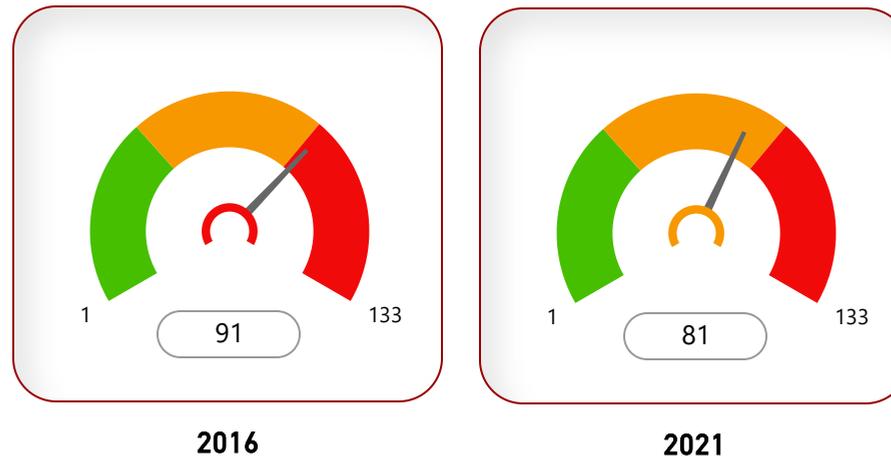
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Complexité économique

Indice de complexité économique

(Source : Calculs IRES_Harvard Growth Lab)

Une amélioration nette du classement du Maroc, entre 2016 et 2021, au titre de cet indice, grâce au développement des six métiers mondiaux du Maroc : l'automobile, l'aéronautique, l'agroalimentaire, le textile et cuir, l'électronique et l'offshoring. Pour améliorer davantage son classement, le Royaume gagnerait à promouvoir l'industrie du futur et à cibler de nouvelles niches potentielles à haute composante technologique, tout en apportant un soutien substantiel à la recherche et à l'innovation.



Exponentialité

Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Systeme financier

Global Financial Centres Index

(Source : Calculs IRES _ Z/Yen Group)

Le Maroc : un hub financier et économique régional. Depuis son intégration en 2013 au classement des centres financiers mondiaux les plus compétitifs, la place financière de Casablanca a gagné environ 36 places entre 2013 et 2023, devenant, ainsi, le premier centre financier africain, dépassant la place financière de Johannesburg.



2ème semestre 2013



2ème semestre 2023

Exponentialité

Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Systeme financier

Africa Financial Markets Index

(Source : Calculs IRES _Forum officiel des institutions monétaires et financières (OMFIF) & Absa Group)

Un classement très favorable du Maroc au titre de cet indice en raison des efforts entrepris par le Royaume visant à réformer la fiscalité et à ajuster la réglementation des marchés financiers, selon l'OMFIF.



2023

Exponentialité

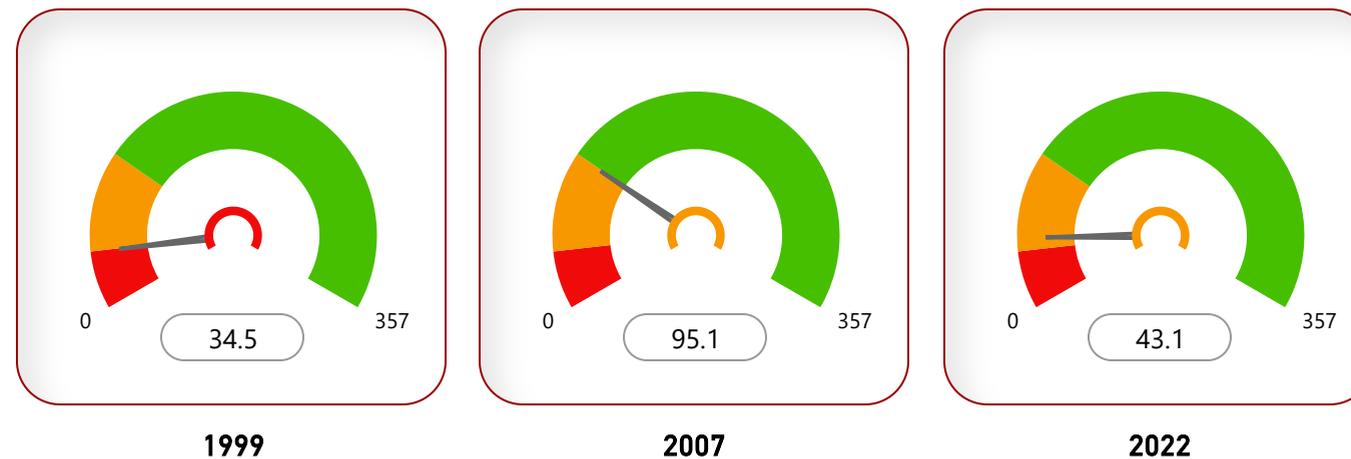
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Systeme financier

Capitalisation boursière en % du PIB

(Source : Calculs IRES _ Bourse de Casablanca ; Banque Mondiale ; AMMC "Autorité Marocaine des Marchés des Capitaux")

Une capitalisation boursière qui, après une forte progression entre 1999 et 2007, a connu un repli par la suite, imputable à la sortie de plusieurs sociétés de la bourse de Casablanca, à un moment où le nombre des opérations d'introductions en bourse a fortement baissé pour passer de 10 introductions en 2007 à seulement 2 introductions en 2022.



Exponentialité

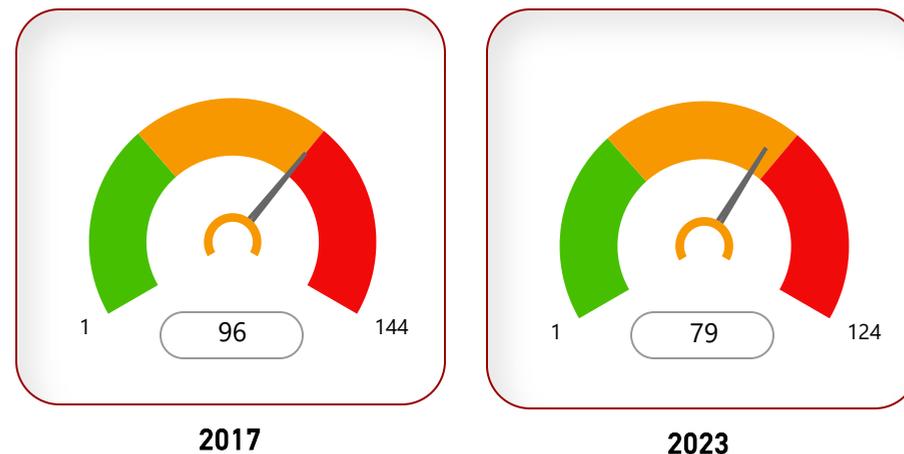
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Attractivité globale du pays

Global Opportunity Index

(Source : Calculs IRES _ Milken Institute)

Une progression dans le positionnement international du Maroc au titre de cet indice, qui évalue l'attractivité des pays pour les investisseurs internationaux, grâce aux différentes mesures entreprises par le Royaume pour l'amélioration du climat général des affaires.



Exponentialité

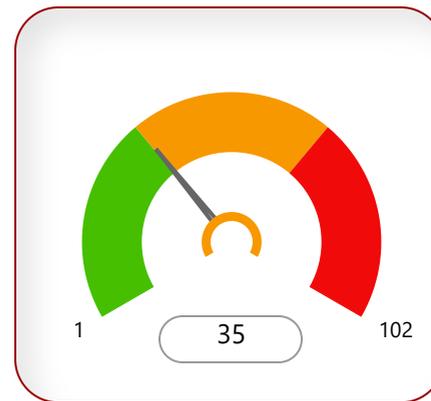
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Attractivité globale du pays

Baseline Profitability Index

(Source: Calculs IRES_ Daniel Altman _ Foreign Policy)

Un classement très favorable du Maroc au titre de son attractivité pour les investissements étrangers eu égard, notamment, à sa stabilité financière, selon "Foreign Policy".



2012



2015

Exponentialité

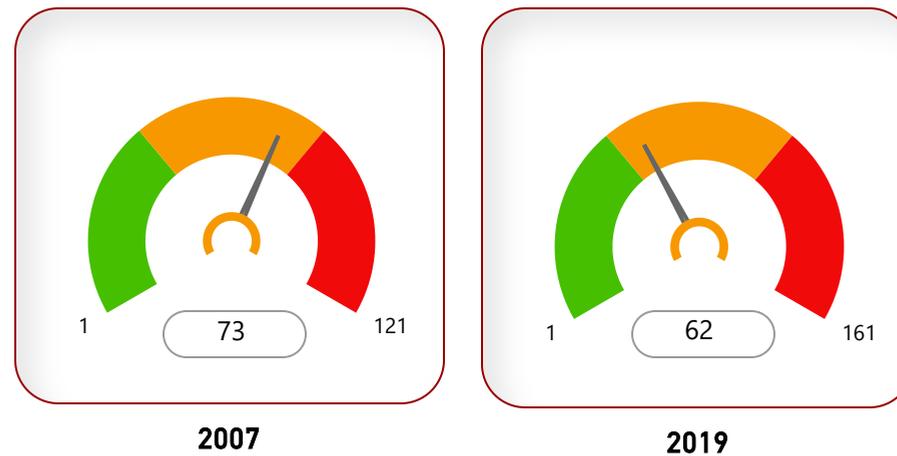
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Attractivité globale du pays

Indice "Best Countries for Business"

(Source : Calculs IRES _ Forbes)

Une amélioration notable du positionnement international du Maroc selon cet indice. Le Royaume a gagné 35 places entre 2007 et 2019 grâce à l'amélioration du climat général des affaires.



Exponentialité

Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

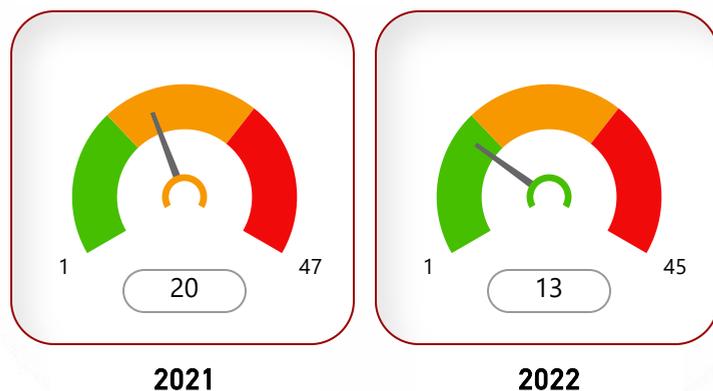
Attractivité globale du pays

Indice mondial d'attractivité industrielle "Global Manufacturing Risk Index"

(Source : Calculs IRES _ Cushman & Wakefield)

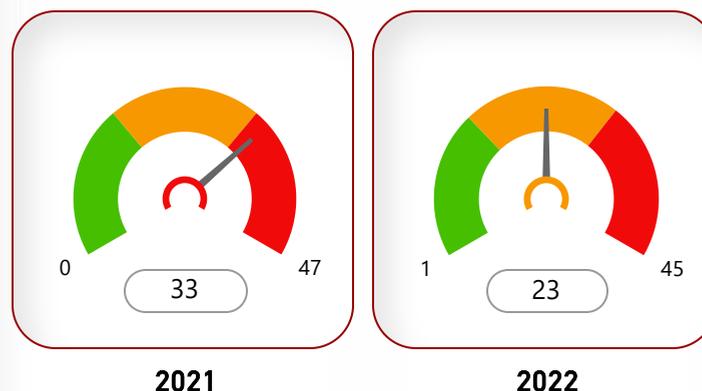
Le Royaume se classe parmi les 20 pays les plus attractifs par le coût « Best Cost » à l'échelle mondiale. Cette position est expliquée, en particulier, par sa compétitivité en matière de coût de la main-d'œuvre et de l'énergie propre.

Composante "coût"

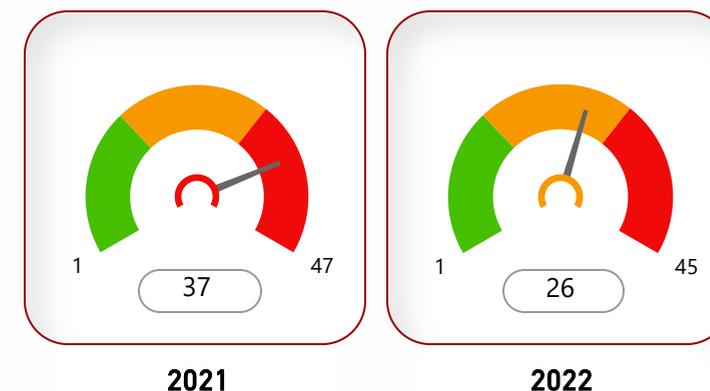


Selon les deux composantes de cet indice – "Capacité de reprise post-Covid" et "Risque" –, le secteur industriel marocain est en plein rétablissement après la crise sanitaire.

Composante "risque"



Composante "reprise post-Covid"



Exponentialité

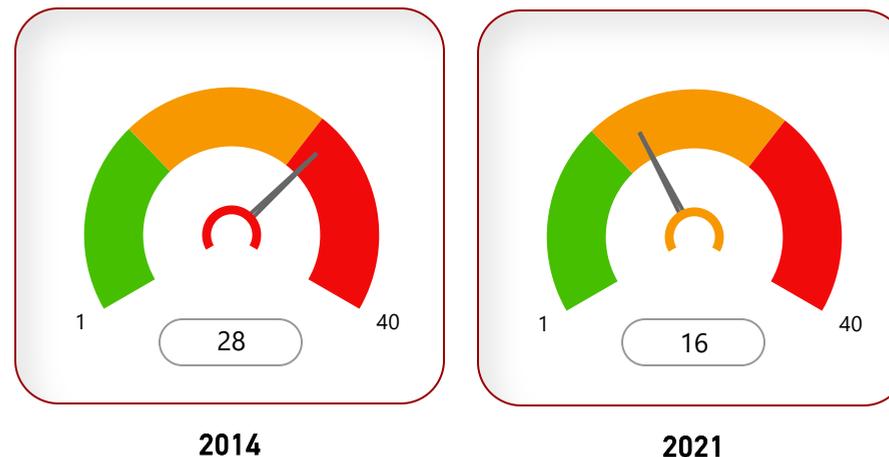
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Attractivité globale du pays

Renewable Energy Country Attractiveness Index

(Source : Calculs IRES _ Cabinet Ernst & Young)

Un classement du Maroc parmi les pays les plus attractifs des investissements dans le domaine des énergies renouvelables : premier en Afrique et dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord. Cette situation conforte l'engagement perpétuel du Royaume dans la voie de la transition énergétique.



Exponentialité

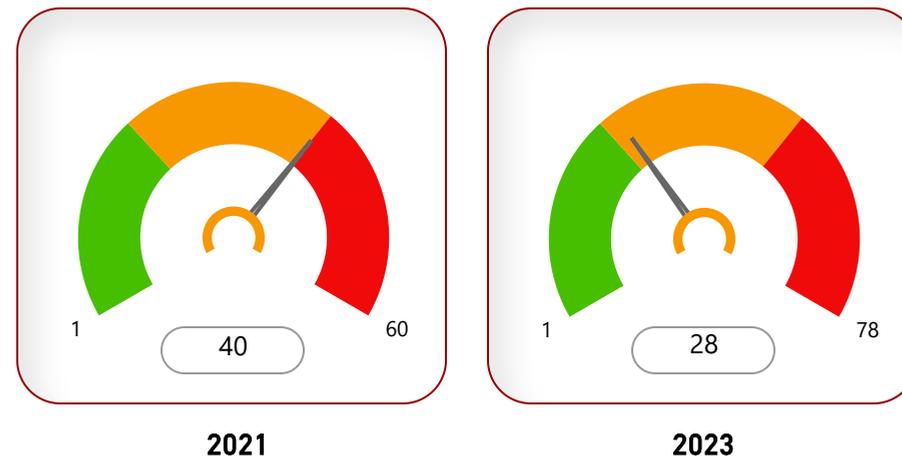
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Attractivité globale du pays

Indice Mondial d'outsourcing

(Source : Calculs IRES_KEARNEY CONSULTING)

Une nette amélioration du classement international du Maroc en ce qui concerne l'outsourcing, grâce à la compétitivité du pays en termes de coûts, à la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée, à la construction et à l'entretien d'un capital de marque en matière d'outsourcing, particulièrement, francophone ainsi qu'au renforcement des compétences digitales du capital humain. En Afrique, le Maroc est la 2^{ème} meilleure destination dans le domaine de l'outsourcing.



Exponentialité

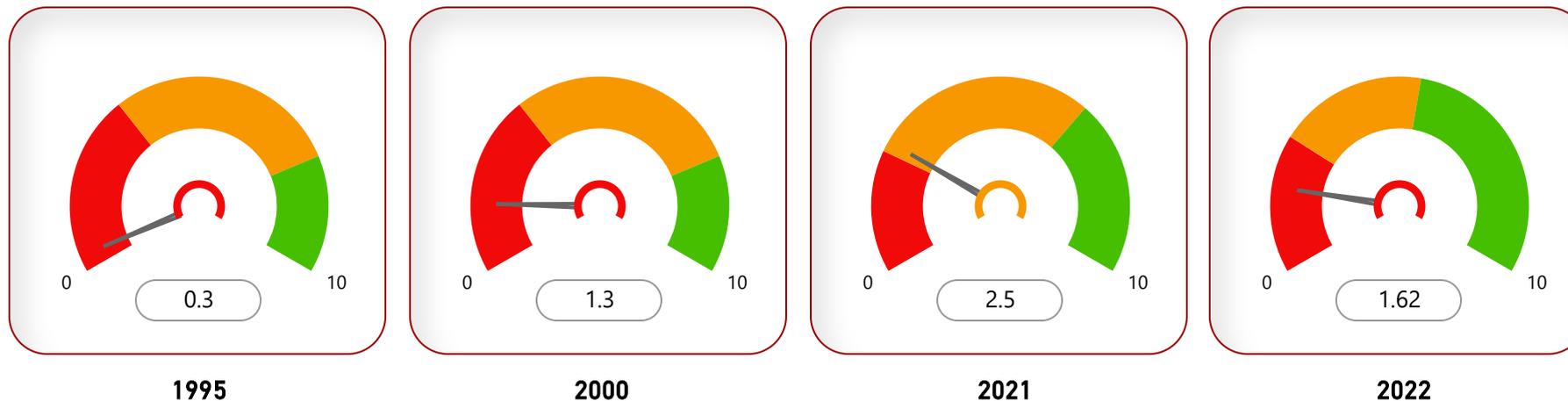
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Attractivité globale du pays

Les investissements directs étrangers en % du PIB

(Source : Calculs IRES _ Données de l'Office des changes ; Banque Mondiale)

Après le rebond enregistré en 2021, un recul des investissements directs étrangers a été observé à cause de l'assombrissement des perspectives économiques en 2022 à l'échelle internationale et de l'intensification de l'incertitude chez les investisseurs. Toutefois, malgré la baisse en 2022 des flux des IDE de 12% au niveau mondial, le Royaume demeure toujours une destination favorable pour les délocalisations industrielles.



Exponentialité

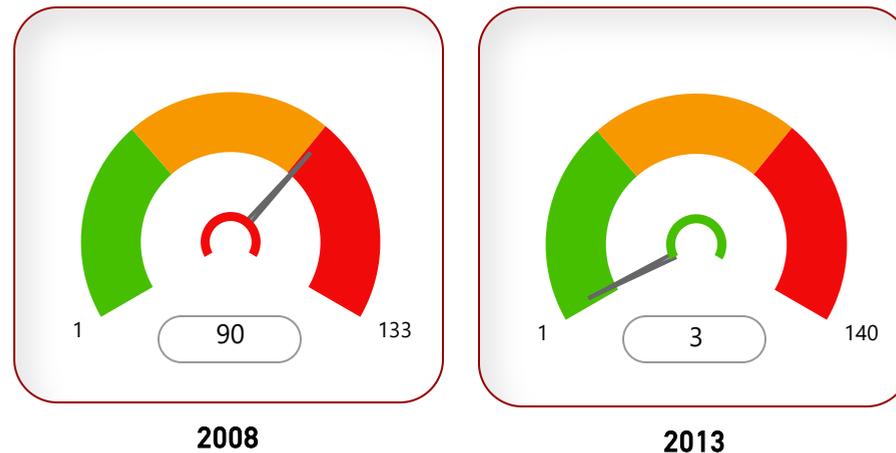
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Attractivité globale du pays

Indicateur "Qualité de l'accueil réservé aux touristes étrangers"

(Source : Calculs IRES _ World Economic Forum)

Un classement exceptionnel du Maroc au titre de la qualité de l'accueil réservé aux touristes étrangers, traduisant l'hospitalité de la population marocaine. En effet, les neuf éditions de l'étude de l'IRES sur la réputation du Maroc dans le monde ont révélé que la caractéristique "Population aimable et sympathique" constitue un point fort de la réputation, à la fois, interne et externe du Royaume.



Exponentialité

Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Attractivité globale du pays

Meilleure destination attractive par le coût

(Source : Calculs IRES_ The Travel)

Marrakech, capitale touristique du Royaume, se trouvant parmi les dix destinations touristiques les moins onéreuses à l'échelle mondiale, en grande partie eu égard au coût d'hébergement abordable et aux tarifs relativement bas des moyens de transport, selon le cabinet "The Travel".



2023

Exponentialité

Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Attractivité globale du pays

Meilleure destination touristique pour 2024

(Source : Calculs IRES _ Lonely Planet)

Le Maroc se classe parmi les trois meilleures destinations à visiter en 2024 à l'échelle mondiale en raison de la diversité de ses paysages, de la richesse de son patrimoine culturel et de l'accueil chaleureux de ses habitants, selon le cabinet international "Lonely Planet".



2023

Exponentialité

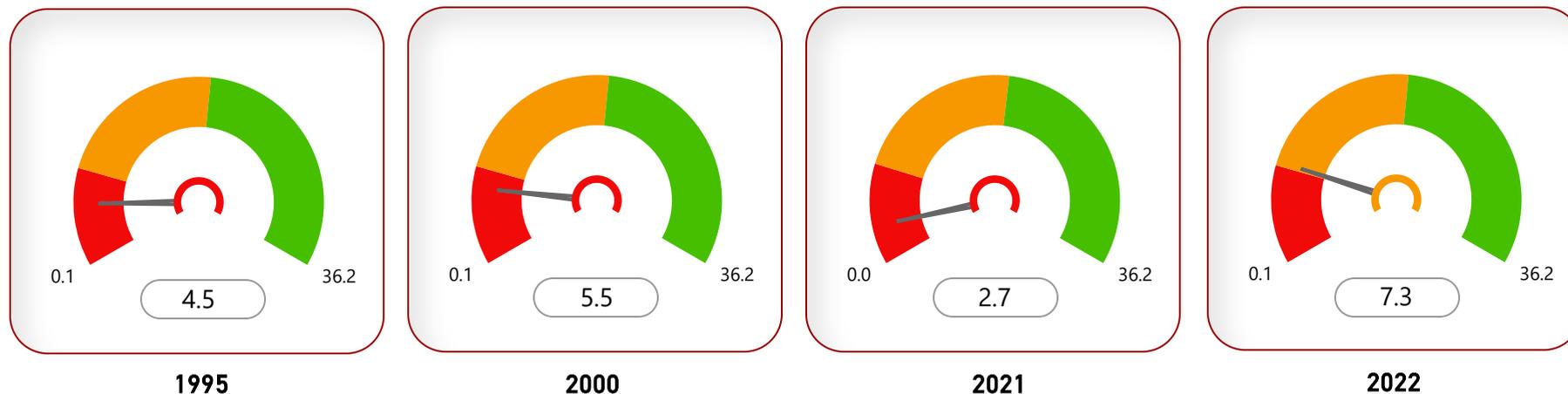
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Attractivité globale du pays

Part des recettes touristiques dans le PIB

(Source : Calculs IRES _ Données de l'Office des changes : Banque Mondiale)

Une augmentation significative de la part des recettes touristiques, après une baisse liée aux conséquences de la crise sanitaire. Cette hausse résulte en partie de la reprise économique après la pandémie de la COVID-19 et de la levée des restrictions sanitaires. Toutefois, pour renforcer la résilience du secteur touristique marocain face à d'éventuelles crises, il est impératif de concevoir une offre touristique diversifiée et de qualité, tout en explorant de nouvelles opportunités, telles que le tourisme médical et esthétique ainsi que le tourisme écologique.



Exponentialité

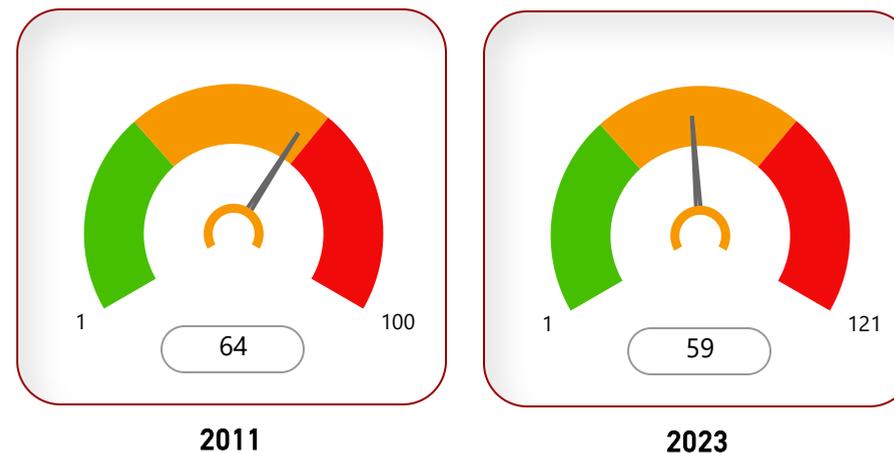
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Marque-Pays

Brand Finance Nation Brands

(Source : Calculs IRES_ Brand Finance)

Un classement international intermédiaire pour le Maroc au titre de cet indice, mettant en exergue la nécessité d'accélérer les réformes structurelles en termes de développement humain et de capital immatériel, tout en concevant et mettant en œuvre une « Marque Maroc » forte, pérenne et durable pour la promotion de l'image du Royaume à l'international.



Exponentialité

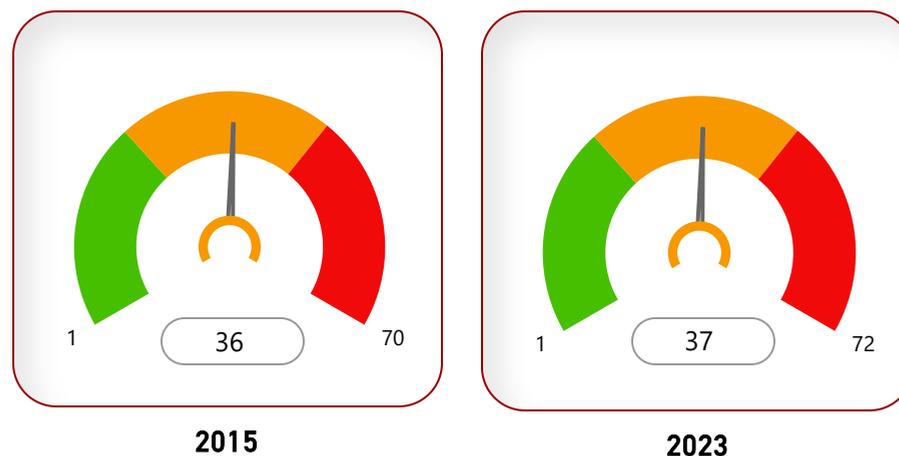
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Marque-Pays

Country Reputation Index

(Source : Calculs IRES_ IRES : Reputation Lab)

Le Maroc jouit, dans l'ensemble, d'une image positive à l'international. Il occupe, en 2023, au titre de la réputation auprès des pays du G7+la Russie, la 37^{ème} place parmi les 72 pays évalués. Sa réputation externe est équivalente, en 2023, à celle du Chili, du Pérou ou encore de l'Inde. Elle est meilleure que celle des Etats-Unis, de la Turquie, du Mexique et dépasse celle des BRICS -à l'exception du Brésil- et de l'ensemble des pays arabes et africains.



Exponentialité

Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Marque-Pays

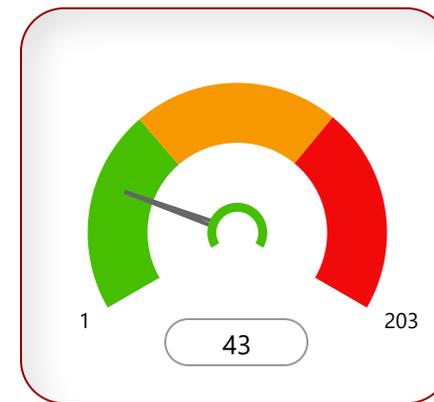
Bloom Consulting Country Brand Ranking

(Source : Calculs IRES_ Bloom Consulting)

Un classement favorable du Maroc au titre de l'attractivité de son secteur touristique, confortant le statut du Royaume en tant que destination touristique de choix au niveau mondial. Le Maroc est la 3^{ème} meilleure destination touristique au niveau africain, derrière l'Egypte et l'Afrique du sud.



2014



2022

Exponentialité

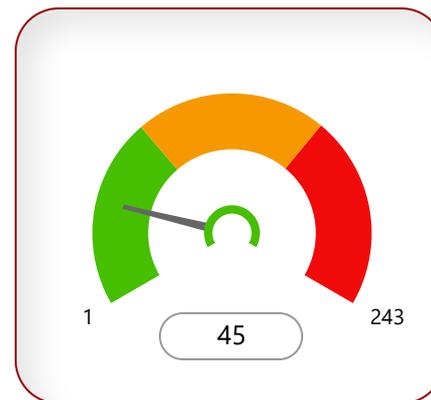
Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Marque-Pays

Digital Country Index (E-reputation)

(Source : Calculs IRES_ Digital Country Index)

Un positionnement très favorable du Maroc selon cet indice. Le Royaume est classé 2^{ème} en Afrique en tant que pays le plus recherché sur internet, en raison particulièrement de son patrimoine civilisationnel, culturel, gastronomique, naturel, écologique et archéologique diversifié.



2017

ANNEXE : Glossaire des indicateurs

La présente annexe met en évidence les définitions, telles qu'établies par les organisations nationales et internationales, de l'ensemble des indicateurs composant le tableau de bord stratégique.

GOUVERNANCE

Organiser la triple gouvernance des risques existentiels, des droits humains et des biens communs

Contribution à la gouvernance mondiale

Good Country Index

L'indicateur "Good Country Index", élaborée pour la première fois en 2014 par le chercheur "Simon ANHOLT", permet de classer 125 pays dans le monde selon leurs contributions au développement de la planète et de l'humanité, à travers leurs politiques et leurs comportements.

"Good Country Index" est un indice composite de 35 sous-indicateurs répartis en 7 dimensions, à savoir :

1. Sciences, savoir et technologie :

- Nombre d'étudiants étrangers dans le pays (relativement au PIB₂) ;
- Exportations de revues scientifiques et de journaux (relativement au PIB₂) ;
- Nombre d'articles publiés dans des revues internationales (relativement au PIB₂) ;
- Nombre de lauréats du Prix Nobel (relativement au PIB₂) ;
- Nombre de demandes de dépôt de brevet (relativement au PIB₂).

2. Culture :

- Exportations de produits créatifs (par rapport au PIB) ;
- Exportations de services créatifs (par rapport au PIB) ;

- Cotisations en souffrance de l'UNESCO ;
- Nombre de pays et territoires sans visa pour les citoyens du pays ;
- Liberté de la presse.

3. Paix internationale et sécurité :

- Nombre de troupes militaires déployés dans des missions de maintien de la paix (relativement au PIB₂) ;
- Cotisations en souffrance en matière de contribution financière aux missions de maintien de la paix de l'ONU ;
- Nombre attribué de victimes suite aux violences internationales organisées (relativement au PIB₂) ;
- Exportations d'armes (relativement au PIB₂) ;
- Score de l'indicateur "Global Cyber Security index".

4. Ordre mondial :

- Nombre de traités signés par procuration pour l'action diplomatique et la résolution pacifique des conflits ;
- Nombre de réfugiés accueillis (relativement au PIB₂) ;
- Nombre de réfugiés à l'étranger ;
- Proportion de la population qui donne à la charité par procuration pour l'attitude cosmopolite.

5. Climat :

- Empreinte écologique ;
- Exportations de déchets dangereux (relativement au PIB₂) ;
- Polluants organiques dans l'eau (relativement au PIB₂) ;
- Emissions de CO₂ (relativement au PIB₂) ;
- Emissions des autres gaz à effet de serre (relativement au PIB₂) ;

6. Prospérité et égalité :

- Commerce transfrontalier ;

- Nombre de bénévoles envoyés à l'étranger (relativement au PIB²) ;
- Taille du marché commercial (relativement au PIB²) ;
- Flux sortants des IDE en % du PIB ;
- Aide au développement en % du PIB.

7. Santé et bien-être :

- Aide alimentaire (relativement au PIB²) ;
- Exportations de produits pharmaceutiques en % du PIB ;
- Cotisations excédentaires volontaires à l'Organisation Mondiale de la Santé par rapport au PIB ;
- Contributions en matière d'aides humanitaires (relativement au PIB²) ;
- Saisie de drogues (relativement au PIB²).

Le classement final est obtenu en calculant le rang moyen obtenu par chaque pays au niveau des sept dimensions composant "Good Country Index". Il est à noter que le rang de chaque dimension correspond, à son tour, au rang moyen des cinq sous-indicateurs composant cette dimension. Le rang des sous-indicateurs étant un rang fractionnaire (0 = rang le plus élevé ; 1 = rang le plus bas) calculé par rapport à l'ensemble des pays pour lesquels les données sont disponibles.

[2] "Le score de l'indicateur est divisé par le PIB afin que les pays pauvres ou moins avancés ne soient pas pénalisés dans le classement pour leur capacité limitée à "faire une différence" dans le monde". "Simon ANHOLT, fondateur de "Good Country Index""

Soft Power

Global Soft Power Index

L'indice mondial de Soft Power, réalisé par "Brand Finance", premier groupe mondial indépendant d'évaluation de marques et de conseil en stratégie de marque. Cet indice intègre un large éventail de mesures qui, en combinaison, permettent une évaluation équilibrée et holistique de la présence, de la réputation et de l'impact des nations sur la scène mondiale.

Sécurité globale

Indice "Paix et sécurité internationales"

Cet indicateur correspond à la troisième composante de l'indicateur "Good Country Index" ci-dessus. Il se base dans son évaluation sur la mesure :

- des troupes de maintien de la paix,
- des arriérés de paiement des budgets de maintien de la paix de l'ONU en % de la contribution,
- des conflits violents internationaux,
- de l'exportation d'armes,
- de la sécurité sur Internet et cybersécurité.

Indice Global de Paix (Score de 1 à 5)

L'indice global de paix, publié par l'Institute for Economics and Peace, permet de classer les pays du monde selon leur degré de pacifisme. Le score, variant de 1 (pays très paisible) à 5 (pays non paisible), correspond à la moyenne pondérée de deux sous indices mesurant l'absence de violence dans le pays : paix à l'intérieur du pays (60%), paix à l'extérieur du pays (40%). Le premier sous-indice est la moyenne pondérée des 14 indicateurs quantitatifs et qualitatifs suivants :

1. Niveau de criminalité perçue dans la société ;
2. Nombre d'agents de police et de sécurité intérieure pour 100 000 habitants ;
3. Nombre d'homicides pour 100 000 habitants ;
4. Nombre de population carcérale pour 100 000 habitants ;

5. Facilité d'accès aux armes légères ;
6. Intensité du conflit organisé (interne) ;
7. Probabilité de manifestations violentes ;
8. Niveau de crimes violents ;
9. Instabilité politique ;
10. Echelle de la terreur politique ;
11. Importations d'armes conventionnelles ;
12. Impact du terrorisme ;
13. Nombre de décès suite aux conflits organisés (intérieur) ;
14. Conflits internes : nombre et durée des conflits auxquels un pays a participé, incluant les conflits civils, interétatiques, unilatéraux et non étatiques.

Le deuxième sous-indice (paix à l'extérieur du pays) correspond à la moyenne pondérée des 9 indicateurs quantitatifs et qualitatifs suivants :

1. Dépenses militaires (% du PIB) ;
2. Personnel des forces armées pour 100 000 habitants ;
3. Contribution financière à l'ONU (Missions de maintien de la paix) ;
4. Capacités nucléaires et armes lourdes ;
5. Exportations d'armes conventionnelles ;
6. Nombre de réfugiés et de personnes déplacées (en % de la population) ;
7. Relations avec les pays voisins ;
8. Conflits externes : nombre, durée et rôle joué dans les conflits se déroulant à l'extérieur du pays ;
9. Nombre de décès suite aux conflits externes.

Indice "World's safest countries"

Publié par le magazine "Global Finance", le classement des pays les plus sûrs au monde se fait en fonction de trois facteurs fondamentaux, à savoir la guerre et la paix, la sécurité personnelle et le risque de catastrophe naturelle. Pour ce dernier facteur, l'édition de 2021 a pris en considération l'émergence de la crise de la Covid-19 et sa gestion par les différents pays qui figurent dans le classement.

Indice "Fragile State" (score du pays de 0 à 120)

"Fragile State Index" est un indice élaboré par le think tank américain "Fund for Peace" et publié par le magazine "Foreign Policy". Il s'agit d'un classement annuel des pays dans le monde en fonction de leurs niveaux de stabilité et de pressions qu'ils subissent. Le premier classement a été établi en 2005.

L'indice ne prévoit pas nécessairement le moment où les Etats peuvent être victimes de violence ou d'effondrement. Il mesure, plutôt, la vulnérabilité à l'effondrement ou au conflit. Cet indice dresse un diagnostic des problèmes qui poussent un Etat vers la défaillance. Il permet aux décideurs d'anticiper et de surveiller l'évolution de ces problèmes afin d'éviter les périodes de crise en prenant les bonnes décisions et en développant des programmes intelligents.

L'indice est basé sur 12 indicateurs appartenant à trois catégories : sociale, économique et politique.

1. Les indicateurs sociaux couvrent :

- Les pressions démographiques ;
- L'importance des mouvements de réfugiés ou de déplacements internes ;
- Les griefs communautaires ;
- L'émigration chronique et soutenue.

2. Les indicateurs économiques incluent :

- Le développement économique inégal ;

3. Les indicateurs politiques se rapportent à :

- La criminalisation et / ou la dé-légitimation de l'Etat ;
- La détérioration graduelle des services publics ;
- La suspension ou l'application arbitraire de la loi et la violation, sur une large échelle, des droits de l'homme ;
- L'appareil sécuritaire ;
- L'émergence de factions au sein de l'élite ;
- L'intervention d'autres Etats ou d'acteurs politiques externes.

Pour chaque indicateur, les notes sont placées sur une échelle de 0 à 10. Le score total est la somme des notes relatives à ces 12 indicateurs. Il varie sur une échelle de 0 à 120. Un score faible indique une stabilité et un score élevé indique une situation critique ; et plus un pays occupe un rang élevé, mieux c'est.

Indice de stabilité politique et d'absence de violence et de terrorisme

Cet indicateur permet d'évaluer le degré de la stabilité politique ainsi que l'impact du terrorisme et de la violence au sein d'un pays. Il varie entre -2.5 (performance faible) et 2.5 (forte performance).

Indice global de terrorisme (Score de 0 à 10)

Cet indice, "mesure" multidimensionnelle du terrorisme, vise à mesurer l'impact direct et relatif des attaques terroristes des pays de la communauté internationale. L'indice varie de 0 (aucune incidence de terrorisme) à 10 (impact élevé du terrorisme). Le score correspond à une moyenne des cinq dernières années, pondérée de quatre facteurs : nombre total d'incidents terroristes dans une année ; nombre total de décès causés par le terrorisme ; nombre total de blessés causés par le terrorisme ; le niveau approximatif des dommages matériels causés par le terrorisme.

Sécurité intérieure

Sécurité publique intérieure

Cet indicateur correspond à la note moyenne des réponses à la question de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPII : " Sur une échelle de 0 à 4, où (0) indique une très faible sécurité, et (4) reflète une forte sécurité, l'Etat assure-t-il la sécurité des biens et des personnes sur l'ensemble du territoire national ? ".

Nombre de policiers pour 100 000 habitants

"Le personnel de police" désigne le personnel, recensé au 31 décembre de chaque année, appartenant aux organismes publics dont les fonctions principales sont la prévention, la détection et l'investigation de la criminalité et l'arrestation des auteurs présumés. Les données concernant le personnel de soutien (secrétaires...) doivent être exclues.

Nombre de personnes détenues pour 100 000 habitants

La population carcérale comprend l'ensemble des individus, prévenus et condamnés, détenus dans des établissements pénitentiaires ou des établissements correctionnels. Les personnes détenues devraient exclure les prisonniers non criminels détenus pour des fins administratives, y compris les personnes détenues en attente d'une enquête sur leur statut d'immigration et les ressortissants étrangers n'ayant pas le droit de rester au pays.

Taux d'homicides volontaires pour 100 000 habitants (classement)

L'homicide volontaire est défini comme la mort illégale intentionnellement infligée à une personne par une autre personne.

Nombre d'agressions pour 100 000 habitants

Les agressions signifient les attaques physiques effectuées par une personne contre le corps d'une autre personne, causant des blessures corporelles graves. Les agressions sexuelles, les menaces et les agressions conduisant à la mort sont exclus de cet indicateur.

Défense

Indice de "Puissance militaire"

Cet indice, publié par le think tank "Global Firepower", permet d'évaluer et de classer les pays en fonction de leurs puissances militaires.

L'indice se base sur 8 dimensions à savoir :

- La main d'œuvre (disponibilité, aptitude au service, main d'œuvre militaire active...);
- Les capacités terrestres (véhicules blindés, canons automoteurs, pièces d'artilleries tractées, lances fusées...);

- La puissance aérienne (avions militaires, hélicoptères, aéronefs...);
- La puissance navale (porte-avions, frégates, corvettes, destroyers, sous-marins...);
- Les ressources naturelles (production/consommation de pétrole et réserves pétrolières);
- Les capacités logistiques (force de la marine marchande, principaux ports et terminaux, couverture routière, couverture ferroviaire, ...);
- Les moyens financiers (budget annuel de la défense, dette extérieure, réserves de changes et d'or...);
- La situation géographique (superficie du pays, littoral, frontières communes, couverture des voies navigables).

Indice de puissance militaire maritime

L'indice évalue le nombre de navires de guerre et de sous-marins ainsi que des facteurs tels que l'âge d'une flotte, son soutien logistique et ses capacités d'attaque et de défense.

Les dépenses militaires en % du PIB

Les données sur les dépenses militaires du SIPRI sont dérivées de la définition de l'OTAN qui englobe toutes les dépenses courantes et en capital des forces armées, notamment les forces du maintien de la paix, les ministères de la défense et les autres agences gouvernementales participant à des projets de défense, les forces paramilitaires si elles sont jugées comme étant formées et équipées pour assurer des opérations militaires et des activités dans l'espace militaire.

De telles dépenses comprennent les dépenses engagées pour le personnel civil et militaire, notamment les pensions de retraite du personnel militaire et les services sociaux pour le personnel, l'exploitation et la maintenance, l'approvisionnement, la recherche et le développement et l'aide militaire (qui est inclus dans les dépenses militaires du pays donateur). Sont exclues de ces dépenses, la défense civile et les dépenses attribuables à des activités militaires précédentes, telles que les prestations des vétérans, la démobilisation, la conversion et la destruction d'armes.

Toutefois, cette définition ne peut être appliquée à tous les pays étant donné qu'il faudrait que plus de détails soient disponibles au sujet de ce qui est inclus dans les budgets militaires et de ce qui est inclus dans les dépenses militaires hors budget.

Importations d'armes en millions de dollars

Les transferts d'armes désignent la fourniture d'armes militaires qui ont lieu par le biais de la vente, de l'aide, de cadeaux et de licences de fabrication. Les données couvrent la plupart des armes conventionnelles telles que les avions, les véhicules blindés, l'artillerie, les systèmes de radar, les missiles et les navires à usage militaire. Sont exclus de ce calcul les autres équipements militaires tels que les petites armes et les armes légères, les camions, la petite artillerie, les munitions, l'équipement de soutien, les transferts de technologie et d'autres services.

Démocratie et Etat de droit

Indice de démocratie (note de 0 à 10)

L'indice de démocratie est un indice, créé en 2006 par The Economist Intelligence Unit, qui prétend évaluer le niveau de démocratie de 167 pays. Cette étude a été publiée pour la première fois en 2006.

Le calcul de l'indice est basé sur 60 critères regroupés en cinq catégories : le processus électoral et le pluralisme, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, la culture politique. La notation se fait selon une échelle allant de 0 à 10 et, à partir de cette note, les pays sont classifiés selon quatre régimes : démocratique, démocratique imparfait, hybride ou autoritaire.

Indice "Expression et Responsabilisation" (score de -2.5 à 2.5)

Cet indicateur mesure la possibilité pour les citoyens d'un pays de participer au choix de leurs gouvernants. Il permet de mesurer, également, les libertés d'expression et d'association des citoyens ainsi que la liberté de la presse.

Libertés publiques

Cet indicateur, issu de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPIL, permet de mesurer la force des libertés publiques qui incluent la liberté d'association, la liberté de réunion, de manifestation, l'égalité de traitement des citoyens dans leurs rapports avec les administrations (quels que soient leur religion, ethnie, sexe, nationalité...) ainsi que le respect des droits et libertés des minorités (ethniques, religieuses, linguistiques, immigrés...). L'indicateur varie de 0 : très peu de libertés à 4 : fortes libertés.

Liberté de l'information

Cet indicateur, issu de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPIL, permet de mesurer la force de la liberté de l'information en prenant en considération la liberté de la presse (liberté d'accès à l'information, protection des journalistes...), le pluralisme des médias, la liberté d'accès, de navigation et de publication sur Internet, la liberté d'accès au satellite ainsi que la liberté d'accès aux journaux étrangers (absence de saisies, de censure...). L'indicateur varie de 0 : Pas de liberté de l'information à 4 : forte liberté de l'information.

Indice de liberté de la presse ("Freedom Press Index")

L'indice de liberté de la presse, élaboré par l'organisation internationale "Freedom House", permet d'évaluer l'indépendance des médias dans le monde. Cet indice mesure le degré de liberté de l'impression et de la diffusion des informations ainsi que le degré de liberté de la presse électronique. Il se base sur l'environnement juridique des médias, les pressions politiques qui influencent les rapports de presse et les facteurs économiques qui affectent l'accès à l'information. Le classement de l'indice est basé sur les enquêtes annuelles en matière d'indépendance de la presse auxquelles répondent les experts des pays participants. Les pays du monde sont classifiés en trois catégories selon leur degré de liberté de la presse : "libre", "partiellement libre" ou "non libre".

Liberté économique

Indice global des libertés économiques (note de 0 à 100)

La liberté économique est le droit fondamental de chaque être humain à contrôler son propre travail et à acquérir une propriété. Dans une société économiquement libre, les individus sont libres de travailler, de produire, de consommer et d'investir à leur guise, avec cette liberté à la fois protégée par l'Etat et sans contrainte. Dans les sociétés économiquement libres, les gouvernements permettent aux capitaux et aux marchandises de circuler librement et s'abstiennent à contraindre la liberté au-delà de la mesure nécessaire pour protéger et maintenir la liberté elle-même.

Dix composantes de la liberté économique sont mesurées, en attribuant une note à chacune sur une échelle de 0 à 100, où 100 représente le maximum de liberté. Les 10 libertés économiques sont regroupées en quatre grandes catégories :

- Etat de droit (droits de propriété, liberté de la corruption) ;
- Gouvernement limité (liberté fiscale, dépenses du gouvernement) ;
- Efficacité des réglementations (liberté des affaires, liberté du travail, liberté monétaire) ;
- Ouverture des marchés (liberté commerciale, liberté d'investissement, liberté financière).

Ouverture des données (Open data)

Indice de l'ouverture des données (Open Data Inventory ODIN)

L'indice de l'ouverture des données évalue la disponibilité et la couverture des statistiques officielles d'un pays donné dans le but d'examiner les politiques destinées à promouvoir l'open data, à identifier les lacunes et les insuffisances, à améliorer l'accès aux données et à encourager le dialogue et la coordination entre les entités nationales chargées de la publication des statistiques.

Les composantes de cet indice sont la disponibilité des indicateurs clés dans le temps et par subdivisions géographiques, la capacité de télécharger les données dans des formats lisibles avec des métadonnées et avec des conditions d'utilisation ouvertes.

Les statistiques évaluées concernent le domaine social (population, santé, éducation, genre, criminalité et pauvreté), économique (comptes nationaux, travail, indices de prix, finances publiques, monnaie et banques, commerce et balance des paiements) et environnemental (utilisation des sols, des ressources et de l'énergie, la pollution et l'environnement bâti).

Gouvernance des ressources naturelles

Indice "gouvernance des ressources naturelles"

Cet indicateur, issu de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPII, évalue la gouvernance des ressources naturelles d'un pays en se basant sur les critères suivants :

- La transparence des pouvoirs publics dans la gestion des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles ;
- L'orientation des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles vers des investissements de long terme ;
- L'accès des entreprises, locales ou étrangères, aux droits d'exploitation des ressources naturelles conditionné par la réalisation d'objectifs servant l'intérêt général ; La part des recettes publiques provenant de l'exploitation des ressources naturelles.

L'indicateur varie de 0 : très faible gouvernance à 4 : très bonne gouvernance.

Mettre en place la boussole de la gouvernance X.0

Croissance inclusive

Indice de la croissance inclusive

L'indice de la croissance inclusive, élaboré par l'organisation internationale « World Economic Forum », permet de dresser un classement des pays dans le monde selon leur capacité à faire contribuer et bénéficier les citoyens de la croissance économique. Ainsi, illustre-t-il la stratégie de développement économique durable menée par chaque pays.

Cet indicateur distingue entre les pays avancés et ceux en voie de développement et il fournit, ainsi, deux classements différents.

Efficacité des institutions publiques

Fonctionnement des institutions politiques

Cet indicateur, issu de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPII, permet de mesurer le fonctionnement des institutions politiques. Il varie de 0 (Très nombreuses irrégularités) à 4 (Parfaitement régulier).

Indice de l'efficacité du gouvernement (score de -2.5 à 2.5)

Cet indicateur mesure la qualité des services publics, les capacités de la fonction publique et son indépendance à l'égard des pressions politiques, et la qualité de la formulation des politiques publiques.

Gouvernance publique

Indice de la qualité de la réglementation (score de -2.5 à 2.5)

Cet indicateur mesure la capacité du gouvernement à assurer des politiques et des réglementations bien pensées permettant au secteur privé de se développer et encourageant son développement.

E-participation index

Indicateur composite issu de l'étude des Nations Unies "E-Government Survey". Il mesure les procédures suivies par les gouvernements des différents pays pour inclure ses citoyens à l'élaboration des politiques et décisions gouvernementales et au développement des services publics.

Liberté du système financier

Indice de liberté du système financier (score de 0 à 100)

La liberté financière est une mesure de l'efficacité des services bancaires, de l'indépendance du contrôle du gouvernement et d'ingérence dans le secteur financier. Dans un environnement bancaire et financier idéal où un niveau minimum d'ingérence du gouvernement existe, le contrôle indépendant de la banque centrale et la réglementation des institutions financières sont limités à l'exécution des obligations contractuelles et à la prévention de la fraude. Le crédit est alloué aux conditions du marché et le gouvernement ne possède pas des institutions financières. Les institutions financières offrent divers types de services financiers aux particuliers et aux entreprises. Les banques sont libres d'accorder des crédits, accepter des dépôts, et de mener des opérations en devises étrangères. Les institutions financières étrangères opèrent librement et sont traités comme des institutions nationales.

L'indice de liberté du système financier est basé sur :

- L'étendue de la réglementation gouvernementale des services financiers,
- Le degré d'intervention de l'Etat dans les banques et les autres sociétés financières par la propriété directe et indirecte,
- La mesure du développement du marché financier et des capitaux,
- L'influence du gouvernement sur l'allocation de crédit,
- L'ouverture à la concurrence étrangère.

Le score de l'indice varie de 0 à 100 où 100 représente un maximum de liberté.

Corruption

Indice de perception de la corruption (score de 0 à 100)

L'Indice de Perception de la Corruption (IPC), publié par Transparency International, permet de classer les pays en fonction du degré de corruption perçue dans les administrations publiques et au sein de la classe politique.

L'IPC est un indice composite, agrégeant des données d'enquêtes et d'agences de notation. Le score de 100 indique l'absence de corruption et celui de 0 indique une corruption systématique.

Blanchiment d'argent

Indice de lutte contre le blanchiment d'argent (Basel AML Index)

L'indice de Bâle AML -Anti Money Laundering- est un classement annuel indépendant qui évalue les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme dans le monde.

Publié par l'Institut de Bâle sur la gouvernance depuis 2012, cet indice fournit des scores de risque basés sur des données provenant de 17 sources publiques telles que le Groupe d'action financière (GAFI), Transparency International, la Banque mondiale et le Forum économique mondial. Les scores varient entre 0 et 10 : le score 0 est attribué aux pays ayant le plus de transparence et une législation efficace pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme alors que le score 10 est attribué aux pays les plus à risques en la matière.

Les scores de risque couvrent cinq domaines : la qualité du cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ; le degré de corruption ; le niveau de transparence et de responsabilité ; les risques politiques et juridiques.

Assurer un développement harmonieux et humain des organisations

Efficacité et transparence des politiques publiques

Transparence de la politique économique

Cet indicateur correspond à la note moyenne des réponses à la question de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPII : " Sur une échelle de 0 à 4, où (0) indique une très faible transparence, et (4) reflète une forte transparence, la politique économique (budgétaire, fiscale...) fait-elle l'objet d'une communication et de débats publics ?".

Capacités de réformes sectorielles

Cet indicateur, issu de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPII, mesure la capacité des autorités à décider et mettre en œuvre, réellement, des réformes économiques sociales (marché du travail, droits sociaux, santé, éducation...), des réformes sociétales (famille, religion...) ainsi que des réformes pour la protection de l'environnement.

Soutien aux secteurs dynamiques émergents

Cet indicateur, issu de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPII, mesure le soutien aux secteurs dynamiques émergents ainsi que le dynamisme des zones économiques bénéficiant de dispositifs dérogatoires (fiscaux, réglementaires...).

Efficacité de la gouvernance urbaine

Cet indicateur, issu de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPII, permet de mesurer l'efficacité de la gouvernance urbaine, en se basant sur la notation de l'efficacité des outils de planification et d'aménagement urbain (schéma directeur, planification stratégique, schéma d'urbanisme) pour les grandes agglomérations (0=pas d'outils. Si outils, 1=dispositif inefficace à 4=dispositif efficace), et sur la notation de la clarté et de la mise en œuvre d'une vision nationale pour l'aménagement des villes moyennes (0=aucune vision à 4=vision claire et effectivement mise en œuvre).

HUMAN-CENTRIC

Préparer l'avenir

Fécondité

Indice synthétique de fécondité

L'indice synthétique de fécondité est le nombre moyen d'enfants qu'aurait une femme à la fin de sa vie féconde si les conditions du moment demeurent constantes au cours de sa vie de procréation.

Jeunesse

Part des jeunes dans la population (en %)

Cet indicateur correspond au pourcentage des jeunes dans la population totale d'un pays.

Perspectives d'avenir de la jeunesse

Perspectives d'avenir de la jeunesse

Cet indicateur correspond au nombre de personnes âgées de 15 à 24ans qui peuvent lire, écrire et comprendre de courts énoncés au sujet de leur vie quotidienne, rapporté à la population totale de ce groupe d'âge. Généralement, l'alphabétisation inclut aussi les notions de calcul, c'est-à-dire la capacité de réaliser des opérations arithmétiques simples.

Alphabétisation

Taux d'alphabétisation des adultes en % de la population âgée de 15 ans et plus

Cet indicateur correspond au pourcentage des élèves d'une cohorte inscrite dans la première année de l'enseignement secondaire collégial, pour une année scolaire donnée, ayant abandonné l'école durant leur parcours scolaire secondaire collégial.

Taux d'alphabétisation des jeunes en % de la population âgée de 15 à 24 ans

Cet indicateur correspond au nombre de personnes âgées de 15ans et plus qui peuvent comprendre, lire et écrire de courts énoncés au sujet de leur vie quotidienne, rapporté à la population totale de ce groupe d'âge. Généralement, l'alphabétisation inclut aussi les notions de calcul, c'est-à-dire la capacité de réaliser des opérations arithmétiques simples.

Dépenses en éducation

Dépenses publiques en éducation nationale en % du PIB

Les dépenses publiques en éducation sont les dépenses publiques courantes et en immobilisations au titre de l'éducation. Elles comprennent les dépenses publiques relatives aux établissements d'enseignement (publics et privés) et à l'administration de l'éducation ainsi que les subventions à des entités privées (étudiants/ménages et autres entités privées).

Dépenses publiques en éducation nationale par élève en % du PIB/habitant

Cet indicateur correspond aux dépenses publiques en éducation par élève, exprimées en pourcentage du PIB par habitant, pour un exercice financier donné.

Scolarisation

Taux net de scolarisation au niveau de l'enseignement primaire

Cet indicateur correspond à la population scolarisée, au niveau de l'enseignement primaire, âgée de 6 à 11ans rapportée à la population scolarisable âgée de 6 à 11ans.

Taux net de scolarisation au niveau de l'enseignement secondaire collégial

Cet indicateur correspond à la population scolarisée, au niveau de l'enseignement secondaire collégial, âgée de 12 à 14ans rapportée à la population scolarisable âgée de 12 à 14ans.

Taux net de scolarisation au niveau de l'enseignement secondaire qualifiant

Cet indicateur correspond à la population scolarisée, au niveau de l'enseignement secondaire qualifiant, âgée de 15 à 17ans rapportée à la population scolarisable âgée de 15 à 17ans.

Encadrement des élèves au primaire

Taux d'encadrement dans l'enseignement primaire

Le ratio élève-enseignant est calculé en divisant l'équivalent du nombre d'élèves suivant des cours à temps plein par l'équivalent du nombre d'enseignants donnant des cours à temps plein. Il permet de mener deux types d'analyse. Le premier évalue dans quelle mesure le nombre d'enseignants est suffisant (ou pas) pour encadrer les élèves. Si la valeur observée du ratio élèves-maître est inférieure ou égale à cette norme, alors le nombre d'enseignantes et d'enseignants est suffisant. A contrario, si la valeur calculée du ratio élèves-maître est supérieure à cette norme, alors le système manque de personnel enseignant et des situations de classes à effectifs pléthoriques peuvent survenir.

Le ratio élèves-maître, en deuxième lieu, met davantage en évidence les différences entre les pratiques d'allocation des ressources enseignantes aux écoles, alors qu'à l'intérieur d'un pays, elle fait ressortir les disparités relativement à la capacité du système éducatif à être équitable en offrant à son personnel enseignant les mêmes charges de travail et à ses élèves les mêmes conditions d'apprentissage que celles décrites précédemment.

Abandon scolaire

Taux cumulé d'abandon scolaire dans l'enseignement primaire (%)

Cet indicateur correspond au pourcentage des élèves d'une cohorte inscrite dans la première année de l'enseignement primaire, pour une année scolaire donnée, ayant abandonné l'école durant leur parcours scolaire primaire.

Taux cumulé d'abandon scolaire dans l'enseignement secondaire collégial (%)

Cet indicateur correspond au pourcentage des élèves d'une cohorte inscrite dans la première année de l'enseignement secondaire collégial, pour une année scolaire donnée, ayant abandonné l'école durant leur parcours scolaire secondaire collégial.

Formation professionnelle

Pourcentage des effectifs inscrits dans l'enseignement professionnel (%)

Pourcentage des effectifs inscrits dans l'enseignement secondaire professionnel (en %) Cet indicateur correspond aux effectifs inscrits, pour une année scolaire donnée, dans l'enseignement secondaire professionnel, exprimés en pourcentage des effectifs inscrits dans l'enseignement secondaire global (général et professionnel).

Qualité du système d'éducation

Classement international du Maroc au titre des tests "PIRLS et TIMSS"

Les tests internationaux PIRLS (Progress in International Reading Literacy Study) et TIMSS (Trends in International Mathematics and Science Study), établis par l'association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire, sont des programmes qui évaluent, respectivement, les compétences en lecture et les compétences en mathématiques et en sciences des élèves scolarisés au niveau de l'enseignement fondamental.

Compétences

Indice global des compétences

Cet indice, élaboré par Coursera, acteur mondial des offres de formations et de cours en ligne, évalue le niveau de compétence des apprenants dans chaque pays et secteur d'activité (entité) et mesure les compétences qui ont tendance à se développer dans le monde. Les 102 pays étudiés sont notés de 0 à 100 et sont classés selon quatre catégories, à savoir : en retard, émergent, compétitif et avant-gardiste.

Enseignement supérieur

Taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur

Cet indicateur correspond à la population scolarisée au niveau de l'enseignement supérieur, âgée de 19 à 23 ans, rapportée à la population officiellement scolarisable au même niveau.

Nombre de diplômés pour 10 000 habitants en ingénierie et en industries

Nombre de diplômés dans les métiers de l'ingénierie et des industries de transformation et production, exprimé pour 10 000 habitants.

Recherche & Développement

Recherche & Développement

Cet indice mesure les ressources humaines dédiées au domaine de la Recherche et Développement, exprimées pour 1 million d'habitants.

Force de liens entre entreprises et universités/centres de recherche (score de 1 à 4)

Indicateur, issu de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPII, qui permet de mesurer la force du lien entre les entreprises, les universités et les centres de recherche. Il varie de 1 (faibles liens) à 4 (liens étroits).

Economie du savoir & Innovation

Indice mondial de l'Innovation (GII) (score de 0 à 100)

Indice qui mesure l'innovation au sens large, incluant les innovations commerciales et sociales, mais aussi scientifiques. Cet indice cherche à jeter un éclairage plus précis sur le processus d'innovation et les nouvelles tendances en la matière dans différents pays du monde. Il classe le niveau d'innovation de chaque pays sur une échelle de 0 à 100, où 100 représente l'économie la plus innovante. L'indice mondial de l'innovation de 2014 représente la moyenne de deux sous-indices. Le premier est le sous-indice des moyens mis en œuvre en matière d'innovation, qui permet d'évaluer des éléments de l'économie nationale favorisant des activités innovantes autour de cinq piliers :

1. Les institutions ;
2. Le capital humain et la recherche;
3. L'infrastructure ;
4. Le perfectionnement des marchés ;
5. Le perfectionnement des entreprises.

Le deuxième est le sous-indice des résultats, qui rend compte des preuves manifestes de l'innovation en s'appuyant sur deux piliers :

6. Les résultats en matière de connaissances et de technologie ;
7. Les résultats créatifs.

Indice mondial de la propriété intellectuelle

La Chambre de commerce américaine publie chaque année, depuis 2012, un indice destiné à classer les pays selon leur niveau de protection de la propriété intellectuelle. Son calcul se base sur cinquante indicateurs mesurant, d'une part, le corpus législatif et, d'autre part, la mise en application des droits et la sensibilisation ainsi que le respect des droits de la propriété intellectuelle. Les données sont recueillies à partir d'une enquête menée auprès de personnalités du secteur de la propriété intellectuelle à l'échelle mondiale et d'un ensemble de données empiriques.

Le score obtenu, entre 0 et 100, permet de juger des meilleures et des pires juridictions de la propriété intellectuelle.

Production scientifique et technique

Articles de journaux scientifiques et techniques publiés

Les articles de journaux scientifiques et techniques font référence au nombre d'articles scientifiques et d'ingénierie publiés dans les domaines suivants : physique, biologie, chimie, mathématique, médecine, recherche biomédicale, ingénierie et technologie, et sciences de la terre et de l'espace.

Planétariser les droits humains

Développement humain

Indice de développement humain (score de 0 à 1)

Indice composite mesurant le niveau moyen atteint dans trois dimensions essentielles du développement humain : santé et longévité, accès à l'éducation et niveau de vie décent. Cet indice représente la moyenne géométrique des indices normalisés pour chacune des trois dimensions.

- La dimension de la santé, évaluée selon l'espérance de vie à la naissance (une composante de l'IDH) est calculée à l'aide d'une valeur minimale de 20 ans et d'une valeur maximale de 85 ans.
- La composante éducation de l'IDH est mesurée au moyen du nombre d'années de scolarisation pour les adultes âgés de 25 ans et de la durée attendue de scolarisation pour les enfants en âge d'entrer à l'école. La durée moyenne de scolarisation est estimée par l'Institut de statistique de l'UNESCO en fonction des données relatives au niveau d'éducation provenant de recensements et de sondages disponibles dans sa base de données. Les estimations relatives à la durée attendue de scolarisation se basent sur l'inscription par âge à tous les niveaux d'éducation. Cet indicateur est produit par l'Institut de statistique de l'UNESCO. La durée attendue de scolarisation est plafonnée à 18 ans. Les indicateurs sont normalisés à l'aide d'une valeur minimale de zéro et de valeurs cibles maximales de 15 et 18 ans respectivement. Les deux indices sont combinés dans un indice d'éducation à l'aide d'une moyenne arithmétique.

- La dimension du niveau de vie est mesurée par le revenu national brut (RNB) par habitant. La fourchette de variation pour le revenu minimal est de 100 \$(PPA) et pour le revenu maximal de 75 000 \$(PPA). La valeur minimale du RNB par habitant, fixée à 100 \$, est justifiée par la quantité considérable de productions de subsistance et non marchandes non mesurée dans des économies proches de la valeur minimale qui n'apparaît pas dans les données officielles. L'IDH utilise le logarithme du revenu pour refléter l'importance décroissante du revenu avec le RNB croissant.

Indice de capital humain

L'indice du capital humain, élaboré par l'organisation internationale "World Economic Forum", permet de dresser un classement des pays dans le monde selon leur capacité à développer et déployer au service de leur développement, leur capital humain.

Le capital humain n'est pas un concept unidimensionnel et peut avoir différentes significations pour différentes parties prenantes. Dans le monde de l'entreprise, le capital humain est la valeur économique de l'ensemble de compétences de l'employé. Pour un décideur, le capital humain est la capacité de la population à stimuler la croissance économique. Pour d'autres, il peut inclure des connaissances tacites acquises de manière informelle par l'expérience, des compétences non cognitives, telles que les compétences interpersonnelles et la santé physique, émotionnelle et mentale des individus. A ce titre, l'indice du capital humain vise à tenir compte de cette diversité conceptuelle et adopte une approche holistique, tout en gardant un objectif global sur la maximisation du potentiel humain d'une nation.

Cet indice est basé sur une batterie de 46 indicateurs répartis en deux dimensions pour cinq groupes d'âges (moins de 15 ans, 15-24 ans, 25-54, 55-64, 65 ans et plus) :

- L'apprentissage qui contient plusieurs sous-thèmes liés à l'éducation, à savoir, la scolarisation et la qualité de l'éducation, qui ont un impact sur la main-d'œuvre future; le niveau de scolarité de ceux qui sont déjà dans la population active; et l'apprentissage dans le lieu de travail -niveau des chances dans un pays d'acquérir de nouvelles compétences à la fois par le biais de la formation officielle dans le lieu de travail ainsi que par le biais de l'apprentissage par la pratique, la connaissance tacite et l'apprentissage de ses collègues.

- L'emploi qui regroupe plusieurs dimensions de l'activité dans le marché du travail, à savoir, la participation économique qui évalue la mesure dans laquelle les individus, de toute tranche d'âge, sont insérés au niveau du marché du travail d'un pays; les compétences qui évalue si les connaissances et l'éducation des individus sont bien adaptées au profil économique du pays ainsi que la qualité de l'emploi dans lequel les individus se trouvent; et la sous-dimension "vulnérabilité" qui mesure l'incidence des relations de travail abusives étouffant le potentiel à long terme des individus.

We World Index

Cet indicateur mesure l'inclusion des enfants et des femmes dans le monde, il est calculé sur la base de 30 sous-indicateurs se référant à 15 dimensions (deux indicateurs par dimension), relatifs à quatre piliers liés à la santé, de l'éducation, de l'économie et la société.

Indice des droits de l'enfant

KidsRights Foundation et l'Université Erasmus de Rotterdam ont lancé, en novembre 2013, le KidsRights Index. Il s'agit d'un classement mondial annuel de 181 pays en termes de respect des droits de l'enfant et ce, sur la base de données issues de l'UNICEF, du PNUD et du Comité des Nations Unies des droits de l'enfant.

Cet indice représente un moyen pour stimuler le dialogue sur les droits de l'enfant. Il a été construit sur la base de 5 composantes, à savoir : le droit à la vie, la santé, l'éducation, la protection et l'environnement propice aux droits de l'enfant.

Emancipation de la femme

Indice d'inégalité de genre (score de 0 à 1)

Indice composite mesurant le déficit de progrès résultant des inégalités de genre dans trois dimensions du développement humain, à savoir la santé reproductive, l'autonomisation et le marché du travail.

Indice mondial des disparités de genre

Introduit en 2006 par le Forum économique mondial, l'indice mondial des inégalités de genre mesure l'ampleur des disparités entre les sexes et permet de suivre son progrès au fil du temps. La comparaison entre pays se fait selon 4 axes :

- La participation à l'activité économique : part des femmes dans le marché du travail, égalité des salaires, revenus estimés, législateurs hauts fonctionnaires et gestionnaires, cadres et techniciens ;
- Le niveau d'instruction : taux d'alphabétisation, taux de scolarisation dans l'enseignement primaire secondaire et supérieur ;
- Le ratio fille-garçon à la naissance et l'espérance de vie ;
- L'émancipation politique : ratio des femmes dans le parlement, présence des femmes dans des postes ministériels.

Proportion des sièges occupés par les femmes au Parlement (%)

La proportion de sièges occupés par les femmes au parlement est le nombre de sièges occupés au parlement par les femmes, rapporté au nombre total de sièges au parlement.

Taux de participation des femmes dans le marché du travail

Cet indicateur représente la part des femmes actives dans le marché du travail dans le total de celles âgées de plus que 15 ans.

Sécurité sanitaire

Indice de sécurité sanitaire mondiale

Développé conjointement par la Nuclear Threat Initiative et l'Université Johns Hopkins, cet indice permet de dresser un état des lieux du niveau de préparation des Etats face à une menace sanitaire. L'indice se base sur six critères : les capacités de prévention, de détection, de réponse ainsi que la force du secteur sanitaire, le suivi des normes internationales et le degré d'exposition.

Améliorer la qualité de vie

Prosperité et bien-être

Indice de prospérité et de bien-être

L'indice de prospérité et de bien-être est un classement annuel de 142 pays, élaboré par l'Institut Legatum. C'est une évaluation unique et robuste de la richesse mondiale et du bien-être, à travers plusieurs facteurs clés qui constituent les fondations de la prospérité : l'économie, l'entrepreneuriat et l'opportunité, la gouvernance, l'éducation, la santé, la sécurité, les libertés personnelles, et le capital social. Les facteurs composant l'indice se composent à leur tour de sous variables quantitatives et qualitatives. La valeur attribuée à chaque facteur correspond à la moyenne pondérée des variables composant chaque facteur.

La valeur de l'indice de prospérité d'un pays correspond à la moyenne de ses performances sur la totalité des facteurs également pondérés.

Bien-être de la mère

Indice de bien-être de la mère

Mothers' Index mesure le bien-être de la mère dans le monde. Cet indice est basé sur cinq indicateurs :

- La mortalité maternelle qui est considérée comme une forte mesure de la force du système de santé ;
- Le bien-être des enfants mesuré par le taux de mortalité infantile, un indicateur clé de la couverture des interventions de survie de l'enfant ainsi que des soins reçus par les mères, avant, pendant et après la grossesse ;
- Le niveau d'éducation des femmes mesuré par le nombre d'années potentielles de scolarisation. Cet indicateur est considéré comme un déterminant puissant de la qualité de vie ;

- La situation économique des femmes mesurée par le RNB par habitant, considéré comme meilleur indicateur pour mesurer l'accès d'une mère aux ressources économiques ;
- Le statut politique des femmes mesuré par le nombre de sièges au parlement. Un tel indicateur qui est jugé important pour l'étude des problématiques des mères et leurs enfants en tant que priorité nationale.

Bien-être des jeunes

Indice de bien-être des jeunes

Indice publié par le "Center for Strategic and International Studies", l'"International Youth Foundation" et le "Hilton Worldwide" relatif au bien-être des jeunes de moins de 25 ans.

Cet indice se base sur l'évaluation de 40 indicateurs relatifs à 6 domaines inhérents à la vie des jeunes qui, ensemble, permettent une vision claire de leur qualité de vie. Ces domaines sont : la participation citoyenne, les opportunités économiques, l'éducation, la santé, les technologies de l'information et de la communication et la sûreté et sécurité.

Bien être des personnes âgées

Global AgeWatch Index (score de 0 à 100)

L'indice, établi par l'organisation "HelpAge International", réunit un ensemble unique de données comparables au niveau international, relatives à la sécurité des revenus, à l'état de santé, aux capacités et à l'environnement favorable aux personnes âgées. Ces domaines ont été choisis car ils sont identifiés par les personnes âgées et par les responsables politiques comme des catalyseurs clés du bien-être des populations vieillissantes. Les indicateurs évalués au niveau des différents domaines sont les suivants :

- "Sécurité des revenus" : la couverture des revenus de pension, le taux de pauvreté des personnes âgées, le bien-être relatif des personnes âgées et le PIB par habitant.

- "Environnement favorable" : les liens sociaux, la sécurité physique, la liberté civique et l'accès des personnes âgées au transport public.

Cet indice fait partie d'une "révolution de données" dans laquelle des données spécifiques liées à l'âge sont utilisées pour garantir la solidité et l'adaptation des politiques au vieillissement. Des données nationales existent, mais la constitution d'ensembles de données internationales comparables sur les populations âgées reste encore limitée. La pénurie de données sur les personnes âgées peut conduire à les exclure systématiquement du financement des plans de développement et des politiques publiques.

L'objectif de l'indice est à la fois de saisir la nature multidimensionnelle de la qualité de vie et du bien-être des personnes âgées et d'offrir un outil de mesure de performance et de promotion des améliorations à cet égard. Cet indice varie entre 0 et 100, 100 étant la valeur idéale.

Satisfaction de la vie

Degré de satisfaction dans la vie

Cet indicateur indique la note moyenne des réponses à la question de l'enquête mondiale sur les valeurs (World Value Survey) : "Sur une échelle de 0 à 10, où (0) indique un degré de satisfaction faible, et (10) un degré très fort, dites-nous à quel point êtes-vous satisfait dans votre vie ?".

Bonheur

Indice mondial du bonheur

"World Happiness", élaboré par l'Initiative Mondiale pour les Nations Unies "Sustainable Development Solutions Network" permet de classer les pays du monde selon le bien-être subjectif de leurs populations et ce, en se basant sur les notes moyennes conçues selon l'échelle de Cantril, sur laquelle les interviewés de chaque pays choisissent une note entre 0 (la pire vie possible) et 10 (la meilleure vie possible) pour répondre à la question suivante : "comment évaluez-vous la qualité de votre vie actuelle ?".

Il est à noter, que selon l'organisation, les six critères suivants : Espérance de vie en bonne santé ; PIB par habitant ; Perception de la corruption ; Liberté de faire des choix dans la vie ; Support social ; Générosité, expliquent près de trois quarts des variations des scores nationaux moyens obtenus sur l'échelle de Cantril.

Les quatre derniers critères, qui s'ajoutent au PIB et à l'espérance de vie, sont issus de l'enquête mondiale Gallup :

Progrès social

Indice mondial de la mobilité sociale

L'indice de la mobilité sociale mesure les changements de statut social des individus au cours du temps ainsi que les différences entre le statut social des parents et celui de leurs enfants. Cette mobilité est habituellement estimée avec l'élasticité intergénérationnelle du revenu (EIR).

Comme les données sur l'ERI ne sont disponibles qu'après de longues années, l'indice mondial de mobilité sociale se concentre plutôt sur les facteurs qui influencent le plus la mobilité sociale relative. Le modèle utilisé pour le calcul de cet indice se base sur dix catégories de facteurs :

1. La santé : ce facteur évalue la capacité des pays à fournir des soins de santé de qualité.
2. L'accès à l'éducation : ce facteur évalue la capacité des pays à donner accès à l'éducation.
3. La qualité et l'équité de l'éducation : ce facteur repose sur sept indicateurs, le taux d'enfants âgés de 10 ans qui ne possèdent pas un niveau de compétence minimum, le ratio d'élèves par enseignant aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire, les résultats de l'apprentissage, la diversité sociale à l'école et le pourcentage d'élèves défavorisés dans les écoles qui déclarent manquer de matériel pédagogique.

4. Les possibilités d'emploi : ce facteur a trait à la capacité des pays à offrir des possibilités d'emploi à leurs citoyens, quels que soient leur niveau d'éducation et leur milieu socio-économique. Cette évaluation est calculée à partir de six indicateurs, soit les taux de chômage des populations peu, moyennement et fortement scolarisées, et vivant dans des régions rurales, le ratio du taux d'activité des femmes par rapport à celui des hommes et la proportion des travailleuses occupant des emplois précaires.

5. L'éducation permanente : ce facteur mesure à quel point les pays peuvent développer les compétences des citoyens tout au long de leurs vies. Cette évaluation est calculée à partir de cinq indicateurs : l'offre de formation en entreprise, les mesures actives pour les sans-emploi, l'impact des technologies de l'information sur l'accès aux services de base, le pourcentage d'entreprises offrant une formation formelle et les compétences numériques au sein de la population active.

6. L'accès aux technologies : ce facteur concerne le niveau d'accès et d'adoption des technologies au sein de la population. L'évaluation est calculée à partir de six indicateurs : le taux d'utilisation d'Internet chez les adultes, le taux d'abonnement à l'Internet haute vitesse, à un réseau mobile et à la technologie 3G, le taux de la population rurale ayant accès à l'électricité et l'accès à internet à l'école.

7. L'équité salariale : ce facteur est en rapport avec la capacité des pays à offrir des salaires équitables à leurs citoyens, quels que soient leur niveau d'éducation et leur milieu socio-économique. Cette évaluation est calculée à partir de cinq indicateurs : le taux des emplois payés moins des deux tiers du salaire médian, les ratios des 10% des meilleurs revenus et des 40 % les moins rémunérés, les ratios des 50% des meilleurs revenus et des 50% le moins rémunérés, du revenu moyen du 40 % le moins bien payé sur le revenu moyen national, et la part du revenu de travail sur le PIB.

8. Les conditions de travail : ce facteur porte sur la capacité des pays à garantir de bonnes conditions de travail à leurs citoyens, quels que soient leur niveau d'éducation et leur milieu socio-économique. Cette évaluation est calculée à partir de cinq indicateurs : des indices des droits des travailleuses, la coopération dans les relations entre employeurs et les travailleuses, le lien entre les salaires et la productivité, la part des employés travaillant plus de 48 heures par semaine et le taux de couverture syndicale.

9. La protection sociale : ce facteur est inhérent à la capacité des pays à fournir une protection sociale efficace à leur population. Cette évaluation est calculée à partir de quatre indicateurs : le ratio des prestations d'aide sociale sur le revenu médian, le pourcentage de la population couverte par les programmes sociaux, la part du PIB consacrée aux programmes sociaux et un indice de la qualité de la protection sociale.

10. L'inclusivité des institutions : ce facteur évalue la capacité des pays à fournir des institutions inclusives et des services publics efficaces à leur population. Cette évaluation est calculée à partir de quatre indicateurs : des indices de la perception de la corruption, de l'efficacité des services publics et gouvernementaux, de l'inclusivité des institutions et de la stabilité politique et de la protection contre la violence.

Indice de progrès social

Cet indice permet de mesurer les multiples dimensions du progrès social et de catalyser davantage le bien-être humain. Le SPI mesure le bien-être d'une société en observant les résultats sociaux et environnementaux directement plutôt que les facteurs économiques.

Le calcul de l'indice se base sur trois critères, à savoir : les besoins humains fondamentaux, les fondements du bien-être et les opportunités.

- Les besoins humains fondamentaux concernent la capacité du pays à satisfaire les besoins de base de ses citoyens notamment en matière de nutrition et de soins médicaux de base, d'accès aux installations sanitaires et aux ressources d'eau améliorées, d'accès au logement et à l'électricité, de sécurité et de sûreté personnelles.
- Les fondements du bien-être concernent la capacité du pays à donner accès à ses citoyens à un savoir de base, à l'information et d'assurer la durabilité des écosystèmes.
- Les opportunités concernent notamment les droits personnels, la liberté individuelle, la tolérance et l'inclusion ainsi que l'accès à une éducation avancée.

Espérance de vie

Espérance de vie à la naissance

Nombre moyen d'années que peut espérer vivre un nouveau-né si les conditions de mortalité ayant prévalu au cours de la période étudiée demeurent inchangées durant toute sa vie.

Accès au système de santé

Dépenses totales de santé (% du PIB)

Les dépenses totales de santé concernent la somme des dépenses de santé publiques et privées. Elles englobent la prestation de services de santé (préventifs et curatifs), les activités de planification familiale, les activités ayant trait à la nutrition et l'aide d'urgence réservée à la santé mais elles excluent la prestation d'eau et de services d'hygiène.

Dépenses à la charge des ménages en % des dépenses globales de santé

Les dépenses en santé à la charge des ménages comprennent les dépenses engagées directement par les ménages, y compris les suppléments et les paiements en nature, auprès des professionnels de la santé et de fournisseurs de produits pharmaceutiques, d'appareils thérapeutiques et d'autres biens et services, dont le but principal est de contribuer au rétablissement ou à l'amélioration de la santé de personnes ou de groupes de personnes. Elles font partie des dépenses de santé privées.

Santé de base : vaccination

Vaccination : taux de couverture de DTP1

Le vaccin DTP1 est un vaccin obligatoire qui prévient contre 3 maladies : la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite (infection d'origine virale). Il est combiné au vaccin contre la coqueluche chez l'enfant mais pas obligatoirement chez l'adulte. Le taux de couverture du vaccin DTP1 est souvent utilisé pour évaluer le statut vaccinal, chez les nourrissons, d'un système de santé.

Encadrement médical

Densité médicale (nombre de médecins pour 10 000 habitants)

La densité médicale est le ratio qui rapporte les effectifs de médecins à la population d'un pays donné. La densité médicale s'exprime en nombre de médecins (par exemple) pour 10 000 habitants.

Densité paramédicale (nombre d'infirmiers pour 10 000 habitants)

La densité paramédicale est le ratio qui rapporte les effectifs d'infirmiers à la population d'un pays donné.

Densité litière (Nombre de lits hospitaliers pour 10 000 habitants)

La densité litière est le ratio qui rapporte le nombre de lits hospitaliers à la population d'un pays donné.

Nombre de psychiatres pour 100 000 habitants

Le nombre de psychiatres par habitant est le ratio qui rapporte les effectifs de psychiatres à la population d'un pays donné.

Mortalité maternelle et infantile

Mortalité maternelle (Nombre pour 100 000 naissances vivantes)

Nombre de décès maternels, exprimé pour 100 000 naissances vivantes. Par décès maternel, il faut entendre le décès d'une femme au cours de la grossesse ou dans les 42 heures après la fin de la grossesse, quels que soient la durée et le lieu de la grossesse, suite à tout incident lié à la grossesse ou aggravé par les soins apportés, mais n'ayant aucun rapport avec des causes accidentelles ou fortuites.

Mortalité infantile (Nombre pour 1 000 naissances vivantes)

La mortalité infantile est une statistique calculée en faisant le rapport entre le nombre d'enfants morts avant l'âge d'un an sur le nombre total d'enfants nés vivants. Cet indicateur est exprimé pour 1 000 naissances (‰).

Qualité de la mort

Quality of Death Index

"Quality of Death Index" permet d'évaluer la qualité de la mort dans chaque pays en se basant sur la qualité des soins et services rendus aux personnes mourantes. L'indice est structuré autour de 5 facteurs :

- (1) Soins palliatifs (poids de 20% dans l'indice) : couvre le cadre général du système de santé ;
- (2) Ressources humaines (20%) : mesure la disponibilité et la formation des professionnels des soins médicaux et du personnel de soutien ;
- (3) Accessibilité aux soins (20%) ;
- (4) Qualité des soins (30%) : évalue la présence des directives de surveillance, la disponibilité des opioïdes et la mesure dans laquelle les professionnels de santé et les patients constituent des partenaires en matière de soins ;
- (5) Engagement communautaire (10%) : mesure la disponibilité des bénévoles en matière de soins palliatifs.

Le score de l'indice correspond à la moyenne pondérée des 5 facteurs le composant. Il varie de 0 (mauvaise qualité de la mort) à 100 (bonne qualité de la mort).

Suicide

Taux de suicide pour 100 000 habitants

Le taux de suicide est le nombre de morts causés par le suicide, pendant une année, pour 100 000 habitants.

Lutte contre la faim

Indice de la faim dans le monde

Le calcul de cet indicateur provient d'une agrégation pondérée de 4 indicateurs : la part de la population en sous-nutrition, la prévalence du sous poids chez les enfants de moins de 5 ans, la prévalence de retard de croissance chez les moins de 5 ans et le taux de mortalité des moins de 5 ans.

Pauvreté

Taux de pauvreté relative

Le taux de pauvreté relative est le pourcentage de la population qui vit sous le seuil de pauvreté national.

Taux de pauvreté multidimensionnelle

La pauvreté multidimensionnelle exprime les privations qui touchent les ménages en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. L'indice se base sur 10 indicateurs de la pauvreté, d'où son caractère multidimensionnel :

1. la mortalité infantile (si un enfant est mort dans la famille) ;
2. la nutrition (si un membre de la famille est en malnutrition) ;
3. les années de scolarité (si aucun membre n'a fait cinq ans à l'école) ;
4. l'abandon de l'école (si un des enfants a quitté l'école avant 8 ans) ;

5. l'accès à l'électricité (si le foyer n'a pas d'électricité) ;
6. l'accès à l'eau potable (s'il n'y en a pas à moins de 30 minutes de marche) ;
7. les sanitaires (s'il n'y en a pas ou bien partagés avec d'autres) ;
8. le sol de l'habitat ;
9. le combustible utilisé pour cuisiner ;
10. les biens mobiliers (s'il n'y a pas plus d'un bien parmi : radio, télévision, téléphone, vélo ou moto).

Il est à noter que les statistiques utilisées pour le calcul de cet indice ne sont pas toutes de la même année, allant de 2003 à 2007.

Conditions de vie : accès à l'eau et à l'électricité

Taux d'accès aux sources améliorées d'eau potable (% de la population)

Le taux d'accès aux sources améliorées d'eau potable est le pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable salubre (branchements au réseau, bômes fontaines et points d'eau aménagés) à domicile ou dans un rayon d'au plus un kilomètre du domicile.

Taux d'accès aux réseaux publics d'électricité (% de la population)

Le taux d'accès à l'électricité est la part de la population dont le logement est raccordé au réseau d'électricité.

Conditions de vie : assainissement et désenclavement

Taux de raccordement aux réseaux publics d'assainissement en milieu urbain

Cet indicateur correspond au pourcentage des ménages urbains ayant un accès aux moyens sanitaires d'évacuation des eaux usées et des déchets.

Taux d'accessibilité de la population rurale aux routes

Cet indicateur correspond à la proportion de la population rurale desservie par le réseau revêtu et celle bien desservie par pistes.

Mobilité : densité routière et ferroviaire

Densité routière revêtue en nombre de km/100km²

C'est un indicateur défini par le rapport de la longueur du réseau routier d'un pays et sa superficie.

Cet indicateur permet de caractériser le niveau de développement des infrastructures routières du pays et traduit surtout le poids que représente la gestion des routes pour le pays, particulièrement en ce qui concerne leur entretien.

Densité ferroviaire en nombre de km/100km²

C'est un indicateur défini par le rapport de la longueur du réseau ferroviaire d'un pays et sa superficie.

Cet indicateur permet de caractériser le niveau de développement des infrastructures ferroviaires du pays et traduit surtout le poids que représente la gestion des chemins de fer pour le pays, particulièrement en ce qui concerne leur entretien.

Sécurité routière

Nombre estimé de tués dans les accidents de la route

Cet indicateur représente une estimation du nombre de morts causées par les accidents de la route pour 100000 habitants.

Renforcer le lien social et restaurer la confiance

Attachement à la Nation

Degré d'attachement à la nation

Cet indicateur correspond à la note moyenne des réponses à la question de l'enquête nationale sur le lien social (IRES) / enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPIL : "Sur une échelle de 0 à 4, où (0) indique que vous n'êtes pas du tout attaché, et (4) que vous êtes très attaché, dites-nous quel est votre degré d'attachement à votre nation ?".

Importance de la famille dans la vie personnelle

Degré de confiance accordée à la famille

Cet indicateur indique la note moyenne des réponses à la question de World Value Survey :

"Sur une échelle de 0 à 10, où (0) indique un degré d'importance faible, et (10) un degré très fort, dites-nous quel est le degré de confiance accordé à votre famille ?".

Degré d'importance de la famille dans la vie personnelle

Cet indicateur indique la note moyenne des réponses à la question de World Value Survey : "Sur une échelle de 0 à 10, où (0) indique un degré d'importance faible, et (10) un degré très fort, dites-nous quel est le degré d'importance accordé à la famille dans votre vie personnelle ?".

Importance de la religion dans la vie personnelle

Degré d'importance de la religion dans la vie personnelle

Cet indicateur indique la note moyenne des réponses à la question de World Value Survey : "Sur une échelle de 0 à 10, où (0) indique un degré d'importance faible, et (10) un degré très fort, dites-nous quel est le degré d'importance accordé à la religion dans votre vie personnelle ?".

Lien politique

Degré d'importance de la politique dans la vie personnelle

Cet indicateur indique la note moyenne des réponses à la question de World Value Survey : "Sur une échelle de 0 à 10, où (0) indique un degré d'importance faible, et (10) un degré très fort, dites-nous quel est le degré d'importance accordé à la politique dans votre vie personnelle ?".

Confiance interpersonnelle

Confiance interpersonnelle

Pourcentage des personnes interrogées répondant "oui" à la question de l'enquête nationale sur le lien social (IRES) : "En général, diriez-vous que vous pouvez faire confiance à la plupart des personnes ou qu'il faut être méfiant à leur égard ?".

Confiance institutionnelle

Degré de confiance accordée aux institutions

Cet indicateur indique la note moyenne des réponses à la question de l'enquête nationale sur le lien social (IRES) / World Value Survey : "Sur une échelle de 0 à 10, où (0) indique un degré de confiance faible, et (10) un degré très fort, dites-nous dans quelle mesure avez-vous confiance dans les institutions publiques ?".

Engagement civique

Engagement civique

Cet indicateur indique la note moyenne des réponses à la question de l'enquête mondiale sur les valeurs (World Value Survey) : "Sur une échelle de 0 à 10, où (0) indique un degré d'engagement faible, et (10) un degré très fort, dites-nous quel est le degré de votre engagement dans les organisations non gouvernementales ?".

Solidarité institutionnelle

Solidarité institutionnelle

Cet indicateur, issu de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPII, permet de mesurer la force de la solidarité institutionnelle au sein du pays en se basant sur l'état de la prise en charge par les institutions publiques/privées de la maladie, du chômage et de la retraite. Le score de l'indicateur varie de 0 (si pas de prise en charge par les institutions publiques ou privées de la maladie, du chômage, de la retraite) ; 1 (faible part de la population couverte) à 4 (très forte part de la population couverte).

Solidarité traditionnelle

Solidarité traditionnelle (0 : faible à 4 : très forte)

Cet indicateur, issu de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPII, permet de mesurer la force des solidarités traditionnelles au niveau des pays. Le score de l'indicateur varie de 0 (faible solidarité traditionnelle) à 4 (très forte solidarité traditionnelle).

NATURE-CENTRIC

Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles

Etat de la biodiversité

Indice des bénéfices pour la biodiversité

L'indice des bénéfices est une mesure du potentiel de chaque pays à générer des avantages environnementaux mondiaux dans un domaine particulier. Des indices distincts sont déterminés pour les domaines thématiques comme la biodiversité et le changement climatique.

L'indice des bénéfices pour la biodiversité du Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM) vise à mesurer les avantages globaux potentiels qui peuvent être réalisées par les activités liées à la biodiversité dans un pays. Il reflète la répartition inégale des espèces et des menaces qui pèsent sur eux à travers les écosystèmes du monde, à la fois dans un pays et entre les pays. L'indice varie de 0 (aucun potentiel de biodiversité) à 100 (potentiel de biodiversité maximal).

Endémisme

Taux d'endémisme

L'endémisme est défini par la présence d'une espèce animale ou végétale dans une aire de répartition limitée et qui en est caractéristique. Ici, on parle du patrimoine endémique de la faune et des plantes vasculaires d'un territoire.

Disponibilité des ressources en eau

Les ressources en eaux renouvelables en m³/habitant/an

L'indicateur représente le volume annuel total des ressources en eau renouvelables réelles en m³ par habitant par an.

Moyenne des précipitations en mm/an

La hauteur moyenne des précipitations est la moyenne à long terme de la hauteur (dans l'espace et dans le temps) des précipitations annuelles du pays. Les précipitations sont définies comme tout type d'eau qui tombe des nuages que ce soit sous forme liquide ou solide.

Catastrophes naturelles

Exposition aux risques liés au changement climatique

Stress hydrique

Indicateur qui mesure le total annuel des prélèvements de l'eau (municipaux, industriels et agricoles), exprimé en pourcentage du total annuel d'eau disponible. Le score varie de 0 à 5 comme suit :

- [0-1]: risque bas (<10%) ;
- [1-2]: risque bas à moyen (10-20%) ;
- [2-3]: risque moyen à élevé (20-40%) ;
- [3-4]: risque élevé (40-80%) ;
- [4-5]: risque extrêmement élevé (>80%).

Variabilité interannuelle de l'eau

Indicateur qui mesure la variation de l'approvisionnement en eau entre les années. Le score varie de 0 à 5 comme suit :

- [0-1]: risque bas (<0.25) ;
- [1-2]: risque bas à moyen (0.25-0.5) ;
- [2-3]: risque moyen à élevé (0.5-0.75) ;
- [3-4]: risque élevé (0.75-1.0) ;
- [4-5]: risque extrêmement élevé (>1.0).

Variabilité saisonnière de l'eau

Indicateur qui mesure la variation de l'approvisionnement en eau entre les mois de l'année. Le score varie de 0 à 5 comme suit :

- [1-2]: risque bas à moyen (0.33-0.66) ;
- [2-3]: risque moyen à élevé (0.66-1.0) ;
- [3-4]: risque élevé (1.0-1.33) ;
- [4-5] : risque extrêmement élevé (>1.33).

Gravité de sécheresse

Indicateur qui mesure la durée moyenne, exprimée en nombre de mois, des sécheresses enregistrées au cours de la période 1901-2008. Le score varie de 0 à 5 comme suit :

- [0-1]: risque bas (<20) ;
- [1-2]: risque bas à moyen (20-30) ;
- [2-3]: risque moyen à élevé (30-40) ;
- [3-4]: risque élevé (40-50) ;
- [4-5] : risque extrêmement élevé (>50).

Indice global des risques climatiques

L'indice, publié par GermanWatch, permet de classer les pays du monde selon l'impact quantitatif lié aux événements climatiques extrêmes (tempêtes, inondations, mouvements de masse, ...), à savoir, les décès et les pertes économiques ayant eu lieu dans le pays. Il est à noter que plus le rang d'un pays est élevé, il est considéré comme étant moins exposé aux risques climatiques.

Risque de submersion marine

Cet indicateur représente la part de la population habitant à une altitude inférieure à 5 mètres dans la population totale.

PLANETARISATION

Réduire l'empreinte écologique

Empreinte écologique

Empreinte écologique en hectare par habitant

L'indicateur représente la superficie de terres biologiquement productrices et de zones maritimes dont a besoin, idéalement, un pays pour produire les ressources qu'il consomme et pour absorber les déchets qu'il produit.

Ressources alimentaires

Taux de dépendance des importations de céréales (%)

Le taux de dépendance des importations de céréales est le pourcentage des céréales provenant d'autres pays. En théorie, cet indicateur peut varier de 0 à 100%. Un pays doté d'un degré de dépendance égal à 0% réalise l'autosuffisance en termes de céréales et ne reçoit donc pas de céréales en provenance d'autres pays. Un pays dont le degré de dépendance est de 100% reçoit la totalité de céréales d'autres pays, sans aucune production sur son territoire. Le calcul de cet indicateur s'effectue à l'aide de la formule mathématique suivante :

$$\text{Importations de céréales} / (\text{Production} + \text{Importations} - \text{Exportations})$$

Taux de dépendance des importations de sucre (%)

Le taux de dépendance des importations de sucre est le pourcentage de sucre provenant d'autres pays. En théorie, cet indicateur peut varier de 0 à 100%. Un pays doté d'un degré de dépendance égal à 0% réalise l'autosuffisance en termes de sucre et ne reçoit donc pas de sucre en provenance d'autres pays. Un pays dont le degré de dépendance est de 100% reçoit la totalité de sucre d'autres pays, sans aucune production sur son territoire. Le calcul de cet indicateur s'effectue à l'aide de la formule mathématique suivante :

$$\text{Importations de sucre} / (\text{Production} + \text{Importations} - \text{Exportations})$$

Taux de dépendance des importations de végétales (%)

Le taux de dépendance des importations d'huiles végétales est le pourcentage d'huiles provenant d'autres pays. En théorie, cet indicateur peut varier de 0 à 100%. Un pays doté d'un degré de dépendance égal à 0% réalise l'autosuffisance en termes d'huiles et ne reçoit donc pas d'huile en provenance d'autres pays. Un pays dont le degré de dépendance est de 100% reçoit la totalité d'huiles d'autres pays, sans aucune production sur son territoire. Le calcul de cet indicateur s'effectue à l'aide de la formule mathématique suivante :

$$\text{Importations d'huiles} / (\text{Production} + \text{Importations} - \text{Exportations})$$

Indice de durabilité alimentaire

L'indice de durabilité alimentaire, Food Sustainability Index (FSI), développé par l'Economist Intelligence Unit en partenariat avec le Barilla Center for Food & Nutrition (BCFN), mesure la durabilité des systèmes alimentaires dans 34 pays autour de trois dimensions clés : pertes et gaspillages alimentaires, agriculture durable et nutrition. L'indice se penche sur les politiques et les résultats relatifs aux systèmes alimentaires et aux régimes alimentaires durables au moyen d'une série d'indicateurs de performance qui tiennent compte de la durabilité environnementale, sociale et économique.

Capital naturel : les sols

Les terres arables en hectare par habitant

Les terres arables comprennent les terres définies par la FAO comme étant des cultures temporaires (les terres à deux cultures ne sont comptées qu'une fois), les prés temporaires pour le fauchage ou pour le pâturage, les terres foncières ou les potagers et les terres temporairement en jachère. Les terres abandonnées en raison d'une culture itinérante sont exclues du calcul.

Dépendance énergétique

Taux de dépendance énergétique (%)

Le taux de dépendance énergétique indique la part de l'énergie qu'une économie doit importer. En théorie, cet indicateur peut varier de 0 à 100%. Un taux égal à 0% traduit une indépendance énergétique d'un pays par rapport aux autres pays. Le calcul de cet indicateur s'effectue à l'aide de la formule mathématique suivante :

$$\text{Importations nettes d'énergie} / \text{consommation intérieure brute d'énergie}$$

Performance environnementale

Indice de la performance environnementale

L'indice de la performance environnementale (IPE) est un indice créé pour évaluer, comparer et améliorer l'efficacité des politiques environnementales. L'indice 2014 se base sur 20 indicateurs dont l'accès à l'eau potable, l'assainissement, la pollution intérieure, la protection des régions sauvages, l'exploitation forestière, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les émissions de CO2.

Ces indicateurs sont groupés en deux catégories, la première étant l'état général de l'environnement qui évalue les conséquences environnementales pour la santé de l'homme. La deuxième catégorie est la vitalité de l'écosystème qui mesure l'état de santé et l'exploitation des ressources naturelles.

Le score de l'indice varie de 0 à 100, où 100 signifie une meilleure performance environnementale.

Limiter l'artificialisation

Urbanisme et métropolisation

Taux d'urbanisation (%)

Le taux d'urbanisation est le rapport de la population urbaine à la population totale.

Population de la ville la plus peuplée en % de la population urbaine globale

Cet indicateur désigne le pourcentage de la population urbaine d'un pays vivant dans la région métropolitaine la plus importante de ce pays.

Population urbaine vivant dans les bidonvilles en % de la population urbaine

Cet indicateur représente la part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles ou des logements non conformes.

Passer de la mondialisation à la mondialité

Mobilité circulaire

Migrants internationaux en % de la population

Le nombre de migrants internationaux représente le nombre de personnes nées dans un pays autre que celui dans lequel ils vivent.

Indice "Best countries for immigrants"

Cet indice, élaboré par "US News" et "World Report", permet d'évaluer les pays selon l'environnement qu'ils offrent aux immigrants et ce, sur la base d'une enquête menée auprès de 21 000 personnes issues de 80 pays. Quatre critères ont été pris en considération durant l'évaluation, à savoir "la stabilité économique", "l'accès au marché du travail", "l'égalité des revenus" et "le niveau d'habitat".

En outre, ces pays ont été également évalués selon le pourcentage des migrants dans le total de la population du pays, les transferts de fonds vers le pays d'origine et les mesures d'intégration prévues pour les migrants, notamment la formation linguistique et les politiques nationales d'intégration.

Transfert des Marocains Résidant à l'Étranger en % du PIB

Cet indicateur représente le poids des transferts des marocains qui résident à l'étranger dans le produit intérieur brut du Maroc.

Liberté de voyage

The Henley Passport Index

L'indice « Henley Passport Index » classe les passeports en fonction du nombre de destinations qui peuvent être atteintes en utilisant le passeport ordinaire d'un pays particulier sans avoir besoin d'un visa préalable (« sans visa »). L'enquête classe 199 passeports contre 227 pays, territoires et micro-Etats de destination.

EXPONENTIALITE

Maitriser les technologies

Degré de préparation aux technologies disruptives

Indice de préparation aux NTIC (Network Readiness Index) (score de 1 à 7)

L'indice mesure la disposition des pays à exploiter les possibilités offertes par les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Le NRI cherche à mieux comprendre l'impact des TIC sur la compétitivité des nations. Le NRI est un indice composite de trois éléments : l'environnement offert par le pays en faveur des TIC (marché, environnement politique et réglementaire des infrastructures, ...), la volonté des acteurs (individus, entreprises et gouvernements) à utiliser les TIC, et, enfin, l'utilisation des TIC parmi ces parties prenantes.

Global connectivity index

Cet indice a pour but d'analyser un bon nombre d'indicateurs relatifs à l'infrastructure intelligente et la transformation numérique afin d'élaborer une carte complète sur l'économie numérique mondiale.

Cet indice, qui a été lancé en 2014, compare 50 pays selon 40 indicateurs liés à l'impact des technologies d'information et de communication sur l'économie du pays, la compétitivité numérique et la croissance future.

Il représente une évaluation quantitative unique qui évalue de manière exhaustive et objective la connectivité industrielle numérique des pays.

Inclusive Internet index

Cet indice fournit une évaluation de l'inclusion de l'internet au niveau national selon quatre catégories : disponibilité, accessibilité, pertinence et niveau de préparation. L'objectif est de mettre l'accent sur les facteurs qui stimulent une inclusion durable de ce réseau et d'effectuer une comparaison en termes d'environnement favorable à l'adoption et à l'utilisation productive d'internet.

Indice de connectivité mobile

Cet indice est un outil analytique qui mesure la performance des pays selon la connectivité mobile sur la base de quatre indicateurs, à savoir : l'infrastructure mobile, l'accessibilité financière, la satisfaction du consommateur et les services disponibles en ligne.

Intelligence artificielle

Global IA Index (Indice mondial de l'intelligence artificielle)

Indice relatif à l'intelligence artificielle basé sur 3 piliers d'analyse : l'investissement, l'innovation et la mise en œuvre.

Densité robotique

Densité robotique (nombre de robots industriels pour 10 000 employés)

Cet indicateur, élaboré par la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) dans son rapport sur le commerce et le développement, mesure le nombre de robots industriels exprimé pour 10 000 employés.

Qualité de la vie digitale

E-Gouvernement development index (score de 0 à 1)

L'indice de Développement E-gouvernement est un indice composite calculé sur la base de la moyenne des 3 sous-indices suivants : les services en ligne, le capital humain et l'infrastructure des technologies de l'information.

Indice de la qualité de vie digitale (Digital Quality of Life Index)

L'indice de la qualité de vie digitale est élaboré par la société anglaise de cybersécurité Surfshark. Cet indice regroupe 110 pays, soit 90% de la population mondiale, et les évalue suivant cinq critères relatifs au bien-être numérique, à savoir : qualité d'Internet ; accessibilité à Internet ; sécurité numérique ; infrastructure numérique ; administration numérique.

Global Remote Work index

L'indice mesure l'attractivité du travail à distance au sein d'un pays donné en se basant sur quatre dimensions d'analyse : la cybersécurité, la sécurité économique, les infrastructures numériques et physiques et la sécurité sociale.

Villes intelligentes

Indice mondial des villes intelligentes

Selon cet indice, une "ville intelligente" est un milieu urbain qui utilise la technologie pour améliorer les avantages de la numérisation et atténuer les défauts de l'urbanisation pour ses citoyens. Le classement est élaboré en interrogeant un panel de citoyens de différentes villes dans le monde. Les questions du sondage portent sur les dispositions technologiques et les infrastructures de chaque ville dans cinq domaines clés : santé, sécurité, mobilité, activités et gouvernance.

Propriété intellectuelle

Nombre de brevets pour 1 million d'habitants

Les demandes de brevets sont les demandes déposées dans le monde entier dans le cadre de la procédure du Traité de coopération en matière de brevets ou auprès des bureaux des brevets nationaux pour obtenir des droits exclusifs d'une invention (un produit ou un processus) présentant une nouvelle façon de faire quelque chose ou une nouvelle solution technique à un problème. Un brevet protège le propriétaire de l'invention pendant une période limitée, habituellement fixée à 20 ans.

Cyber-sécurité

Indice de cybersécurité dans le monde

L'indice de cybersécurité dans le monde permet de mesurer les capacités nationales en matière de développement de la cybersécurité et d'établir un classement des pays sur la base de ses résultats. Il s'agit essentiellement d'un indicateur composite regroupant plusieurs indicateurs individuels. Le processus d'établissement d'indicateurs de cybersécurité peut être analysé au travers de cinq grandes catégories. Les pays sont classés par rapport à la norme de référence fournie pour chaque catégorie. Les catégories composant l'indice se présentent comme suit :

1. Cadre juridique

La législation constitue une mesure cruciale de la capacité à proposer un cadre harmonisé fournissant aux différentes entités une base réglementaire commune en matière d'interdiction de conduites criminelles spécifiées ou d'obligations réglementaires minimales. Les critères de mesure du cadre juridique peuvent être l'existence et le nombre d'institutions et de cadres juridiques relatifs à la cybersécurité et à la cybercriminalité. Le sous-groupe d'indicateurs de performance de cette catégorie est le suivant : Législation pénale ; Réglementation et conformité.

2. Mesures techniques

La technologie constitue la première ligne de défense contre les cybermenaces et les agents malveillants en ligne. Les critères d'évaluation des mesures techniques peuvent être l'existence et le nombre d'institutions et de cadres techniques approuvés ou créés par l'Etat en rapport avec la cybersécurité. Le sous-groupe d'indicateurs de performance de cette catégorie est le suivant : Centre de veille, d'alerte et de réponse aux incidents informatiques ; Normes ; Certification.

3. Structures organisationnelles

La mise en œuvre d'une initiative nationale, quelle qu'elle soit, requiert des mesures organisationnelles et procédurales. Le sous-groupe d'indicateurs de performance de cette catégorie est le suivant : Politique ; Feuille de route relative à la gouvernance ; Organisme responsable ; Evaluations comparatives nationales.

4. Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités est intrinsèque aux trois premières catégories de mesure (juridique, technique et organisationnelle). Le sous-groupe d'indicateurs de performance de cette catégorie est le suivant : Normalisation ; Développement des compétences des ressources humaines ; Certification professionnelle ; Certification des organismes.

5. Coopération internationale

La cybersécurité, qui requiert des informations en provenance de tous les secteurs et de toutes les disciplines, doit faire l'objet d'une approche multipartite. Parce qu'elle renforce le dialogue et la coordination, la coopération permet d'élargir le champ d'application de la cybersécurité.

Les critères de mesure de la coopération nationale et internationale peuvent être l'existence et le nombre de partenariats, de cadres coopératifs et de réseaux de partage d'informations. Le sous-groupe d'indicateurs de performance de cette catégorie est le suivant : Coopération entre Etats ; Coopération entre organismes ; Partenariats public-Privé ; Coopération internationale.

Le modèle statistique utilisé pour le calcul de l'indice se base sur une analyse multicritère. Cette analyse établit des préférences entre différentes options par rapport à un ensemble explicite d'objectifs identifiés, pour lesquels il existe des critères mesurables établis pour évaluer le degré d'accomplissement des objectifs. Un modèle additif d'évaluation linéaire simple est appliqué.

La matrice de performances de l'analyse multicritères décrit les options et chaque colonne décrit la performance des options par rapport à chaque critère. L'évaluation individuelle de la performance est numérique. La notation comparative se basera sur les indicateurs ci-dessous, auxquels la même pondération est appliquée (à noter que la pondération de certaines sous-catégories est effectuée à un niveau supérieur étant donné que certains indicateurs contiennent plus de sous-groupes). 0 point est alloué lorsqu'il n'y a aucune activité ; 1 point est alloué pour une action partielle et 2 points sont alloués pour une action plus exhaustive.

Le nombre total de points pour chaque catégorie est comme suit :

1. Cadre juridique	4
A. Législation pénale	2
B. Réglementation et conformité	2
2. Mesures techniques	6
A. Centres de veille, d'alerte et de réponse aux incidents informatiques (CERT/CIRT/CSRIT)	2
B. Normes	2
C. Certification	2
3. Structures organisationnelles	8
A. Politique	2
B. Feuille de route relative à la gouvernance	2
C. Organisme responsable	2
D. Evaluations comparatives nationales	2
4. renforcement des capacités;	8
A. Normalisation	2
B. Développement des compétences des ressources humaines	2
C. Certification professionnelle	2
D. Certification des organismes	2
5. Coopération internationale	8
A. Coopération entre Etats	2
B. Coopération entre organismes	2
C. Partenariats public-privé	2
D. Coopération internationale	2

Notation:

x_{qc} Valeur de l'indicateur individuel q pour le pays c, où $q = 1, \dots, Q$ et $c = 1, \dots, M$.

I_{qc} Valeur normalisée de l'indicateur individuel q pour le pays c

CI_c Valeur de l'indicateur composite pour le pays c

Le critère de référence utilisé sera le score du pays hypothétique qui obtiendra le plus grand nombre de points total (34) concernant son degré de préparation. L'indice composite résultant ira de zéro (niveau de préparation le plus bas) à 1 (critère de référence):

$$CI_c = \frac{I_{qc}}{34}$$

La technique de normalisation sera basée sur une méthode de classement:

$$I_{qc} = \text{Rank}(x_{qc}).$$

Humaniser l'économie

Inégalités

Indice de Gini (Coefficient de 0 à 1)

Le coefficient de Gini est une mesure du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée, développée par le statisticien italien "Corrado Gini".

Le coefficient de Gini se calcule par rapport à la fonction (dont la représentation graphique est la courbe de Lorenz) qui associe à chaque part de la population ordonnée par revenu croissant, la part que représente ses revenus.

C'est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite (tout le monde a le même revenu) et 1 signifie l'inégalité totale (une personne a tout le revenu, les autres n'ont aucun revenu).

Emploi et Chômage

Taux de chômage national (%)

Le taux de chômage exprime la part des chômeurs dans la population active âgée de 15ans et plus. Ce taux est obtenu par le rapport de l'effectif des chômeurs à celui des actifs âgés de 15 ans et plus.

Taux de chômage des personnes ayant un niveau d'instruction supérieur

Le taux de chômage exprime la part des chômeurs dans la population active âgée de 15ans et plus. Ce taux est obtenu par le rapport de l'effectif des chômeurs à celui des actifs âgés de 15 ans et plus.

Importance du travail informel

Indice qui exprime la part des chômeurs disposant d'un niveau d'instruction supérieur dans la population active âgée de 15ans et plus.

Financement de l'économie

Epargne nationale brute en % du PIB

L'épargne nationale brute représente la partie du revenu national brut disponible non affectée à la consommation finale.

Réduire l'impact de l'Anthropocène

Transition énergétique

Green Future Index

L'indice "Green Future" est un classement de 76 pays en fonction de leurs progrès et de leur engagement en faveur d'un avenir à faible émission de carbone. Il mesure le degré auquel leurs économies s'orientent vers des énergies, une industrie, une agriculture et une société propres grâce à des investissements dans les énergies renouvelables, dans l'innovation et dans la finance verte.

Créé en 2021, cet indice évalue la performance environnementale des pays concernés, à travers les cinq dimensions suivantes :

- Emissions de Carbone (15%) : la quantité totale des émissions ainsi que leurs évolutions dans l'industrie, le transport et l'agriculture ;
- Transition énergétique (15%) : la contribution des énergies renouvelables dans la consommation globale du pays et l'évolution de leur part dans le mix énergétique ;
- Sociétés vertes (15%) : le degré de boisement et restauration des forêts, la construction de bâtiments efficaces énergétiquement, le recyclage et la consommation de viandes et de produits laitiers ;
- Innovations propres (15%) : la part des brevets "verts" dans l'industrie, les investissements transfrontaliers en énergies propres et les investissements relatifs à l'usage des nouvelles technologies dans l'industrie alimentaire "FoodTech".

- Politiques climatiques (40%) : l'engagement et les ambitions politiques envers les objectifs climatiques, l'inclusion des émissions carbone dans les programmes de financements, l'agriculture durable ainsi que l'orientation de la relance post-Covid vers une relance verte.

Indice de la transition énergétique

Calculé annuellement par le Forum Économique Mondial, cet indicateur compare les pays en fonction de deux éléments essentiels : la performance des systèmes énergétiques en termes de sécurité et de durabilité environnementale et le degré de préparation à la transition énergétique.

Pour évaluer la performance d'un système énergétique, le Forum Économique Mondial évalue :

- la sécurité et l'accès à l'énergie,
- la durabilité environnementale,
- la croissance et le développement économique.

En ce qui concerne la préparation à la transition énergétique future, sont évalués les indicateurs suivants :

- La structure du système énergétique ;
- Le capital et les investissements réalisés ;
- La réglementation et l'engagement politique ;
- Les institutions et la gouvernance ;
- Les infrastructures et l'environnement business-innovation ;
- La participation du grand public et les ressources humaines.

Part des énergies renouvelables dans la puissance électrique installée (%)

Cet indicateur correspond au pourcentage des énergies renouvelables dans la puissance totale de l'énergie installée. Les énergies renouvelables sont des sources d'énergie dont le renouvellement naturel est assez rapide pour qu'elles puissent être considérées comme inépuisables à l'échelle de temps humaine. Les énergies renouvelables comprennent, principalement, les énergies hydraulique, éolienne et solaire, mais également la biomasse, l'énergie de la géothermie et les énergies marines.

Performance en matière de lutte contre le changement climatique

Indice de la performance en matière de lutte contre le changement climatique

L'indice constitue un instrument qui est censé améliorer la transparence dans la politique climatique internationale. Son objectif est d'exercer la pression politique et sociale sur les pays qui n'ont, jusqu'à présent, pas réussi à prendre des mesures ambitieuses pour la protection du climat, ainsi que de mettre en évidence les pays ayant les meilleures pratiques des politiques climatiques.

Sur la base des critères normalisés, l'indice évalue et compare la performance de la protection du climat de 58 pays qui sont, ensemble, responsables de plus de 90% des émissions mondiales de CO2 liées à l'énergie. 80% de l'évaluation est basée sur des indicateurs objectifs de la tendance des émissions et du niveau des émissions, et 20% des résultats de l'indice se basent sur des évaluations nationales et internationales, faites par plus de 200 experts, de la politique climatique de chaque pays.

Coût de la dégradation de l'environnement

Coût de la dégradation de l'environnement en % du PIB

Les coûts de la dégradation de l'environnement peuvent être considérés comme une perte de bien-être national (welfare loss). Cette perte peut prendre les formes suivantes :

- La perte d'un cadre de vie sain (par une mort prématurée, par de graves problèmes de santé, par l'absence d'environnement propre, ...);
- La perte d'un cadre de vie sain (par une mort prématurée, par de graves problèmes de santé, par l'absence d'environnement propre, ...);
- Des pertes économiques (telles que la réduction de la productivité des terres agricoles, la perte de revenus touristiques, ...);
- La perte de bénéfices environnementaux (telle que la perte des fonctions récréatives d'un lac, d'une plage ou d'une forêt).

Gestion des ressources en eau

Retraits annuels d'eau douce pour l'agriculture en % des retraits totaux

Les retraits annuels d'eau douce pour l'agriculture sont les retraits annuels d'eau pour l'irrigation et la production animale sans tenir compte des pertes d'évaporation des bassins d'accumulation. Les retraits comprennent, cependant, l'eau des usines de dessalement dans les pays où ils sont une source d'eau importante.

Garantir et préserver la stabilité du cadre macro-économique

Croissance économique

Taux de croissance économique (%)

La croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut. Il est mesuré "en volume" ou "à prix constants" pour corriger les effets de l'inflation. Le taux de croissance économique est le taux de variation du PIB.

Inflation

Taux d'inflation (en %)

Le taux d'inflation désigne la variation, en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation sur une période de temps donnée par rapport à celui calculé pour une période précédente. Il est généralement calculé en glissement annuel.

Finances Publiques

Solde budgétaire en % du PIB

Le solde budgétaire est la différence entre le niveau des ressources et le niveau des charges constaté dans le budget d'un pays.

Lorsque ce solde est positif, il s'agit d'un excédent. Dans le cas contraire, on parle de déficit.

Taux d'endettement public : Taux d'endettement direct du Trésor

Taux d'endettement public est la somme de l'encours de la dette extérieure et celui de la dette intérieure du trésor exprimée en pourcentage de produit intérieur brut du pays.

Comptes extérieurs

Solde du compte courant en % du PIB

Le solde du compte courant correspond au solde des flux monétaires d'un pays résultant des échanges internationaux de biens et services (balance commerciale), des revenus et transferts courants.

Solde commercial de biens et services en % du PIB

Le solde commercial de biens et services retrace la différence entre les exportations de biens et services et les importations de biens et services, exprimée en pourcentage du PIB. Un solde positif indique que les exportations dépassent en valeur les importations (excédent commercial). Un solde négatif indique, au contraire, que les importations dépassent en valeur les exportations (déficit commercial).

Taux de couverture des importations par les exportations (en %)

Le taux de couverture des importations par les exportations est un ratio utilisé en économie pour ramener le solde de la balance commerciale (exportations et importations de marchandises) à un pourcentage. C'est donc un indicateur mesurant l'indépendance économique d'un pays.

On obtient le taux de couverture en effectuant la formule mathématique suivante :

$$\text{Exportations (marchandises)} / \text{Importations (marchandises)}$$

Réserves de change en mois d'importations

Les réserves de change sont les avoirs en devises étrangères et en or détenues par une banque centrale d'un pays. L'indicateur "réserves de change en mois d'importations" reflète le nombre de mois d'importations qu'un pays à la possibilité d'acheter avec ses réserves en devises étrangères.

Investissement

Taux d'investissement (FBCF/PIB) (en %)

Le taux d'investissement représente la part relative de la formation brute de capital fixe (FBCF) dans le PIB.

La formation brute de capital fixe (FBCF) représente la valeur des biens durables acquis par les unités productrices résidentes afin d'être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production ainsi que la valeur des services incorporés à ces biens. Elle comprend notamment. - L'acquisition des biens meubles ; - L'acquisition des biens immeubles (bâtiment et travaux publics) ; - l'aménagement et les nouvelles plantations ; - La variation, auprès des producteurs, du cheptel adulte d'animaux de reproduction ou de trait (bétail).

Bancarisation

Taux de détention de comptes bancaires par les particuliers résidents

Cet indicateur représente la part des individus d'un pays ayant un compte bancaire.

Renforcer la compétitivité globale et améliorer l'attractivité

Richesse globale et capital immatériel

Richesse globale par habitant

La Banque Mondiale définit la richesse globale d'un pays comme étant la Valeur Actuelle Nette (VAN) des flux de consommation future. Le calcul de cette richesse s'effectue à l'aide de la formule mathématique suivante :

$$W_t = \int_t^{\infty} C(s) \cdot e^{-r(s-t)} ds$$

Avec :

W_t : Valeur actuelle nette globale de la richesse à un instant t .

$C(s)$: Consommation durable à l'instant s .

$s-t$: Temps qui sépare l'instant présent de l'origine temporelle.

r : Taux d'actualisation (1,5%) basé sur les travaux de Pearce et Ulph 1999.

Au lieu de calculer cette valeur globale à l'infini, les auteurs de la méthode de la Banque Mondiale ont pris pour convention de la limiter à 25 ans.

La richesse globale par habitant correspond au rapport entre la richesse globale d'un pays et la population totale.

Capital immatériel par habitant

Le capital immatériel d'un pays est composé d'un ensemble d'actifs, notamment, le capital humain, le capital social et le capital institutionnel. Le calcul de ce capital s'effectue à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Capital Immatériel d'un pays} = \text{Richesse globale du pays} - (\text{Capital Naturel} + \text{Capital Produit}) - \text{Avoirs Etrangers Nets}$$

Le capital immatériel par habitant correspond au rapport entre le capital immatériel d'un pays et la population totale.

Capital immatériel en % de la richesse globale

Le capital immatériel en % de la richesse globale est le poids du capital immatériel dans la richesse globale, il correspond au rapport entre le capital immatériel d'un pays et sa richesse globale.

PIB par habitant en dollar PPA constant de 2011 (Classement)

Le PIB par habitant est le produit intérieur brut divisé par la population en milieu d'année. Cet indicateur est converti au moyen du taux de Parité de Pouvoir d'Achat (PPA) et mesuré aux prix constants pour corriger les effets de l'inflation.

PIB par habitant en PPA dollars constants de 2011

Le PIB par habitant est le produit intérieur brut divisé par la population en milieu d'année. Cet indicateur est mesuré aux prix constants pour corriger les effets de l'inflation.

Compétitivité globale du pays

Indice Global de Compétitivité (score de 1 à 7)

L'indice global de la compétitivité évalue la compétitivité des secteurs institutionnels (droits de propriété), économiques (stabilité macroéconomique, marché du travail), et sociaux (santé et éducation).

L'indice est établi sur la base d'une combinaison de 113 critères dans différents domaines (infrastructures, environnement macroéconomique, santé, éducation, ...), dont 34 critères sont issus des bases de données statistiques des organismes internationaux et 79 critères sont issus de réponses aux enquêtes de perception auprès des cadres et dirigeants d'entreprises des différents pays.

Indice mondial de la compétitivité des talents

Cet indice présente une analyse comparative exhaustive, évaluant la façon dont les pays développent, attirent et retiennent les talents dans le but de dresser une image sur la compétitivité des talents qui va permettre aux dirigeants de mettre en œuvre des stratégies visant la promotion de la compétitivité.

Cet indice a été calculé sur la base de 68 variables et d'un modèle d'entrée-sortie simple et robuste.

Indice "Doing Business"

L'indice "Doing Business" mesure l'application effective de la réglementation des affaires dans les économies et dans certaines villes au niveau infranational et régional. Il permet d'analyser les petites et moyennes entreprises au niveau national et mesurer la réglementation s'appliquant à celles-ci tout au long de leur cycle de vie.

Cet indice couvre 10 domaines : (1) Création d'entreprise, (2) Obtention des permis de construire, (3) Raccordement à l'électricité, (4) Transfert de propriété, (5) Obtention de prêts, (6) Protection des investisseurs minoritaires, (7) Paiement des taxes et impôts, (8) Commerce transfrontalier, (9) Exécution des contrats et (10) Règlement de l'insolvabilité.

Change Readiness Index

"Change Readiness Index" est un indice, élaboré conjointement par le cabinet KPMG et l'organisation Oxford Economics Group, qui permet de mesurer la capacité d'un pays - son gouvernement, entreprises privées et publiques, société civile - à anticiper, préparer, gérer et répondre aux différents facteurs de changement et ce, en tirant profit de manière proactive des opportunités qui se présentent et en atténuant les impacts négatifs potentiels qui en découlent.

L'indice est structuré autour de trois piliers : (1) la capacité de l'entreprise, (2) la capacité du gouvernement et (3) la capacité de la société civile. Chaque pilier comprend un ensemble d'indicateurs illustrant la capacité du pays à gérer le changement.

• Les indicateurs relatifs au pilier 1 "capacité de l'entreprise" se présentent comme suit :

- Le marché du travail ;
- La diversification économique ;
- L'ouverture économique ;
- L'innovation et la Recherche & Développement ;
- Le climat des affaires ;
- Le secteur financier ;
- L'infrastructure ;
- Le secteur informel ;
- L'infrastructure technologique.

• Les indicateurs relatifs au pilier 2 "capacité du gouvernement" sont les suivants :

- La situation macroéconomique ;
- La relation des affaires des administrations publiques ;
- La régulation ;
- L'environnement fiscal ;
- L'Etat de droit ;
- La planification stratégique gouvernementale et l'horizon scanning ;
- L'environnement et le changement climatique ;
- La sécurité alimentaire et énergétique ;
- La sécurité ;
- Les droits fonciers.

• Les indicateurs relatifs au pilier 3 "capacité de la société civile » sont comme suit :

- Le capital humain ;
- L'entrepreneuriat ;
- Les filets de la sécurité ;
- L'utilisation de la technologie ;
- Le genre ;
- La croissance inclusive ;

- La démographie ;
- La santé ;
- L'accès à l'information.

Les données relatives à ces indicateurs sont issues d'une part, des données primaires issues de 22 questions d'une enquête réalisée auprès de 1 270 experts répartis dans le monde, et d'autre part, de données secondaires composées de plus de 120 variables (qui sont regroupées en 73 indicateurs).

Les variables secondaires sont issues, notamment, des données du Forum Economique Mondial, de la Banque Mondiale, de Legatum Institute, du Fonds Monétaire International et des Nations Unies. La combinaison de données primaires et secondaires met en évidence une image complète de la préparation au changement dans les 127 pays participants.

Le score de l'indice correspond à la moyenne arithmétique des trois piliers le composant. Il varie de 0 (capacité faible à gérer le changement) à 1 (forte capacité à gérer le changement).

Agility Emerging Markets Logistics Index

L'indice « AGILITY EMERGING MARKETS LOGISTICS INDEX » permet de mesurer la demande intérieure et extérieure de services logistiques à forte intensité commerciale et la capacité de chaque marché émergent à faciliter les opérations logistiques transfrontalières.

Les catégories composant l'indice se présentent comme suit :

- Marchés logistiques internationaux – taille et croissance ;
- Commerce à forte intensité logistique – taille et croissance ;
- Qualité et connectivité des infrastructures ;
- Procédures frontalières – temps et coût.

Indice de facilité du commerce international (score de 1 à 7)

Indice évaluant la qualité des politiques, des infrastructures et des services facilitant la libre circulation des marchandises à travers les frontières et leurs destinations. Il compare les performances des pays du monde dans quatre principaux domaines, à savoir, l'accès au marché, l'administration aux frontières, les infrastructures de communication et de transport et le climat des affaires.

Indice international de l'environnement du commerce illicite

L'indice de l'environnement du commerce illicite mesure le degré de lutte d'un pays contre le commerce illicite grâce aux politiques mises en œuvre. L'indice est construit sur la base de quatre catégories principales, qui sont : les politiques publiques, l'offre et la demande, la transparence commerciale et l'environnement douanier.

Indice mondial de l'entrepreneuriat

L'institut mondial pour l'entrepreneuriat a identifié 14 composantes pour évaluer les écosystèmes entrepreneuriaux, à savoir : la perception des opportunités, la compétence de démarrage, l'acceptation des risques, le réseautage, le soutien culturel, la perception de l'opportunité, la technologie, le capital humain, la compétition, l'innovation des produits, le processus de l'innovation, l'internationalisation, la forte croissance et la disponibilité du capital. Cet indice composite fournit aux décideurs politiques un outil permettant de comprendre les forces et les faiblesses entrepreneuriales de leurs pays, leur permettant, ainsi, de mettre en œuvre des politiques favorisant l'esprit d'entreprise. Il est conçu pour aider les gouvernements à exploiter le pouvoir de l'entrepreneuriat pour un développement économique durable.

Il mesure la qualité et l'ampleur du processus entrepreneurial dans 132 pays du monde. Il est à noter que l'entrepreneuriat traité dans cette évaluation est défini comme étant l'interaction dynamique et institutionnellement intégrée entre les attitudes, les capacités et les aspirations entrepreneuriales des individus et qui conduit à l'allocation de ressources par la création et l'exploitation de nouvelles entreprises.

Trafic de conteneurs dans les ports (en équivalent 20 pieds)

Il s'agit de mesurer la capacité des ports en terme du nombre de conteneurs qu'ils contiennent, en millions d'équivalent vingt pieds (EVP) -comme unité de mesure étant donné qu'il y a différentes tailles de boîte-. Cet indicateur fournit le classement annuel et l'évolution du trafic de conteneurs des principaux ports de commerce mondiaux.

Régulation de la concurrence

Cet indicateur, issu de l'enquête Institutional Profiles Database (IPD) du CEPII, permet de mesurer l'efficacité de la régulation de la concurrence dans le secteur marchand (hors secteur financier). L'indicateur varie de 0 : Très peu efficace à 4 : Efficace.

Part du marché mondial (%)

La part du marché mondial d'un pays représente le pourcentage des exportations d'un pays par rapport aux exportations mondiales. Elle traduit la position qu'un pays occupe sur le marché du commerce international.

Taux d'ouverture de l'économie (biens et services) (en %)

Le taux d'ouverture d'une économie mesure la place que tient le reste du monde dans l'économie d'un pays. Il mesure le niveau de la contrainte extérieure et s'évalue par de multiples éléments significatifs et informatifs du degré d'échange d'une économie avec le reste du monde. Le calcul de cet indicateur s'effectue à l'aide de la formule mathématique suivante :

$$\text{Importations} + \text{Exportations (Biens et services)} / \text{PIB}$$

Cars Production Index

Indice produit par l'Organisation Internationale des Constructeurs de Véhicules Automobiles (OICA) mesurant la production automobile par pays producteur.

Connectivité maritime et aérienne

Indice de connectivité maritime (valeur maximale en 2004 = 100)

L'indice de connectivité maritime indique dans quelle mesure les pays sont reliés aux réseaux internationaux d'expédition. Cet indice de connectivité mesure le réseau des transports maritimes réguliers d'un pays et son intégration au commerce mondial. Il est calculé par la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement en utilisant cinq composantes du secteur du transport maritime : le nombre de navires, leur capacité de transport en conteneurs, la taille maximale des navires, le nombre de services offerts et le nombre d'entreprises qui déploient des porte-conteneurs dans les ports d'un pays.

Pour chaque composante, la valeur d'un pays est divisée par la valeur maximale de chaque composante en 2004. La moyenne des cinq composantes est ensuite calculée pour chaque pays. Cette moyenne est alors divisée par la moyenne maximale en 2004 et multipliée par 100. Une valeur de 100 est attribuée au pays ayant l'indice moyen le plus élevé.

Indice de connectivité aérienne

Il s'agit d'une mesure globale, définie par la Banque Mondiale, de la connectivité aérienne, dans le sens où elle capture l'ensemble des interactions entre tous les nœuds du réseau du transport aérien, même quand il n'y a pas de lien de vol direct entre eux.

La mesure de la connectivité aérienne est étroitement corrélée avec certaines variables économiques, telles que le degré de libéralisation des marchés du transport aérien et l'étendue de la participation à des réseaux internationaux de production.

Transformation économique

African Index for economic transformation

L'indice mesure l'évolution de la transformation économique de 30 pays africains entre 2000 et 2020 en se basant sur cinq dimensions qui reflètent la transformation économique, à savoir la diversification économique, la compétitivité des exportations, la hausse de la productivité, la mise à niveau technologique, et le bien-être humain.

Complexité économique

Indice de complexité économique

L'indice de complexité économique mesure la diversité et la complexité du panier d'exportation. Les pays à forte complexité abritent une gamme de capacités sophistiquées et spécialisées et sont donc capables de produire un ensemble très diversifié de produits complexes.

Système financier

Global Financial Centres Index

Le Global Financial Centres Index (GFCI), publié par Z/Yen Group, permet d'établir un classement des places financières internationales en se basant, principalement, sur leur compétitivité.

La méthodologie de calcul de l'indice se base sur deux sources de données distinctes. La première source intègre 103 indicateurs de compétitivité répartis en 5 dimensions, à savoir : le climat des affaires, le développement du secteur financier, les infrastructures, le capital humain et les facteurs de réputation.

Ces indicateurs sont issus des bases de données de la Banque Mondiale, de l'ONU, du Forum Economique Mondial, et de l'Economist Intelligence Unit. La deuxième source est le résultat des enquêtes d'évaluations par les experts financiers des places financières internationales.

Il est à noter que le classement du GFCI est influent dans la mesure où il est utilisé par les firmes multinationales pour la recherche de centres financiers pouvant servir leurs opérations régionales.

Africa Financial Markets Index

L'indice mesure la solidité et la résilience du secteur financier en se basant sur 6 critères d'évaluation, à savoir la profondeur du marché, l'accès aux marchés des devises, la transparence du marché, la fiscalité et l'environnement réglementaire, la capacité des investisseurs locaux, l'environnement économique et la transparence, et enfin les normes juridiques et leur applicabilité.

Capitalisation boursière en % du PIB

La capitalisation boursière (également connue sous le nom de valeur marchande) se calcule en multipliant le cours de l'action par le nombre d'actions en circulation.

Cet indicateur correspond à la part de la capitalisation boursière des sociétés cotées dans le PIB d'un pays. Les sociétés cotées sont les entreprises inscrites qui sont cotées à la bourse d'un pays à la fin de l'année.

Attractivité globale du pays

Global Opportunity Index

L'indice d'opportunité global du "Milken Institute" offre une large perspective sur le paysage mondial de l'investissement. L'indice intègre une variété de variables économiques, financières, institutionnelles et réglementaires et se veut une ressource pour les entreprises afin d'évaluer l'attractivité des destinations d'investissement potentielles.

Baseline Profitability Index

Cet indice, publié par le Magazine Foreign Policy et établi par le professeur Daniel Altman de la "Business School" de l'Université de New York, permet de classer les pays selon leur attractivité des investissements étrangers.

Il s'agit d'un indice composé de 8 facteurs permettant la prédiction du retour sur investissement avant impôts, auquel peuvent s'attendre les investisseurs dans les pays du monde entier, à savoir : la croissance économique, la stabilité financière, la sécurité physique, la corruption, l'expropriation par le gouvernement, l'exploitation par les partenaires locaux, le contrôle des capitaux et du taux de change. En outre, trois autres facteurs "qui auront une incidence sur la réussite ultime d'un investissement étranger", d'après Daniel Altman, sont pris en compte. Il s'agit de : la croissance de la valeur d'un actif, la conservation de cette valeur alors que l'actif est détenu et la facilité de rapatrier le produit de vente de l'actif.

Indice "Best Countries for Business"

"Best Countries for Business" est un indice, élaboré par "Forbes", pour l'évaluation de la performance des pays dans le domaine des affaires et ce, à travers plusieurs facteurs clés qui en constituent les fondements : les droits de propriété, l'innovation, les taxes, la technologie, la corruption, la liberté (personnelle, commerciale et monétaire), la bureaucratie, la protection des investisseurs et la performance du marché boursier. Les données relatives à ces facteurs sont issues de différentes sources internationales :

- Les taxes, la protection des investisseurs et la bureaucratie sont issues de la base de données "Doing Business" de la Banque Mondiale.
- La liberté commerciale et monétaire est issue de la base de données de Heritage Foundation sur la liberté économique.
- La liberté personnelle est issue de la base de données de Freedom House.
- La technologie et l'innovation sont issues de la base de données "Global Competitiveness Index » du Forum économique mondial.

- La corruption est issue des données relatives à l'indice de perception de la corruption de Transparency International.
- Les droits de propriété sont issus des données "International Property Rights Index".
- La performance du marché boursier est issue des données de Bloomberg.

Le classement de "Best Countries for Business" est obtenu en mesurant pour chaque pays, la moyenne de l'ensemble de ces variables équipondérées.

Indice mondial d'attractivité industrielle "Global Manufacturing Risk Index"

L'objectif du calcul de cet indice est d'identifier les pays les plus propices à la délocalisation industrielle. L'indice prend en compte trois facteurs : les risques (économiques, catastrophes naturelles...), les coûts (travail, électricité, coût de construction...) et les conditions (d'exploitation de main d'œuvre, logistique, environnement des affaires, durabilité...). Pour cela, 20 variables sont prises en compte pour obtenir les 3 scores finaux.

Cet indice permet aux investisseurs d'évaluer l'attractivité d'un pays pour délocaliser leurs industries.

Renewable Energy Country Attractiveness Index

Elaboré annuellement par le cabinet Ernst & Young, l'indice Renewable Energy Country Attractiveness (RECAI) est calculé à partir de notations des facteurs comme le climat des investissements, la stabilité politique et économique, l'accès au marché des énergies, les infrastructures, les programmes des énergies renouvelables, les subventions attribuées à ces énergies, le potentiel technologique, les ressources naturelles, la maturité des technologies, les projets en cours et les prévisions. Le RECAI classe les quarante pays les plus attractifs pour les investissements dans les énergies renouvelables.

Indice Mondial d'outsourcing

Classement qui évalue les pays en se basant sur 52 critères répartis sur quatre dimensions clés : l'attrait financier, l'expertise en main-d'œuvre, l'environnement des affaires et la connectivité numérique.

Les investissements directs étrangers en % du PIB

Les investissements directs étrangers (IDE) sont les rentrées nettes d'investissement pour acquérir, dans une entreprise opérant au sein d'une économie autre que celle de l'investisseur, une participation durable (10% ou plus des actions avec droit de vote). C'est la somme des fonds propres, des bénéfices réinvestis, des autres capitaux à long terme et des capitaux à court terme comptabilisés dans la balance des paiements. L'indicateur "Part des IDE dans le PIB" représente le poids des investissements directs étrangers dans le PIB d'un pays.

Indicateur "Qualité de l'accueil réservé aux touristes étrangers"

L'indicateur "qualité de l'accueil réservé aux touristes étrangers", figurait, en 2013, en tant qu'un sous composant de l'Indice Global de Compétitivité Voyage & Tourisme. Son but est d'évaluer l'attitude de la population d'un pays envers les touristes étrangers. Le score de cet indicateur représente la note moyenne des réponses des experts à la question : "Comment sont accueillis les touristes étrangers dans votre pays ? (1 = mauvais accueil ; 7 = très bon accueil)".

Meilleure destination attractive par le coût

Un classement permettant de découvrir les meilleures destinations à petit budget pour les voyageurs solitaires.

Meilleure destination touristique pour 2024

Classement des destinations touristiques par beauté de paysage et richesse du patrimoine culturel.

Part des recettes touristiques dans le PIB

Les recettes touristiques concernent les dépenses de voyage effectuées par les touristes internationaux entrants. L'indicateur "Part des recettes touristiques dans le PIB" représente le poids des recettes générées par le tourisme dans le produit intérieur brut d'un pays.

Marque-Pays

Brand Finance Nation Brands

"Brand Finance Nation Brands" est élaboré par "Brand Finance", un cabinet spécialisé dans l'évaluation des marques des pays et des entreprises. Cet indice permet de classer les pays selon la force de leurs marques. Le classement est obtenu sur la base de deux principales composantes, à savoir, la force de la marque du pays "Brand Strength Index" et les revenus prévisionnels des marques du pays.

Le score de l'indice "Brand Strength Index", qui varie entre 0 et 100, correspond à des notes variant de D à AAA+, est calculé en combinant une centaine de données relatives aux 3 piliers constituant les fondements de l'attractivité de l'image d'un pays, à savoir : l'investissement, le capital social et institutionnel et les biens et services.

- L'investissement est composé des dimensions suivantes : régulation, taxation, infrastructure, protection des investisseurs, utilisation de la technologie, recherche & développement, doing business, développement du marché, éducation, rétention et utilisation des talents.
- Le capital social et institutionnel regroupe les attributs suivants : corruption, système judiciaire, sécurité, image, qualité de vie, éthique d'entreprises.
- Les biens & services regroupent les dimensions suivantes : règles commerciales, politique publique au titre de la gouvernance, taille du marché, compétitivité et développement du marché, attractivité du tourisme, infrastructure touristique, ouverture du secteur touristique.

Un taux de redevance est calculé, ensuite, pour chaque pays sur la base du score obtenu par le pays au titre de l'indice "Brand Strength Index". Plus le score d'un pays est élevé plus son taux de redevance est élevé.

Les revenus prévisionnels correspondent aux prévisions quinquennales du chiffre d'affaire de toutes les marques dans chaque pays se substituant à ses valeurs prévisionnelles de PIB. Une rente additionnelle est calculée, au cours de la dernière année, sur la contribution de la marque pour tenir compte de sa valeur à perpétuité.

Le score final de chaque pays au titre de l'indice "Brand Finance Nation Brands" correspond ainsi à la valeur actuelle nette, calculée en utilisant le taux d'actualisation propre à chaque pays, du produit du score de l'indice "Brand Strength Index", du taux de redevance et des revenus prévisionnels des marques du pays.

Country Reputation Index

Reputation Lab réalise une étude sur la réputation des pays, basée sur un modèle inspiré de la mesure de la réputation des entreprises où l'indicateur de réputation "RepScore" est la variable dépendante qui s'explique à partir de différents attributs, regroupés en dimensions. Ce modèle mathématique calcule l'influence de chaque attribut sur la réputation de l'entreprise qui repose sur cinq dimensions :

- Qualité de vie.
- Niveau de développement.
- Qualité institutionnelle.
- Facteur humain.
- Éthique et responsabilité.

L'indicateur "RepScore", qui traite de la réputation des pays en mesurant l'admiration, le respect, la bonne impression et la confiance que suscite un pays par rapport à un autre. Les attributs retenus pour mesurer la réputation des 73 pays de l'échantillon sont au nombre de 22 : éthique et transparence, respect des droits de l'homme, protection de l'environnement, lutte contre le changement climatique, usage efficace des ressources publiques, gouvernement et institutions efficaces, dirigeants respectés, bien-être social, environnement favorable aux affaires, engagement avec la communauté internationale, style de vie attractif, environnement naturel, loisirs, culture et gastronomie, sécurité, marques et entreprises connues, héritage culturel, technologiquement avancé, qualité des produits et services, succès sportif, population éduquée et fiable, population aimable et sympathique.

Le score du Country RepScore varie entre 0 et 100 (excellente réputation).

Bloom Consulting Country Brand Ranking

L'indice "Bloom Consulting Country Brand Ranking" est élaboré par "Bloom Consulting", un cabinet de conseil en stratégie de marque des pays et des entreprises. L'indice est obtenu à travers l'application d'un algorithme spécifique développé par le cabinet et qui combine quatre principales variables liées au secteur touristique :

- La performance économique du secteur touristique, mesurée à travers le montant moyen des recettes touristiques et le taux moyen de croissance de ces recettes, enregistrés par chaque pays sur la période 2008-2012.
- La demande digitale, mesurée en utilisant un outil permettant le calcul du volume total de recherche en ligne effectuée par les touristes pour les activités et les attractions touristiques de chaque pays.
- L'évaluation de la stratégie de marque mise en place par l'autorité touristique compétente pour mettre en exergue les offres touristiques du pays.
- L'évaluation des contenus numériques de chaque pays ainsi que ses performances communicatives sur les réseaux sociaux. Cette variable permet de mesurer la présence numérique de la marque de chaque pays et est mesurée, entre autres, à travers le nombre total de visites et le temps moyen passé par chaque visiteur sur le site officiel du pays.

Digital Country Index

L'indice mesure le nombre total de recherches effectuées par tous les citoyens du monde vers un pays donné en se basant sur 5 dimensions principales que sont : l'export, l'investissement, le tourisme, les talents et l'importance (à l'exception de l'importance nationale). A noter que les réseaux sociaux sont exclus de l'analyse.





© 2023 - Institut Royal des Etudes Stratégiques
Tableau de Bord Stratégique, 11ème édition, Novembre 2023

Groupe de travail:

Fatima-zahra AL MOUADDIB, Analyste Statisticienne

Yassine BENAINI, Veilleur-Analyste

Narjiss SATOUR, Analyste Environnementaliste

Chaimaa ZYANI, Data Scientist

Coordonné par Issam LOTFI, Chief Strategy Officer, chargé du Pôle " Veille Prospective"

Sous la direction de Mohammed Tawfik MOULINE, Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques



